

TRIBUNS ET TRIBUNES

LE DISCOURS POLITIQUE EN VALAIS

NB
1796
4

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010197179

Musée cantonal d'histoire et d'ethnographie, Valère
Laboratoire de recherche en ethnologie régionale contemporaine
Cahiers d'ethnologie valaisanne N° 4

Rédaction: Suzanne Chappaz
Traduction des textes de Th. Antonietti et L. Zurbriggen: Frances Trezevant Honegger
Sélection des photos: Stéphane Anderegg, Thomas Antonietti
Conception graphique: Yan Duyvendak
Impression: Imprimerie Constantin SA, Sion
Reliure: Mayer & Soutter SA, Renens

ISSN 1017-0731

ISBN 2-88426-017-X

© Editions des Musées cantonaux du Valais, Sion 1995

TRIBUNS ET TRIBUNES

LE DISCOURS POLITIQUE EN VALAIS

Publié sous la direction de Suzanne Chappaz-Wirthner et Claudia Dubuis

2'153'407

Editions des Musées cantonaux du Valais, Sion 1995

NB 1796/4

BIBLIOTHEQUE
CANTONALE
DU VALAIS



WALISER
KANTONS-
BIBLIOTHEK

96/1049

Sommaire

Claudia Dubuis: Introduction - Le discours politique	9
Ludwig Zurbiggen: Esquisse de la genèse du champ politique valaisan Une interprétation sociologique de la modernisation politique de 1790-1920	19
Benjamin Roduit: Le rôle de l'enseignement dans la relève des élites Etude des collèges valaisans au tournant du siècle	29
Isabelle Raboud: Le Mouvement conservateur et libéral valaisan: son idéologie, ses liens avec Ecône et Jean-Marie Le Pen et les raisons de son échec	49
Yves Fournier: La presse, vecteur et acteur du discours politique Arguments et influence de la presse valaisanne de l'entre-deux-guerres	61
Roland Carrupt, Stéphane Haefliger: Analyse de la rhétorique politique du Nouvelliste (1980-1994): dépolitisation relative et stratégie de délégation	73
Stéphane Rossini: Géopolitique communale valaisanne Redéfinir les frontières ou supprimer les communes? La cas d'Aproz	105
Nathalie Coffre: Les types de pouvoirs politiques dans les Western Isles d'Ecosse	117
Stéphane Anderegg: Mythe et réalité de l'union sacrée Trente ans de mobilisation valaisanne pour les Jeux olympiques	133
Suzanne Chappaz-Wirthner: Quand un discours en cache un autre	159
Thomas Antonietti: Quand l'ethnicisme entre en politique	175
Claudia Dubuis: Un modèle du politique dans un projet municipal de gestion informatique Une approche anthropologique	191

Introduction: Le discours politique

Claudia Dubuis

L'anthropologie et le politique: bref état de la question

Dans la continuité de ses travaux entrepris sur le Valais contemporain, le Labrec a décidé de se pencher sur la question du politique, thème d'autant plus pertinent que la culture politique du canton est toujours présentée, et ressentie par ses acteurs, comme spécialement exacerbée et tout à fait particulière dans la configuration nationale.

En outre, dans un contexte national et international, l'interrogation sur le politique semble de toute évidence à l'ordre du jour. L'éclatement du bloc communiste, la résurgence parfois dramatique des nationalismes «ethniques», la construction d'une Europe unitaire et son corollaire l'émergence de la question des identités et des minorités nationales, ainsi que les enjeux liés à l'immigration, dessinent les nouvelles frontières politiques. De ce fait, de nouvelles interrogations sur la validité des modèles d'interprétation de ces phénomènes sont menées dans les différentes disciplines des sciences sociales, dont l'anthropologie et l'ethnologie.

En guise d'exemple, la revue française *Terrain, Carnet du patrimoine ethnologique français*, a consacré récemment un numéro sur les nations en Europe et sur le nationalisme, dans la mesure où «le nationalisme, cette invention de l'esprit européen, est l'une des grandes constructions historiques élaborées [...] pour organiser et penser le territoire des identités et des différences entre les hommes. Depuis la Révolution française, les représentations de l'altérité puisent, de manière privilégiée, au registre des

appartenances nationales»¹. Identité, appartenance, altérité, autant de thèmes spécifiques à la discipline anthropologique qui trouvent dorénavant dans cette interrogation sur le fait national toute leur pertinence. En effet, cette discipline, dans son projet d'une anthropologie «rapatriée» selon le terme de Georges Balandier, tente désormais de se décroiser et de penser à son tour le fait politique dans les sociétés occidentales, en réadaptant les démarches et les concepts acquis sur les terrains qualifiés d'exotiques.

Dans le champ du politique comme objet d'analyse, une distinction classique s'opérait entre les disciplines: aux ethnologues la réflexion sur l'ethnie, sur la tribu (celle-ci étant souvent considérée comme la forme première, ou embryonnaire d'une organisation politique), ou plus généralement sur les sociétés «autres», qualifiées de sauvages ou de primitives. Aux sociologues ou aux politologues la réflexion sur la forme moderne du politique, souvent présentée comme naturelle, et définitivement associée à l'Etat. L'un des apports essentiels de l'anthropologie à ce champ a consisté à mettre en lumière le fait qu'absence d'Etat ne signifie nullement absence de dispositifs politiques.

Ces conclusions ont été suscitées notamment par les recherches inspirées de l'anthropologie fonctionnaliste britannique² dont l'anthropologie du politique est restée quelque peu le monopole pendant les années quarante et cinquante. Ces travaux ont distingué deux grands principes d'organisation des systèmes politiques: les systèmes non étatiques ou segmentaires, dans lesquels l'organisation politique et la structure



Andreas Weissen donne le signal de départ aux participants de la marche de protestation organisée contre «l'avalanche des poids lourds». Hospice du Gotthard 1989.

de parenté sont fortement imbriqués, et les systèmes étatiques modernes. Nombre d'interrogations dans le domaine anthropologique ont dès lors porté sur la question du passage des sociétés sans Etat aux sociétés avec Etat, trop souvent dans une perspective évolutionniste et réifiante qui tentait de retrouver les germes d'une organisation étatique dans les sociétés tribales.

Dans les années 70 s'opère en France un renouveau de l'anthropologie politique autour de P. Clastres notamment³. L'apport le plus marquant de Clastres a été de montrer de manière polémique et extrêmement relativiste que le passage à l'Etat n'est pas une nécessité historique, en argumentant à partir de l'hypothèse que les sociétés dites primitives seraient des sociétés contre l'Etat⁴ et qu'il existe une rupture et une incompatibilité fondamentales entre ces deux types d'organisation politique.

Dans une autre perspective, la réflexion anthropologique s'est également tournée vers les questions de pouvoir, de domination, et de représentation

du pouvoir. Le fait politique est considéré comme un fait universel qui organise les rapports de sens et les rapports de force à l'intérieur de chaque société, de manière particulière. Par conséquent, l'Etat est considéré comme une forme particulière du politique, historiquement marquée, et toute forme de politique est présentée comme une production sociale, symbolique et historique. L'anthropologie s'attache dès lors à réfléchir sur l'efficacité pratique et symbolique du pouvoir ainsi que sur les processus de transformation de ce dernier⁵.

En relativisant la notion d'Etat, l'anthropologie a permis de mettre en évidence l'idée que l'organisation politique et l'institution étatique dans les sociétés de la «modernité»⁶ ne va pas de soi. L'organisation politique dans les sociétés occidentales n'est en effet pas cantonnée aux institutions étatiques et la société civile est traversée de phénomènes de pouvoir et de rituels politiques, tout comme dans les sociétés traditionnellement qualifiées de tribales par l'anthropologie. En outre, comme ces sociétés tribales ou ces ethnies sont insérées actuellement dans des processus historiques de construction nationale, l'anthropologie ne peut plus se permettre de faire l'économie d'une réflexion sur le rapport qu'entretiennent les sociétés présentées comme traditionnelles et les configurations étatiques «modernes» qui les englobent. Le regard anthropologique, qui se veut moins réifiant, insère la perspective historique et remet de ce fait en question nombre de ses concepts clefs comme la culture, la tradition, l'identité et l'ethnie.

La représentation politique et le Valais

Dans le cadre de ce numéro qui vise à aborder la représentation et le discours politiques, le Labrec a toutefois tenté d'élaborer un fil directeur opératoire qui dépasse la seule notion de spécificité cantonale. Le concept de politique utilisé est entendu dans un sens assez proche de celui que lui donne Bourdieu comme «champ de forces et comme champ de luttes visant à



Réception officielle de Paul Schmidhalter lors de son élection à la présidence du Conseil National. Brigue 1992.

transformer le rapport de forces qui confèrent à ce champ sa structure à un moment donné». Cette définition permet d'éviter de ne prendre en compte que des faits séparés, des catégories préétablies, fixées, liées à l'institutionnalisation qui pose d'emblée une autonomisation de la sphère du politique. Aussi le politique est abordé plus largement comme une catégorie qui traverse tous les phénomènes sociaux et l'examen de l'imbrication du politique et des autres dimensions du social constitue l'une des interrogations essentielles de ce numéro.

Les préoccupations théoriques et méthodologiques ébauchées ici constituent la toile de fond d'un projet qui se veut plus concret. Pour ce faire, deux grands axes préalables ont été esquissés, qui ne s'excluent pas l'un l'autre et qui tournent autour de la métaphore de la représentation politique dans la mesure où, toujours en suivant Bourdieu, «le champ politique est le lieu d'une concurrence pour le pouvoir qui s'ac-

complit par l'intermédiaire d'une concurrence pour les profanes ou mieux, pour le monopole du droit de parler et d'agir au nom d'une partie ou de la totalité des profanes. Le porte-parole s'approprie non seulement la parole du groupe des profanes, c'est-à-dire, la plupart du temps, son silence, mais aussi la force même de ce groupe, qu'il contribue à produire en lui prêtant une parole reconnue comme légitime dans le champ politique»⁷.

Le premier axe, construit autour des notions d'éligibilité et de délégation, ouvre à une réflexion portant sur la représentation politique et la construction de sa légitimité en étudiant les conditions de production et de pérennisation de ceux qui exercent le pouvoir, au travers d'une analyse de l'Etat, des institutions, du jeu des partis⁸. Cependant, le politique n'est pas totalement identifié ici à sa seule partie «visible» ou explicitée, comme les «professionnels» (que Bourdieu opposerait à «profanes»), l'élite politique ou l'«opposition».



la fête comme tribune politique: le conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz lors du cortège organisé à l'occasion du 125^{ème} anniversaire de la première ascension du Cervin. (Zermatt 1990)...



... et lors de la Fête fédérale de lutte suisse (Sion 1986).



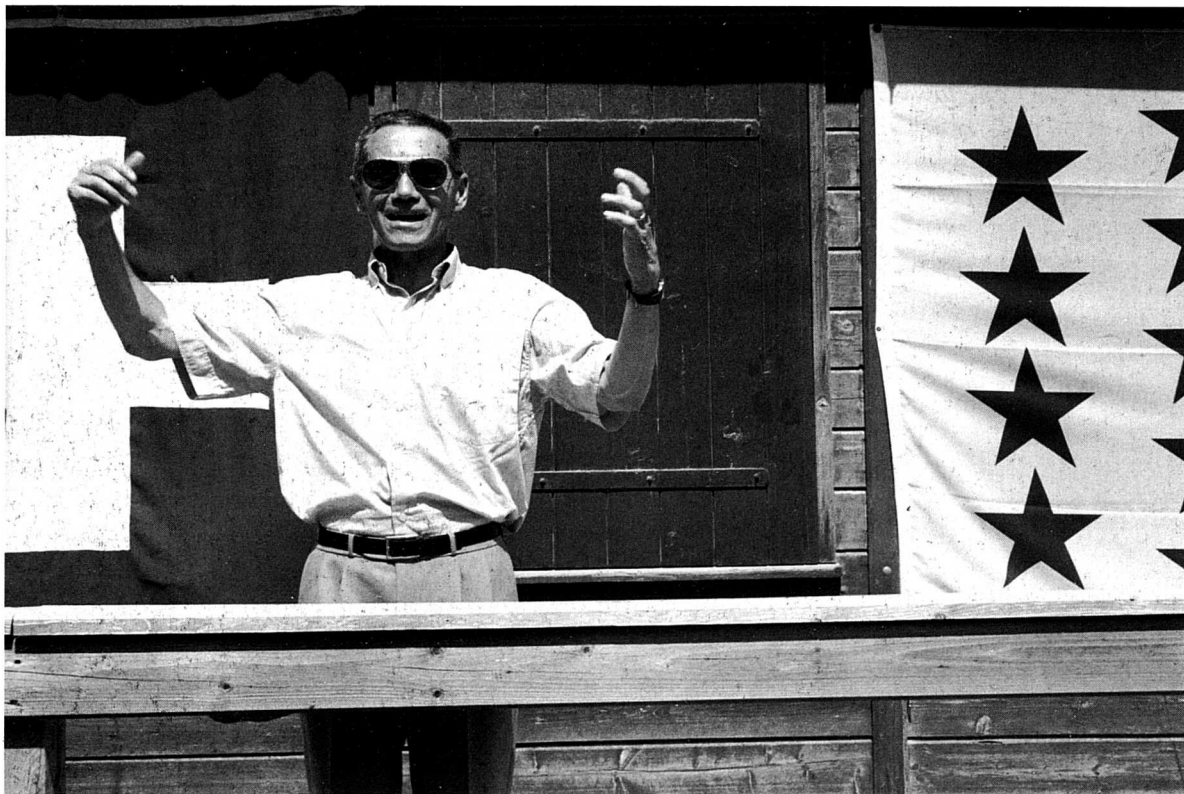
Procession de la Fête-Dieu: le dais est porté par quatre membres du conseil communal. Savièse 1989.

Le deuxième axe porte sur la mise en scène et la ritualisation du politique. Plus classiquement, les anthropologues ont en effet toujours souligné la dimension rituelle et symbolique attachée aux univers politiques. Cette approche tend ainsi à élargir la perspective du premier axe, pour prendre plus largement en compte la «communication politique» moderne dans son ensemble, le pouvoir symbolique, les échanges symboliques opérés entre la classe politique, (les «professionnels») et le reste de la société («les profanes») dans des manifestations telles que le Carnaval, les Fêtes-Dieu, ou encore une campagne électorale, qui auraient pu constituer autant de pistes de recherche.

De toute évidence, ces deux axes préalables se sont beaucoup recoupés dans les différents articles présentés. Ceci dit, c'est plus la représentation politique officielle qui a été traitée, attachée à l'idée du discours politique à proprement parler, notamment au travers des dis-

cours des partis et de leur rapport à la presse locale, et tout particulièrement au *Nouvelliste*. La situation de monopole de ce journal en Valais méritait certes un traitement privilégié. La collusion entre le politique et les médias, pris comme vecteur privilégié du discours politique (S. Haefliger et R. Carrupt, T. Antonietti, Y. Fournier), comme le baromètre politique valaisan au travers des recommandations de vote du NF (S. Haefliger et R. Carrupt) et voire même comme acteur civique (Y. Fournier), constitue certainement un élément d'analyse privilégié pour élaborer une analyse du discours politique. Plus globalement, ce type d'approche permet de mettre en évidence le rôle indéniable des médias dans la constitution de l'espace public moderne.

Certains liens apparaissent également avec d'autres domaines institutionnalisés comme l'enseignement (B. Roduit) et le religieux (I. Raboud, L. Zurbriggen). Par contre, la représentation symbolique dans le sens d'une théâtralisation du



Le conseiller d'Etat Bernard Bornet lors du percement du tunnel du Mont-Chemin. Martigny 1990.

politique a été quelque peu négligée; elle est cependant tout particulièrement mise en évidence dans l'article de S. Chappaz qui, à partir d'un élément anecdotique - une levée de matze -, analyse la manière dont une forme de représentation du discours politique s'est manifestée récemment pour l'autoroute en empruntant une figure traditionnelle de rébellion, et comment une représentation symbolique du politique s'est construite autour de cet objet spécifique.

Un thème central semble également pouvoir être dégagé autour de la question de la légitimité politique. Sous de nombreux aspects, la question de la manière dont se construit une légitimité politique a effectivement été soulevée. Et ce tant pour des groupes d'opposition (S. Chappaz) que pour des groupes minoritaires, comme le montre l'article d'I. Raboud qui traite de la manière dont, dans un contexte de mutation de société, un groupe minoritaire partie de l'élite valaisanne

conservatrice, a emprunté à certains modèles politico-religieux étrangers au Valais pour construire sa légitimité.

D'autres articles traitent de la reproduction et de la pérennisation du politique pour les élites au travers des modalités de l'enseignement cantonal (B. Roduit) ou par l'élaboration d'un événement spectaculaire tel que le projet renouvelé, avec ses trois votations successives, de la réalisation de Jeux Olympiques d'hiver en Valais (S. Andereggen). La construction d'une légitimité d'un centre de recherche autour d'une thématique à forte connotation politique, tant dans son objet (les économies d'énergie) que dans son traitement (incitation à la participation collective par l'informatique), se situe hors du champ politique autonomisé défini comme tel mais pourrait à l'avenir constituer un modèle de gestion du champ socio-politique (C. Dubuis). Enfin, une forme de légitimité politique peut également s'élaborer en relation avec le territoire et les enjeux résidant autour de la définition, souvent remise



Le conseiller national Simon Epiney, invité d'honneur lors de la Fête des Rois organisée par la société de développement. Chandolin (Val d'Anniviers) 1994.

en discussion, des frontières géopolitiques communales (S. Rossini). Cette territorialité problématique du politique se manifeste avec force dans un exemple non valaisan, le cas des Western Isles d'Ecosse, dont l'analyse par N. Coffre élargit la perspective dessinée dans ce cahier.

L'ensemble des travaux croise également avec constance le thème identitaire qui représente apparemment une dominante dans le discours politique valaisan. Par exemple, le discours de légitimation des Jeux Olympiques offre un bon exemple de l'image que la communauté valaisanne estime donner de soi en jouant sur un véritable travail de récupération du passé et sur l'équilibre entre la tradition et la modernité (S. Anderegg).

Cette analyse rejoint celle de T. Antonietti qui démontre, à partir d'un article de presse, un point de vue souvent valorisé en Valais, celui du balancement entre l'image idéalisée que le canton se donne de lui-même, celui du peuple

montagnard, du village associé à un certain esprit communautaire, en opposition à l'image extérieure de la ville, ici la «Babylone» zurichoise, avec ses multiples problèmes de société. Derrière ce balancement se dévoile donc implicitement une production sociale, certes inconsciente mais bel et bien agissante, des enjeux socio-politiques et de leur reproduction.



Les deux centenaires Antoinette Mosoni et Euphrasie Delalay en compagnie du président de la commune de Saint-Léonard, Michel Schwéry, et du président du Conseil d'Etat du Valais, Bernard Bornet. Saint-Léonard 1990.

Notes

- 1 *Terrain* n°17, 1991, p 5.
- 2 Notamment les travaux d'E. EVANS-PRITCHARD sur les Nuer au Soudan (1940), de M. FORTES sur les Tallensi du Ghana (1945, 1949), E. EVANS-PRITCHARD et M. FORTES sur les systèmes politiques africains (*African Political Systems*, 1940) ou encore de E. LEACH sur les systèmes politiques des Hautes Terres de Birmanie (1954).
Nous n'allons pas entrer dans le détail des critiques adressées à ce courant.
- 3 Sans compter l'apport de l'anthropologie marxiste française qui ne sera pas discuté ici.
- 4 Suivant le titre de l'un des textes les plus célèbres de P. CLOUSTRES, *La Société contre l'Etat*, Paris, Minuit, 1974.
- 5 Par exemple, et parmi bien d'autres, les travaux de J.-L. AMSELLE sur la mise en question du concept d'ethnie et d'identité culturelle en Afrique dans son ouvrage *Logiques métisses*, Paris, Payot, ou de M. SAHLINS à propos de la ritualisation du pouvoir et de l'historicité de l'événement dans les Iles du Pacifique, *Des Iles dans l'Histoire*, Paris, EHESS, Le Seuil, 1989, notamment le texte intitulé «L'apothéose du Capitaine Cook».
- 6 Par «modernité» il faut comprendre ici toute société où prédomine historiquement une organisation politique de type étatique, comme les sociétés occidentales.
- 7 P. BOURDIEU, «La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique», *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* no 36-37, 1981, p 3.
- 8 P. BOURDIEU, op cit, p 13.
- 9 Piste proposée par M. ABELES. Voir notamment dans *Anthropologie politique de la modernité*, *L'Homme* 121, janvier-mars 1992, XXXII (1), pp 15-30.

Esquisse de la genèse du champ politique valaisan

Une interprétation sociologique de la modernisation politique de 1790-1920

Ludwig Zurbriggen

Nous allons tenter ici de reconstituer l'émergence du champ politique en Valais. Après avoir brièvement défini et explicité la notion du champ politique et de capital politique, nous essaierons d'esquisser de manière socio-historique la genèse du champ politique au XIX^e siècle.

Pour comprendre les réflexions qui suivent, nous avons besoin de quelques notions-clés, développées par le sociologue français Pierre Bourdieu. Tout d'abord le concept de champ. C'est un ensemble de relations objectives entre les positions sociales occupées par les acteurs. Autrement dit, c'est un réseau ou une configuration de relations qui existe indépendamment de la volonté des individus ou des acteurs. Le champ est un espace de concurrence où se joue un jeu. Ce sont les relations objectives entre les joueurs – alliés et adversaires – qui définissent la structure du champ. Les positions des acteurs, des institutions ou des pratiques ne peuvent se comprendre qu'en relation aux autres positions¹.

Le champ politique se caractérise par le fait que le jeu est une lutte symbolique. La structure de ce champ est un système d'écarts. Les actions politiques, les prises de position par les discours politiques doivent être analysées en relation avec les pratiques des autres acteurs, alliés ou adversaires. Si le champ politique a conquis un minimum d'autonomie, sa dynamique ne se réduit plus à la dynamique socio-économique. La lutte politique suit sa propre logique, influencée par les facteurs socio-économiques, certes, mais elle n'est pas réductible à ces seuls facteurs. Néanmoins, le champ politique ne se constitue pas dans le vide. Il doit conquérir son autonomie

relative, sa logique propre, dans un processus socio-historique. La condition la plus importante de son existence est l'apparition d'un capital politique pour lequel les concurrents luttent. Cette lutte symbolique vise le monopole du capital politique.

Dans la théorie de Pierre Bourdieu, la notion de capital englobe plusieurs phénomènes, en plus du capital économique. Le capital est une énergie sociale, une force qui a été accumulée par un travail antérieur. Le capital politique, qui nous intéresse ici, est d'une part la capacité de représenter un groupe social, et ainsi, le pouvoir d'exprimer et même de définir les intérêts du groupe représenté. D'autre part, c'est la capacité d'imposer une vision du monde, de ses divisions en classes sociales perçues comme légitimes par les mandants, et dignes d'être combattues par ses adversaires politiques². Nous proposons dans cet article une esquisse du processus d'émergence du champ politique et de son enjeu, le monopole du capital politique.

Trois états du champ politique valaisan

Le point de départ du processus d'émergence d'un champ politique moderne en Valais se situe à la chute de l'Ancien Régime. Les élites bas-valaisannes cassent le monopole du pouvoir des familles aristocratiques provenant du Haut-Valais. Il est encore difficile, à ce moment-là, de trouver des traces d'un champ politique parce qu'il ne s'est pas encore différencié du champ religieux. Les pouvoirs économique, politique et religieux sont encore à l'état fusionnel.

Le capital politique pour lequel les élites jouent, c'est le monopole de l'expression des intérêts de ces groupes. La vision du monde dominante situe la souveraineté dans le dizain, et en aucun cas dans l'individu. A l'assemblée communale, les chefs de famille représentent les ménages, et non les habitants de la commune. En conséquence, la lutte politique au niveau cantonal se joue entre des représentants d'unités géographiques (villes, villages, dizains), et non pas entre des représentants de groupes sociaux définis par une stratification sociale³. Dans le champ politique valaisan du XIX^e siècle, les villes dominent les villages. Dans chaque ville, on trouve une, deux ou trois familles qui dominent au niveau local et au niveau du dizain et qui contrôlent toutes les affaires. Ces familles sont affiliées au niveau cantonal par des liens parentaux et des alliances. Les stratégies matrimoniales devraient également être considérées comme des stratégies politiques⁴.

Nous faisons donc l'hypothèse de travail suivante, qui demanderait à être vérifiée par une recherche empirique plus détaillée: le champ politique est constitué par les réseaux familiaux, qui fournissent les principaux acteurs de la lutte politique. Ce sont les changements politiques de 1848 qui séparent les chemins de la modernisation du Valais francophone et du Valais germanophone⁵. Le premier est marqué par le dualisme entre radicaux et catholiques-conservateurs. Le second ne connaît pas l'émergence du mouvement radical. Néanmoins, dans les deux régions les familles restent les acteurs privilégiés du champ politique. Même les radicaux sont liés entre eux par des relations parentales et des alliances. Cet état de fait dure jusqu'au tournant du siècle, quand les bouleversements socio-économiques changent profondément la structure des deux champs politiques et leur confèrent une certaine autonomie, inexistante jusqu'à ce moment-là.

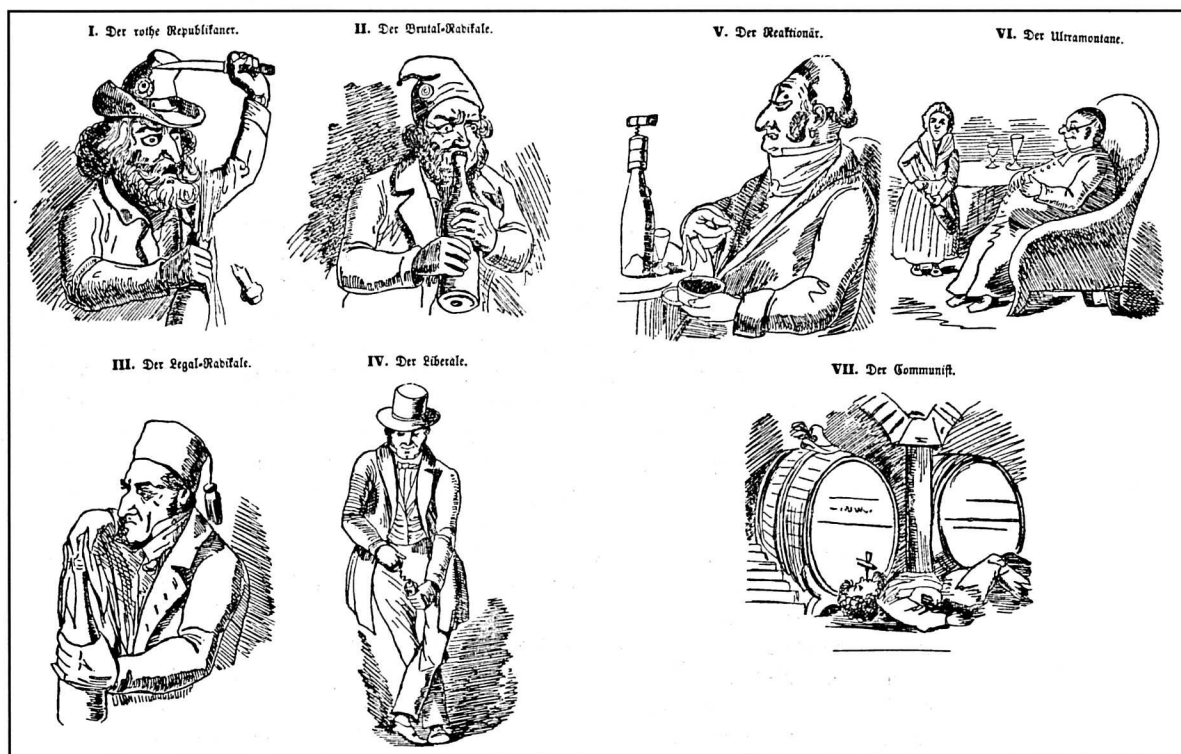
En conséquence, la facilité avec laquelle le capital familial est transformé en capital politique indique la dépendance du champ politique. La

famille, le clan, est une institutionnalisation du réseau de relations que nous appelons capital social. Ce sont les rites d'institution qui donnent une stabilité au capital social. La stabilisation du capital social est importante parce que sa nature symbolique le rend fragile. Autrement dit, le capital social est un capital symbolique, c'est-à-dire que sa valeur dépend de sa reconnaissance⁶. Le capital politique est aussi un capital symbolique, c'est-à-dire que le pouvoir de parler pour des gens que l'on représente repose sur leur reconnaissance et celle de leurs concurrents dans le champ politique. L'historien Jean-Henri Papilloud, écrit:

«La possession de biens importants reste en effet l'élément déterminant qui assure l'aisance et surtout la considération. Elle permet aussi à une famille d'assumer la formation de ses fils dans les trois carrières traditionnelles: le sacerdoce, le droit et les armes.»⁷

«Rares sont les hommes politiques du milieu, voire de la deuxième moitié du XIX^e siècle, qui n'ont pas bénéficié des avantages acquis par leurs ascendants. Les Barman, Du Fay, Dufour ou Morand, comme les Allet-fils et petit-fils de grands baillis, Stockalper ou de Sépibus continuent une tradition familiale.»⁸

C'est à l'intérieur de la famille que l'on transmet le capital politique et ses "prérequisites". Seules les familles aisées sont en mesure de payer une formation secondaire et universitaire à leurs fils pour qu'ils deviennent prêtre, avocat ou médecin. Si on voulait analyser de plus près les luttes politiques entre 1798 et 1848, il faudrait examiner les luttes de concurrence entre les familles et à l'intérieur des familles, car elles constituent les sous-champs politiques de cet état du champ politique valaisan. La domination politique par les aristocrates et les notables est une prolongation de leur domination religieuse et économique sur le plan politique. Elle paraît toute naturelle aux paysans et aux couches dominées; les aristocrates et les notables ne sont donc pas contraints d'entrer dans la logique politique moderne qui recherche le



Un thème valaisan: culture politique et culte de la bouteille: I. Le républicain rouge - II. Le radical brutal - III. Le radical légal - IV. Le libéral - V. Le réactionnaire - VI. L'ultramontain - VII. Le communiste. *Der Postheiri* 1850.

soutien du plus grand nombre. Cela nous indique la très faible autonomie du champ politique de cette époque.

«[...] les membres de l'élite s'imposent comme les représentants les plus efficaces de leur région dont "ils arrangent toutes les affaires". Dès lors, il n'est pas facile de contester une personnalité qui dispose de relations importantes, qui a le "bras long".»⁹

Cette position dominante des familles d'aristocrates et de notables apparaît même d'autant plus naturelle aux dominants qu'ils l'occupent.

«Il n'est pas extraordinaire par le temps qui court de trouver des citoyens qui, ayant été portés au pouvoir et l'ayant conservé quelque temps, en prennent l'*habitude* (souligné par l'auteur), considèrent leur autorité comme une *seconde nature* (idem), à eux propre, dans laquelle ils doivent vivre et mourir, comme le poisson dans l'eau.»¹⁰

Pour résumer ce premier état du champ politique: il commence à devenir autonome avec la pénétration des idéaux de la Révolution française qui provoque la chute de l'Ancien Régime en Valais en 1798. Sa structure est très précaire et il est entremêlé à la structure économique et religieuse. Il n'existe pas encore de champ proprement politique avec une logique spécifique.

Deuxième état du champ politique: la conquête radicale

A partir de 1848, le Valais, c'est-à-dire sa population masculine, élit régulièrement ses représentants au Conseil national et au Conseil des Etats de la nouvelle Confédération suisse. Entre 1798 et 1848, une opposition entre les radicaux et les conservateurs se dessine et donne au champ politique une structure dualiste. Dans les années quarante, la lutte cesse d'être

symbolique et est remplacée par la violence physique. Les radicaux suisses gagnent cette guerre civile en 1847-48 et installent en Valais un gouvernement radical qui tombera en 1857. Dès 1848, le champ politique du Valais francophone est structuré par le dualisme radical/conservateur. Or, dans le Haut-Valais, les radicaux n'ont guère de soutien. Les familles aristocratiques gèrent le monopole du capital politique. La concurrence s'exerce à l'intérieur des élites catholiques conservatrices. Les événements de 1848 partagent le champ politique en deux sous-champs distincts, divisés par la frontière linguistique. Auparavant, les familles aristocratiques assuraient l'unification des discussions politiques, des règles du jeu, donc du champ politique, par leurs liens parentaux et des alliances qui n'étaient pas limitées par la coupure linguistique. Ce n'est plus le cas après 1848.

L'apparition d'un fort mouvement libéral-radical dans les années trente et quarante introduit le conflit idéologique dans le champ politique. La réaction au niveau de l'idéologie confirme le point de vue que le champ politique est un système d'écarts où les acteurs doivent se démarquer mutuellement par leurs pratiques et leurs prises de position.

«En tant qu'idéologie, le conservatisme se développe parallèlement à l'apparition du libéralisme. Il s'agit d'une contre-idéologie qui s'alimente de la substance même de son adversaire.»¹¹

Une petite élite élabore dans les années trente le programme libéral-radical: Etat renforcé, liberté individuelle, liberté du commerce et de l'industrie. Les familles aristocratiques réagissent en formulant un programme qui met l'accent sur le droit divin, la religion unique, l'autonomie des dizains, tout en admettant une démocratie basée sur la communauté et non sur l'individu. Leur idéologue principal s'appelle Pierre-Xavier de Riedmatten. En se faisant le défenseur de la religion catholique, il est en double conformité avec l'Eglise catholique, le propriétaire le plus

important dans le canton avant son expropriation par le gouvernement radical, et le peuple croyant. La domination sociale et religieuse se prolonge sur le plan politico-symbolique. Les radicaux apparaissent alors comme des ennemis de la religion, donc du peuple, ce qui légitime la domination des familles aristocratiques et discrédite leurs opposants radicaux.

Après leur prise de pouvoir en 1848, les radicaux sont les promoteurs du détachement, de l'autonomisation du champ politique par rapport au champ religieux. Un indicateur en est le développement d'un projet de loi sur le mariage et l'état civil¹². En 1830, l'évêque intervient auprès du gouvernement contre ce projet de loi en prétextant qu'elle constitue une violation des droits de l'Eglise. Ce n'est qu'en 1874 que le Grand Conseil adopte une loi sur le mariage et l'état civil. Autrement dit, on cesse de considérer l'état civil comme une affaire purement religieuse. Le champ politique n'accepte plus le monopole de l'Eglise catholique en matière de vie privée. C'est une indication du progrès, certes limité, vers la conquête d'une certaine autonomie. Le peuple n'en veut pas et rejette la loi lors d'un référendum. Même conflit pour l'école. Le clergé essaye de garder ses prérogatives. Il ne veut pas lâcher son monopole de la transmission de la vision du monde légitime¹³. Le régime radical entre 1848 et 1857 laisse comme héritage un Etat central, l'égalité entre le Haut et le Bas-Valais et les libertés individuelles.¹⁴

«C'est un Etat de culture écrite, écartant le monde agricole arriéré, les députés étant alphabétisés, comme les fonctionnaires, le peuple non.»¹⁵

Résumons cette modernisation du champ politique en Valais jusqu'en 1857. Au départ, sous l'Ancien Régime, les familles aristocratiques du Haut-Valais possèdent le monopole de la domination de tous les secteurs de la société. Avec la révolution de 1798, les familles de patriciens et de notables entrent dans le champ politique du Valais. C'était, à vrai dire, un champ du

pouvoir qui ne distinguait guère la religion et la politique. Le premier pas dans la conquête d'une autonomie par le champ politique est l'entrée des libéraux-radicaux dans le champ politique, avec la contestation du monopole de la vision du monde catholique-conservatrice. Dans les années trente et quarante, une structure dualiste du champ politique apparaît. Les radicaux se trouvent au pôle gauche, les catholiques conservateurs, surtout les aristocrates, au pôle droit. La guerre du Sonderbund entre les radicaux et les catholiques-conservateurs au niveau national se termine par la victoire des radicaux suisses. En conséquence, en Valais, les affrontements violents entre radicaux et catholiques-conservateurs se transforment en lutte politique. Les adversaires acceptent le monopole de la violence physique de l'Etat. Même les catholiques-conservateurs, après avoir reconquis le Conseil d'Etat en 1857, se servent des nouvelles compétences et des nouveaux moyens de l'Etat développés par les radicaux et qu'ils avaient pourtant contestés auparavant.

Ces changements divisent le champ politique en deux sous-champs qui se distinguent clairement par la langue. Auparavant, le monopole de la domination des familles aristocratiques assurait une certaine unification du champ politique. Cette unité se défait avec l'émergence du mouvement radical dans le Valais francophone, les catholiques-conservateurs du Haut-Valais n'ayant pas de concurrence radicale. Les luttes politiques se déroulent à l'intérieur de ce courant. En conséquence, la logique des deux sous-champs est assez différente à ce moment-là.

Les échanges politiques entre citoyens et politiciens

Changeons de perspective d'analyse. Jusqu'ici nous nous sommes centrés sur les relations entre les producteurs politiques, c'est-à-dire entre les acteurs qui produisent des discours, des programmes, des pamphlets etc, selon la logique

du champ politique. La logique du champ politique est un double jeu. D'une part, il faut mener une lutte symbolique contre ses adversaires politiques, se démarquer des autres, se dessiner un profil par ses produits politiques. D'autre part, les acteurs politiques doivent s'assurer le soutien, la confiance du plus grand nombre possible des citoyens, ce qui contrebalance la tendance à se différencier à l'infini des autres producteurs politiques¹⁶. La réception de ces produits par les citoyens dépend de l'état du champ de consommation politique. Les politiciens ont besoin d'une légitimation. Celle-ci est fournie par la délégation. Les politiciens offrent toutes sortes de produits politiques et reçoivent en échange la légitimation de leur capital politique accumulé.

Les citoyens sont censés se faire une opinion sur les produits et leurs producteurs. C'est la chose la moins naturelle. La capacité de reconnaître une question, une proposition, un produit, comme politique ne va pas de soi. Elle est inégalement distribuée dans la population. Nous postulons avec Bourdieu que c'est surtout le niveau scolaire acquis qui légitime la production d'une opinion politique¹⁷. Prenons comme exemple le conflit d'opinion entre radicalisme et conservatisme. Il entraîne une guerre de pamphlets et la parution, dans les années trente et quarante, de journaux partisans qui demandent que l'on sache lire pour comprendre la politique. Or, les examens pédagogiques des recrues révèlent que la plupart des valaisans sont illettrés, ce qui explique le petit nombre de lecteurs des journaux. Cette situation se prolonge jusqu'en 1895, quand les autorités constatent la première amélioration réelle des scores des recrues valaisannes. Cette amélioration est due à une réforme de l'école primaire. En conséquence, la distance entre la politique cantonale, qui suit la logique d'une culture écrite, et le peuple qui vit une culture orale, se creuse. La politique communale avec ses affrontements directs reste le cadre déterminant pour les citoyens. Pour les affaires écrites, ils dépendent de l'aide de l'avocat et du curé. Les capacités très limitées des

électeurs à produire une opinion politique sont une tentation pour les politiciens d'acheter des voix par des promesses de postes, des faveurs ou simplement en payant le vin au bistrot. Ce problème s'aggrave avec l'introduction du bulletin de vote écrit en 1856. Le champ politique au XIX^e siècle est marqué par de nombreuses querelles sur la corruption et l'achat des voix.

En dépit de l'amélioration des connaissances de base des recrues valaisannes, le système scolaire est marqué par une séparation nette entre l'école primaire et les collèges. Ces derniers sont réservés aux fils des familles riches qui peuvent payer les fournitures scolaires et n'ont pas besoin de main-d'œuvre à la maison. Dans cette société rurale, les petits paysans ne peuvent se passer de leurs fils comme force de travail. Les familles aisées, à savoir les aristocrates et les notables, gardent d'autant plus facilement le monopole du capital politique que la population n'accède pas à l'enseignement supérieur en raison de la structure économique.

L'abîme entre l'école primaire et le collège est comblé par l'école secondaire (*Sekundar- und Realschule*). Or, la séparation reste en vigueur jusque au XX^e siècle. Par exemple, Viège est la première commune du Haut-Valais à ouvrir une école secondaire (*Sekundarschule*) en 1935. Certains membres de l'élite craignent le pire. Le peuple pourrait devenir trop exigeant et conscient de lui-même.¹⁸ Le Valais doit attendre le XX^e siècle pour voir, dans les années soixante, une vraie expansion du nombre de diplômes secondaires et de maturités.

Comment interpréter cette évolution scolaire dans notre cadre théorique? Nous concevons avec Bourdieu ces diplômes comme un capital culturel qui est certifié par l'Etat, ce qui assure sa reconnaissance générale. L'Etat garantit la valeur de ce capital. Ce capital culturel est nécessaire pour se faire une opinion politique et donne sa légitimité à cette opinion. De plus, le temps passé à l'école permet de développer une attitude a priori neutre et distanciée face aux produits politiques, pour

ensuite se faire une opinion personnelle. L'influence de l'Eglise catholique sur le système scolaire limite les possibilités d'acquérir cette attitude neutre et distante, parce que l'Eglise exige la délégation de la formation des opinions religieuses à une instance centrale (*katholisches Lehramt*).

Résumons ce développement des compétences politiques des citoyens valaisans. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, ils sont pour la plupart illettrés, ou du moins peu capables de juger les discours politiques selon des critères politiques. Avant 1848, c'était peut-être moins décisif, l'Etat central n'existant pas encore, et la culture orale étant la forme légitime et habituelle des échanges politico-administratifs. Après la construction d'un Etat central par les radicaux, la population se trouve dépossédée de ses capacités politiques parce que le nouvel Etat exige la maîtrise de la langue écrite. L'achat des voix montre la fragilité du champ politique. Un champ politique autonome a pour conséquence un taux élevé de conversion des différentes formes de capital en capital politique. L'achat des voix est une conversion directe du capital économique en capital politique, qui indique l'absence d'autonomie du champ politique.

Les compétences linguistiques de base augmentent considérablement au tournant du siècle. Ce n'est pas un hasard que l'ouverture du champ politique aux minorités¹⁹ et la fin du régime des familles aristocratiques aient été concomitantes avec ce processus scolaire. Il serait intéressant d'examiner si l'accroissement du nombre de diplômés dans les années soixante et suivantes donne naissance à de nouveaux types de formation politique des politiciens et des citoyens.

Troisième état du champ politique

A notre avis, le champ politique atteint une semi-autonomie entre 1890 et 1920. La démission de Henri de Torrenté en 1905, aristocrate sédunois et homme fort du Conseil d'Etat depuis 1870, symbolise le déclin du pouvoir des familles aristocratiques. De Torrenté perd une

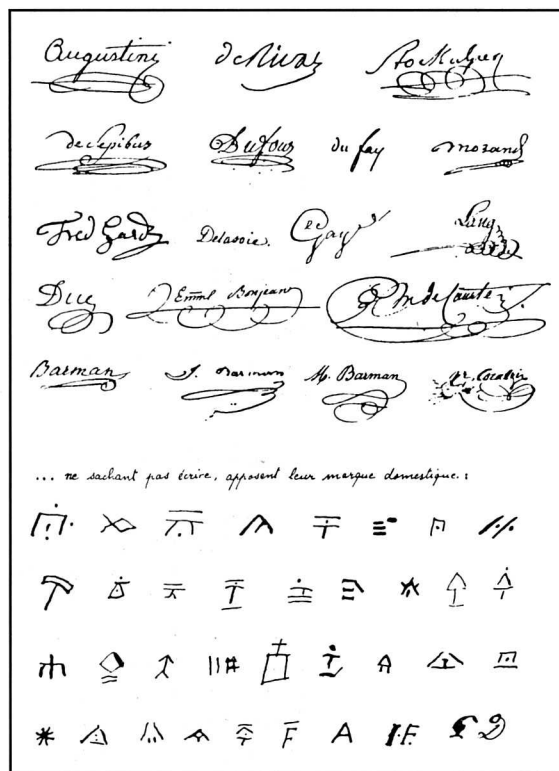
votation populaire sur la démocratisation des institutions. L'hôtelier Alexandre Seiler-fils est le chef de ce courant démocratique. Il change les règles du jeu politique en recourant à une pétition pour gagner des forces politiques. Il récolte dix mille signatures pour la révision de la Constitution. Il conteste l'idée, inscrite dans les mentalités, que la domination politique des aristocrates est une prolongation naturelle de leur domination sociale et économique en instituant la règle que la force politique dépend, entre autres, de l'ampleur du soutien populaire. Le succès d'Alexandre Seiler-fils auprès des catholiques-conservateurs haut-valaisans pour l'élection pour le Conseil national à Berne est une indication du déclin du pouvoir des aristocrates. Après avoir échoué contre l'aristocrate Henri von Roten, aux élections partielles de 1904, en se faisant traiter d'ennemi de la religion, il devient l'unique candidat du parti catholique-conservateur du Haut-Valais, en 1905, année des élections régulières.

En même temps, la concurrence dans le champ politique valaisan augmente considérablement avec l'arrivée de nouveaux acteurs politiques. D'une part le mouvement chrétien-social, avec en tête Victor Petrig, adversaire farouche d'Alexandre Seiler, et, d'autre part, le mouvement ouvrier socialiste, dans le Haut et le Bas-Valais, qui fonde le parti socialiste valaisan en 1919. Cette concurrence accrue renforce la logique proprement politique du champ. La force politique dépend de plus en plus du soutien populaire. Il ne suffit plus d'être issu d'une famille d'aristocrates pour obtenir la reconnaissance de sa vision du monde et le mandat d'exprimer et de représenter les intérêts de ses mandants.

Alexandre Seiler dispose de son propre journal, le *Briger Anzeiger*, pour toucher les citoyens. Chaque courant politique publie son propre journal, ce qui nécessite la maîtrise de l'écrit pour faire connaître ses idées et obtenir la reconnaissance de son capital politique. Dans notre cadre théorique, la presse fait partie du capital politique objectivé. Cela signifie que le capital

politique est institutionnalisé, et ainsi rendu indépendant de la reconnaissance sociale, contrairement au capital politique symbolique. Sous sa forme objectivée, le capital politique est transmissible d'une personne à l'autre, plusieurs personnes peuvent donc disposer d'un journal partisan. Cette caractéristique contribue à la dévalorisation du capital politique des aristocrates qui reposait sur le prestige du nom de la famille. L'émergence de cette nouvelle forme de capital politique indique l'autonomie croissante du champ politique par rapport aux états antérieurs.

Le déclin de l'aristocratie, l'apparition des mouvements ouvriers chrétiens et socialistes, l'influence grandissante des catholiques-conservateurs non aristocrates sont rendus possibles par les bouleversements socio-économiques. Le nombre des employés dans le secteur industriel explose littéralement. En 1886, on compte 186 employés dans ce secteur, en 1917 on en compte 8'000²⁰. Dans cette phase, l'industrie



Signatures d'hommes politiques et marques domestiques de Valaisans moins illustres.

chimique et de l'aluminium s'installe dans le canton; en 1906 le tunnel du Simplon est ouvert, en 1890 la première concession hydraulique est homologuée. L'essor touristique est indiqué par le recensement de 321 hôtels et 15'000 lits en 1914²¹. Le politicien Alexandre Seiler est un enfant de ce développement touristique en tant que propriétaire d'une chaîne d'hôtels.

C'est une époque privilégiée pour le travail des entrepreneurs politiques. La structure sociale du Valais se diversifie avec le développement des nouveaux secteurs économiques. De nouveaux groupes, couches, milieux et classes sociales apparaissent à l'état latent. De nouvelles occasions surgissent pour la représentation politique dans le champ politique par des entrepreneurs politiques. Or, les frontières entre ces nouveaux groupes sociaux ne sont pas simplement dictées par la nouvelle structure socio-économique. C'est pourquoi nous parlons d'entrepreneurs politiques. En produisant des produits politiques (discours, pamphlets, prises de position, mais aussi gestes, actions, vêtements, styles, etc.) ils contribuent à la construction des groupes sociaux. Un groupe social existe aussi parce qu'il est représenté dans le champ politique, parce qu'un entrepreneur politique s'occupe de la formulation de ses intérêts, les laïcs ne sachant pas comment exprimer leurs intérêts. La notion d'entrepreneur politique permet aussi de rompre avec des représentations idéalistes qui voient le politicien comme quelqu'un qui sert la cause de ses mandants, qui se sacrifie pour le bien-être de ses concitoyens. Nous pensons avec Bourdieu que l'entrepreneur tire de ses activités politiques des profits qui contribuent à l'accumulation de son capital politique. Plus l'entrepreneur politique se donne une image idéaliste, telle que nous venons de la décrire, et plus ses profits politiques sont perçus comme légitimes.

La lutte politique entre les socialistes et les chrétiens-sociaux pour le monopole de la représentation des ouvriers est révélatrice à ce propos. Ils essaient de convaincre le même groupe que leur vision de la position sociale de ce groupe, à sa-

voir les ouvriers, est juste, mais ces visions sont totalement différentes. Ils construisent des intérêts politiques opposés pour le même groupe social de façon à contribuer à l'émergence de deux groupes sociaux différents, mais identiques à première vue. Une recherche socio-historique de ce phénomène pourrait expliquer la construction de groupes sociaux et de représentants politiques qui nous semblent aujourd'hui aller de soi, en posant un nombre de questions fondamentales: comment le socialiste Karl Dellberg a-t-il rassemblé les ouvriers, comment a-t-il construit les intérêts de ce groupe, comment a-t-il convaincu les ouvriers de leur bien-fondé etc. Et nous nous poserions les mêmes questions pour le leader du mouvement chrétien-social, Victor Petrig.

On peut observer un phénomène parallèle pour la nouvelle bourgeoisie. Dans le Haut-Valais, c'est le démocrate (mais appartenant au parti catholique-conservateur) Alexandre Seiler qui rassemble ce groupe anti-aristocratique. Il lui donne des aspirations démocratiques et propose une politique d'infrastructure destinée à servir ses intérêts. Dans le Bas-Valais, c'est le banquier Maurice Troillet qui rassemble ce courant. Or il n'a pas d'aspirations démocratiques et ne vise pas une politique d'économie moderne comme Alexandre Seiler. Au contraire, il privilégie l'agriculture et exprime des fortes sympathies pour le mouvement fasciste italien²². Il restera pendant quarante ans l'homme fort du Conseil d'Etat, jusqu'en 1953.

Le fait que les changements socio-économiques du tournant du siècle ont tellement modifié la structure du champ politique montre qu'il n'avait conquis qu'une très faible autonomie. En revanche, les transformations socio-économiques entre 1920 et nos jours n'ont pas donné naissance à des nouvelles formations politiques. Les mêmes partis politiques que ceux de 1920 sont présents sur la scène, ce qui nous indique l'acquisition d'une semi-autonomie jusqu'en 1920. Or, les relations entre partis politiques, associations d'intérêts et citoyens ont changé de nature.

Pourquoi parlons-nous d'une semi-autonomie? La notion de champ implique que ses acteurs aient choisi cette activité comme profession dans le sens de Max Weber²³. Or, en Suisse, et surtout en ce qui concerne le canton du Valais, la politique est une activité accessoire. La conquête de l'autonomie est donc limitée. Des dispositions acquises à l'extérieur par les acteurs politiques

colonisent la dynamique du champ politique. La force des règles du jeu proprement politique reste précaire. Des considérations religieuses, économiques et familiales influent trop directement sur la logique politique, à savoir le double jeu qui consiste à se démarquer de ses concurrents d'une part, et à obtenir le soutien du plus grand nombre possible de citoyens d'autre part.

Notes

- 1 Pierre BOURDIEU, *Réponses. Avec Loïc J. D. Wacquant*, Paris, Seuil, 1992, pp. 71-91.
- 2 *Idem*, «La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique», dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, no.36-37, 1981, p.13.
- 3 André LEUZINGER, «...denen Bösen zum heilsamen Schröcken...». *Ländliche Unruhen und Entwicklungshemmnisse in der Unterwalliser Vogtei Monthey im ausgehenden 18. Jahrhundert*, Zürich, Limmat Verlag, Reihe VV, p.252.
- 4 Jean-Henri PAPILLOUD et al., *Histoire de la démocratie (1798-1914)*, Sion, Groupe valaisan de sciences humaines, 1979, p.89.
- 5 Elisabeth JORIS, *Sozialer Wandel im Oberwallis in der zweiten Hälfte des neunzehnten Jahrhunderts*, Université de Zürich, mémoire de licence non-publié, 1979, p.40.
- 6 Pierre BOURDIEU, «Ökonomisches Kapital-kulturelles Kapital-soziales Kapital», dans *idem*, *Die Verborgenen Mechanismen der Macht*, Hamburg, VSA-Verlag, 1992, p.65 sq.
- 7 PAPILLOUD, op cit, p.90.
- 8 *ibidem*.
- 9 *idem*, p.89.
- 10 Archives de l'Etat du Valais, Département de l'intérieur, 55, 20 février 1848, cité par *idem*, p.90.
- 11 Gérald ARIETTAZ, «Les conflits idéologiques», dans PAPILLOUD et al., op cit, p.109.

- 12 *idem*, p.110.
- 13 Une recherche socio-historique approfondie pourrait dégager le moment d'autonomisation du programme scolaire étatique du programme scolaire de l'Eglise catholique.
- 14 Michel REY, «Le régime radical», dans PAPILLOUD et al., op cit, p. 186.
- 15 *ibidem*.
- 16 BOURDIEU, «La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique», op cit, p.18.
- 17 *idem*, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979, p.473 sq.
- 18 Arthur FIBICHER, *Walliser Geschichte. Band 3.1. Die Neuzeit. Ereignisse und Entwicklungen 1520-1991*, Sion, Département de l'instruction publique, 1993, p.353.
- 19 Elisabeth ROUX, «L'évolution politique au tournant du siècle», dans PAPILLOUD et al., op cit, p.229sq.
- 20 Klaus ANDEREGG, «Ursachen und Anlässe der Walliser Auswanderung im 19. Jahrhundert», dans *Cahiers d'ethnologie valaisanne*, 2 (Valais d'émigration. Auswanderungsland Wallis), Sion, Musées cantonaux du Valais, 1991, p.90.
- 21 FIBICHER, op cit, p.232.
- 22 JORIS, op cit, p.269.
- 23 Max WEBER, *Politik als Beruf*, Stuttgart, Reclam, 1992.

Le rôle de l'enseignement dans la relève des élites

Etude des collèges valaisans au tournant du siècle

Benjamin Roduit

Introduction¹

L'histoire de l'enseignement, surtout rattachée à celle de l'éducation, constitue un facteur essentiel de compréhension de l'évolution des sociétés et plus particulièrement, en ce qui concerne l'enseignement secondaire supérieur, du champ politique. En effet, l'analyse des collèges permet d'aborder la partie la plus intéressante de l'étude des élites² dirigeantes, à savoir le processus par lequel elles apparaissent (le «recrutement des élites») ou se transforment (la «circulation des élites»)³.

Bien sûr, nous nous garderons dans notre article de sombrer dans les travers des principaux traités de sociologie sur la «Reproduction» sociale de l'éducation qui s'illustrent plus par leur ésotérisme que par leur vérification expérimentale au niveau historique⁴. Les différents modes de participation de l'enseignement à la production sociale et politique⁵ seront ainsi examinés à partir d'un cas concret mettant en exergue la relation déterminante entre les collèges et l'évolution de la société valaisanne au tournant du XX^e siècle. Une étude des élites valaisannes ne saurait en effet faire l'économie d'une analyse historique, ne serait-ce qu'en considération de l'aspect illusoire des barrières sociales en Valais: les classes⁶ aisées cultivent bien souvent de solides traditions paysannes et côtoient quotidiennement dans leurs domaines familiaux les gens du peuple. D'autre part, dans un canton vivant intensément la foi catholique, la notion d'instruction s'accompagne d'un mobile plus délicat, plus sensible, visant à un enseignement vertueux et moral: l'éducation. Ainsi s'exprimait le chef du département de l'instruction publique Léo-Lucien Roten en 1879:

«Fidèle à notre programme, nous avons cherché pour nos établissements d'instruction publique à tous les degrés, à obtenir avant tout ce que nous envisageons comme le but principal, à savoir une éducation chrétienne et formant des hommes dans toute l'acception du mot»⁷.

Quant au choix de la période, il s'impose par le fait qu'au tournant du XX^e siècle, le Valais subit de profondes mutations économiques, politiques et sociales qui lui permettent enfin d'accéder à un monde moderne et industrialisé après de longs siècles de pauvreté matérielle et de conformisme. Or cette accélération de l'histoire de notre canton se manifeste entre autres par l'apparition dans nos collèges d'un enseignement technique et scientifique qui semble prouver, par sa production d'une nouvelle élite culturelle et professionnelle, que la société valaisanne a effectivement évolué et tenté de prendre en main ses destinées. Et pourtant les collèges, et plus particulièrement l'enseignement classique, ne cessent de reproduire une élite traditionnelle supérieure, censée exercer sans partage son autorité sur les autres.

Par élites traditionnelles, nous entendons de riches familles aristocratiques, dont la position élevée et l'influence sont liées à la propriété foncière, qui participent à la direction de l'Etat. Si elles se servent de la puissance d'autres élites (par exemple le clergé) en les intégrant au système gouvernemental, elles se heurtent également dans une société en cours d'évolution à une nouvelle élite industrielle et commerçante revendiquant la suprématie en raison de ses qualifications techniques ou de son importance économique.

Notre approche se développe en quatre parties. Dans un premier temps, nous établirons une rétrospective des étapes essentielles du «monde des collèges valaisans» du début du XIX^e siècle à la loi de 1873, première plate-forme d'analyse de notre étude. Puis, nous entrerons dans la vie scolaire proprement dite des collèges par une étude du milieu et des hommes en regard des applications et des innovations, souvent restées lettre morte de cette loi. Une troisième partie nous acheminera vers le second palier d'observation de notre recherche: la loi de 1910, aboutissement de profondes mutations. Enfin nous observerons par une nouvelle analyse structurelle des collèges et plus particulièrement de l'enseignement scientifique, dit industriel, si la loi de 1910 a effectivement consacré un nouveau type d'instruction secondaire adaptée aux exigences économiques du canton et productrice d'une nouvelle élite culturelle et professionnelle.

Vue rétrospective des collèges au XIX^e siècle.

«L'existence du peuple valaisan se partage entre la vie agricole et la vie pastorale... On ne fabrique, on ne manufacture rien en Valais... Renfermé dans le cercle étroit de ses besoins, le Valaisan ne jette aucun œil d'envie sur les richesses de l'industrie et du luxe qui circulent dans les autres contrées d'Europe... L'histoire du XIX^e siècle est encore pour lui l'histoire du temps présent... Deux petits collèges où la jeunesse apprend le latin et l'allemand, sont les seuls foyers d'instruction; aucun art utile, aucune science économique, aucun art d'agrément n'y sont enseignés, aucun corps littéraire ne l'éclaire...»⁸.

Cette présentation peu élogieuse faite en 1806 par le résident français à Sion, Eschassériaux, correspond malheureusement à une stagnation du développement intellectuel du peuple valaisan. L'abbé Bonvin, professeur au collège de Sion, estime en effet en 1801 que les institutions scolaires en Valais fonctionnent mal:

«Ici en général, on se montre très satisfait quand un jeune homme possède quelque peu son latin et quand il est capable de discuter avec facilité sur des questions théologiques et surnaturelles, et se battre vaillamment avec de toutes vieilles hérésies. Mais s'efforcer de créer un citoyen utile, capable, noble, bienveillant, cela semble être la dernière des préoccupations»⁹.

Pourtant, dès l'entrée du Valais dans la République helvétique en 1798, l'instruction secondaire est devenue une affaire d'Etat. La Constitution cantonale de 1802 place en effet directement l'instruction publique sous la responsabilité du Conseil d'Etat. Cependant, dans la difficulté d'assumer lui-même la charge des collèges, celui-ci confie l'instruction secondaire à des ordres religieux. Ainsi un décret en 1805 rétablit des pères jésuites au collège de Sion. De même à Saint-Maurice, une convention entre l'Etat, l'Abbaye et la Commune aboutit en 1806 au rétablissement sous la direction des chanoines du collège qui avait disparu lors des troubles révolutionnaires. Enfin des pères jésuites sont intégrés en 1808 au corps professoral de Brigue, composé principalement de pères piaristes.

Sous le Département du Simplon (de 1810 à 1814), les collèges sont conservés, mais rattachés à l'académie de Lyon. Après la chute de l'Empire français, la constitution de 1815 confirme la prise en charge par l'Etat des frais d'instruction dans les trois collèges, ceux-ci devenant ainsi collèges d'Etat et obéissant au même règlement.

Dès lors, jusqu'en 1847, l'enseignement secondaire suit en Valais la marche rythmée des congrégations religieuses. La méthode d'enseignement appliquée est celle des anciens jésuites, c'est-à-dire un cycle d'études qui tend à inculquer une culture classique catholique universelle fondée sur l'ordre, la stabilité, la discipline. Les leçons sont données en latin dès Syntaxe, la culture gréco-latine et l'art oratoire prédominent. Imbu des grandes valeurs qui conduisent le monde, l'élève des jésuites

devra lutter et convaincre dans une société où l'éloquence, le bien-parler constituent les règles principales d'admission. De nombreuses techniques d'émulation (prix, récompenses, pièces de théâtre, compétitions en classe) et un système disciplinaire très strict visent à mieux encadrer les élèves. En fait les collèges apparaissent comme les piliers du redressement de l'Eglise et de l'Etat au lendemain des remous provoqués par la Révolution en formant une pépinière de gens lettrés et de juristes.

De vaines tentatives de réformes, émanant des milieux indépendants et commerçants du Bas-Valais et de l'abbaye de Saint-Maurice, considérée dans les années 1820 comme un ardent foyer de libéralisme, échoueront. Elles visaient principalement à développer l'enseignement des sciences et des langues vivantes, utiles au monde des affaires. Cela consistait à battre en brèche la suprématie du latin, signe distinctif de l'appartenance à l'élite dirigeante. Or l'ignorance et les préjugés triomphaient: on prétendait en effet qu'en cultivant la langue vulgaire, on ferait tomber la langue latine et, par là, la religion catholique. L'attitude rétrograde du gouvernement ne laisse aucun doute sur son conservatisme. Voici à titre d'exemple une prise de position du Conseil d'Etat en 1825:

«Nous avons plus besoin encore de bons notaires, de bons juges, que de gens habiles dans les Sciences et nous croyons devoir commencer par nous donner les connaissances spécialement utiles avant de se livrer à celles qui le sont beaucoup moins»¹⁰.

Ce «combat» mené par l'Etat conservateur et les jésuites s'achève en 1847 avec la défaite du Valais au sein du Sonderbund et la prise du pouvoir au niveau cantonal par les radicaux. Pour ceux-ci, l'instruction publique constitue la condition sine qua non du progrès du pays: «C'est par l'instruction que les hommes acquièrent la liberté, car pour être libre un citoyen doit connaître, doit savoir avant tout ce qu'il se veut». Il s'agira dès lors pour le

gouvernement radical, anticlérical et bourgeois de s'attacher rapidement à la réorganisation de l'enseignement: épuration de l'enseignement supérieur de la présence des jésuites, création d'un département de l'instruction publique, confié au Dr Maurice Claivaz de Martigny, suppression du gymnase de Sion compensé par la centralisation des classes supérieures dans un lycée cantonal dans la capitale et surtout nouveaux programmes accordant une place plus large aux langues modernes et aux sciences: il s'agit en effet de susciter chez les collégiens «un esprit sérieux élevé et républicain» destiné à se rendre utile dans tous les domaines.

«Pendant 8 à 10 ans, on amusait, dans nos collèges, les jeunes gens avec quelques auteurs latins; puis, arrivés en Philosophie, on les lançait au séminaire ou au notariat, seules destinations de nos lettrés, comme on les appelait dans ce temps-là. Mais des connaissances les plus usuelles, les plus pratiques, il n'en était jamais question»¹¹.

Voilà ce que nous pouvions lire dans le *Journal du Valais* du 11 mars 1848. Mais ce discours moderniste, consacré par la loi de 1849, échouera en même temps que le régime qui l'a suscité: il était totalement étranger aux préoccupations d'une société soit arriérée et désintéressée, soit élitiste et fidèle à la tradition classique. Le régime radical n'aura réussi au niveau de l'enseignement supérieur qu'à préparer les voies aux réformes ultérieures.

Le retour du gouvernement conservateur au pouvoir en ~~1854~~ ne provoquera pas de grands bouleversements dans le monde scolaire valaisan. Abandonnant un dernier projet radical visant à créer deux écoles moyennes distinctes et à diviser le gymnase en deux sections littéraire et scientifique, le nouveau régime préfère le statu quo à l'insécurité des réformes: Approuvé par l'évêque, le conseil d'Etat estime en effet que l'élément classique et littéraire doit rester le pivot réel de l'instruction supérieure. Un arrêté en 1858 confirmera ce retour au modèle-jésuite.

1857

Alors que dans son message le conseil d'Etat précise qu'il faut: «relever les études classiques, pour retremper les caractères, former l'esprit, et maintenir le culte du beau et du bon contre les ravages des intérêts sordides»¹², le parti radical libéral, par son organe, *Le Confédéré*, condamne plutôt la faiblesse des collèges (l'accès au polytechnicum est soumis à une école préparatoire pour les élèves valaisans et leur manque de connaissances en sciences naturelles les gêne dans leurs études de médecine) dont la principale cause est:

«cette bonne vieille et douce routine, qui donne si peu de travail au maître et torture si peu l'intelligence de la jeunesse, qui l'a fait vivre de plain-pied avec les héros plus ou moins réels de l'antiquité païenne et permet même de leur adresser la parole dans leur langue, pendant qu'une partie du Valais ne sait pas un mot du langage de l'autre partie»¹³.

Entrant ainsi dans une sorte de léthargie, l'instruction secondaire supérieure ne semble pas échapper à une sclérose qui touche en fait tous les secteurs de la vie publique jusqu'à la fin du siècle. En effet, au sein d'une phase dite de stabilisation, d'inamovibles familles conservatrices, soutenues par un peuple partageant les mêmes convictions religieuses et économiques, entretiennent la routine politique. Le traditionalisme est plus que jamais triomphant dans les mentalités et freine tout développement économique s'écartant de la voie sacro-sainte de l'agriculture. Animé d'un esprit anticapitaliste, fidèle à une organisation individuelle et indépendante, fervent partisan des techniques traditionnelles, le Valaisan trouve «qu'il vaut mieux cultiver son sol que de vouer son intelligence aux fluctuations de l'industrie»¹⁴. La situation financière difficile du canton, suite au krach de la banque cantonale en 1870, scelle ce constat d'immobilité dans sa triste réalité.

En effet un réseau bien fermé d'anciennes familles sédunoises concentre sur la capitale la totalité des pouvoirs cantonaux. Quant au per-

sonnel parlementaire, il se recrute presque exclusivement parmi les députés exerçant une profession libérale et plus particulièrement parmi les hommes de loi (42% au Grand Conseil de 1875 à 1905). A tel point que *Le Confédéré* proclamait en 1890: «Pour représenter le Valais à Berne, il faut aux conservateurs d'avoir un «de» devant le nom ou bien faire partie de la Confrérie de St-Yves (avocat), le reste importe peu»¹⁵.

La loi de 1873 elle-même déçoit. Conçue dès 1871 par un chef du Département de l'instruction publique jeune et dynamique, M. Henry Bioley de Monthey, elle devait relever une situation des collèges jusque-là peu reluisante dans le domaine de l'enseignement scientifique. Cependant les deux principales innovations longtemps attendues de la loi qui consistent dans la concentration des études supérieures ainsi que la création d'un collège industriel à Sion resteront lettre morte.

Le processus de modernisation des collèges devra ainsi attendre l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants conservateurs à partir de 1890. Cependant, avant d'en aborder l'étude, analysons de l'intérieur même quelle est la part des collèges dans la formation et la définition des élites.

Le milieu et les hommes

Sur le plan du financement, il est intéressant de constater que l'Etat subit plus qu'il ne gère les finances de l'instruction supérieure. En effet, si la proportion des dépenses consacrées au Département de l'instruction publique par rapport aux dépenses totales est faible (7 à 10%), les collèges obtiennent plus de la moitié des subsides réservés à ce département. Cette place privilégiée est due à l'impuissance de l'Etat à maîtriser les pressions particulières des régions (Brigue, Sion, Saint-Maurice) qui utilisent le principe d'égalité pour défendre les intérêts liés à «leur» collège. Il est à relever que le rôle de

l'Etat apparaît plus effacé en ce qui concerne le collège de Saint-Maurice (20% des subventions allouées aux collèges) à qui la convention de 1806 confère un caractère d'institution semi-privée.

Quant au contrôle de l'esprit des élèves, il s'exerce par la promulgation de règlements dans lesquels les mesures disciplinaires tiennent une place prépondérante et par une étroite collaboration avec un clergé encore très influent dans l'univers des collèges. Suivons l'avis de l'écrivain André Guex:

«Tous ceux, presque tous ceux qui ont fait carrière de médecins, juristes, de politiques ont passé par les collèges de Saint-Maurice, de Brigue ou de Sion dont beaucoup des meilleurs maîtres sont des prêtres ou d'anciens élèves des prêtres [...] Prêtres et laïcs ont décliné ensemble *rosa, la rose*, et récité les principes d'une même philosophie»¹⁶. Cette philosophie s'appuie par ailleurs sur le principe d'une surveillance hiérarchique continue et fonctionnelle: «A «l'heure fixée», chaque étudiant se trouvera dans la salle de «classe», à la «place» qui lui aura été désignée et qu'il ne doit pas changer sans permission. Il y attendra «en silence» l'arrivée du professeur»¹⁷. Cet article de règlement, exemple parmi tant d'autres, dévoile les constantes essentielles de la vie scolaire: le temps, l'espace, le rang et l'attitude de l'étudiant. Ce mécanisme de surveillance s'opère même au-delà de l'espace scolaire puisque dès que la classe est terminée, «tous les élèves quittent aussitôt la salle pour se rendre chez eux sans s'arrêter dans les édifices du collège, ni sur les rues»¹⁸. A ce cadre rigide, s'ajoutent les exigences liées à la religion et à la morale: tenu d'assister aux offices religieux, de communier et de faire pénitence, le collégien doit s'affirmer comme un chrétien engagé et disponible.

Toutes ces mesures n'empêchent toutefois pas les élèves de contourner les règlements, de se distinguer par des actes coupables de désobéissance ou de désordre. A plusieurs reprises

les rapports du conseil d'Etat mentionnent des cas d'indiscipline sévèrement réprimés comme à Sion en 1883, où plusieurs coupables avertis ont quitté eux-mêmes le collège avant leur expulsion. D'ailleurs le préfet du collège de Sion lui-même, l'abbé Anthonioz, fait part de son impuissance et se lamente de ne pouvoir, en raison de son statut, filer les élèves à travers les cafés de la capitale. Voilà ce qu'il nous dit dans son rapport au Département de l'instruction publique en 1905:

«Avec toutes les rues, ruelles, passages en portes dérobées, entrées clandestines d'une ville comme Sion, je doute que même plusieurs détectives puissent prévenir ou empêcher tous les écarts»¹⁹.

Si le préfet Anthonioz se plaint du manque d'aptitude de ses élèves aux études, c'est en partie en raison de l'absence véritable d'un pensionnat à Sion. Il convient de relever que la présence d'un internat constitue un élément essentiel de la survie et de la réussite du système. A ce titre, le pensionnat du collège de l'abbaye de Saint-Maurice est considéré comme la forme de réussite scolaire la plus complète: dans un climat familial de dévouement, de prévenance, d'affection, l'enfant apprend à devenir un adulte chrétien et l'internat répond aux exigences de garanties idéologiques formulées par les familles. Voici un extrait du compte-rendu annuel du préfet De Courten en 1908:

«Le gros souci des parents n'est pas tant à l'heure présente où abondent les maisons d'éducation du dernier goût, où les distances sont supprimées par la rapidité des communications, de trouver un collège, mais bien près du collège, pour le temps des études de leurs enfants, un abri sûr où il y aura d'autres eux-mêmes dans la personne de maîtres dévoués, pour veiller maternellement sur ces santés si délicates à l'époque de la croissance, pour aiguillonner sans cesse ces jeunes gens au travail - la paresse reste le péché mignon de la gent écolière - et surtout pour les préserver de la contagion malsaine qui les guette à tous les angles de rue et les rendre vertueux et virils»²⁰.

Le système d'études quant à lui est bâti sur le modèle des établissements catholiques de Suisse centrale, principalement Engelberg et Einsiedlen. D'autres collèges-lycées catholiques de Suisse sont créés sur le même type: Altdorf, Schwytz, Sarnen, Stans, Lucerne, Lugano, Fribourg. Le cycle d'études est divisé en six années de cours pour le gymnase et deux années pour le lycée. La durée annuelle, de septembre à juillet, varie de neuf mois et demi à dix mois; la semaine est subdivisée en 31 ou 32 heures de cours selon les programmes. Les vacances, jugées comme nuisibles pour les études, seront totalement absentes de l'année scolaire jusqu'en 1889, date à laquelle un règlement introduira huit journées de congé à Pâques.

Sans entrer dans le détail de l'organisation des classes et des cours, nous nous contenterons de relever quelques traits marquants: en premier lieu, le système de promotion d'une classe à l'autre ne compte pas d'examens. De même l'absence d'examen de maturité en fin de cursus est à peine suppléée par une sorte de certificat de bonne conduite (l'absolvisse) attestant que l'élève a parcouru la filière avec de bonnes notes. Toute confiance est accordée aux professeurs eux-mêmes quant à leur faculté d'apprécier les capacités intellectuelles de leurs élèves. En ce qui concerne l'admission, aucun examen ni même prescription d'âge n'est mentionné. En raison de l'état extrêmement bas des écoles primaires, la première année du collège voit défiler une multitude d'élèves maîtrisant avec peine les connaissances les plus élémentaires. A l'autre extrémité, l'Etat déplore la faible fréquentation du lycée en raison de l'engouement des élèves romands à achever leurs études philosophiques dans un établissement suisse allemand et le désintérêt des étudiants se destinant au séminaire vis-à-vis du cours de Physique du lycée.

Relevons également, et cela n'est pas une surprise, que l'enseignement des langues et littératures anciennes occupe une part prépondérante dans l'organisation des cours (fig. 1) L'étude du latin constitue le pilier essentiel du gymnase

classique en occupant plus du 20% de la grille horaire. L'enseignement de la philosophie, avec ses dix heures hebdomadaires durant la première année du lycée, et l'enseignement religieux, dispensé non seulement en classe mais aussi lors de prédications et de conférences, participent également de plein droit à la formation d'une culture classique. Pour le chef du département de l'instruction publique, Léon-Lucien Roten, la relation entre l'éducation et l'instruction est en effet à la base des humanités classiques: «L'Instruction doit être suivie de sa compagne, de sa sœur l'Education. Celle-ci est le complément de celle-là: elle lui donne la délicatesse, les formes, la part de tous les atours qui la font apprécier»²¹.

Relevons ainsi que par l'enseignement littéraire, les lectures sont sévèrement contrôlées et que l'on détournait les élèves de la lecture des romans. Ainsi dans ses souvenirs de collège, Mgr Jaccoud note qu'à Saint-Maurice, «un élève fribourgeois d'Estavayer ayant apporté dans sa malle le *Comte de Monte-Christo* d'Alexandre Dumas qu'il avait acheté en gare, faillit être renvoyé»²².

En contrepartie, un réel mépris est affiché à l'égard des sciences et des langues modernes dont l'apprentissage se limite à la langue maternelle et à la deuxième langue nationale. Cette dernière est d'ailleurs souvent considérée par les élèves et les professeurs eux-mêmes comme un mal nécessaire. L'augmentation des lacunes dans l'étude de l'allemand chez les collégiens de Sion par exemple amène en 1906 le constat suivant de la part du chef du Département de l'instruction publique:

«Les élèves possèdent cette branche importante d'une manière notoirement insuffisante. La prononciation est des plus vicieuses, le vocabulaire de l'élève est quasi nul, son oreille n'est pas faite à l'audition de la langue. Le nombre par trop grand des professeurs chargés de cette branche (on en compte cinq) entraîne forcément une diversité des méthodes qui ne peut qu'être nuisible»²³.

Branches	gymnase						lycée		Total
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	
Religion	2	2	2	2	2	2	–	–	12
Morale, Apologie	–	–	–	–	–	–	2	2	4
Philosophie	–	–	–	–	–	–	10	–	10
Langue maternelle	5	5	4	4	4	4	–	–	26
Allemand ou Français	4	4	3	3	3	3	3	3	26
Histoire de la litté. française	–	–	–	–	2	2	–	–	4
Latin et littérature latine	8	8	7	7	6	6	2	2	46
Grec et littérature grecque ...	–	–	4	4	5	5	2	2	22
Mathématiques	3	3	3	3	3	3	4	5	27
Cosmographie	–	–	–	–	–	–	1	–	1
Histoire	1.5	1	1.5	1.5	2	2	2	2	13.5
Géographie	1.5	2	1.5	1.5	–	–	–	–	6.5
Physique	–	–	–	–	–	–	–	5	5
Chimie	–	–	–	–	–	–	–	5	5
{ Botanique	–	–	–	–	–	–	2	2	4
Histoire naturelle { Zoologie	–	–	–	–	–	–	2	–	2
{ Géologie	–	–	–	–	–	–	–	2	2
Calligraphie	1	1	–	–	–	–	–	–	2
Dessin	2	2	2	2	2	2	–	–	12
Chant	2	2	2	2	2	2	1	1	14
Gymnastique	1.5	1.5	1.5	1.5	1	1	–	–	8
Total	31.5	31.5	31.5	31.5	32	32	31	31	252

Fig. 1 - Programme des cours en 1873.

Incontestablement inférieures à leurs aînées classiques, les branches scientifiques et modernes s'intègrent timidement dans une culture de l'esprit où l'antiquité occupe toute la place.

Les sociétés d'étudiants, les distributions de prix et les représentations théâtrales constituent également l'illustration d'un enseignement global qui vise à façonner au sein même de chaque collège un type précis d'étudiant conscient d'appartenir à une classe élevée.

Jetons également un regard sur celui qui est l'âme même de l'éducation: le professeur.

Aucune disposition spéciale nous permet de connaître les critères de choix des professeurs qui sont nommés selon la loi de 1873 par le conseil d'Etat. Les nominations sont faites pour le mieux suivant les circonstances et les sujets qui se présentent. Il suffit d'avoir de bons antécédents, la nature des diplômes n'étant jamais

spécifiée. Il serait cependant faux de croire que le Valais ne possède que des professeurs inexpérimentés. Ainsi en parcourant la lettre de candidature du professeur Joseph de Werra en 1902, nous apprenons qu'il est muni des diplômes de professeur de physique, chimie et sciences naturelles ainsi que du titre de docteur ès sciences au polytechnicum de Zurich. D'autre part, il ne faut pas oublier que le corps professoral est composé à plus de 70% d'ecclésiastiques (avec une proportion plus accentuée encore au collège de l'abbaye de Saint-Maurice). L'aire de recrutement géographique des professeurs nous indique qu'ils proviennent principalement des environs même du collège ou des lieux traditionnellement liés à la cité.

A ce cadre restreint s'ajoute la pratique qui consiste à engager des professeurs ayant été formés dans leur propre collège. Ces anciens élèves constituent le 75% du corps professoral et sont ainsi garants d'une fonction reproductrice

et d'une stabilité qui se traduit également par le nombre d'années d'enseignement: près du 1/3 enseignent plus de 15 ans. Nous pouvons relever que la palme, quant à la longévité maximale, revient à l'architecte Joseph de Kalbermatten qui quitte en 1917 le collège de Sion après 52 ans d'enseignement de maths et de dessin. Relevons cependant les insuffisances de traitement, l'absence de perspective d'ascension sociale et les tracasseries routinières des préfets qui constituent bien des déceptions chez les professeurs laïcs. Ainsi en 1902, le préfet Joseph Nantermod, se fondant sur les plaintes des élèves et sur leurs résultats catastrophiques aux examens, dénonce au Département de l'instruction publique le manque de zèle et de motivation d'un professeur d'allemand au lycée de Sion. Celui-ci, d'origine allemande, voit son activité réduite à quelques cours de botanique après 41 années de service!

Abordons enfin le monde des principaux intéressés: les élèves.

L'analyse de l'origine géographique de l'ensemble des élèves n'apporte pas de grandes surprises: ce sont bien les districts de la plaine du Rhône qui présentent la plus forte densité d'étudiants et la capitale, Sion, profite d'une situation privilégiée. Le lieu de résidence représente ainsi un réel facteur de sélection scolaire au niveau du secondaire supérieur. Les élèves extérieurs au canton sont quasiment absents des collèges de Brigue et de Sion, ce qui n'est pas le cas de celui de Saint-Maurice qui, par son esprit d'ouverture, ses traditions et son pensionnat recrute près de la moitié de sa clientèle hors du Valais. Les bonnes familles de la Suisse centrale accordent leur confiance à la congrégation des chanoines qui établit d'ailleurs des relations internes avec certains établissements scolaires catholiques notamment fribourgeois et jurassiens.

Plus significative, l'origine socio-professionnelle des élèves nous permet de constater que nous sommes encore bien éloignés d'une démocratisation des collèges (fig. 2). Si la majorité provient du

milieu rural, ceci n'étant guère étonnant dans un canton où le secteur primaire occupe près du 80% de la population vers 1870, il convient de préciser que ce sont des dynasties foncières et des élites paysannes locales désireuses d'une promotion sociale à l'échelle du canton qui envoient leurs fils au collège. Les professions libérales auxquelles s'ajoutent quelques hautes fonctions militaires ou d'Etat figurent bien sûr en bonne position (plus du 1/3) dans ce profil social des collégiens valaisans.

En ce qui concerne le cheminement des élèves dans leurs études, je me contenterai de relever que les volées d'étudiants se distinguent par de grandes variations d'effectifs, le contingent des classes supérieures se limitant à quelques rares unités. De plus de grandes différences d'âge peuvent être observées dans certaines classes: il n'est pas rare de voir de jeunes hommes âgés de plus de dix-huit ans, souvent originaires du monde campagnard ou des vallées latérales, côtoyer en première année des enfants de dix ans issus de la capitale!

Les volées d'étudiants subissent d'autre part de nombreuses variations d'effectifs: seul le tiers des élèves achève ses études gymnasiales et quelques rares unités (12%) suivent complètement les cours du lycée. La grande partie des abandons s'opère durant les trois premières années, celle de Principe cumulant à elle seule plus du tiers du compte total. De nombreux parents et élèves ne réussissent plus à assumer le coût onéreux des études (pension, habillement, livres, fournitures, ...). Au seuil des grandes classes, les retraits se justifient plutôt par la perspective de pouvoir entrer dans la vie active au sein d'une carrière valorisée et lucrative. L'état ecclésiastique est lui-même souvent embrassé avant les années du lycée. Enfin, aux côtés de raisons extérieures, telles que des problèmes de santé ou des accidents, les renvois d'élèves prononcés par la conférence des professeurs ne sont pas rares. Parfois l'étudiant lui-même quitte l'établissement à la suite de pressions ou de tensions insupportables dans sa

	1879/1881 27 élèves VS	1894/1895 25 élèves VS	1909/1910 30 élèves VS	Total 82 élèves VS
1. Rentiers et propriétaires	18% [5]	– [–]	– [–]	7% [5]
2. Bourgeoisie	29% [8]	25% [5]	33% [9]	30% [22]
. professions libérales	(5)	(5)	(4)	(14)
. hauts fonctionnaires	(3)	(–)	(4)	(7)
. bourgeoisie industrielle / commerciale/financière	(–)	(–)	(1)	(1)
3. Petite bourgeoisie	15% [4]	10% [2]	22% [6]	15% [12]
. artisans et commerçants	(1)	(1)	(5)	(7)
. petits fonctionnaires	(2)	(1)	(–)	(3)
. enseignants	(1)	(–)	(1)	(2)
4. Paysannerie	38% [10]	55% [11]	45% [12]	45% [33]
. indépendants	(9)	(11)	(12)	(32)
. ouvriers agricoles	(1)	(–)	(–)	(1)
5. Classe populaire	0% [–]	10% [2]	0% [–]	3% [2]
. domestiques	(–)	(2)	(–)	(2)
. ouvriers	(–)	(–)	(–)	(–)
6. Divers	0% [–]	0% [–]	0% [–]	0% [–]
7. Profession inconnue	[–]	[5]	[3]	[8]

Fig. 2 - Origine socio-professionnelle (profession des parents) des élèves valaisans.

relation avec ses professeurs. Voici un extrait à la fois pathétique et mordant d'une lettre adressée au chef du Département de l'instruction publique par un élève de Sion motivant son abandon des études durant l'année scolaire 1909-1910:

«J'ai commencé mes études avec bon courage et dans l'intention de devenir prêtre; voilà mon idéal. Pendant les trois premières années, tout allait pour le mieux. Mais cette année j'ai malheureusement dû m'apercevoir que je suis pauvre et que je suis allemand. Presque tous les jours j'ai eu quelque mépris. J'avais continuellement de grandes punitions pour la moindre hésitation des leçons. Il me semble que tout son [professeur principal] plaisir était de me punir. Vous ne savez pas combien ces mépris ont brisé mon cœur et mon courage. Ce qui m'a surtout offensé c'était de voir qu'un prêtre en était l'auteur et que j'avais toujours l'intention d'embrasser le même état. S'il m'avait repris avec bonté (comme il conviendrait à un prêtre) j'aurais écouté ses paroles. Mais «un professeur n'a pas le temps de faire des sermons à chaque élève en particulier». Il m'appelait fainéant, grand

paresseux et maintenant il m'appelle bon élève. Voilà un exemple qui me fait horreur. Il voulait me faire trembler des pieds à la tête, il voulait m'écraser. - Oui il m'a écrasé mon cœur, mais il ne m'écrasera pas la tête, et ne me détruira pas mon avenir. J'ai heureusement des parents qui ne me forcent pas à devenir prêtre et ne me chassent pas au collège. Aussi pourquoi continuer mes études puisque mon idéal est détruit? Mes parents n'ont pas les moyens de me faire faire des études élevées pour médecin, avocat, etc. Maintenant je ne saurais mieux faire que dédommager mes parents des grandes dépenses qu'ils ont eues pour moi»²⁴.

Bien que dans une telle rancœur il convienne de relativiser certains propos, plusieurs thèmes cruciaux surgissent avec vigueur: le sectarisme, la ségrégation même, mis en pratique à l'encontre des minorités économiques et linguistiques considérées comme des corps étrangers dans l'établissement, l'inaccessibilité des professions libérales pour ces classes que seul l'état ecclésiastique peut attirer au collège, l'élitisme d'un enseignement réservé et même obligatoirement imposé aux fils de bonne famille, la fonction

directrice, conservatrice, normalisatrice des professeurs (notamment religieux) envers toute entorse au système.

L'après-collège nous permet également de relever que le choix des carrières est très restreint (fig. 3).

La quasi-totalité des occupations futures des collégiens valaisans est constituée par des vocations ecclésiastiques et des professions libérales. Parmi ces dernières, ce sont le barreau (32%) et la médecine (23%) qui les attirent le plus. Les professions libérales scientifiques (ingénieur, architecte, géomètre) commencent timidement à recruter des lycéens au début du siècle avec la poussée industrielle. Cependant les cadres supérieurs de la bourgeoisie commerçante et industrielle ne sont pas issus des établissements valaisans.

En comparant avec l'origine socio-professionnelle des élèves, on s'aperçoit que bon nombre de fils de famille gravissent des échelons supplémentaires (près du 2/3) dans l'échelle sociale. Il est intéressant aussi de noter que les futurs prêtres se recrutent (env. 2/3 de l'effectif) parmi les élèves issus de la classe agricole. Ce phénomène est aisément explicable par le fait que cette classe moins favorisée voit sa formation assurée pour les dernières années d'études par le Grand Séminaire ou par les chanoines réguliers de Saint-Maurice ou du Grand-Saint-Bernard. Remarquons que les bourses d'études n'existant pas, certains jeunes valaisans n'hésitent pas à simuler la vocation sacerdotale afin de bénéficier de cet encadrement et de pouvoir poursuivre leur formation.

Les fils de notaire ou de médecin ne connaissent pas ces problèmes puisque plusieurs d'entre eux s'adonnent à la profession paternelle, perpétuant ainsi de véritables dynasties de juristes ou de disciples d'Esculape. A titre d'exemple, la dynastie issue de Joseph Burgener, avocat notaire à Viège au début du siècle, comporte, en 5 générations 7 notaires, 2 médecins

et ... un seul employé de banque! Il faut préciser que la présence dans le chef-lieu d'une école de droit jusqu'en 1908, seul établissement d'enseignement supérieur en Valais, favorise la constitution de cette pléthore d'avocats et notaires. Enfin l'impressionnante liste des autorités cantonales et fédérales ainsi que des dignitaires ecclésiastiques qui ont fréquenté le collège de Brigue de 1873 à 1910 (1 conseiller fédéral, 1 juge fédéral, 9 conseillers nationaux, 6 conseillers aux Etats, 8 conseillers d'Etat, 8 présidents du Grand Conseil, etc.), et cette analyse peut être élargie aux deux autres collèges, étale de la manière la plus nette la liaison étroite existant entre les collèges et les élites dirigeantes civiles ou religieuses. Près du 1/3 des élèves recensés ont siégé ensemble dans les couloirs du parlement cantonal!

L'unité socio-culturelle des établissements valaisans semble ainsi se résumer à cette culture classique, indice d'un mode de vie réputé supérieur, qui permet l'ascension sociale, et le maintien sur plusieurs générations d'une classe dirigeante.

Vers la loi de 1910

Dès lors, quels sont les facteurs qui vont influencer l'enseignement secondaire supérieur dans son cheminement sur la voie des réformes? Nous pouvons en dénombrer trois: en premier lieu les exigences et les pressions exercées par la Confédération, puis le débat entre les thèses centralisatrices et régionalistes, enfin les besoins exprimés par les mutations économiques du Valais.

L'intervention de la Confédération dans le domaine de l'enseignement secondaire s'effectue de manière indirecte: les établissements d'instruction secondaire ont l'obligation de mettre leurs programmes en harmonie avec les exigences du polytechnicum (créé en 1855) et avec les règlements fédéraux sur l'exercice des professions médicales. C'est par le biais de ces deux contrôles d'admission à

	1879/80 - 2 ans 27 élèves VS	1894/95 25 élèves VS	1909/10 30 élèves VS	Total 82 élèves VS
1. Professions libérales	80% [20]	42% [10]	70% [21]	65% [21]
. avocats/notaires	(15)	(4)	(6)	(25)
. médecins	(3)	(3)	(3)	(9)
. dentistes	(1)	(-)	(2)	(3)
. pharmaciens	(-)	(1)	(1)	(2)
. vétérinaires	(-)	(1)	(3)	(4)
. ingénieurs	(1)	(-)	(5)	(6)
. architectes	(-)	(1)	(-)	(1)
. géomètres	(-)	(-)	(1)	(1)
2. Théologie	16% [4]	46% [11]	27% [8]	29% [23]
3. Bourgeoisie industrielle, commerciale, financière	0% [-]	4% [1]	0% [-]	1% [1]
4. Fonctionnaires	4% [1]	8% [2]	3% [1]	5% [4]
. employés (banque, PTT, ind.)	(1)	(1)	(1)	(3)
. professeurs	(-)	(1)	(-)	(1)
5. Profession inconnue	[2]	[1]	[-]	[3]

Fig. 3 - Professions futures des collégiens valaisans.

des carrières qui touchent plus du 50% des universitaires, que la Confédération exerce sa surveillance.

Or en 1880, à la suite de l'échec de 4 étudiants valaisans (sur 5) qui s'étaient présentés aux examens de médecine de l'université de Berne, le professeur Carl Vogt de Genève dresse un rapport à la demande du Département fédéral de l'intérieur dans lequel il dénonce les carences de certaines branches d'enseignement dans les gymnases valaisans et surtout l'absence d'examens de maturité. A l'issue de son étude, Vogt suggère de ne reconnaître les certificats valaisans que lorsque les programmes seront conformes aux exigences fédérales. D'autre part, l'élaboration en 1880 d'un premier règlement pour les examens fédéraux de médecine oblige le gouvernement valaisan à opérer une refonte des programmes du lycée.

Toutefois, il faudra toute une série de secousses fédérales pour sortir les collèges valaisans de leur léthargie: la suppression des cours préparatoires au polytechnicum; la création en 1891 d'une commission fédérale de maturité, nouvelle autorité de surveillance, la promulgation, après

15 ans de préparation, d'un règlement fédéral de maturité en 1906. Cette dernière ordonnance exige la création d'un collège industriel doté d'une maturité scientifique autorisant l'entrée immédiate au polytechnicum et l'harmonisation de nos examens de maturité, introduits timidement et sans conviction en 1890. Ainsi s'impose la nécessité d'une nouvelle loi sur l'enseignement secondaire. Mais ne nous leurrions pas toutefois sur la relative docilité des Valaisans: leur adaptation aux impératifs fédéraux s'est toujours réalisée dans le souci constant de préserver leur souveraineté cantonale même lorsqu'il s'agissait de bénéficier de la manne fédérale. Ainsi au lendemain de l'acceptation de la révision de la Constitution fédérale de 1874 déjà, la *Gazette du Valais* annonçait dans un élan tragique:

«Lorsque le Valais est entré dans la Confédération, il y est entré sous la garantie formelle de sa souveraineté cantonale. Il ne s'est pas livré pieds et poings liés, comme un pays conquis. Dimanche, dix-neuf mille citoyens ont protesté contre l'escamotage de la souveraineté de leur canton par une majorité qui, à bien prendre les choses, n'a pas le droit de disposer d'un pays auquel elle n'appartient pas»²⁵.

Les collèges valaisans évoluent en réalité sous une seconde menace: celle d'une centralisation des établissements au niveau cantonal. Pourquoi le Valais possède-t-il trois établissements d'instruction secondaire supérieure alors qu'à titre de comparaison, Berne et Zurich, cantons nettement plus peuplés, n'en comptent que deux, Vaud et Fribourg un seul?

La majorité parlementaire, le conseil d'Etat et le chef du Département de l'instruction publique lui-même avouent leur préférence pour une centralisation qui paraît en tous points avantageuse (économies, concentration des forces intellectuelles, prétendue supériorité culturelle de la capitale). A ce propos, notons qu'à travers la centralisation de l'enseignement secondaire supérieur, c'est le rôle même de la capitale qui est en jeu. Une administration forte, active, intellectuelle et hiérarchisée ne peut exercer son contrôle sur la jeunesse qu'en développant l'enseignement supérieur. Or selon la *Gazette du Valais*, Sion est à peine mieux placée que Brigue et Saint-Maurice en ce qui concerne les établissements d'instruction supérieure: «Que l'on ne s'étonne pas après cela si notre bureaucratie est impuissante à prévenir les crises. Sion se meurt dans l'inertie et le marasme; le paupérisme y devient une plaie affreuse»²⁶. On s'incline cependant devant des facteurs traditionnels décisifs tels que les fondements historiques et culturels des établissements de Brigue et de Saint-Maurice, la configuration géographique qui lèse financièrement les élèves des localités périphériques et surtout le bilinguisme de notre canton, vrai moteur de la décentralisation. La différence de langue constitue un handicap pour les élèves haut-valaisans fréquentant les cours du lycée cantonal de Sion. Ainsi, les intérêts locaux, les particularismes régionaux ne peuvent être heurtés de front au risque même de compromettre la loi. Tel est l'avis du moins de la *Gazette du Valais* qui affirme dans ses colonnes:

«Les districts valaisans ont conservé la vie propre aux anciennes communautés; ils en ont gardé les jalousies, les rivalités et tous les amours-

propres. Ce sont de petits Etats dans l'Etat, réclamant comme celui-ci, plus que celui-ci, des hommages et des privilèges. Nous aimons cela. Il y a là un legs des ancêtres, une tradition qui remonte à des temps que nous admirons parce que nous les voyons à travers le prisme enchanteur des souvenirs»²⁷.

Enfin, la lutte pour un enseignement industriel (scientifique) va être fortement conditionnée par les mutations de la société valaisanne au tournant du siècle. Sans entrer dans les détails de cette métamorphose complète du Valais, relevons qu'elle se traduit par une vraie révolution industrielle favorisée par l'exploitation des forces hydrauliques, par l'implantation des grandes industries chimiques (Lonza, Ciba, Alu AG) qui entraînent dans leur sillage la petite et moyenne industrie, par l'ouverture des tunnels ferroviaires (Simplon, Lötschberg) et par une forte expansion touristique. En 1905, le Valais occupe le 4^e rang des cantons tant pour le nombre de lits que pour le nombre d'hôtels, ce dernier ayant doublé de 1894 à 1907. De 1890 à 1915, 9 lignes secondaires sont aménagées par les Compagnies privées de chemin de fer de tourisme.

Ce développement économique qui modifie considérablement le tissu social (exode rural, immigration) est à mettre à l'actif des industriels et investisseurs étrangers qui trouvent leur appui à l'intérieur du canton dans les milieux libéraux-radicaux. Ces derniers, dans une période d'ouverture politique, acceptent une trêve caractérisée par des ententes électorales avec le parti conservateur. Celui-ci voit apparaître en son sein même dès 1900 de nouvelles élites enrichies par le commerce, l'industrie ou le tourisme qui contestent le pouvoir politique des vieilles familles patriciennes. Alexandre Seiler, issu d'une famille d'hôteliers zermattois, docteur en droit et conseiller national, constitue certainement l'une des figures les plus marquantes de ce nouveau conservatisme bourgeois dont la victoire sur le conservatisme aristocratique aboutira à la nouvelle constitution de 1907. Cette

LA SOCIÉTÉ DE L'ÉMULATION EN 1874-1875

(Classes de 1^{re} et 2^e rhétorique
du collège de l'Abbaye de Saint-Maurice)



Assis. Premier plan: MM. Adolphe Moret, chanoine à l'Abbaye de Saint-Maurice. – Etienne Raboud, doyen de Siviriez. – † Chanoine Pierre Burnier, prof. de Rhétorique. – Théodore Conus, juge à Siviez. – † Auguste Gay, chanoine à l'Abbaye de Saint-Maurice.

Assis. Deuxième plan: Jean-Baptiste Delaloye, doyen d'Ardon. – † Adolphe de Werra, mort étudiant en médecine. – Joseph Jobin, avocat à Belfort. – Auguste Bruchez, Rédemptoriste. – Pierre Jonneret, de Fribourg.

Debout. Troisième plan: Alphonse Métroz, chanoine à l'Abbaye de Saint-Maurice. – Amédée Schenkler, de Soleure. – Henri Python, doyen des Sciernes (Fribourg). – † Jacques Fragnière, en religion P. Candide, capucin. – Hyacinthe Nantermod, notaire à Troistorrents. – Edouard de Cocatrix, géomètre à Sion.

Debout. Arrière plan: Alfred Tissières, ancien préfet, banquier à Martigny. – † Alfred Durier, président du Tribunal de Monthey. – † Charles Joye, hôtelier à Fribourg. – † Justin Citherlet, notaire à Delémont.

dernière réalise en effet deux grandes idées, à savoir l'élargissement des droits populaires et l'accroissement du rôle de l'exécutif dans le domaine économique.

Dès lors, l'instruction technique et industrielle s'annonce comme une nécessité vitale même si ses défenseurs doivent encore faire face aux tenants de la tradition «classique» qui voient dans l'enseignement utilitaire quelque chose de méprisable qu'ils assimilent volontiers au courant de la pensée matérialiste. Aux yeux d'une élite aristocratique pour laquelle la maîtrise des langues mortes constitue une distinction sociale lui permettant de se distinguer du commun des mortels, «l'éducation complète de l'homme ne doit pas avoir pour but immédiat de le rendre capable de gagner beaucoup d'argent, le plus tôt possible»²⁸. Cependant les nouveaux besoins créés par l'industrialisation et le développement commercial du canton posent des interrogations cruciales:

«Au XX^e siècle, une question s'impose à nous, question utile, si nous ne voulons pas être pris au dépourvu: sommes-nous prêts? Avons-nous sous la main l'armée d'électriciens, d'ingénieurs, contremaîtres, ouvriers, nécessaires pour mettre en valeur cette prodigieuse quantité d'énergie électrique qui, dans quelques années, dans quelques mois peut-être, va nous arriver de toute part?»²⁹

Plusieurs propositions et tentatives de révision de la loi de 1873 se succèdent ainsi jusqu'à ce qu'une pétition adressée par les sociétés professionnelles de Sion au Grand Conseil en 1904 soit enfin prise en compte et entraîne une refonte complète de l'enseignement secondaire: ce sera la loi de 1910.

Malgré les nombreuses précautions prises par les législateurs en vue d'éviter de léser certains intérêts particuliers, de vives discussions seront engagées au Grand Conseil et dans la presse et risqueront de faire sombrer la loi. De manière surprenante, les mêmes thèmes principaux

débattus lors des séances consacrées au projet de l'instruction publique de 1873 sont repris en 1910: décentralisation des collèges, particularisme et esprit de clocher des régions, nécessité d'un enseignement industriel.

Acceptée par le peuple (9316 oui contre 5226 non) malgré l'opposition de «ceux de la montagne, ceux des campagnes de la plaine, les têtes de l'enseignement classique, les féroces de l'enseignement industriel, les régionalistes du Haut et du Bas-Valais»³⁰, la loi jette les bases d'un enseignement scientifique distinct et complet et prévoit la décentralisation des classes supérieures de l'enseignement classique. Ainsi on a prévu un gymnase classique de six ans et un lycée de deux ans dans chacune des cités et pour l'enseignement scientifique, une école industrielle inférieure de trois ans respectivement à Brigue et à Saint-Maurice, une école industrielle supérieure de trois ans subdivisée en sections technique et commerciale à Sion. Ce système consacre le principe de deux enseignements à base distincte respectant les traditions du passé et les besoins de l'avenir. De même au nom de la démocratisation, il décentralise la presque totalité des établissements dans les trois villes.

Si pour certains historiens, tel l'abbé Zimmermann, cette loi est de beaucoup l'acte législatif le plus important des quarante années précédentes, son application n'en sera pas aisée et les résultats tangibles seront longs à se manifester.

Tradition ou modernisation?

En effet, une nouvelle analyse structurelle des collèges au lendemain de la loi nous permet de constater en premier lieu que les gymnases classiques se retrouvent renforcés.

L'enseignement classique offre une orientation encore plus littéraire de ses programmes (ce qui n'empêche pas les préfets de collège de se plaindre dès la fin de la guerre d'une crise du

français identifiable à une méconnaissance toujours plus marquée de l'orthographe). Le corps professoral, aux traitements nettement améliorés, ne subit aucune modification majeure ni dans sa composition, ni dans son esprit. Enfin la représentativité des élèves issus des professions libérales se renforce encore: les études classiques deviennent leur domaine privilégié. La classe agricole perd en effet une bonne part de sa prépondérance en raison d'un recentrage de la politique économique valaisanne sur l'agriculture durant les années de crise. De même l'éventail des carrières choisies après le collège se présente de manière encore plus restreinte que par le passé en raison de l'existence des écoles industrielles qui offrent un accès plus direct à certaines professions, telles que celles d'ingénieur, d'architecte, de géomètre.

Ce sont ainsi les vocations traditionnelles du droit, de la médecine et de la théologie qui constituent l'aboutissement désormais unique et logique de toute étude classique. Nous pouvons même observer que les deux premiers constituent le domaine privilégié de la haute bourgeoisie alors que la voie des ordres semble être l'apanage de la classe agricole. Ainsi en 1914-1915, sur 6 étudiants issus du monde rural, 5 se destinent aux études théologiques. Quant au rapport entre les élèves des collèges classiques et les élites dirigeantes, il est toujours aussi étroit puisque la liste des étudiants qui ont fréquenté le collège de Brigue durant la période 1911-1925 nous offre 3 conseillers nationaux, deux conseillers d'Etat, un président du Grand Conseil, un évêque, deux chanceliers épiscopaux, un doyen du chapitre et un chanoine honoraire. Le pouvoir militaire y est également représenté en force, à telle enseigne que le recteur du collège de Saint-Maurice s'enthousiasme des cours de gymnastique donnés par des professeurs *«désireux de faire du Collège une pépinière d'officiers»*³¹.

Ainsi on peut craindre que ce renforcement des Humanités se soit opéré au détriment de l'école industrielle supérieure, produit même de la loi.

En effet, par rapport à l'enseignement classique, l'école industrielle supérieure est en proie à une très nette dévalorisation. Sa situation matérielle est extrêmement désavantageuse. Elle évolue dans un très net état d'infériorité par rapport au collège classique qui la juge bassement utilitaire et ne ménage ni ses sarcasmes ni ses réactions de rejet. Bien sûr elle connaît de graves problèmes de fonctionnement car son recrutement dépend des écoles industrielles inférieures. Or ces dernières, qui correspondent à un enseignement moyen et qui se sont multipliées (Sion, Monthey, Bagnes, Sierre), considèrent leur formation comme suffisante et jugent l'école industrielle supérieure superflue. Après la guerre, elles s'érigent ainsi en écoles de commerce indépendantes concurrentes de la section commerciale de l'école industrielle supérieure. Cette multiplication de petites écoles commerciales contribue à l'installation d'une légion d'employés subalternes qui contraste avec l'abandon aux étrangers de l'état-major commercial et industriel valaisan. Et ce n'est pas la fréquentation extrêmement faible des deux sections de l'école industrielle supérieure (à peine 1 élève sur 5 des écoles industrielles inférieures poursuit ses cours à l'échelon supérieur) qui permet de créer de nouvelles élites de gestionnaires et de technocrates. Au contraire, l'école industrielle supérieure par son recrutement et ses orientations n'aura réussi qu'à rapprocher les classes industrielles supérieures de l'idéal bourgeois d'une culture générale et désintéressée et à créer une légion d'employés occupant des postes subalternes. Entre les deux existe un palier, celui d'une élite cultivée de gérants, de technocrates, de fonctionnaires de premier rang, qui reste le domaine de spécialistes étrangers. En considérant l'origine socio-professionnelle des élèves de l'école industrielle supérieure et leur choix de carrière, c'est bien évidemment la loi de «la marche supérieure à gravir» qui régit la quasi totalité des options: un fils d'agriculteur ambitionnera un poste d'employé de bureau ou de fonctionnaire, un fils d'instituteur visera une place de comptable, un fils de négociant poursuivra des hautes études commerciales, un fils de médecin sera au moins ingénieur, etc...

De manière indéniable, il apparaît ainsi que la loi de 1910 n'a pas donné les résultats escomptés quant à l'organisation de l'enseignement industriel et commercial. Les diverses causes qu'on peut évoquer semblent engager la responsabilité d'un Etat trop attaché à une reproduction classique et traditionnelle des élites: carences matérielles, absence injustifiable d'un internat, indifférence des classes populaires, mépris des élites classiques.

Le discours sur la «nécessité industrielle» semble être l'objet d'une certaine incompréhension de l'Etat. Celui-ci ne saisit pas le problème dans toute son étendue: alors qu'il s'agit de s'adapter aux énormes progrès de l'industrie valaisanne durant ce premier quart de siècle et de faire face à la concurrence au niveau de l'emploi en formant des gens capables de remplacer les ingénieurs, chimistes techniciens et autres cadres étrangers qui occupent les postes supérieurs des entreprises, Joseph Burgener estime que si les carrières libérales sont effectivement trop encombrées, il faut encourager les jeunes «à prendre un des bons métiers dédaignés en Valais: maçon, coiffeur ou cuisinier, etc...»³²!

Il convient cependant de relever que le Valais a subi la révolution industrielle plus qu'il ne l'a dirigée en fait. La guerre, puis la crise de 1920-25 ont engendré une conjoncture industrielle et commerciale défavorable. Ainsi un fort courant d'opinion pousse l'Etat à se réfugier dans l'exploitation des valeurs plus traditionnelles et plus sûres de l'agriculture, ce sera le plan Troillet.

L'univers des collèges valaisans ne subira que peu de modifications dès 1925 et il faudra attendre la loi de 1962 pour assister à la mise en place d'une meilleure cohésion entre les divers secteurs de l'enseignement. Le vide de l'enseignement secondaire du premier degré sera à cette occasion comblé par l'apparition des cycles d'orientation favorisant l'accès aux études secondaires supérieures

ou professionnelles. C'est uniquement par le biais de cette systématisation de l'enseignement que le thème de la démocratisation des études pourra être abordé.

Conclusion

En matière d'éducation, les lois les plus pertinentes et les doctrines éducatives les mieux établies ne valent que par le degré et la qualité d'application qu'elles ont eus. Or si les collèges n'ont réussi que partiellement à adapter les groupes sociaux aux mutations économiques lors de l'entrée du Valais dans le monde moderne, la faute en incombe principalement à l'esprit traditionaliste de l'Etat et à la population. En admettant que l'instruction soit définie par rapport au type de société que l'on défend ou que l'on veut mettre en place, la retenue de l'Etat dans le développement et l'amélioration de l'enseignement industriel engage fortement sa responsabilité. Les penchants très nets de ce dernier pour une reproduction traditionnelle (c'est-à-dire) classique des élites et son délaissement bien prompt, dès qu'un nuage budgétaire s'approche, des importantes résolutions prises au lendemain d'une loi, témoignent de son incompréhension et d'une prise en considération bien légère de l'enseignement moderne. Celui-ci n'est-il pas tout simplement jugé inadapté au particularisme valaisan? Dès lors, la nouvelle articulation scolaire entre une culture moderne et scientifique et une élite en transformation ne peut que péricliter. Pire, elle met en place une hiérarchisation nouvelle des classes industrielles sans les former pour une prise en main efficiente des affaires commerciales et industrielles valaisannes:

«le mariage de raison entre la culture moderne et la culture classique consomme le divorce entre les théories scientifiques et leurs retombées directement utilitaires, entre une culture moderne de haut niveau et une autre de niveau moyen ou inférieur»³³.

A ce titre, l'histoire de l'enseignement des sciences et des techniques apparaît réellement comme celle des résistances.

L'analyse historique des collèges valaisans nous a ainsi permis de mieux saisir, à travers la formation des élites, les conceptions, les résistances et les développements d'un Etat et d'une société durant une période de mutations. Et même si la célèbre comparaison du collège avec le milieu monacal, militaire ou carcéral («Savez-vous ce qu'est un collège, ô libres penseurs? c'est un couvent; le savez-vous, ô chastes mères de famille? c'est une caserne; vous le savez trop,

pauvres enfants, c'est une prison»³⁴) relativise quelque peu son efficacité sociale, il ne faut pas oublier que cette institution scolaire apporte en tout temps un éclairage pertinent sur la direction, les tendances et l'avenir d'un Etat: «De l'instruction supérieure dépendent en majeure partie l'allure chancelante ou assurée, l'avancement ou le malaise, en un mot les destinées du pays»³⁵.

Il serait bon de ne pas perdre de vue cette vérité, quelles que soient les réalités économiques, ce d'autant plus que l'avenir appartiendra aux nations qui auront le mieux assouvi les besoins de formation permanente de leur jeunesse.

Notes

- 1 Cet article constitue une synthèse de notre ouvrage intitulé: *Les Collèges en Valais de 1870 à 1925*, Lausanne, Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, 4^{ème} série, t. 1.
- 2 Par élite, nous entendons l'existence d'un «groupe qui, pour une raison ou pour une autre, peut se prévaloir d'une supériorité et prendre, de ce fait, une part spécialement importante à la direction des affaires de la collectivité». Voir Siegfried Frederick NADEL, «La notion d'élite sociale», dans *Bulletin international des sciences sociales*, 8, 1956, p. 419.
- 3 Voir Vilfredo PARETO, «Traité de sociologie générale», dans *Œuvres complètes*, 12, Paris, 1968.
- 4 Voir à ce sujet «La sociologie stérile: La Reproduction», dans *Esprit*, 38, n°12, décembre 1970, pp. 851-861.
- 5 André PETITAT, *Production de l'école - Production de la société*, Genève/Paris, 1982. L'auteur distingue deux productions possibles de l'école à la société: 1) dès que les classes dirigeantes entreprennent la modernisation de leur culture scolaire de référence, de nouvelles catégories socio-professionnelles se développent et, à long terme, l'école travaille à la formation d'une nouvelle classe dirigeante définie à travers les rapports savoir/pouvoirs de l'Etat. 2) l'école, en prenant ses distances à l'égard de certaines exigences politiques et économiques (conflits de programme, durée des études, postes de travail, etc.) contribue à la création de nouvelles classes sociales dégagées du carcan habituel. Voir aussi le condensé des principales conclusions de cette thèse dans un article du même auteur: «Ecole et société: le paradigme de la reproduction et ses limites», dans *Revue européenne des sciences sociales*, 20, n°63, 1982, pp. 5-27.

- 6 Nous utilisons le terme de classe dans le sens d'un groupe qui se distingue par des facteurs objectifs mesurables: rapports économiques, sociaux (modes de vie) et culturels et par des facteurs plus subjectifs tels que la prise de conscience d'appartenir à une classe, réflexion qui aboutit souvent pour les classes supérieures à la prise du pouvoir. Remarquons qu'«une classe n'a pas d'existence officielle et légale. Au lieu de reposer sur des lois et des constitutions, elle est tout entière dans l'opinion et dans les mœurs. Elle n'en est pas moins une réalité sociale.» Voir Edmond GOBIOT, *La Barrière et le niveau*, Paris, 1967 (2^e éd.). Voir aussi Robert MANDROU, «Un exemple de définition: le concept de classe», dans *11ème Conférence internationale d'histoire économique*, 2, Paris/La Haye, 1965, pp. 829-835.

7 *Rapport du Conseil d'Etat*, 1879, DIP, p. 1.

8 Joseph ESCHASSERIAUX, *Lettres sur le Valais*, Paris, 1806, p. 13 et *passim*.

9 «Lettre de l'abbé Bonvin, professeur au collège de Sion, à Philippe Albert Stapfer, 18 juin 1801», citée par Louis BOUCAUD, *L'Ecole primaire valaisanne*, Fribourg, 1938, p. 189.

10 «Instruction publique en général 1825-1829», n°1, «Rapport du Conseil d'Etat sur l'instruction publique, Diète du 26 novembre 1825». Archives cantonales du Valais, Sion.

11 *Journal du Valais*, du 11 mars 1848, cité par Pierre-Michel REY, *Le Régime radical en Valais, 1847-1857*, mémoire de licence, Université de Fribourg, 1971.

12 *Rapport du Conseil d'Etat*, 1858, DIP, p. 51.

13 *Le Confédéré*, 30, du 14 avril 1867.

14 *Rapport du Conseil d'Etat*, 1885, DIP, p. 66.

- 15 *Le Confédéré*, 43, du 25 octobre 1890.
- 16 André GUX, *Le demi-siècle de Maurice Troillet*, t. I (1913-1931), Lausanne, 1971, p. 113.
- 17 «Règlement du 17 décembre 1889 des étudiants des collèges de l'Etat du Valais», art. 15.
- 18 *Idem*, art. 17.
- 19 «Rapport au DIP, 6 octobre 1905».
- 20 *Rapport du Conseil d'Etat*, 1908, DIP, pp. 14-15.
- 21 *Bulletin du Grand Conseil*, mai 1900, séance du 21 mai, p. 16.
- 22 Mgr Jean-Baptiste JACCOUD, «Mes souvenirs au collège (1859-67)», dans *Echos de Saint-Maurice*, 25, décembre 1926, pp. 158-162.
- 23 *Rapport du Conseil d'Etat*, 1906, DIP, p. 10.
- 24 «Lettre de l'élève Hermann Brantschen au chef du DIP, 12 mars 1910».
- 25 *Gazette du Valais*, 48, du 22 avril 1874.
- 26 *Idem*, 110, du 15 septembre 1876.
- 27 *Idem*, 111, du 17 septembre 1876.
- 28 *Rapport du collège de Saint-Maurice*, 1908, p. 11.
- 29 «Rapport de la Commission chargée de l'étude de l'enseignement industriel et commercial en Valais», janvier 1906. Archives cantonales du Valais, Sion.
- 30 *Gazette du Valais*, 9, du 24 janvier 1911.
- 31 *Rapport du collège de Saint-Maurice*, 1928, p. 11; en 1928, le professeur de gymnastique, le colonel Schmidt, organise même au sein du collège une troupe de cadets s'exerçant avec des armes à feu authentiques.
- 32 *Bulletin du Grand Conseil*, mai 1928, séance du 16 mai, p. 69.
- 33 André PETITAT, op cit, p. 313.
- 34 Victor de LAPRADE, *L'Education homicide*, 1868, p. 9, cité par Maurice CRUBELLIER, *L'enfance et la jeunesse dans la société française 1800-1950*, Paris, 1979, p. 145.
- 35 *Protocole du Grand Conseil*, mai 1844, «Message du Conseil d'Etat sur les rapports qui doivent exister entre l'Etat et les Corps enseignants des trois Collèges du canton», pp. 46-75.

Le Mouvement conservateur et libéral valaisan: son idéologie, ses liens avec Ecône et Jean-Marie Le Pen et les raisons de son échec

Isabelle Raboud

L'article ci-après montre comment, dans un contexte de mutation de société, un groupe d'individus appartenant à une élite politique conservatrice se définit et construit sa légitimité en vue de défendre ses intérêts et de maintenir une position dominante parmi les forces politiques en présence. Il met en lumière les liens entre le politique et le religieux, ces deux sphères de la vie sociale visant à maintenir un système de société justifié par les références au passé. Enfin, il montre que le recours à des modèles politico-religieux étrangers au Valais n'a pas été du goût des adeptes potentiels.

Voyons comment cette élite politique s'est mobilisée pour assurer sa continuité. Le 26 février 1985, cinq personnalités dont Guy Genoud, conseiller d'Etat et conseiller aux Etats, et Roger Lovey, procureur du Bas-Valais, fondent à l'intérieur du Parti démocrate-chrétien, le Mouvement conservateur et libéral valaisan. Par cette action, ils entendent contrecarrer l'influence grandissante, au sein du parti, des chrétiens-sociaux depuis l'élection au Conseil national du syndicaliste Vital Darbellay. Ils entendent également rétablir l'équilibre politique en faveur du Valais central, région la plus agricole et la plus peuplée, qui n'a plus de représentant à Berne. Au moment où Guy Genoud s'apprête à quitter le gouvernement, l'aile-droite du Parti démocrate-chrétien se mobilise pour sauvegarder l'héritage conservateur. Le malaise remonte à 1971 lorsqu'à la suite d'une réforme, le Parti conservateur chrétien-social entend marquer son désir de s'intégrer dans la grande famille européenne de la démocratie chrétienne et souhaite se recentrer pour éviter des scissions. Il abandonne la conception du pouvoir de droit divin au

profit de la démocratie et prend le nom de Parti démocrate-chrétien. Les fondateurs du Mouvement conservateur et libéral valaisan n'ont pas accepté ces changements.

Au moment où les transformations socio-économiques, culturelles et religieuses provoquées par la mutation de société - à partir de la Seconde Guerre mondiale, en quelque trente ans le Valais passe d'une société traditionnelle à une société moderne - entraînent l'éclatement de l'autorité patriarcale et la dévalorisation des couches dirigeantes traditionnelles au profit des professions spécialisées dans le savoir-faire technique et les capacités de gestion¹, les fondateurs du nouveau mouvement entendent ressaisir le pouvoir pour recentrer le parti et lui redonner une unité, une identité. «Il y a longtemps que le phénomène couvait; si les événements se sont précipités, c'est peut-être à cause de l'escalade séduisante de Le Pen. Avec le leader du Front national, la droite a trouvé son champion».²

C'est à l'invitation du Renouveau rhodanien que Jean-Marie Le Pen est venu donner une conférence à l'aula de l'ancien collège de Sion, en novembre 1984, soit cinq ans avant l'effondrement du système communiste. Les membres du Mouvement conservateur et libéral valaisan se retrouvent de près ou de loin dans le Renouveau rhodanien - «groupement de Valaisans et Valaisannes soucieux de l'avenir de leurs enfants et de leur pays»³. L'année de sa constitution coïncide avec la publication, sous l'égide du Renouveau rhodanien, d'un ouvrage de René Berthod intitulé *Main basse sur l'école*, une sorte de pamphlet qui

s'insurge principalement contre l'enseignement renouvelé du français à l'école primaire, renouvelé jugé nuisible pour les enfants, car procédant d'un esprit révolutionnaire. René Berthod prône la défense d'une éducation dans la piété familiale, patriotique et religieuse.

L'idéologie du Mouvement conservateur et libéral valaisan

L'idéologie est «un discours de légitimation qui [...] affirme [...] la grandeur de l'organisation sociale qu'il se représente»⁴. Ce discours «affirme de manière péremptoire les grands principes de l'ordre social légitime; propose dans leur évidence indiscutable les hautes valeurs (la liberté, la justice, la nation, la foi au prince...) qui vont servir de juges, de normes, pour trancher entre le bien et le mal...les amis et les ennemis. Ces principes et ces valeurs ne se discutent pas; ils sont les vérités vivantes qui donnent à la réalité sociale sa forme «naturelle» évidemment bonne...à tel point que le doute ou la contestation de cette société est perçue comme déraison...maladie mentale»⁵. Il fournit un modèle simple de la réalité, qui permet de répondre à toutes les objections. En tant que signe de ralliement, il vise à attirer le plus d'adhérents possible, raison pour laquelle il repose sur l'ambiguïté.

Des entretiens que nous avons eus en 1985 avec tous les membres fondateurs du Mouvement conservateur et libéral valaisan, il ressort que ce mouvement n'a pas de véritable programme. Il entend fonder son action sur les principes du Parti conservateur, sur la doctrine sociale de l'Eglise, sur la défense des valeurs traditionnelles et des libertés individuelles ainsi que sur le droit naturel. «L'idée de loi naturelle nous est parvenue après un long passage sous les «calcaires» au XIX^e siècle comme une théorie contre-révolutionnaire conservatrice et néo-thomiste où l'idée de nature était invoquée contre la démocratie et la modernité. Dans ce courant, le modèle de la

nature est le modèle aristotélicien d'un monde fini et hiérarchisé qui justifie l'inégalité»⁶. La majorité des membres fondateurs du Mouvement conservateur et libéral valaisan partent du principe que l'homme est la créature de Dieu et que son destin transcende l'horizon de ce monde. Ils présupposent qu'au-dessus de l'homme et de la société il existe un ordre, le droit naturel, qui régit tous les aspects de la vie en société. Ils en concluent que la démocratie ne saurait se concevoir que dans une optique chrétienne de l'homme, et non en tant que législation basée sur le suffrage universel.

A l'instar de la démocratie, l'autorité est limitée par le droit naturel. Elle est nécessaire car elle est cause de la société. La suppression de l'autorité dans la famille sous prétexte de réaliser l'égalité des sexes représente une violation du droit naturel. A leurs yeux, le nouveau droit matrimonial consacre notamment l'effacement du rôle du père. L'absence du père «se traduit globalement par une augmentation de l'alcoolisme chez ceux qui ont souffert de cette absence. Deuxième conséquence possible de l'absence du père: l'homosexualité masculine»⁷. L'autorité est liée à l'ordre, première loi de l'univers sans laquelle la société ne peut exister. L'ordre n'est pas un carcan, pensent-ils, mais un climat nécessaire à l'épanouissement de l'individu, une libre adhésion à un système de valeurs cohérent. Si, en Suisse, la démocratie repose sur de solides traditions, le Mouvement conservateur et libéral valaisan refuse d'en faire l'unique forme de gouvernement, concevant que d'autres mœurs puissent porter vers d'autres régimes. Interrogés sur la dictature du général Pinochet, les membres du nouveau mouvement expriment des avis allant de la grande admiration pour cet homme extrêmement pacifique dont la seule faute est d'interdire le Parti communiste, à l'opposition aux dictatures qui suppriment les libertés et procèdent aux disparitions. Cette opinion fait toutefois l'objet d'une réserve selon laquelle il reste à démontrer que ce sont des dictatures. Entre ces deux positions bien partagées, les opinions



Préparatifs de la fête organisée à l'occasion de l'ordination de quatre prêtres. Ecône 1987.

se rejoignent pour penser que si le général Pinochet n'est pas l'idéal, son intervention prouve que les choses allaient au plus mal et que c'est au dernier moment qu'elles ont été reprises en main, faute de quoi un régime communiste aurait été instauré. C'est par anticommunisme que le Mouvement conservateur et libéral valaisan apporte sa caution au général Pinochet. En tant que philosophie prise à partie par la doctrine sociale de l'Eglise, le communisme représente l'ennemi du christianisme et le péril majeur de l'humanité.

Le Mouvement conservateur et libéral valaisan affirme vouloir défendre les valeurs de la civilisation chrétienne occidentale dans un sens progressiste. Selon René Berthod, la défense de la civilisation chrétienne signifie la reconnaissance du décalogue en tant que loi fondamentale des individus et de la société. De l'avis de Guy Genoud, la vraie civilisation c'est d'abord de recevoir avec reconnaissance l'héritage qui est transmis et de l'améliorer. Dans ce but, le Mouvement conserva-

teur et libéral valaisan souhaite organiser des journées de formation - pour expliquer les valeurs fondamentales contenues dans la tradition politique et religieuse - et d'éducation à l'amour de la terre et de la patrie. L'idée est que le citoyen s'engage à défendre son pays jusqu'à la mort, si cela est nécessaire. A ses yeux, la défense du pays passe par la fidélité aux grands accents qui étaient ceux du Parti conservateur et populaire valaisan. Elle dépend également de la remise en place des valeurs traditionnelles - notamment la pratique religieuse, le mariage, l'élan au travail - dont l'influence s'est amenuisée à la suite de l'ouverture du Valais au tourisme et aux moyens de communication modernes, en particulier à la télévision. A son avis, le déferlement du courant d'idées venu de l'extérieur répand un esprit de revendication et d'abolition des différences ainsi qu'un matérialisme qui se manifeste notamment par un manque d'honnêteté dans les relations d'affaires. Tout en prônant la fidélité «aux vérités chrétiennes sur l'homme, sur la famille et sur la société, vérités qui ne sont soumises ni aux modes ni à l'usure du



Mgr Lefebvre interviewé par la Télévision Suisse Romande lors de l'ordination de quatre prêtres. Ecône 1987.

temps»⁸, les fondateurs du nouveau mouvement affirment vouloir défendre toutes les formes de liberté, en particulier la liberté d'entreprise, dans le souci de lutter contre l'emprise de l'Etat et l'abus de la fiscalité. André Luisier affirme que l'«on peut être conservateur et progressiste».

Liens avec Ecône

Sur les cinq membres fondateurs du nouveau mouvement, trois sont proches d'Ecône dont l'évêque représente un modèle politico-religieux. Très lié à Mgr Lefebvre depuis la fondation du séminaire de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X à Ecône en 1971, M^e Roger Lovey, considéré comme l'idéologue du mouvement, n'a jamais caché son appartenance à Ecône dont il a pris la défense sur la place publique. Pour sa part, bien qu'il soit demeuré fidèle à Rome, Guy Genoud a de grandes affinités avec l'œuvre de Mgr Lefebvre: «Je constate jusqu'à ce moment qu'Ecône n'a été la source d'aucun

désordre, n'a publié, enseigné aucune sottise...».⁹ En décembre 1974 et en janvier 1975 des journalistes valaisans publient des articles dans la *Tribune le Matin* sur les liens entre ces magistrats valaisans et Ecône, et sur leur projet de faire du Valais le noyau du «renouveau».

Mis en cause, M^e Lovey monte aux barricades pour dénoncer la campagne de grande envergure déclenchée contre Ecône: «Nous sommes à la fois fiers et heureux de l'installation de Mgr Lefebvre et de son séminaire. Nous sommes décidés (très fermement décidés) à ne pas tolérer de coucous dans ce nid qui ne demande que la paix»¹⁰. Le *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais* se fait l'écho de la polémique qui met aux prises partisans et opposants à Ecône. Au plus fort de la controverse, M^e Roger Lovey et Guy Genoud figurent parmi les personnalités les plus en vue du Parti démocrate-chrétien, qui adressent une lettre au pape Paul VI - en faisant état de leur titre - pour lui faire part de leur «profonde émotion devant les attaques et les calomnies odieuses répandues par



Après l'ordination. Ecône 1987.

la radio; la télévision et les différents journaux de Suisse contre le Séminaire Saint-Pie X d'Ecône»¹¹. Ils affirment donner leur appui total à ce séminaire qui «fait honneur à notre pays»¹².

Les membres du mouvement qui sont proches d'Ecône, s'opposent au Concile Vatican II en raison de ses décrets sur l'œcuménisme, la liberté religieuse et la constitution de l'Eglise peuple de Dieu, car ils y voient «la justification théologique de la doctrine des droits de l'homme»¹³. Les idées qu'ils défendent ont une parenté idéologique avec la doctrine de Mgr Lefebvre. Les auteurs auxquels ils se réfèrent sont aussi ceux que l'on retrouve à Ecône, parmi lesquels figurent notamment Gonzague de Reynold, - fondateur en 1965 d'*Una Voce Helvetica Suisse Romande*, association pour la défense de la foi, du latin et du chant grégorien - Gustave Thibon, Charles Maurras, - fondateur de l'Action française et partisan du traditionalisme contre-révolutionnaire - Jean Madiran, fondateur de la revue *Itinéraires*. René Berthod affirme qu'il doit à

ce dernier la différence entre la droite et la gauche, en ce sens que si l'autorité est considérée comme venant de Dieu, elle est de droite, et si elle émane du peuple, elle est de gauche.

Ecône et le Mouvement conservateur et libéral valaisan font référence au droit naturel. Ils prônent la défense des valeurs traditionnelles et de la civilisation chrétienne occidentale ainsi que la lutte contre le communisme. René Berthod, alias Rembarre, affirme avoir «une énorme vénération pour Mgr Lefebvre parce que c'est un évêque qui fait son devoir... C'est au fond un point de repère qui m'aide à passer la période de crise actuelle dont l'Eglise sortira un jour...»

Liens avec Jean-Marie Le Pen

Si Mgr Lefebvre représente un point de repère, Jean-Marie Le Pen sert à donner une légitimité à un projet politique. C'est M^e Roger Lovey qui est l'organisateur, pour le Renouveau rhodanien,

de la conférence de Jean-Marie Le Pen donnée à l'aula de l'ancien collège de Sion, le 24 novembre 1984 sur le thème «L'Europe doit s'unir face au péril du communisme». Cette conférence se déroule devant une assistance évaluée à quelque 1000 personnes et dans une atmosphère explosive, un député valaisan se faisant expulser *manu militari* par le service d'ordre mis sur pied par les organisateurs. Ces derniers, ainsi qu'André Luisier, sont accusés de cautionner les propos d'un dangereux extrémiste de droite. Estimant que ceux qui en parlent le plus ignorent totalement le contenu de la conférence, le directeur du *Nouvelliste* décide d'en publier le texte intégral pour «couper court à tant d'inepties»¹⁴. Il précise: «Je suis persuadé que les gens HONNETES apprécieront et comprendront pourquoi, personnellement je suis d'accord avec un homme qui dit aujourd'hui ce que j'écris depuis 36 ans»¹⁵. Voici quelques extraits de cette conférence:

«Il n'y a pas de nation à partir du moment où il n'y a plus de la part du citoyen...acceptation du fait qu'on peut avoir à donner sa vie pour préserver à la fois la vie du peuple et la défense du patrimoine national. Nous pensons que la patrie, comme la famille, est une des cellules fondamentales de défense des libertés parce que les patries charnelles sont quelque chose de profondément vivant... Je dis que dans un pays le Parti communiste ne doit pas dépasser 2%. Il serait vain de croire que dans un conflit militaire déclenché par l'Union soviétique, vous puissiez vous tenir à l'écart du conflit face à un agresseur dont la férocité ne connaît le respect d'aucune règle de l'humanité. Je l'ai dit, l'immigration va être le problème numéro un de l'équilibre du monde. Si une politique n'est pas élaborée à l'échelon de l'Europe, les vagues submergeront et feront disparaître notre civilisation. Il faut donc défendre la vie et l'intérêt de nos enfants, le territoire et le patrimoine national. C'est aussi rendre le plus éminent service à la paix et à la prospérité du monde qui a tant besoin de l'Europe et de sa mission civilisatrice dans tous les domaines. D'un côté la menace

d'un déséquilibre démographique mondial, de l'autre la menace militaire et subversive agissant par la politique. Mais au-delà de cela, le plus grave danger c'est la décadence de notre propre système de valeurs, qui a fondé la civilisation occidentale et chrétienne. Il faut rétablir dans notre monde personnel et collectif les disciplines salvatrices. On n'ose plus appliquer la loi. Or, il n'y a pas de loi sans morale, sans sanction. Sans l'ordre de la loi, la majorité des mille personnes qui est ici peut être bafouée dans sa liberté par le désordre d'un seul citoyen. Mais comment la vie serait-elle respectée quand l'Etat et le législateur ont établi non seulement la légalisation de l'avortement mais encore l'invitation à ce crime par le remboursement de la sécurité sociale?

Nous nous battons pour l'Europe des libertés - libertés individuelles, liberté de conscience, d'entreprise - sans laquelle il n'y a ni emploi, ni prospérité. La liberté de l'esprit, la liberté scolaire qui est intrinsèque à la dignité des familles parce que l'éducation de l'enfant procède du droit fondamental de ceux qui l'ont mis au monde de diriger sa formation, son éducation, que cela n'est pas l'affaire de l'Etat. Oui l'Europe de la liberté, car, en effet, la liberté ce sont d'abord des libertés concrètes dont l'exercice doit être garanti et sanctionné par la loi...dans les pays où la loi ne fonctionne plus on voit brusquement s'effondrer par pans l'autorité.

L'Etat qui ne rétablit pas avec fermeté l'ordre de la République encourt la responsabilité d'avoir permis que se développent les germes de guerre civile. L'ordre ce n'est pas le fascisme, c'est le bénéfice des sociétés civilisées à condition que ce soit l'ordre humain de la loi consentie. Nous voulons construire aussi l'Europe des patries parce que nous pensons que la patrie, comme la famille, est une des cellules fondamentales de défense des libertés. L'individualisme forcené est mortel. Nous n'existons que comme les maillons d'une chaîne recevant de ceux qui nous ont précédés les bénéfices extraordinaires des patrimoines nationaux qui nous sont confiés. Cela nous fait un devoir de



Un évêque ordonné par Mgr Lefebvre donne sa première bénédiction. Ecône 1989.

transmettre la prospérité de l'héritage. Sans la prospérité, l'homme est esclave de son travail quotidien. Il est évident que la propriété est un des éléments de la paix et de l'ordre des cités et qu'à ce titre, elle doit être protégée par les Etats. D'abord parce qu'elle est un des fondements de la civilisation et l'héritage qui permet aux gens de le transmettre avec la vie, car il n'est de civilisation que celle du don».

Les liens entre Jean-Marie Le Pen et le Mouvement conservateur et libéral valaisan trouvent un relais en Bernard Antony, alias Romain Marie, l'homme charnière. Selon Stanislas Maillard, Bernard Romain Marie Antony apparaît sous le nom de Romain Marie lorsqu'il navigue en eaux chrétiennes et sous celui de Bernard Antony, en politique¹⁶. Bernard Antony est le fondateur du Centre Henri et André Charlier à vocation culturelle, auquel il donne un prolongement par la création du Comité Chrétien-Solidarité, organisateur du pèlerinage traditionaliste à Charte. Son but est de restaurer l'identité nationale et religieuse

de la France. En 1984 Bernard Antony devient député européen du Front national présidé par Jean-Marie Le Pen. Les deux hommes vont faire régulièrement leurs retraites au monastère traditionaliste Sainte-Madeleine du Barroux qui s'est rallié à Rome depuis le schisme de juin 1988 provoqué par le sacre de quatre évêques par Mgr Lefebvre. Bernard Antony dirige également l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne, association qui est à l'origine de la campagne contre le film de Martin Scorsese *La dernière tentation du Christ*, campagne qui a abouti à l'incendie du cinéma Saint-Michel à Paris. Pour mémoire, à la suite d'une pétition et d'une campagne d'intimidation des milieux proches de l'Eglise, de Chabeuil et d'Ecône, la commission de censure du gouvernement valaisan a interdit la projection de ce film dans le canton.

C'est en 1973, en allant rendre visite à sa fille, religieuse dominicaine à Fanjeaux près de Carcassonne, que M^e Roger Lovey rencontre

Romain Marie dont les deux filles fréquentent l'école tenue par la Congrégation des dominicaines rattachée à Ecône. Les discussions entamées par les deux hommes débouchent sur une amitié qui n'est pas étrangère à la venue de Jean-Marie Le Pen en Valais. Le jour de la conférence de ce dernier, Bernard Antony se trouve à l'aula de l'ancien collège où il s'exprime sur l'Europe de la civilisation et de la culture avant que le président du Front national ne prononce son discours.

Réactions du Mouvement conservateur et libéral valaisan à la conférence de Jean-Marie Le Pen

Les membres du nouveau mouvement cautionnent les propos tenus par Jean-Marie Le Pen, surtout en ce qui concerne la défense des valeurs traditionnelles, qui est la base philosophique de leur mouvement. Ils approuvent sa lutte contre l'avortement et contre l'immigration qui représente, de l'avis de certains, l'importation automatique du chômage. André Luisier affirme ne pas partager certaines déclarations du président du Front national, qui, pense-t-il, relèvent du racisme. Il estime que cela l'empêchera d'aller très loin dans la politique. Les personnes interrogées approuvent le thème de sa conférence, soit l'idée que l'Europe doit s'unir face au péril du communisme.

La sensibilité aux thèses du révisionnisme

Bien avant que Jean-Marie Le Pen n'exprime publiquement son adhésion aux thèses du révisionnisme, celles-ci jouissaient d'une audience auprès de certains membres du Mouvement conservateur et libéral valaisan. M^e Lovey se défend d'être antisémite, l'antisémitisme et le racisme étant basés sur la haine, donc antichrétiens. Toutefois, si, à ses yeux, le peuple hébreu reste le peuple choisi par Dieu, il représente un «peuple extrêmement curieux. C'est de lui que vient le meilleur et le pire parce

que, quand on regarde l'appartenance de la haute finance en ces temps où l'argent régent tout, au mépris quelquefois de l'homme, ils n'ont pas une petite part». Même écho chez René Berthod pour qui le juif a une vocation particulière. Mais il est devenu «quelqu'un de si intouchable qu'on n'ose même plus le nommer comme tel». M^e Lovey souligne qu'il ne s'agit pas de minimiser l'horreur des camps de concentration, «mais il faut remarquer qu'à travers l'opinion publique mondiale...les autres victimes ont quasiment disparu. Il y a des ethnies entières qui ont été anéanties. On a tendance à oublier cette part pour ne voir parmi les victimes d'Hitler que les juifs». Au sujet du professeur lyonnais Robert Faurisson qui appartient à l'école d'historiens dits «révisionnistes», René Berthod déclare: «C'est un professeur d'histoire qui a étudié à fond la question des chambres à gaz et qui arrive à des conclusions que les chambres à gaz, telles qu'elles sont décrites par ce qu'il appelle la propagande, n'ont jamais existé. Alors on l'a ruiné, poursuivi, on lui a fait les plus grandes misères».

Echec du Mouvement conservateur et libéral valaisan

Pourquoi ce nouveau mouvement s'est-il soldé par un échec, alors que nombre de Valaisans se sentaient proches de ses idées? Selon les entretiens que nous avons eus avec des observateurs avertis de la vie politique valaisanne ainsi qu'avec des hommes d'Etat, les Valaisans n'ont pas apprécié que des dignitaires du Parti démocrate-chrétien se compromettent avec Mgr Lefebvre et le président du Front national. De l'avis de Pascal Couchepin, «le bon chef inspiré par Dieu recevant de ce dernier et non du peuple sa légitimité, n'est qu'une traduction pieuse du Despote éclairé»¹⁷. Pour cet homme politique, «il est certain que les antécédents de M. Le Pen devraient interdire d'en faire un gourou! C'est pourtant lui que les fondateurs du mouvement conservateur...ont appelé pour créer le climat propice à la naissance de leur mouvement. S'il

n'y a pas filiation, il y a au moins parenté»¹⁸. D'aucuns voient dans cet échec la manifestation d'un bon sens et de la maturité politique des Valaisans qui ont compris que le canton n'était pas aussi en danger que certains voulaient le laisser entendre, et que le nouveau mouvement apparaissait comme une dissidence du Parti démocrate-chrétien.

Il faut dire qu'en voulant ratisser large, la nouvelle formation a adopté des positions ambiguës. Ainsi, «l'appellation de «mouvement» pour une tendance conservatrice est plutôt surprenante. Car, par nature, ce qui se meut n'a pas pour tâche de conserver ce qui est. A moins que la mouvance se veuille dans le sens d'un retour en arrière, mais alors il s'agit plutôt d'une réaction»¹⁹. De même, bien des observateurs se demandent comment le nouveau mouvement peut défendre le libéralisme économique alors que certains de ses membres se réclament d'Ecône pour qui les libéraux sont considérés comme l'ennemi par excellence. Aux yeux de Mgr Lefebvre, les libéraux sont notamment responsables de l'adoption des réformes du Concile Vatican II. Pour Pascal Couchepin, il n'est pas interdit d'être conservateur. Encore faut-il dire ce que l'on entend par là. Il est bon d'être libéral. Encore faut-il être sérieux et ne pas prétendre pouvoir concilier libéralisme et conservatisme au sens de M. Berthod et consorts²⁰.

La mort de Guy Genoud, fin stratège et figure emblématique de la droite valaisanne, suivie deux ans plus tard de celle de M^e Roger Lovey, autre grand homme de réflexion et de conviction, sonne le glas de la droite ultra-conservatrice qui se sent orpheline.

Conclusion

Cela signifie-t-il pour autant que les ultras sont «au placard», pour reprendre le titre d'un article de *L'Hebdo* paru le 17 septembre 1987? Cette tendance toujours présente en Valais, aussi bien parmi les jeunes que parmi la population,

refait surface sept ans plus tard avec la création à Saillon du Mouvement chrétien-conservateur valaisan proche d'Ecône. Les médias annoncent la nouvelle le 27 novembre 1995 et indiquent que MM René Berthod et André Luisier figurent parmi les membres fondateurs du mouvement.

Hormis l'abandon du mot libéral dans le nom et le fait qu'aucun de ses membres fondateurs n'est au pouvoir - contrairement à ce qui était le cas pour le Mouvement conservateur et libéral valaisan - ce nouveau mouvement reprend les grands thèmes de l'idéologie conservatrice prônés par le Mouvement conservateur et libéral valaisan, à savoir: le travail, la famille, la patrie, la défense du moins d'Etat ainsi que des valeurs de la civilisation chrétienne. Il entend avoir une part active dans les débats de société et, selon les observateurs de la vie politique valaisanne, le premier enjeu pourrait bien être le débat sur le génie génétique.

Notes

- 1 Pour plus de renseignements, voir Isabelle RABOUD, *Temps nouveaux, Vents contraires. Ecône et le Valais*, Sierre 1992, pp 41-60.
- 2 Pierre-André STAUFFER, «Valais: les conservateurs se regroupent. A droite, droite», dans *L'Hebdo*, 17 janvier 1985, p. 18.
- 3 Lorenzo PEDRAZZINI, «Valais: Une droite à droite», dans *Humanité*, Genève, No 9, février-mars 1985, p. 1.
- 4 Michel SIMON, «Il - Pierre Ansart ou les idéologies au regard du sociologue», dans *Comprendre les idéologies*, Lyon, 1978, p.215.
- 5 *Ibidem*.
- 6 Jean-Marie COLOMBANI, «Un entretien avec Blandine Kriegel», dans *Le Monde*, 16 juin 1992.
- 7 Roger LOVEY, «La société sans père»(2), dans *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, 8 avril 1987.
- 8 (a) «Pourquoi le Mouvement conservateur et libéral?», dans *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, 15 février 1985.
- 9 Tous les témoignages mentionnés dans cet article sont extraits des entretiens que nous avons eus en 1985 avec les fondateurs du Mouvement conservateur et libéral valaisan.
- 10 Roger LOVEY, «Comment Ecône! par l'une des personnes mises en cause», (lettre au directeur), dans *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, 11 janvier 1975.
- 11 Liliane VARONE, «Un document explosif. Des personnalités sont intervenues au Vatican», dans *Tribune le Matin*, 15 mai 1975.
- 12 *Ibidem*.
- 13 Père Jean-Blaise FELLAY, «Ecône, Le Pen et Mgr Lefebvre», dans *Choisir*, mars 1985, p. 11.
- 14 André LUISIER, «Jean-Marie Le Pen. Lecteurs, jugez sur pièce!», dans *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, 28 janvier 1985.
- 15 *Ibidem*.
- 16 Stanislas MAILLARD, «Politique d'abord? Politique aussi», dans *l'Actualité religieuse dans le monde*, No 55, 1988, p. 16.
- 17 Pascal COUCHEPIN, «Le mouvement conservateur et libéral valaisan (II)», dans *Confédéré*, 22 février 1985.
- 18 Pascal COUCHEPIN, conseiller national, «Le Mouvement conservateur et libéral (I)», dans *Confédéré*, 19 février 1985.
- 19 Adolphe RIBORDY, (Edito) «Y a-t-il un conservateur dans la salle?», dans *Confédéré*, No 4, 1985.
- 20 Pascal COUCHEPIN, «Les contradictions liées au nom «Le Mouvement conservateur et libéral valaisan» (III)», dans *Confédéré*, 27 février 1985.

La presse, vecteur et acteur du discours politique

Arguments et influence de la presse valaisanne de l'entre-deux-guerres

par Yves Fournier

Choix et méthode

Terrain de lutte politique par excellence, le Valais étonne parfois par son comportement politique et par la ferveur dont témoignent les élections communales ou cantonales. De nombreux et récents résultats de votations fédérales ont de fait mis en exergue le caractère souvent singulier des verdicts rhodaniens.

Pour tenter de caractériser le discours politique valaisan et de déterminer sa capacité à transformer l'opinion publique, nous avons pris le parti de fonder nos réflexions sur la période qui s'étend de 1919 à 1939. Très riche en «faits politiques» au sens où l'entend Bourdieu¹, elle est considérée à juste titre comme le «creuset de la Suisse actuelle»².

Quant au choix des sources, nous avons préféré la presse politique aux archives incomplètes des partis. En effet, la presse bénéficia durant la première moitié du vingtième siècle d'un essor particulier au point de générer une difficile sélection de journaux. Ce panel de périodiques devait avant tout se révéler proportionnel aux diverses entités politiques, linguistiques et géographiques du Valais. Si le tri des journaux radicaux et socialistes fut rapidement opéré (un par parti), celui des gazettes conservatrices s'avérait plus délicat. Prenant en compte les diverses tendances du parti majoritaire (près de 70% du Grand Conseil) et leur forte implantation de chaque côté de la Raspille, nous avons finalement retenu deux périodiques conservateurs germanophones et deux autres francophones, portant ainsi à six le nombre de journaux choisis:

- *Le Nouvelliste valaisan*, conservateur «progressiste», St-Maurice.
- *La Patrie valaisanne*³, conservateur «traditionnel», St-Maurice puis Sierre.
- *Walliser Bote*, conservateur «traditionnel», Sion puis Viège.
- *Walliser Volksfreund*, conservateur chrétien-social, Sion puis Brigue.
- *Le Confédéré*, radical-libéral, Martigny.
- *Le Peuple valaisan*⁴, socialiste, Lausanne puis La Chaux-de-Fonds.

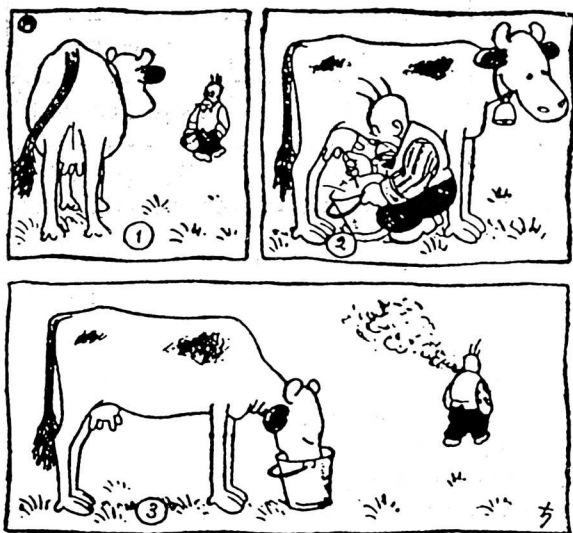
Avec 33% de périodiques germaniques et 66% de gazettes conservatrices, ce choix reflète les réelles proportions des différentes entités linguistiques et politiques. Aussi, pour les besoins ultérieurs de notre étude, nous considérerons cet échantillon comme représentatif de la presse valaisanne de l'entre-deux-guerres.

Afin de circonscrire le discours politique de la presse valaisanne et son impact sur les citoyens, nous avons volontairement écarté les élections ou votations régionales trop passionnelles. Ainsi, à ces querelles entre partis de personnalités, comme les appelle Maurice Duverger⁵, et à ces rixes primaires si bien illustrées par le très peu glorieux «pugilat de la Planta»⁶, nous avons préféré l'analyse plus révélatrice des votations fédérales. A nos yeux, elles incarnent le véritable discours politique valaisan puisque libérées des tensions inhérentes à la structure partisane valaisanne.

Un rapide inventaire met en évidence l'ardeur politique des années de l'entre-deux-guerres qui ont vu fleurir cinquante-huit votations fédérales. Parmi celles-ci, nous avons retenu quatorze



L'initiative de crise, 1935. Opposition de style et d'idéologie: en haut, le *Nouvelliste valaisan* (18 mai 1935); en bas, le *Peuple valaisan* (31 mai 1935):



La riche idée d'Adamson

«votations-phares». Ce choix est la résultante de deux paramètres principaux: la participation au scrutin et l'intensité de la campagne de presse. Afin d'éviter de passer sous silence des sujets ou des moments importants de cette période, nous nous sommes encore souciés des facteurs chronologique et thématique.

Essentiellement fondée sur la méthode proposée par le professeur Ruffieux dans l'article *Esquisse d'une méthode d'analyse quantitative de la presse dans les campagnes référendaires en Suisse*⁷, cette étude aura pour cadre les articles parus dans les journaux des quatre semaines précédant le vote et les commentaires imprimés durant les huit jours suivant le scrutin.

Ainsi, cette démarche nous permettra d'apprécier les qualités du discours politique de cette presse valaisanne et la répercussion de ce dernier sur les résultats de ces votations.

Discours politique et campagnes de presse

Considérant la presse comme un facteur essentiel dans la mobilisation des citoyens et la formation de leurs opinions, nous avons cherché à disséquer le discours politique des différents journaux analysés. Pour ce faire, nous avons eu recours au comptage et à la catégorisation systématique des arguments.

Précisons pour commencer que la fréquence de ces articles - souvent mieux structurés outre-Raspille⁸ - correspond à une courbe exponentielle qui n'attribue à la première semaine de dépouillement que 7 à 8% de l'ensemble des arguments alors que la dernière huitaine en comporte plus de la moitié.

Le tableau n° 1, reproduit ci-après, met en exergue la catégorie d'arguments dominants pour chacune des quatorze votations analysées. Les domaines économiques, idéologiques, sociaux et éthiques interviennent tous plus d'une fois⁹. Si la place qu'ils occupent dans leur campagne de presse est relativement importante - de 30 à 60% -, il ne faut pas pour autant considérer ces différentes catégories comme obligatoirement déterminantes dans le décompte final des voix. En effet, l'analyse purement quantitative de ces scrutins met en évidence l'idée ou le groupe d'idées le plus

Désignation	T	Arguments	%	Date
Accession S.D.N.	O	éthiques / politique étrangère	30.0% + 30.0%	16 mai 1920
Naturalisation	I	éthiques	40.0%	11 juin 1922
Prélèvement unique	I	économiques	33.0%	3 décembre 1922
Droits populaires douanes	I	économiques	41.0%	15 avril 1923
Journée de 8 h.	F	économiques	52.0%	17 février 1924
Approvisionnement blé	X	sociaux	57.0%	3 mars 1929
Réglementation circulation routière	I	fédéralistes	52.0%	12 mai 1929
AVS 1931	F	sociaux	41.0%	6 décembre 1931
Diminution revenus fonctionnaires	F	idéologiques	54.0%	28 mai 1933
Protection ordre public	F	idéologiques	46.0%	11 mars 1934
Modification organisation militaire	F	militaires	47.0%	24 février 1935
Initiative de crise	I	économiques	43.0%	2 juin 1935
Révision totale constitution	I	idéologiques	39.0%	8 septembre 1935
Clause d'urgence	X	démocratiques	60.0%	22 janvier 1939

Tableau n° 1 : Les catégories d'arguments dominants. Type de votations (T) : O : référendum obligatoire, F : référendum facultatif, I : initiative populaire, X : contre-projet de l'assemblée fédérale.

souvent présenté au lecteur, mais la virulence et l'impact de ces derniers ne sont pas pris en considération.

Le tableau n° 2 procède pareillement d'une analyse quantitative, mais la combinaison de la provenance et des thèmes des arguments apporte des enseignements plus riches. Elle nous permet ainsi d'apprécier les différentes sensibilités des journaux choisis qui se traduisent, pour les conservateurs francophones et les socialistes, par une très forte proportion d'arguments idéologiques alors que les germanophones et les radicaux soulignent l'importance des idées économiques.

Mais cette analyse quantitative mérite une fois encore d'être pondérée par des éléments qualitatifs. En effet, la hiérarchie qui voit culminer le domaine idéologique suscite en effet quelques commentaires. Bien que présents dans respectivement 11, 8 et 7 votations sur 14, les idées économiques, sociales et démocratiques n'en constituent pas moins un ensemble d'arguments techniques qui découlent, dans la majorité des cas, du sujet même du scrutin. On peut certes mettre en évidence les 21% d'idées sociales du *Peuple valaisan* ou encore les maxima obtenus par le *Confédéré* dans les domaines économiques (27%) et démocratiques (12%) qui, tous, correspondent fort bien aux préoccupations

Arguments	NV	PA	WB	WV	CONF	SOC	Totaux	Présence
Idéologiques	30% (90)	36% (82)	22% (41)	19% (31)	23% (55)	38% (45)	28% (344)	12x
Economiques	22% (63)	18% (41)	25% (48)	25% (41)	27% (64)	18% (21)	22% (278)	11x
Sociaux	19% (56)	15% (34)	16% (31)	17% (27)	17% (40)	21% (24)	17% (212)	8x
Démocratiques	7% (22)	9% (20)	11% (21)	9% (15)	12% (30)	8% (10)	10% (118)	7x
Fédéralistes	7% (22)	10% (22)	6% (12)	8% (13)	6% (14)	3% (3)	7% (86)	6x
Divers	15% (46)	12% (26)	20% (37)	22% (35)	15% (37)	12% (14)	16% (195)	6x
Totaux	100% (299)	100% (225)	100% (190)	100% (162)	100% (240)	100% (117)	100% (1233)	—

Tableau n° 2: Tableau récapitulatif des catégories d'arguments en % et chiffres absolus.¹⁰

essentielles des partis qu'ils représentent, mais il ne faut pas les considérer comme des constantes représentatives de l'entité valaisanne.

Les véritables groupes d'arguments influençant le «lecteur-citoyen» ne sont pas forcément en tête de cette répartition thématique. Ainsi, les arguments fédéralistes qui, avec moins de 7% des articles exprimés et une présence dans 6 votations seulement, arrivent en dernière position dans ce tableau, ne sont pas à négliger.

L'impact des arguments fédéralistes dépasse en effet de beaucoup la place que leur ont réservée des journalistes déjà inquiets de ce mouvement systématique de refus à l'égard des votations fédérales. Moins présente dans les milieux radicaux, minoritaires qui n'ont pas trop intérêt à favoriser l'autonomie du pouvoir cantonal conservateur, et franchement absente des préoccupations socialistes plus enclines au centralisme, cette lutte pour le maintien de l'autonomie cantonale peut être qualifiée de constante dans le discours politique du Valais. Plus marquée peut-être dans les commentaires aux lendemains des votations que dans les campagnes de presse, ces arguments fédéralistes plongent leurs racines dans la tradition ancestrale de la matze¹¹ et dans la constitution cantonale de 1839 résolument avant-gardiste puisqu'elle accorde déjà le principe du référendum¹².

Si, à partir de 1929, ces refus systématiques semblent s'atténuer quelque peu, la crise des années trente, que certains auraient aimé imputer à l'Etat central et surtout, dès 1934, «l'impôt inique»¹³ qui sanctionnait involontairement le travail des très nombreux vigneron valaisans, renverseront cette tendance. Le professeur et futur juge fédéral Antoine Favre le rappelle clairement dans la *Patrie Valaisanne*:

«Il se trouve encore, dans la plupart de nos communes, des citoyens qui ne veulent pas mourir sans avoir profité de toutes les occasions qui leur ont été offertes de se prononcer négativement sur tout projet venant de Berne.»¹⁴

Si l'on ajoute à ces propos la très forte propension valaisanne à défendre ses traditions¹⁵ et quelques autres maladresses fédérales au sujet des vigneron, nous comprenons mieux la portée de cette idée, fût-elle reproduite avec parcimonie dans nos journaux.

Autre élément primordial dans le discours politique valaisan lors des votations de 1919 à 1939, le domaine idéologique occupe, durant toute cette période, une place qu'aucune autre catégorie ne peut lui disputer. Présent dans 12 des 14 scrutins analysés, il constitue le véritable fil rouge de ces analyses de presse.

Désignation	T	Nombre d'arguments	% de participation	Date
Accession S.D.N.	O	70	75.8 %	16 mai 1920
Naturalisation	I	15	30.7 %	11 juin 1922
Prélèvement unique	I	133	87.0 %	3 décembre 1922
Droits populaires douanes	I	78	59.6 %	15 avril 1923
Journée de 8 h.	F	54	67.8 %	17 février 1924
Approvisionnement blé	X	79	80.1 %	3 mars 1929
Règlementation circulation routière	I	27	41.9 %	12 mai 1929
AVS 1931	F	122	75.7 %	6 décembre 1931
Diminution revenus fonctionnaires	F	104	68.2 %	28 mai 1933
Protection ordre public	F	76	68.1 %	11 mars 1934
Modification organisation militaire	F	90	69.4 %	24 février 1935
Initiative de crise	I	171	80.0 %	2 juin 1935
Révision totale constitution	I	184	53.1 %	8 septembre 1935
Clause d'urgence	X	30	22.8 %	22 janvier 1939
Moyennes	—	88	62.9 %	—

Tableau n° 3: comparaison campagne de presse - participation.

Les arguments idéologiques comprennent près d'un tiers d'éléments traitant du frontisme. Cette proportion, normale si l'on considère le développement du fascisme, revêt un caractère singulier lorsque l'on s'aperçoit que ce courant politique reçoit l'aval partiel de 2 des 4 journaux catholiques-conservateurs. Ainsi, la *Patrie valaisanne*, dont les accointances avec ces milieux extrémistes ont été maintes fois démontrées¹⁶, n'hésite pas à saluer l'éclosion de plusieurs faisceaux frontistes en avril 1933 comme «le signe de la renaissance d'une jeunesse vibrante». Le titre même de cet article de Charles Allet, «Aspirations nouvelles»¹⁷, montre bien à quel point le Valais fut sensible à ces idées¹⁸. Mais ce périodique n'est pas seul à succomber aux charmes des sirènes italiennes. Par le biais de son

correspondant romain Mgr Edouard Devoghel, alias Guardia¹⁹, dont les affinités avec le fascisme sont établies, le *Nouvelliste valaisan* avoue également une certaine sympathie pour les thèses frontistes. Ces sympathies se manifestent le plus souvent en dehors des campagnes de presse des votations fédérales.

Pour nous convaincre de l'ardeur du débat politique, relevons les propos du journal de Charles Haegler, préfet du district de Saint-Maurice de 1935 à 1949 et rédacteur en chef de la *Patrie valaisanne*, qui, à l'occasion de l'initiative visant à la révision totale de la Constitution suisse en 1935, publie un discours de l'ancien Conseiller fédéral fribourgeois Jean-Marie Musy:

**Von Dir hängt das Schicksal der Waisen
ab. Am 6. Dezember zweimal Sal**



AVS 1931. Le *Walliser Volksfreund* (24 février 1931) ou le plaidoyer pour la veuve et l'orphelin.

«Pour l'ouvrier, errant de chantier en chantier et d'usine en usine, *heimatlos* dans le monde économique, nous voulons donner la patrie de l'ordre corporatif.»²⁰

Les réactions contre ceux que le *Peuple valaisan* qualifie volontiers de «clérico-fascistes»²¹ ne se feront pas attendre. Les desseins des «sbires de Saint Dolfuss»²² et autres «thuriféraires de l'abbé Savoy»²³ seront très vigoureusement combattus! Le *Confédéré* veut spécialement porter le coup de grâce à cette idéologie qu'il méprise profondément:

«Le terrain du Grütli n'est pas propice à la culture du cactus frontiste et du pissenlit fasciste. Seul peut y fleurir l'edelweiss de la liberté. **VOTONS NON!**»²⁴

Mais ces détails parfois piquants ne doivent pas nous faire perdre de vue la grande quantité de ces arguments qui, à l'image des documents iconographiques reproduits dans notre étude, ont trait à l'affrontement idéologique entre les blocs bourgeois et socialiste. A elle seule, cette opposi-

tion représente près de 20% de l'ensemble des idées émises dans les campagnes de presse fédérales de nos périodiques. Alimenté par les trois journaux bourgeois francophones et par les articles moins nombreux mais plus virulents du *Walliser Bote* et du *Walliser Volksfreund*, le véritable tir de barrage contre ce que le Conseiller d'Etat Maurice Troillet considérait comme de «la mauvaise herbe des steppes de Russie»²⁵ ne put être contré efficacement par le *Peuple valaisan* qui y consacra pourtant 38% de ses faibles moyens. La véritable croisade entamée contre «l'empoisonnement des consciences et des mentalités»²⁶ ne laissa par conséquent que très peu de place au mouvement socialiste. Les extraits suivants qui fustigent les «négateurs de la patrie suisse, les internationalistes à la solde de Moscou, les contempteurs de l'idée religieuse et patriotique»²⁷ en témoignent:

«Es gibt auch Leute, die das schöne Recht der Versammlungsfreiheit missbrauchen. Das tun vor allem die Kommunisten, indem sie öffentlich, leider meistens ungestraft, zur Revolution, zum Bürgerkriege und zu Verbrechen gegen den Staat auffordern.»²⁸

Dans tous les projets de loi émanant de la gauche, les périodiques bourgeois voient une conspiration pour amener le pays au «Grand soir», annonciateur du «bolchevisme intégral» et d'un régime totalitaire dans son essence²⁹. Comme le rappelle une dernière fois avant le scrutin passionné de l'initiative de crise Charles Allet dans la *Patrie valaisanne*:

«Tous debout pour repousser l'invasion étrangère, car le socialisme est une denrée importée [...] Tous debout contre les amis de Moscou.»³⁰

Discours politique et influence

Après le développement de l'aspect quantitatif et qualitatif du discours politique, nous abordons maintenant la formation de l'opinion ou, plus précisément, l'influence du discours politique de la presse sur les votations.

Désignation	T	Pour		Contre		Résultats VS	Désaccord	Date
		Arg.	Oui	Arg.	Non			
Accession S.D.N.	O	70.0%	76.0%	30.0%	24.0%	Accepté	6.0%	16 mai 1920
Naturalisation	I	0.0%	8.8%	100.0%	91.2%	Refusé	8.8%	11 juin 1922
Prélèvement unique	I	0.0%	5.1%	100.0%	94.9%	Refusé	5.1%	3 décembre 1922
Droits populaires douanes	I	6.4%	8.3%	98.6%	91.7%	Refusé	1.9%	15 avril 1923
Journée de 8 h.	F	64.8%	50.3%	35.2%	49.7%	Accepté	14.5%	17 février 1924
Approvisionnement blé	X	86.1%	86%	18.9%	14%	Accepté	5.1%	3 mars 1929
Réglementation circulation routière	I	14.8%	12.5%	85.2%	87.5%	Refusé	2.3%	12 mai 1929
AVS 1931	F	45.9%	18.6%	54.1%	81.4%	Refusé	27.3%	6 décembre 1931
Diminution revenus fonctionnaires	F	60.6%	56.6%	39.4%	43.4%	Accepté	4.0%	28 mai 1933
Protection ordre public	F	82.9%	58.4%	17.1%	41.6%	Accepté	24.5%	11 mars 1934
Modification organisation militaire	F	82.2%	46.1%	17.8%	53.9%	Refusé	28.3%	24 février 1935
Initiative de crise	I	17.6%	31.4%	82.4%	68.6%	Refusé	13.9%	2 juin 1935
Révision totale constitution	I	68.5%	55.0%	31.5%	45.0%	Accepté	13.5%	8 septembre 1935
Clause d'urgence	X	100.0%	60.1%	0.0%	29.9%	Accepté	29.9%	22 janvier 1939
Moyennes		50.0%	41.0%	50.0%	59.0%	—	13.2%	—

Tableau n° 4: Influence du discours politique de la presse sur les résultats.

Comme le montre le tableau n° 3, il existe une forte corrélation entre l'intensité de la campagne de presse et la participation valaisanne au scrutin. Une exception mérite toutefois de figurer ici. L'initiative pour la révision de la Constitution, qui a bénéficié de la plus importante campagne de presse qui ait été analysée, n'a déplacé que 53.1% des citoyens³¹. Ce cas particulier découle très probablement du manque de motivation du valaisan pour le domaine juridique comme le confirme dans le dialecte haut-valaisan le *Walliser Bote* : «verd...Juristerei löuff mu nit ins Tal!»³²

Bien que ce rapport presse-participation ait parfois subi des modifications liées au faible intérêt du scrutin, à l'engouement suscité par

une élection ou une votation régionale concomitante, il existe, d'une façon générale, un lien de cause à effet qui s'établit clairement.

L'importance du discours politique de la presse dans la formation de l'opinion avant ces votations fédérales peut également faire l'objet de quelques considérations. Afin de pouvoir apprécier cette relation, nous avons comparé les pourcentages d'arguments favorables (*Pour Arg.*) avec les votes affirmatifs (*Pour oui*), ainsi que les arguments «contre» (*Contre Arg.*) avec les votes «non» (*Contre non*). Le tableau n° 4 met en exergue la différence entre ce que prônent les journaux choisis et le résultat du scrutin.

Ces quelques calculs permettent de relever la très forte corrélation entre les recommandations de la presse et le vote des citoyens. Celle-ci paraît même exceptionnellement soutenue avant 1929. Une fois ce cap franchi, les pourcentages de désaccord semblent adopter une courbe ascendante qui pourrait peut-être résulter de l'émergence de la crise des années trente, facteur d'une remise en question du processus habituel de décision.

Si l'on se réfère aux moyennes des différentes colonnes, la presse semble légèrement en avance sur l'opinion moyenne comme le prouve le plus grand pourcentage d'articles prônant le oui par rapport aux bulletins affirmatifs. Elle semble ainsi façonner lentement la conviction du peuple qui trouve dans l'argumentation négative «des postulats plus conformes à son attentisme ou à sa méfiance»³³.

La presse de l'entre-deux-guerres - nous le rappelions en introduction - a connu une situation privilégiée³⁴ encore accentuée par une situation de quasi monopole de l'information. Elle revêt dans notre analyse un caractère prépondérant et une place éminente dans la formation de l'opinion politique. Cela se traduit concrètement par l'étonnante proportion de quatre votations sur cinq dont le verdict rejoint les recommandations des périodiques bourgeois³⁵.

Conclusion

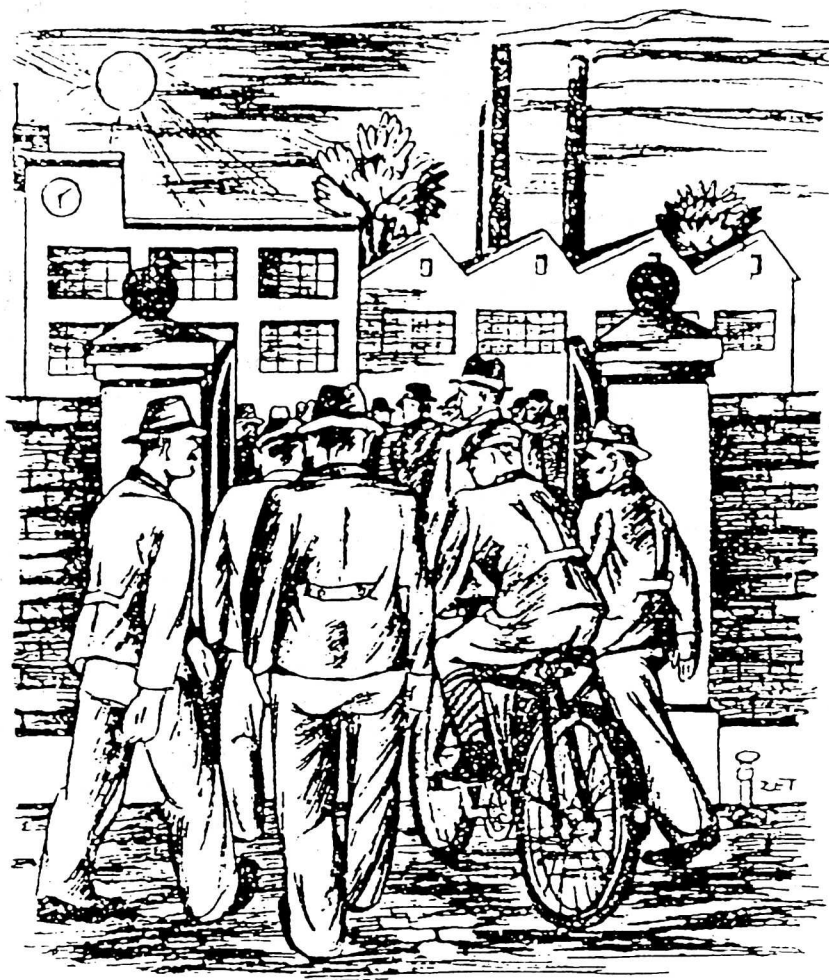
La lutte fratricide à laquelle se livrent régulièrement les partis conservateur et radical lors des élections communales ou cantonales est presque absente des débats relatifs aux votations fédérales. Certes, le frontisme ou les relents de Sonderbund mettent encore ces deux partis en ébullition durant l'entre-deux-guerres, mais il est difficile de retrouver un tel affrontement verbal dans le discours politique des deux formations. On peut même se risquer à prétendre que, l'anticléricalisme radical diminuant et les sympathies de certains conservateurs pour le frontisme

s'amenuisant, les constantes idéologiques qui émanent de leur discours politique respectif tendent à se rapprocher. Par contre, leur attitude face à la minorité socialiste se radicalise et donne naissance à une véritable bipolarisation du discours politique³⁶. A cette concurrence partisane et clanique si évidente lors d'élections locales s'ajoute ainsi une lutte idéologique durable opposant deux visions clairement distinctes de la *patrie*.

La presse de l'entre-deux-guerres a, nous l'avons vu, joué un rôle essentiel durant cette période. Ne se contentant pas de servir de caisse de résonance aux comités centraux des partis, elle a su établir une relation forte et suivie entre ceux que Bourdieu appelle les «profanes» et que nous associerons dans ce cas aux «lecteurs-citoyens» et les «professionnels» tant journalistes que politiciens écrivant dans ces périodiques. Ainsi donc, de simple vecteur cette presse est devenue un véritable acteur du discours politique de l'entre-deux-guerres et a, de fait, largement contribué à façonner le paysage politique valaisan contemporain.

L'initiative de crise...

***C'est le relèvement économique
du pays !***



La diminution du chômage !

La reprise des affaires !

Votez OUI

Notes

- 1 P. BOURDIEU, «La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique», *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* no 26-37, 1981. p. 3.
- 2 Roland RUFFIEUX, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne 1974, p.424.
- 3 Nous avons également pris en compte les campagnes de presse du périodique qui précéda la *Patrie valaisanne*, *Le Valais* (1922-1927).
- 4 La situation particulièrement difficile de ce parti, obligera ce dernier à changer à plusieurs reprises le titre et le lieu d'impression de son journal.
- 5 Maurice DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris 1969, p. 236.
- 6 Le Conseiller d'Etat Maurice Troillet et le député Stockalper en vinrent aux mains pour régler un différend qui opposait conservateurs-progressistes et conservateurs-traditionnels. La presse de l'opposition donna un retentissement tout particulier à «l'affaire du 16 mai 1934». Voir également le *Confédéré* du 16 et du 18 mai 1934.
- 7 Roland RUFFIEUX, «Esquisse d'une méthode d'analyse quantitative de la presse dans les campagnes référendaires en Suisse», dans *Mélanges Marcel Bridel*, Université de Lausanne, 1968, pp. 461-490.
- 8 Une légère différence a été effectivement remarquée à ce niveau. Les articles de la presse germanophones, mieux structurés, expriment souvent une idée par paragraphe, faisant ainsi coïncider la structure du texte avec celle des arguments. Dans la partie francophone, on a souvent préféré associer plusieurs idées dans un même groupe de phrases, quitte à le faire parfois au dépend de la clarté.
- 9 Nous n'avons pas voulu reporté ici l'ensemble des 14 votations analysées. Nous en avons choisi deux qui reflètent fort bien cette progression exponentielle de la présence des arguments par semaine.
- 10 Tradition plus que séculaire visant à faire circuler une pièce de bois dans laquelle, en signe de protestation contre l'autorité et de défense des libertés ancestrales, on plante un clou.
- 11 Louis COURTHION, dans son remarquable ouvrage *Le Peuple du Valais*, Lausanne 1979 (deuxième édition), p. 178, mentionne que «c'est d'ailleurs dans ce pays que prit naissance le principe de référendum, ce droit de veto législatif conféré au peuple».
- 12 Cet impôt établi en 1934 devait s'appliquer aux cafetiers mais ce sont finalement les vignerons qui en ont fait les frais, le montant de cette taxe sur le vin étant directement déduit du prix versé pour leur vendange. La véritable «fureur du vignoble» dont beaucoup de députés se firent l'écho ne put réduire la portée de cet arrêté fédéral qui désavouait pourtant clairement les promesses des Chambres de ne toucher en aucun cas aux revenus du vigneron. Voir également André GUX, *Le demi-siècle de Maurice Troillet*, Martigny 1971, t.2, p. 51-52.
- 13 Antoine FAVRE, *Patrie Valaisanne*, 5 mars 1929, «Le peuple suisse accepte le projet Musy».
- 14 Chantal PITTELOU, *Le mouvement chrétien-social dans le Valais romand 1891-1949*, Fribourg 1970 (mémoire de licence), p. 253. L'auteur écrit: «[...] la psychologie collective est profondément marquée par la tradition». Dans le même ordre d'idées, Jean-Jérôme FILLIEZ précise, dans *La vie politique entre les deux guerres (1929-1939)*, Fribourg 1971 (mémoire de licence), p. 102, que les tempéraments valaisans sont «plus faits pour la querelle et l'escarmouche que pour l'effort continu de la solidarité».
- 15 Sur un total de 344 arguments relevés, 120 ont pour sujet le frontisme ou le capitalisme et 224 le socialisme et le communisme.
- 16 Voir à ce propos Yves FOURNIER, *Attitudes de la presse valaisannes face aux votations fédérales de l'entre-deux-guerres*, Fribourg, 1991.
- 17 Charles ALLET, *Patrie valaisanne*, 29 avril 1933, «Aspirations nouvelles».

Distribution des arguments sur les quatre semaines précédant le vote:

Désignation	1 ^e sem.	2 ^e sem.	3 ^e sem.	4 ^e sem.
Prélev. fortune 1922	7.3%	18.8%	5.0%	48.9%
AVS 1931	7.3%	15.5%	19.6%	57.3%

- 10 Les fréquences des arguments les plus nombreux sont les suivantes: économiques 4x, idéologiques 3x, sociaux 2x, éthiques 2x, politique étrangère 1x, démocratiques 1x, fédéralistes 1x, militaires 1x.
- 11 La catégorie des divers recueille les arguments inférieurs à 4%. Nous y trouvons ainsi regroupées les idées émises au sujet des domaines historique, de politique intérieure et étrangère, confessionnel, juridique, éthique, militaire et divers.
- 20 On lira avec intérêt l'article de Roger JOSEPH, «Le fascisme en Valais 1933-1941», qui, publié sous forme d'article dans les *Annales Valaisannes*, Sion 1977, reprend les principaux éléments de sa thèse de doctorat. C'est dans ce contexte idéologique agité qu'un certain nombre de Valaisans ont échangé leur alliance en or contre une simple bague d'acier afin de contribuer à la réussite de Mussolini et de ses sbires venus jusque dans la vallée du Rhône pour procéder, d'une façon pour le moins curieuse, à une récolte de fonds.

- 21 Ce journaliste et religieux travaillait comme conseiller ecclésiastique à l'ambassade royale de Belgique près le Saint-Siège.
- 22 *Patrie Valaisanne*, 17 août 1935, «Une grande cause nationale plaidée par M. Musy, ancien conseiller fédéral».
- 23 *Peuple valaisan*, 30 août 1935, «Que veulent-ils?», W. [signature d'Alexandre Walter, député socialiste au Grand Conseil valaisan].
- 24 *Ibidem*.
- 25 *Confédéré*, 30 août 1935. «Ces «réformateurs»».
- 26 *Confédéré*, 6 septembre 1935. Cette citation n'est pas véritablement insérée dans un article mais elle a été placée dans un encart généralement réservé à la publicité pour le *Confédéré*. Ce mot d'ordre est lancé pour combattre la révision totale de la Constitution.
- 27 *Patrie valaisanne*, 2 mars 1929, «Le Socialisme en Valais», discours prononcé par Maurice TROILLET lors de l'assemblée conservatrice bas-valaisanne à Martigny.
- 28 *Nouvelliste valaisan*, 25 & 26 mai 1933, «Leur adhésion», Ch. Saint-Maurice [Charles HAEGLER].
- 29 *Patrie valaisanne*, 22 février 1934, «M. Musy en Valais».
- 30 *Walliser Volksfreund*, 5 mars 1934, «Versammlungsfreiheit und Ordnungsgesetz».
- 31 *Nouvelliste valaisan*, 15 mai 1935, «Le «Grand Soir»», Ch. Saint-Maurice [Charles HAEGLER].
- 32 *Patrie valaisanne*, 21 mai 1935, «La grande tromperie», C.A. [Charles ALLET].
- 33 *Patrie valaisanne*, 31 mai 1935, «Sauvons le pays!», C.A. [Charles ALLET].
- 34 Soit 184 arguments répertoriés.
- 35 Cette expression du *Walliser Bote* est empruntée à la votation concernant la clause d'urgence de 1939. Elle est extraite de l'article «Die Abstimmung im Wallis» daté du 23 janvier 1939.
- 36 Roland RUFFIEUX, *op.cit.*, p. 486. L'auteur précise encore que, d'une façon générale, la presse suisse est plus proche du mouvement (initiants) que de «l'ordre».
- 37 *Ibidem*, p. 467.
- 38 44 votations sur 58, soit 75% d'entre elles, reflètent un accord parfait entre les recommandations de tous les périodiques bourgeois (conservateurs et radicaux) et les verdicts. Si l'on ajoute à ce pourcentage, les cinq scrutins où une majorité de ces journaux conseille ce qui finalement sortira des urnes, cette corrélation directe presse bourgeoise-résultats atteint le total impressionnant de 83,6%.
- 39 La presse socialiste fut au contraire bien souvent désavouée dans un canton où le poids politique du parti n'excéda guère 5% durant l'entre-deux-guerres.
- 40 Voir à ce propos Yves FOURNIER, «Du fossé culturel à la bipolarisation idéologique», dans *Annales valaisannes*, Sion, 1993, pp.163-198.

Analyse de la rhétorique politique du Nouvelliste (1980-1994): dépolitisation relative et stratégie de délégation

Roland Carrupt, Stéphane Haefliger

Contrairement à ce que le sens commun pourrait imaginer, les media électroniques n'ont pas dévoyé la politique*. En effet, les politiques se sont toujours souciés de la mise en scène de leur pouvoir: déjà Colbert organisait la propagande de la monarchie par la médiation des artistes investis de la mission de magnifier les «exploits du roi».¹ Certes l'évolution des pratiques journalistiques (logique médiatique), des pratiques de consommation d'informations (logique commerciale) et des pratiques de la politique (logique politique) impose au politologue l'examen de la mise en scène du pouvoir par la presse². Il va sans dire que la mise en scène vise l'imposition d'une mise en sens de la politique, étant donné que gouverner c'est paraître, séduire et prévoir³. Nous observerons donc, à l'aune de ces trois définitions de la gouvernementalité et des trois logiques précitées, la construction du politique dans le journal *Le Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, particulièrement dans les «rubriques ouvertes», telles «libre opinion». Ce faisant, nous proposerons une réflexion sur la parution du politique (qui apparaît et qui parle? Axe de l'éligibilité et de la délégation) et sur les stratégies de construction médiatique à l'œuvre dans la visibilité du politique (comment les journalistes présentent-ils le politique? Axe de la mise en scène et de la ritualisation), ces deux questions se rejoignant dans une perspective prédictive: les propositions, devenues un véritable rituel politique institué par le NF, des votes cantonaux et fédéraux, sont-elles pertinentes en termes prévisionnels? (comment faut-il voter? Efficacité performative). Enfin nous donnerons une épaisseur historique à ces observations en analysant le politique tel qu'il a été présenté médiati-

quement dans les contextes pré-votaux durant les quinze dernières années tout en focalisant particulièrement notre attention sur quatre votations.

1. La presse et la démocratie

Problématisation

Dans les configurations politiques où la démocratie est exercée par le vote des citoyens en tant qu'expression politique du peuple, la presse idéale a pour fonction d'éclairer⁴ et d'enrichir le débat démocratique⁵. Comme Habermas l'a montré, les media construisent aujourd'hui un des espaces publics qui devrait assurer, aux différents points de vue, un lieu de confrontation nécessaire à la construction d'une démocratie de délibération.⁶

Cependant la définition idéale de la presse comprise comme vecteur de la publicité des débats politiques ne doit pas faire oublier sa coexistence avec la définition économique de la presse comme industrie culturelle⁷ soumise aux lois du marché: le *Nouveliste et Feuille d'Avis du Valais* (désormais NF), en tant que médium régional, représente traditionnellement un monopole idéologique et un monopole industriel de fabrication idéologique⁸. Sa situation quasi non concurrentielle⁹ en matière de presse écrite dans le Valais romand et son adéquation idéologique avec un environnement social à forte identité politique¹⁰ ont permis à ses acteurs de considérer leur mission d'informateur comme un «métier de combat»¹¹ mené sous la houlette, entre autres, d'un chef charismatique à l'idéologie claironnante.¹²

Pour une analyse interne reliée à l'analyse externe

Nous désirons montrer que le discours d'autorité de cette presse¹³ et que l'autorité de ce discours¹⁴ des artisans de la ligne politique du NF se sont «médiamorphosés»¹⁵ sous la pression des contraintes économiques, mais également socio-politiques. Pour ce faire, nous observerons la rhétorique politique du journal¹⁶ durant les quinze dernières années (1980-1994)¹⁷. Pour éviter de ne pratiquer que l'analyse interne de la rhétorique de presse du NF, nous proposons rapidement un historique de la politique valaisanne, et particulièrement du Parti démocrate chrétien (PDC): en effet, si nous désirons observer le médium NF comme vecteur de la politique valaisanne, nous devons, par précaution méthodologique, relier cette micro-histoire à l'histoire socio-politique, plus large.¹⁸ D'ailleurs, aux certitudes politiques des années 80 va succéder un flou idéologique qui, selon le principe d'homologie, pourra s'observer dans la rhétorique de presse du médium, mais également dans l'évolution de la ligne idéologique du PDC.

Les années 1980: le PDC comme triptyque, l'aile droite, l'aile chrétienne sociale et l'aile libérale

Ainsi le contexte politique permet de nous interroger sur la nature des liens étroits - dans les années 80 - entre le PDC et le NF. Les différentes tendances du PDC¹⁹ sont alors réellement existantes et surtout, sont incarnées de façon médiatique par des personnalités politiques. Guy Genoud, conseiller d'Etat et conseiller aux Etats²⁰, Roger Lovey, procureur du Bas-Valais et René Berthod animent l'aile droite du PDC²¹ tandis que le conseiller national Vital Darbellay représente la touche chrétienne sociale du parti²². Entre ces deux tendances très différenciées, nous pourrions aussi distinguer une autre aile, plutôt libérale celle-là, et représentée par le conseiller national Pierre de Chastonnay, située à droite du parti sans toutefois, à notre avis, rejoindre

les idées d'un Roger Lovey. Il est à remarquer que ces différentes personnalités prennent position dans le courrier des lecteurs et que parfois les tendances coexistent dans le journal.²³

Les années 1990: la mort des idéologues

Une rupture est survenue à la fin des années 80. En 1987, le décès de Guy Genoud prive l'aile droite du PDC de son représentant à Berne; deux ans plus tard, Roger Lovey disparaissait à son tour. La droite dure est ainsi privée de deux de ses figures emblématiques. Ainsi, non seulement les principaux ténors disparaissent, mais le flou idéologique s'installe dans la politique: les lignes de conduites n'apparaissent plus très clairement. Certains considèrent alors le PDC comme le «ventre mou» de la politique nationale²⁴. Il est vrai que le flou politique qui prévaut actuellement rend difficile la coexistence des différentes tendances au sein du PDC. D'ailleurs certains cantons, comme Fribourg, ont résolu ce dilemme par la création d'un parti chrétien social indépendant. La partie haut-valaisanne en a fait de même. Aussi, la fin des années 80 et le début des années 90 ont vu les liens entre le NF et le parti majoritaire se détendre. L'aile droite peine à retrouver un porte-parole de ses idées, tandis que l'aile chrétienne sociale tente de se chercher un successeur à Vital Darbellay, en fin de mandat politique. Cette recomposition à l'intérieur du parti, alliée à une dépolitisation, dont nous dirons quelques mots ultérieurement, a fortement modifié les liens entre le journal et le parti.

Hypothèses

Bref vade-mecum théorique

Nous proposons de formaliser les liens entre le NF et son lectorat par le concept de pacte idéologique non exclusif²⁵⁻²⁶. Quant aux liens entre le processus décisionnel politique et le médium, nous le formaliserons par le concept systémique d'homéostasie²⁷. Les concepts de délégation,

VOTATIONS CANTONALES		
Nombre de votations cantonales examinées (1980-1994)	:	67
Recommandations du NF ²⁸	:	62
Votes correspondant aux recommandations du NF	:	58
Votes ne correspondant pas aux recommandations du NF	:	4
Corrélation entre les votes valaisans cantonaux et les recommandations du NF	:	93.6%
VOTATIONS FEDERALES		
Nombre de votations fédérales examinées (1980-1994)	:	119
Recommandations du NF ²⁹	:	113
Votes correspondant aux recommandations du NF	:	94
Votes ne correspondant pas aux recommandations du NF	:	19
Corrélation entre les votes valaisans fédéraux et les recommandations du NF	:	83.2%

Table des corrélations entre les recommandations de vote du *Nouvelliste* et le résultat effectif des votations.

de connivence et d'affinités électives guideront notre seconde intuition. Ils seront développés au cours des analyses sociographiques de presse ainsi que dans l'interprétation des résultats.

Intuitions

Notre première hypothèse nous conduira à montrer, dans un premier temps, l'existence politique de ce pacte par une sociographie quantitative qui établira les corrélations statistiques entre les recommandations de vote du NF et les résultats réels de ces manifestations. Ensuite, nous tenterons de montrer, dans un second temps et par une analyse qualitative, que ce pacte idéologique, par la fonction homéostatique du médium, a changé de nature³⁰, de fonction³¹ et de forme³² et a passé d'une temporalité longue à une temporalité ponctuelle sous l'influx d'un triple changement, conjoncturel, culturel et lectoral. Nous nommons cette intuition l'hypothèse de la dépolitisation et de la crise de représentation politique du NF.

Si le pacte idéologique a, dans son évolution récente, quasiment évacué la dimension militante de la rhétorique politique des années 80 du NF, restent à analyser, et ce sera notre seconde

hypothèse de travail, les nouveaux espaces journalistiques du NF qui accueillent le discours politique: nous essayerons en effet de montrer que le médium a participé³³ à la construction d'un réseau de sociabilité dévoué à des intérêts organisés politiquement. Ce réseau, constitué d'un collège de correspondants informels, s'exprime alors dans les rubriques ouvertes du type «libre opinion», «tribune libre» et «courrier des lecteurs». Nous nommons cette intuition l'hypothèse de la délégation politique.

2. Les votations: un révélateur de la nature du pacte idéologique

Analyser le rôle de la presse valaisanne dans la perspective des votes cantonaux nous semble un angle intéressant pour observer comment la légitimité du NF se construit à l'aune de son lectorat. En effet, les votations cantonales sont les rares points de contacts politiques entre les lecteurs-censeurs et les faiseurs de presse: à la stimulation-recommandation du NF coexiste une réponse votive qui participe de la relation pactale media-politiques-citoyens. «Lire ce journal, c'est s'affilier aux lecteurs de ce journal»³⁴, et donc participer d'un certain questionnement sur le social, le culturel et le politique.

LE NF SUGGÈRE...



CONFÉDÉRATION SUISSE

1

Bulletin de vote pour la votation populaire du 14 juin 1981

<p>Acceptez-vous le contre-projet de l'Assemblée fédérale du 10 octobre 1980 relatif à l'initiative populaire -pour l'égalité des droits entre hommes et femmes-?</p>	<p>Réponse</p> <p>NON</p>
---	---------------------------



CONFÉDÉRATION SUISSE

2

Bulletin de vote pour la votation populaire du 14 juin 1981

<p>Acceptez-vous le contre-projet de l'Assemblée fédérale du 10 octobre 1980 relatif à l'initiative populaire -pour la protection des droits des consommateurs-?</p>	<p>Réponse</p> <p>NON</p>
--	---------------------------

Quand la mise en scène typographique rejoint la mise en sens politique univoque (*Nouvelliste*, 12 juin 1981, ère primaire).

Entre le lecteur et son médium, un pacte tacite de communication

A la fois «médiateur médiatisant»³⁵ de la politique, à la fois «médiateur médiatisé»³⁶, à la fois lié au lectorat par un pacte dont le journal s'est fait l'artisan et le peuple le co-contractant³⁷, à la fois lié aux changements conjoncturels et culturels, le journal est au carrefour du politique. Aussi, par pacte politique, nous entendrons un contrat de communication³⁸ que le journal désire entretenir avec son lectorat.

Les votations cantonales sont alors à comprendre comme un rituel d'activation du pacte, un temps fort où le lectorat devient citoyen-votant et où le journal devient spécifiquement un véhicule politique propagandiste³⁹. Ce pacte poli-

tique unissant le lectorat et le NF, construit au fil des années, a été intériorisé par la classe journalistique valaisanne, mais aussi par la majorité des Valaisans⁴⁰: leur habitus réglant leur lecture de presse, il ne leur rend guère possible de s'étonner en observant en première page du journal le fac-similé du bulletin de vote, rempli à la main, d'une écriture calligraphiée⁴¹, véritable simulation de l'acte votal. Le monopole de presse (sur les objets cantonaux) induit alors le monopole du discours, donc le droit à définir l'acceptable et le non-désirable, bref le oui ou le non dans la perspective du vote⁴². Enfin les ressorts de sélection idéologique⁴³ de l'information légitimée par le NF agissent comme filtres⁴⁴; nous en dénombrons cinq principaux qui se déclinent à plus ou moins forte variabilité selon l'évolution historico-politique du NF⁴⁵: le respect du formalisme religieux chrétien, le rejet du marxisme et de ses dérivés, la connivence avec la droite dure française⁴⁶ et de l'OAS⁴⁷, l'oubli des minorités politiques⁴⁸.

Restent à observer - par un effort sociographique⁴⁹ - la pertinence et la réalité de ce pacte de communication politique entre le journal et le lectorat ainsi que les citoyens valaisans. En établissant la corrélation entre les recommandations votives du NF et les résultats effectifs des votes cantonaux, nous pouvons déterminer partiellement la vitalité du pacte liant le NF à ses lecteurs. Cette analyse quantitative nous permettra de tester l'évolution diachronique du pacte idéologique NF-lectorat compris comme baromètre politique valaisan.

Résultat des analyses sociographiques: haruspice ou médium?

Comme nous l'avions ainsi supposé, les recommandations du NF peuvent s'interpréter comme le baromètre politique valaisan en terme de vote: les suggestions «cantonales» du journal se réalisent 9,3 fois sur 10, quant aux «fédérales», plus de 8,3 fois sur 10. Le concept de médium⁵⁰ adapté au NF renoue quasiment avec la

définition occulte du vocable. Reste que l'analyse quantitative doit maintenant s'effacer pour laisser place à l'observation qualitative: en effet, et malgré la concrétude politique du pacte, nous montrerons que ce dernier s'est modifié à plusieurs reprises, sous l'influx de facteurs internes au journal et à sa relation au lectorat, mais également sous l'influx de facteurs externes.

La triple évolution du pacte communicationnel

L'analyse qualitative de la rhétorique politique du NF dans la perspective du contrat idéologique reliant lectorat et journalistes en contexte de votations permet de distinguer six éléments caractéristiques constitutifs du pacte et plus précisément de la rhétorique médiatico-politique du NF: la simulation, la suggestion, la personnalisation, la représentation, la reproduction, et l'injonction. Ces six paramètres évolueront, dans la période analysée, par trois fois: aussi, nous examinerons rapidement l'état des éléments constitutifs du pacte à l'ère de la suggestion, de l'adaptation et de la dépolitisation.

L'ère primaire de la suggestion politique (1980-1984)

Comme nous l'avons déjà indiqué, le NF n'hésite pas à publier le fac-similé du bulletin de vote rempli de façon manuscrite et ce à la Une du journal.⁵¹ Le pacte idéologique communicationnel que le journal impose alors à son lectorat consiste donc en une simulation pré-votale de la situation de délibération dans l'isoloir, à la différence près que le bulletin est déjà rempli formellement... Cette rubrique, intitulée sans ambages, «Le NF suggère», propose au lecteur un petit texte souvent signé et décliné sur les modalités du «je» qui a pour objectif de récapituler sommairement les arguments de la prise de position: les suggestions du NF (généralement oui/non) trouvent alors écho dans les diatribes personnalisantes⁵² du journaliste politique⁵³. Cette mise en scène typographique et

sémantique doit se comprendre comme une mise en sens⁵⁴: les positions du chroniqueur, accompagnées de l'éditorial d'André Luisier⁵⁵, visent à consolider les acquis d'une classe politique majoritaire en Valais⁵⁶; elles participent à la production d'une stratégie médiatique de représentation politique - en période d'activation du pacte idéologique - tout en masquant l'intentionnalité médiatique de reproduction de l'ordre politique établi⁵⁷. Quant à l'injonction, nous remarquons que le NF ne cesse d'œuvrer «pédagogiquement» par des appels au vote: parfois avec autorité, il incite les lecteurs à participer à la démocratie de délibération et ne manque pas de dénoncer un taux de participation insuffisant.⁵⁸

L'ère secondaire de l'adaptation politique (1984-1992)

L'analyse qualitative permet de lire les premiers changements dès l'année 1984: la rubrique intitulée «Le NF suggère», systématiquement présente dans la période primaire, est mise épisodiquement entre parenthèses pour ressurgir parfois à l'occasion d'une votation particulière.⁵⁹ La suggestion tend donc à s'adoucir tout en masquant son existence. Cependant, les éditoriaux et articles journalistiques ne laissent quasiment jamais le doute quant au positionnement politique du journal⁶⁰: les bulletins sont encore accompagnés de textes d'une dizaine de lignes déclinés sur le «je» et signés par le chroniqueur politique.⁶¹ Relevons que ces mises en scènes-mises en sens de l'information politique ont été reléguées de la page une à la page trois. Quant au facteur de simulation du vote le plus patent, c'est-à-dire le fac-similé du bulletin de vote, il se trouve considérablement modifié: en effet, dès la votation cantonale du 26 décembre 1984, les fac-similés ne sont plus remplis de manière manuscrite. Ils regagnent donc la virginité politique qu'ils avaient précédemment perdue. Le bulletin de vote est certes reproduit, mais l'écriture manuscrite qui proposait le oui ou le non, dans l'espace réservé à cet effet, a été

ASSURANCES

PAX

PARTOUT

AGENCE GÉNÉRALE
POUR LE VALAIS

MICHEL SCHMID

Tél. 027/22 29 77

AV. DE LA GARE

1950 SION



Le
oui
à la loi
naturelle
de vie

Nouvelliste

et Feuille d'Avis du Valais

« Avant que tu ne fusses formé au ventre de ta mère, je t'ai connu »

On l'a déjà dit et il faut le répéter sans cesse: ce qui est légal n'est pas toujours et nécessairement moral; il y a même des injustices légales et un crime ne cesse pas d'être tel même si la loi le permet, car il est écrit: «Tu ne tueras pas».

L'avortement est la suppression d'un être humain, un acte de mort, une faute grave. Il ne peut être considéré comme une affaire privée: il concerne vraiment la société même si la décision d'y recourir engage d'abord une conscience.

De plus, selon la foi chrétienne, chaque homme est un être unique, aimé de Dieu: comme tel, l'enfant à naître est reconnu de Dieu comme personne possédant une destinée temporelle et éternelle.

Pourtant, une femme qui recourt à l'avortement comme dernière issue à sa détresse, ne doit ni être méprisée ni abandonnée, mais au contraire aidée effectivement.

Toute femme qui accepte son enfant mérite aide et respect. La société a la responsabilité de lui assurer cette aide et de la prévoir par des lois.

Certaines mères célibataires, par souci d'un avenir meilleur pour leur enfant, décident en toute liberté de le faire adopter: cette décision doit être respectée et les démarches en vue de cette adoption facilitées.

On montrera la même compréhension pour les couples qui, poussés par de graves difficultés, font adopter leur enfant.

Une politique sociale en matière de logement devrait se préoccuper de ce que les familles ayant des

enfants, surtout les familles nombreuses et celles des migrants, puissent trouver un logement adapté à leurs besoins et à leurs moyens.

D'ailleurs une politique sociale avancée sur le plan familial est rigoureusement requise pour apporter une solution à ces cas spéciaux de détresse qui sont à l'origine de bien des avortements.

En aucun cas, l'avortement ne doit être une méthode de planification familiale.

Que l'enfant puisse toujours trouver quelqu'un qui l'aime!

Il y a des signes d'espoir: des familles, contre vents et marées envisagent l'avenir avec confiance; des mères célibataires trouvent la force de vivre pour l'enfant qu'elles ont accepté; des foyers prennent en charge, dans la joie et dans la tendresse, des enfants privés de parents; des initiatives sont prises ici ou là pour accueillir, aider des femmes en situation de détresse.

Les chrétiens doivent faire la preuve qu'un enfant peut toujours trouver sur son chemin quelqu'un qui l'aime après Dieu. Car le Créateur dit à chaque être humain comme à Jérémie: «Avant que tu fusses formé au ventre de ta mère, je t'ai connu».

Le généticien qui découvre dans l'œuf fécondé tout le projet détaillé de l'enfant de demain, rejoint cette conception biblique: cette organisation merveilleuse de l'œuf n'est-elle pas le signe qu'un rêve de Dieu est là, un rêve que l'homme ne se sent pas le droit de faire avorter.

Roger Terretaz

VOTATIONS FÉDÉRALES ET CANTONALES

LE NF SUGGÈRE Droit à la vie: OUI

 CONFÉDÉRATION SUISSE

1

Bulletin de vote pour la votation populaire du 9 juin 1985

Acceptez-vous l'initiative populaire - pour le droit à la vie - ?	Réponse

Pour les trois autres objets fédéraux
et les trois objets cantonaux:

2

Quand la mise en scène typographique s'adapte pour agréer un lectorat renouvelé (Nouvelliste, 7 juin 1985, ère secondaire).

remplacée par des caractères d'imprimerie majuscules rouges ou noirs, situés dans l'en-tête du bulletin et auxquels est juxtaposé le mot-clé de la votation. Ce déplacement plus symbolique qu'effectif⁶², nous semble le signe d'une adaptation de la ligne politique du journal vis-à-vis de son lectorat. Parfois même les fac-similés sont modifiés et apparaissent sans écusson valaisan officiel⁶³: l'abandon de la systématique «Le NF suggère» au profit de «Appel au vote» puis «Aux urnes», la mise «en trois» des fac-similés, la revirginisation des bulletins, la personnalisation épisodique des commentaires nous apparaissent des éléments rhétoriques d'une presse tentant de consolider son monopole médiatique et tout en ce faisant, d'opérer un recentrage politique du journal⁶⁴: en effet un médium politiquement et exclusivement situé peut révolter un lectorat

d'autres obédiences politiques⁶⁵. Et si le NF persévère dans son appel au vote, il semble élaborer une stratégie⁶⁶ moins agressive sans pour autant renier sa ligne politique et ses liens avec la politique dominante.

L'ère tertiaire de la dépolitisation (1992-1994)

Dans la poursuite de cette logique homéostatique de l'adaptation, le NF modifie à nouveau sa rhétorique politique dans la perspective des votations. De fait, le journal perpétue la tradition de la simulation pré-votative, mais à la différence de l'ère de la suggestion et de l'adaptation, l'équipe rédactionnelle propose un fac-similé sans aucune proposition de vote intégré au bulletin⁶⁷, ni dans l'espace réservé à cet effet, ni

dans un surtitre comme cela était pratiqué depuis les votations du 26 février 1984 (loi sur les élections et les votations). Certes, des articles engagés, sis à proximité, ancrent⁶⁸ les opinions politiques du media, mais la simulation pré-votale de délibération contraint moins le lecteur: exposer une opinion politique dans une forme simulant le vote, c'est aussi imposer symboliquement une vision politique en considérant le lecteur comme un relais. Abandonner cette stratégie de simulation politique, c'est abandonner la dimension politique la plus caricaturale du médium valaisan: aucun journal helvétique n'osait afficher - sous cette forme fac-similée - les opinions des responsables⁶⁹ du journal en suggérant au lectorat de reporter ce vote dans l'urne. Héritage d'un autre temps, cette politisation extrême du médium parasitait le pacte communicationnel avec un lectorat dont une frange évoluait politiquement plus rapidement que le conservatisme du NF ne le lui permettait. Reste que la publication des bulletins de vote vierges de toute inscription perd de sa légitimité et force alors le NF à justifier ces publications par un argument pédagogique, mais dévalorisant pour son lectorat: «Une fois de plus, les bulletins de vote sont rédigés en langage purement administratif, donc souvent hermétique pour le simple pékin. Cette votation ne fait pas exception: les questions ne se réfèrent pas concrètement aux objets. C'est pourquoi il est utile de connaître la formulation des bulletins de vote.»⁷⁰

La géométrie infographique comme rhétorique médiatique de la vérité politique: du triangle pythagoricien à la balance protagorasienne

Si les bulletins se revirginisent politiquement, ils sont accompagnés de plus en plus fréquemment par des infographies qui ont pour fonction de suppléer à cet abandon de suggestivité. A ce titre, la pyramide infographique (9 juin 1994) remplace les articles engagés et déclinés sur le «je» d'autorité personnifiante. Cependant cette suppléance ne renoue pas totalement avec la

rhétorique de l'ère primaire de la suggestion: si le lectorat valaisan avait l'habitude du diktat politique du NF, force est de reconnaître que la nouvelle modération politique en période de votation permet au journal d'intégrer le doute⁷¹ dans son positionnement idéologique. En effet, le «Ticket NF» - plus flou⁷² - apparaît moins coercitif que «Le NF suggère» unilatéral et sans appel: un très petit oui pour la culture en sommet de la pyramide, en dessous un petit oui pour les Casques bleus, en dessous un oui pour la naturalisation, en dessous, sur la base du triangle, un grand oui pour les JO. En proposant des réponses à géométries variables aux problèmes politiques complexes⁷³, le NF ne risque pas de décevoir, par cette stratégie intégrative, les indécis, les apolitiques et les Neinsager ainsi que les adversaires du journal⁷⁴. Le journal doit donc procéder à la pesée des intérêts pour que perdure l'«effet miroir»⁷⁵ du médium: logique alors d'abandonner la géométrie du triangle pour lui substituer une balance, symbole de justice, de mesure, de prudence, d'équilibre⁷⁶ mais également du commerce. Ainsi le positionnement des bras fonctionnera comme indicateur de tendance et non pas de direction politique: un oui plus lourd qu'un non pour la loi sur l'assurance maladie, un non très lourd pour l'initiative sur l'assurance maladie, un oui légèrement plus lourd pour les mesures de contraintes envers les étrangers⁷⁷; le flou des recommandations est masqué par la précision des indications de la balance. La représentation de la vérité politique n'est plus unique: elle devient multiple car elle s'adresse à des individualités multiples, à un lectorat de classe divisé qu'il s'agit d'agréer et non d'exclure⁷⁸.

Nous pouvons également lire les signes de la dépolitisation du NF dans les recommandations ultérieures aux cas de figures précités. Déjà lors de la votation sur la férie du 1^{er} août (26.9.93), le NF proposait un «pourquoi pas»..., alors que trois mois plus tard, lors d'une votation sur la taxe sur la valeur ajoutée (alternative: 6,2%), le médium valaisan osait un point d'interrogation en guise de recommandation. Quant au vote

Les «oui» de l'ouverture

Culture, casques bleus, naturalisation facilitée, Jeux olympiques. Trois objets fédéraux et un sujet cantonal d'importance sont soumis au verdict des urnes ce dimanche 12 juin. Le poids du Valais sur le résultat du vote fédéral sera plus important, étant donné la forte participation escomptée. La passion qui s'est exprimée tout au long de la campagne des JO aura un mérite certain, celui d'amener les Valaisans aux urnes. Le «Nouvelliste», pour qui le oui à la candidature valaisanne ne fait pas un pli, exprime une adhésion à des degrés forts divers sur les scrutins fédéraux. Oui résigné à l'article constitutionnel sur la culture. Oui sans illusion à la création d'un corps de casques bleus. Oui sans état d'âme à la naturalisation facilitée des jeunes étrangers.

**Le ticket
NF**

Culture: un vide singulier

La Constitution fédérale, c'est là son moindre défaut, est une sorte de fourre-tout. Elle contient tout, mais pas toujours l'essentiel. D'ailleurs, on travaille à lui redonner une charpente plus structurée. En attendant, notre charte fondamentale reste muette sur le chapitre de la culture. Elle ne permet à la Confédération d'agir que sur le cinéma et les monuments historiques. Malgré plusieurs tentatives, cette lacune n'a pas été comblée à ce jour. Le Parlement et le Conseil fédéral proposent d'y remédier par un article 27 septuagies qui inscrit le principe de l'encouragement, par la Confédération et les cantons, «dans les limites de leurs compétences» de l'activité culturelle. Cet article est le bienvenu puisqu'il jette des ponts entre communautés en favorisant les régions et groupes de population peu favorisés ainsi que la «vie culturelle dans sa diversité». Il encourage également les échanges en Suisse et à l'étranger.

Le constitutionnaliste n'est pas allé jusqu'à donner à la Confédération les moyens supplémentaires de réaliser ces objectifs, laissant cela à la loi ultérieure. C'est pourquoi le oui est aisément praticable: sur le principe, tout le monde peut, sans angoisse, entrer en matière, en attendant la suite.



Casques bleus: des volontaires

L'argument est rabâché: ce ne sont pas les casques bleus qui ont empêché les horreurs ou mis fin aux conflits sur lesquels ils se trouvent engagés. Le bon sens demande à l'inverse: et s'ils n'avaient pas été là? Combien de morts et de violences la présence des troupes de l'ONU a-t-elle empêchés?

Mais la question posée ne consiste pas à porter un jugement de valeur sur les casques bleus. Elle se résume à savoir si la Suisse doit participer par un contingent à ces troupes du maintien de la paix. Pour le Parlement et le Conseil fédéral, cette participation s'inscrit dans notre tra-

dition humanitaire et ne porte aucune atteinte à notre neutralité. Trois arguments dominent:

- Il s'agit bien d'opérations de maintien et non de rétablissement de la paix;
 - Le Conseil fédéral reste maître du choix d'envoyer ou non un contingent suisse dans un pays donné.
 - Les envoyés seront tous des volontaires.
- En dehors des questions de

fond, comme l'atteinte à la neutralité, les opposants estiment qu'il vaudrait mieux renforcer directement notre action humanitaire, à travers le CICR notamment.

Il reste qu'après le non à l'EEE, l'acceptation de l'initiative des Alpes et d'autres démonstrations de repli frileux, la Suisse risque de donner l'image d'un pays absent de la solidarité internationale.

sur «l'application abusive des techniques de reproduction et de manipulation génétique à l'espèce humaine» (17.5.92), le NF, défendant d'habitude le point de vue de l'Eglise, y allait d'un «en votre âme et conscience». Enfin, et nous aurons réuni le faisceau d'arguments, l'attitude dépolitisée du NF se retrouva dans le double ticket NF infographié⁷⁹ proposant au lectorat un vote d'humeur et un vote politique différents sur deux objets (vignette et forfait poids lourds).⁸⁰ Le NF oblige alors le lecteur à se positionner par deçà les inflexions du médium: le citoyen est, de plus en plus, présenté par le journal comme la véritable mesure du vote, à l'instar des théories de Protagoras d'Abdère. Le flou idéologique du NF renvoie alors au ventre mou d'un PDC orphelin de ses chantages.

De quelques explications

Dans le règne de l'information-marchandise⁸¹, celui qui voit mourir le quotidien *La Suisse* et se créer les grands groupes⁸² financiers de presse aux prétentions politiques⁸³, l'économique tend à devenir le moteur des décisions politiques du journal⁸⁴ et ce par delà la politique politicienne du NF⁸⁵. Il ne s'agit pas pour un journal politique de nier son passé d'organe de parti, mais plutôt de s'adapter au changement conjoncturel, culturel et lectoral: la survie des journaux de parti passe donc par une redéfinition des modalités du pacte communicationnel⁸⁶ unissant l'organe de presse aux citoyens⁸⁷.

Lié à son lectorat qui s'émancipe⁸⁸ de lectures en lectures, de voyages en voyages, de génération en génération⁸⁹, concurrencé qu'est le NF par les nouveaux media de proximités⁹⁰ et par le nouveau système informationnel mondial⁹¹, contraint qu'il est par les lourds investissements techniques mais aussi de sponsoring sportif, le NF ne peut se permettre de proposer des recommandations divergentes de celles qu'il suppose être celles de son nouveau lectorat: il ne peut donc plus asseoir toutes ses recommandations sur une ligne politique

franche⁹². L'hybridation politique devient obligée et produire un autre reflet de la vie politique, plus en adéquation avec le marché politique relatif au lectorat, devient une survie économique.

En outre, la dépolitisation générale⁹³ des citoyens-démocrates s'accompagne de plusieurs facteurs de natures différentes qui obligent les journaux d'opinion à cultiver une proximité politique différente avec leur lectorat. Citons par exemple la diminution de la crédibilité des journalistes⁹⁴, l'évolution de la nature du lectorat⁹⁵, l'évolution du paysage politique⁹⁶, mais également la complexité croissante des objets de votations⁹⁷.

Un nouveau pacte: de l'orthodoxie à la doxa

Ainsi le NF doit renouveler son discours politique pour répondre aux attentes des Valaisans. Traditionnel véhicule de l'information politique dans le Valais romand, mais devant assumer les changements idéologiques et les coûts de ses investissements, le NF doit également réajuster ses volontés politiques et les adapter au nouveau contexte socio-politique: ainsi, au respect du formalisme religieux catholique conservateur tend à se substituer une *Weltanschauung* chrétienne adogmatique⁹⁸, le rejet du marxisme et de l'anti-communisme tend à devenir le rejet de l'«économie planifiée»⁹⁹ versus la libéralité économique; quant au discours politique sur la politique, il est condamné à évoluer entre ces deux termes: de plus en plus évanescents, modérés et à géométrie variable, il s'affranchit de la ligne conservatrice pour évoluer entre le libéralisme et les valeurs chrétiennes, en quête de nouveaux repères. Et le statut de rédacteur en chef, de l'ère primaire à l'ère tertiaire, passe de celui de mentor politique à celui d'animateur chargé d'insuffler débat - autant à l'intérieur de l'équipe rédactionnelle qu'à l'extérieur du journal - et ouverture sans renier les valeurs endogènes au journal. C'est un journal politique dépolitisé. Du moins le croit-on.¹⁰⁰

3. Cachez la politique, elle revient au galop

Des espaces journalistico-politiques nouveaux

Evolution, mais pas révolution

Si l'évolution de la rhétorique politique du NF est une véritable révolution copernicienne pour le médium et ses plus fervents lecteurs politisés, le journal demeure - du point de vue journalistique - d'un relatif conservatisme¹⁰¹. En effet, la lecture quotidienne du journal tend à montrer qu'il reste conservateur et fidèle - dans une certaine mesure - à l'ancienne ligne¹⁰², même si des soubresauts d'évolution caractérisent les périodes électorales. Films érotiques et 156 «rose», par exemple, ne peuvent accéder à des plages publicitaires dans le journal¹⁰³. Les voyantes et autres médiums ont parfois droit à investir les espaces réservés à la publicité, mais dans la mesure où ils ne pratiquent pas l'occultisme ou le satanisme.¹⁰⁴ Or ces détails - qui trahissent malgré tout la ligne éditoriale -, posent un problème important pour le NF qui doit résolument s'ouvrir¹⁰⁵ en veillant à ne pas heurter les sensibilités présumées de ses lecteurs.¹⁰⁶ Et si la charte interne du journal n'a pas encore été adaptée formellement, il faut peut-être y voir un signe symbolique¹⁰⁷ de non-rupture avec un passé idéologique proche. Dans cette perspective, et selon le principe du ressurgissement du caché, nous tenterons d'examiner le lieu d'investissement du politique au sein du médium à l'aune du nouveau pacte communicationnel.

Des rubriques fermées aux rubriques ouvertes, des journalistes aux délégués

Le lieu symbolique d'expression du politique a passé, on l'a vu, du bulletin de vote reproduit et accompagné par un éditorial engagé aux bulletins vierges pour enfin s'exprimer dans les infographies qui permettent la nuance politique. Reste encore à tester notre seconde hypothèse, qui postule, rappelons-le, l'existence

d'autres espaces journalistiques qui ont, à leur tour, accueilli le discours de l'ère primaire de suggestion politique dont le NF a dû se départir.

Nous distinguerons comme catégories opératoires les rubriques fermées et les rubriques ouvertes: par rubriques fermées, nous entendrons celles qui sont assignées à un journaliste spécialisé - titulaire - qui a le discours autorisé en accord avec sa rédaction; par rubriques ouvertes, nous entendrons celles qui sont permises aux intervenants extérieurs au journal. Parmi ces rubriques ouvertes, nous en distinguerons six: le courrier des lecteurs, la tribune libre, la rubrique «libre opinion», les encarts de proximité (succès professionnel, nécrologie, la rubrique des souhaits, conseil énergie, recette du jour), les communiqués de presse divers¹⁰⁸ et les reprises des agences ATS, AP, Reuter¹⁰⁹.

Pour les besoins de nos analyses, nous nous concentrerons particulièrement sur les trois premières qui deviennent, lors des votations cantonales - et dans une moindre mesure dans les votations fédérales -, de véritables espaces médiatiques stratégiques.¹¹⁰ Alors que la maquette du journal fixe rigidement l'articulation du journal et que le pacte communicationnel entre lectorat et médium ne permet plus le discours idéologique du NF de l'ère primaire, les rubriques ouvertes prennent toute leur importance. En effet, et sous le couvert démocratique de l'ouverture et du «don de parole» au «non-autorisé à parler» dans l'organe de presse, ces ouvertures peuvent devenir l'espace délégitif qui accueille les discours idéologiques refoulés par les autres espaces (censures internes au journal), et interdits par le lectorat nouveau (censures externes), donc par les nouvelles modalités du pacte idéologique.¹¹¹ La substance des anciens pactes communicationnels ressurgit alors dans ces brèches: pour explorer la portée de cette hypothèse, nous tenterons de retrouver des signatures proches des milieux politiques qui avaient la faveur idéologique du NF¹¹², et ce surtout lors d'objets politiques à fort effet polarisant.

Délimitation du corpus

Nous avons choisi d'analyser quatre votations qui nous paraissent intéressantes car concernant une partie appréciable des Valaisans:

- la votation fédérale sur le droit à la vie des 8 et 9 juin 1985 qui comprenait aussi trois objets cantonaux, l'article 34 sur le district de Rarogne, la loi forestière, la loi sur la police du commerce, et trois objets fédéraux, la part des cantons au produit des droits de timbre, la répartition des recettes nettes provenant de l'imposition des boissons distillées, la suppression de l'aide aux producteurs de blé;
- la votation cantonale du 22 juin 1990 sur la viticulture. Un deuxième objet cantonal était soumis à votation populaire, celui de l'accord intercantonal sur la participation du financement aux universités;
- la loi cantonale sur le tourisme du 6 décembre 1987 comprenant deux objets: la loi sur l'économie touristique et la loi réglant l'acquisition des immeubles par des étrangers. Un volet fédéral accompagnait la votation cantonale: Rail 2000, la loi sur l'assurance-maladie, la protection des marais (initiative contre la place d'armes de Rothenturm);
- la votation cantonale du 10 juin 1990 sur les forces hydrauliques, les relations entre Eglise et Etat et sur les bourgeoisies. Nous nous intéressons à la loi sur les forces hydrauliques.

Notre seconde hypothèse suppose que l'ancienne ligne politique du NF n'a pas entièrement disparu - dissoute qu'elle serait dans l'évolution politique du journal - mais qu'elle est déléguée¹¹³; par la délégation d'une forme de représentation politique, la ligne idéologique est cultivée par des non-journalistes professionnels qui, sous le couvert de leur statut de citoyen et de lecteur, peuvent se permettre d'écrire des idées désormais interdites d'écriture aux journalistes de l'institution NF. L'espace d'écriture

dans lequel nous retrouvons ces traces, le courrier des lecteurs, est ainsi de plus en plus confisqué par des groupements organisés et par des individus qualifiés tels que des hommes politiques ou des industriels. Certains d'entre eux écrivent dans le journal avec une fréquence qui fait d'eux quasiment des correspondants informels du NF. Ils constituent ce que l'on pourrait nommer un réseau «d'affinités électives»¹¹⁴ autour du NF qui leur offre ainsi une «tribune» en leur ouvrant ses colonnes. Cette stratégie s'intègre dans la recherche d'un nouveau positionnement du journal qui souhaite abandonner son ancienne ligne politique et se profiler comme un journal de centre-droit.

Pour une analyse sociographique comparative

La rubrique des lecteurs est l'une des plus luës dans les journaux¹¹⁵. Mais qui écrit? Pour dire quoi? Et quel est l'impact de ces lettres? Anne-Catherine Ménétrey et Thierry Mouquin ont voulu en savoir davantage et dans cette perspective ont élaboré une vaste enquête.¹¹⁶ Nous considérerons leur questionnement ainsi que les résultats de leurs analyses comme des points de comparaison.

Le travail des deux chercheurs, qui a duré dix-huit mois, a porté sur l'analyse de 2'516 lettres de lecteurs, d'auditeurs et de téléspectateurs de cinq media: *24 Heures*, *Vevey-Riviera*, *Femina*, la *Radio* et la *Télévision romande*. Les lettres ont été analysées à l'aide de critères similaires: identité et qualité de celui qui écrit, contenu des lettres, destinataire de celles-ci, légitimité invoquée par les correspondants, importance accordée à ces lettres. Les auteurs ont aussi longuement discuté avec une septantaine de correspondants et une cinquantaine de journalistes et de responsables de media.

Cette recherche, transcrite sous forme d'enquête policière, propose une lecture typologique des lecteurs-rédacteurs. Les universitaires écrivent le

Date de l'article paru dans le NF	Nombre total d'articles	Nombre d'articles sur le droit à la vie	Pourcentage du total des articles
31 mai 1985	15	14	93.33%
1/2 juin 1985	2	2	100%
3 juin 1985	4	4	100%
4 juin 1985	9	4	44.44%
5/6 juin 1985	18	13	72.22%
7 juin 1985	3	3	100%
TOTAUX	51	40	78.43%

Nombre d'articles parus sur le droit à la vie.

plus souvent dans le courrier des lecteurs (30%), largement devant les professions para-médicales et sociales (16%), et les indépendants, les commerçants et les cadres (15%). Par contre, les ouvriers arrivent en queue de classement avec un maigre taux d'écriture de 4,5%. Au plan des thèmes abordés, ceux de la vie en société sont la majorité (21,5%), suivis par l'économie (12%), les media (11,5%). En queue de peloton se trouvent deux sujets précis: l'armée et le sport (2% pour chacun).¹¹⁷

Les chercheurs portent une appréciation qualitative sur le courrier des lecteurs et son impact: ils constatent que les gens écrivent généralement en leur nom propre et que les media accordent peu d'importance à ces interventions, les études de marché leur paraissant plus crédibles pour cerner les besoins d'information du consommateur.

Ménétreay et Mouquin distinguent encore trois types de correspondants: les «justes» assènent des sentences moralisatrices en se fondant sur des valeurs fortes destinées à se sécuriser. Les «positifs» visent, par leurs lettres, à changer quelque chose, tandis que les «communicateurs» veulent défendre une cause dans la colonne du lecteur. Ils représentent généralement des intérêts organisés (partis, syndicats, ...).

Pour terminer leur enquête, les deux auteurs s'interrogent sur le rôle du journal. Ils sont sévères avec *24 Heures*, accusé entre autres de manipuler les opinions par la ventilation des lettres et de céder à la pression des gens «qui comptent» dans la société. Leur conclusion est amère: le débat, Socrate, est moribond dans notre société. Et la faute en incombe, pêle-mêle, au «Pouvoir» qui aurait peur du débat, aux journalistes et à leurs employeurs qui n'encouragent pas la prise de parole par le lecteur.

L'étude originale d'Anne-Catherine Ménétreay et de Thierry Mouquin nous permet alors de dégager deux types de questionnement: premièrement, quel est le nombre d'articles parus au sujet des votations et quelle est la place accordée à celles que nous analysons? Deuxièmement, qui s'exprime sur la votation analysée et pour dire quoi?¹¹⁸

4. Analyse du courrier des lecteurs relatif au corpus

La votation sur le droit à la vie des 8 et 9 juin 1985

Etant donné le nombre important d'objets soumis à votation en même temps que le droit à la vie, nous avons calculé uniquement le total des

Date	Nombre d'articles	Individus	Partis	Associations	OUI	NON	PAS CLAIR
31 mai	14	10 ¹¹⁹	0	4 ¹²⁰	8	4 ¹²¹	2 ¹²²
1/2 juin	2	2 ¹²³	0	0	1	0	1
3 juin	4	3 ¹²⁴	0	1 ¹²⁵	2	2 ¹²⁶	0
4 juin	4	3	1 ¹²⁷	0	4	0	0
5/6 juin	13	11 ¹²⁸	1 ¹²⁹	1 ¹³⁰	13	0	0
7 juin	3	3	0	0	3	0	0
TOTAUX	40	32	2	6	31	6	3

Qui s'exprime sur le droit à la vie?

articles sur le droit à la vie et le pourcentage des articles sur ce sujet par rapport au total des articles parus sur les sept objets, total que nous retrouvons dans la deuxième colonne.

Nous remarquons une proportion importante d'articles parus sur le droit à la vie, 39 articles sur un total de 51, soit 76,47%. Sur six jours de parution, trois jours sont exclusivement consacrés au droit à la vie. Cette récurrence démontre l'importance accordée à ce sujet par les personnes qui écrivent ou par le NF. On pourrait en effet se demander si la rédaction publie tout ce qu'elle reçoit ou si un tri est opéré¹³¹. Dans ce cas, quels seraient les critères retenus et qui choisirait les articles? Dans un entretien, le rédacteur en chef du journal, François Dayer, nous a assuré que le journal publiait tout ce qu'il recevait. Il est aussi intéressant de remarquer que le nombre d'articles augmente dès le 1^{er} et 2 juin, 2 articles, pour atteindre le nombre le plus élevé deux jours avant la votation avec 18 articles, dont 13 consacrés au droit à la vie. Le débat est très nourri si l'on en juge par le nombre d'articles. Il tourne nettement à l'avantage des partisans de la loi, 29 contre 7 adversaires; 3 articles ne prennent pas directement position.

Remarquons qu'un nombre important d'individus qualifiés s'expriment sur le sujet en le soutenant: parmi eux, six médecins prennent la pa-

role et cinq d'entre eux soutiennent le droit à la vie. Le sixième, Jacques Petite, se livre plutôt à une réflexion. L'Eglise prend aussi publiquement position par l'intermédiaire de l'évêque de Sion, Mgr Henri Schwery, qui soutient le projet. Son article est aussi complété par une déclaration des évêques suisses qui délivrent un message invitant les lecteurs à placer leurs votes sous les auspices du Seigneur.

Les hommes politiques sont relativement discrets. Seul les deux conseillers nationaux démocrates-chrétiens, Vital Darbellay et Pierre de Chastonay, se prononcent sans ambages pour le droit à la vie. Ils sont également soutenus par Roger Lovey, procureur du Bas-Valais et tenant de la ligne très conservatrice du parti démocrate-chrétien. Ce dernier bénéficie, fait à souligner, de la première page du NF du 1^{er} et 2 juin pour justifier son soutien à la loi.

Deux formations politiques donnent leurs mots d'ordre dans les NF du 31 mai et du 7 juin: les radicaux et les socialistes du Valais romand. Par contre, nous ne trouvons pas de mots d'ordre émanant du parti démocrate-chrétien. Néanmoins, les Jeunesses Démocrates-Chrétiennes du Valais romand et celles de Martigny expriment clairement leur soutien au droit à la vie.

Date	Nombre total d'articles	Articles sur la viticulture	Articles sur les universités	Mots d'ordre des associations
18 juin 1990	7	4	1	2 ¹³²
19 juin 1990	1	1	0	0
19 juin 1990	6	3	3	0
20 juin 1990	2	1	1	0
TOTAUX	16 (100%)	9 (56.25%)	5 (31.25%)	2 (12.50%)

Nombre d'articles sur la viticulture.

Date	Nombre d'articles	Individus	Partis	Associations	OUI	NON
18 juin	4	1 ¹³³	0	3 ¹³⁴	4	0
19 juin	4	1 ¹³⁵	0	3 ¹³⁶	4	0
20 juin	1	1 ¹³⁷	0	0	0	1
TOTAUX	9	3	0	6	8	1

Qui s'exprime sur la viticulture?

Peu de simples citoyens écrivent sur le droit à la vie. Nous relevons trois articles anonymes, dont un apporte un éclairage particulier concernant les pressions que subissent les mères. Les associations utilisent aussi la tribune offerte par le NF pour expliquer leurs positions. Elles sont nombreuses. Citons pêle-mêle la Fédération valaisanne des syndicats chrétiens, l'Association suisse des conseillères en planning familial qui rejette le projet, l'Association *Oui à la vie*, par son président le conseiller national Pierre de Chastonay, la Conférence Romande du travail.

La loi sur la viticulture du 22 juin 1980

La votation cantonale du 22 juin 1980 comprenant les articles sur la viticulture et sur les universités a un impact relativement faible: 16 articles

dont 9 sont consacrés à la viticulture. Est-ce dû au fort consensus en faveur des deux objets? En effet, sur les neuf articles traitant de la viticulture, un seulement énonce un avis défavorable. Il s'agit d'un habitant de Savièse, J. Dumoulin, vraisemblablement vigneron lui-même puisqu'il exprime des réserves sur la zonification établie par la maison Provins Valais. Deux autres personnes apparaissent dans le courrier des lecteurs pour soutenir la loi: Edouard Morand et Roger Germanier. Le premier nommé, ancien président de la commune de Martigny, a des liens étroits avec le monde viticole puisqu'il a été administrateur-délégué d'Orsat. Quant au second, il est rédacteur en chef du NF. D'ailleurs, le journal nous retrouvons l'ère primaire de suggestion - incite ses lecteurs à porter un «oui» dans l'urne par le biais du «NF suggère» comportant un oui inscrit à la main sur les bulletins de vote.

Date	Nombre total d'articles	Articles sur le tourisme	Articles sur Rail 2000	Articles sur l'assurance maladie	Articles sur les marais	Mots d'ordre des associations
28/29 novembre	10	3	2	3	0	2 ¹³⁸
1 ^{er} décembre	10	5	0	4	1	0
2 décembre	17	9	2	3	2	1 ¹³⁹
3 décembre	10	6	0	2	0	2 ¹⁴⁰
TOTAUX	47 (100%)	23 (48.93%)	4 (8.51%)	12 (25.53%)	3 (6.38%)	5 (10.63%)

Nombre d'articles sur le tourisme.

Date	Nombre d'articles	Individus	Partis	Associations	OUI	NON
28/29 novembre	3	0	0	3 ¹⁴¹	3	0
1 ^{er} décembre	5	5 ¹⁴²	0	0	3	2
2 décembre	9	8 ¹⁴³	0	1 ¹⁴⁴	5	4
3 décembre	6	3 ¹⁴⁵	0	3 ¹⁴⁶	6	0
TOTAUX	23	16	0	7	17	6

Qui s'exprime sur le tourisme?

Quant aux associations du secteur viticole, elles interviennent en force et envahissent le courrier des lecteurs. Leurs articles représentent le 66,66% du total des articles ayant trait à la viticulture. Ils appuient tous la loi sur la viticulture.

Le tourisme

La plus grande partie des articles, 23 sur 47, est consacrée à l'économie touristique. Un objet comme Rail 2000 n'est débattu que dans 4 articles. Les individus qualifiés et les associations confisquent à nouveau le courrier des

lecteurs dans une stratégie de propagande. Parmi les expressions individuelles, nous remarquons un engagement marqué de la part des journalistes du NF puisque l'un d'eux, Roland Puipe, écrit deux articles appuyant la loi sur le tourisme. Le monde politique est présent par le chef du Département de l'économie publique, le Montheysan Raymond Deferr qui signe un article dans le NF du 3 décembre dans lequel il démontre les avantages de la loi. Si la contribution du directeur de l'office du tourisme de Bagnes, Patrick Messeiller, vient renforcer les partisans de la loi, certains individus y sont opposés. Trois textes anonymes dans le NF du

3 décembre refusent le projet, alors que dans cette même édition, Gédéon Barras, ancien président des hôteliers valaisans, émet de sérieuses réserves sur la taxe de séjour.

La contribution individuelle la plus originale est l'œuvre du journaliste Roland Puippe. Ce dernier a réalisé un mini-entretien avec six dirigeants d'organismes proches du tourisme qui manifestent leur soutien au projet. Il s'agit de Jean-Marc Salamolard de Multival Fédération laitière et agricole, Jean Actis de la Fédération économique valaisanne, Marc Constantin de la Chambre d'agriculture, Géo Bétrisey de SODEVAL (Société pour le développement de l'économie valaisanne), André Lugon-Moulin de l'OPAV (Office de Propagande de l'Agriculture valaisanne) et Georges Pillet de l'Association du tourisme pédestre. Le journaliste souhaite mettre en évidence les liens étroits existant entre tous les secteurs de l'économie du canton. Le raisonnement est clair: le soutien à l'économie touristique paraît nécessaire et en disant oui à la loi sur le tourisme, on soutient l'ensemble de l'économie cantonale.

Pour inciter les lecteurs à voter oui, le Comité de soutien à l'économie touristique publie la liste de ses membres. Elle est importante et contient tout ce que le Valais compte de dirigeants économiques et politiques. Il est à noter que toutes les associations s'exprimant sur l'économie touristique émettent un avis favorable, tandis que les positions individuelles sont plus nuancées. Six personnes en effet refusent la loi.

La loi sur les forces hydrauliques du 10 juin 1990

Le nombre d'articles sur l'ensemble des sujets surprend. Trois jours d'affilée, le NF diffuse 10 articles et plus sur la votation. La majorité d'entre eux concerne les forces hydrauliques (environ le 50% des articles). En comparaison, les articles au sujet des bourgeoisies et des relations Eglise/Etat ne déclenchent pas les passions.

Les forces politiques sont quasiment absentes du courrier des lecteurs, sauf dans le NF du 30 mai où les partis politiques et la députation du district d'Hérens appellent à voter oui. Normal quand on sait que l'un des plus hauts barrages du monde, la Grande-Dixence, se situe dans le val d'Hérens. Certains partis, tels le parti radical et le parti socialiste, publient leurs mots d'ordre. Par contre, les hommes politiques sont plus présents dans le débat avec le Conseiller aux Etats de Zermatt Daniel Lauber, le député libéral contheysan Pierre-Albert Dessimoz et le conseiller général sierrois André Florey. Les démocrates-chrétiens ne s'expriment pas sauf leur ancien président, Pierre Moren, qui s'en prend aux socialistes dans le cadre d'une rubrique intitulée «le point de vue de...» parue dans le NF du 7 juin.

Enfin, le journal incite ses lecteurs à voter en publiant en première page dans son édition du 7 juin la reproduction des trois bulletins de vote avec le oui imprimé en haut à droite.

Pour une typologie des énonciateurs

Cette brève incursion dans le courrier des lecteurs en période de votations cantonales et fédérales révèle le profil des acteurs qui s'épanchent dans les rubriques ouvertes. Nous distinguerons la présence de deux types d'agents sociaux intervenant dans le NF: les associations économiques ainsi que les individus qualifiés. Mais nous relèverons également l'absence d'un agent de taille dans l'espace public journalistique, les partis politiques.

Mais où sont passés les partis politiques?

Premier fait saillant de l'analyse sociographique, les partis politiques sont quasiment absents de cet espace rédactionnel du journal si ce n'est pour communiquer des recommandations de vote¹⁴⁷. Comment comprendre ce phénomène? Nous dégagerons brièvement cinq explications

Date	Nombre total d'articles	Articles sur les forces hydrauliques	Articles sur les bourgeoisies	Articles sur l'Eglise/Etat	Mots d'ordre des associations
30 mai 1990	3	2	0	1	0
2/3/4 juin 90	11	5	2	3	1 ¹⁴⁸
5 juin 1990	10	3	3	3	1 ¹⁴⁹
6 juin 1990	11	6	1	2	2 ¹⁵⁰
7 juin 1990	1	1	0	0	0
TOTAUX	36	17	6	9	4

Nombre d'articles sur les forces hydrauliques.

Date	Nombre d'articles	Individus	Partis	Associations	OUI	NON
30 mai	2	1	1 ¹⁵¹	0	2	0
2/3/4 juin	5	4 ¹⁵²	0	1 ¹⁵³	5	0
5 juin	3	2	0	1 ¹⁵⁴	2	1
6 juin	6	5 ¹⁵⁵	0	1	4	2
7 juin	1	1 ¹⁵⁶	0	0	1	0
TOTAUX	17	13	1	3	14	3

Qui s'exprime sur les forces hydrauliques?

interprétatives pouvant éclairer ces résultats: premièrement, il se pourrait que les partis politiques valaisans n'aient pas intégré les stratégies médiatiques de relations publiques¹⁵⁷; deuxièmement, les partis politiques valaisans pourraient souffrir d'être subordonnés - dans leur visibilité médiatique - aux ténors charismatiques¹⁵⁸ qui les animent; troisièmement, les partis politiques auraient tendance à considérer le médium NF comme un simple véhicule de publicité politique ponctuelle¹⁵⁹; quatrièmement, les partis politiques n'investissent pas l'espace public journalistique, car

ils considèrent peut-être que l'objet de votation est non légitime; cinquièmement, les partis politiques dysfonctionneraient en n'arrivant plus à médiatiser la volonté politique du segment social qui les fonde.¹⁶⁰

Le parti radical et le parti socialiste du Valais romand ont, malgré tout, investi le courrier des lecteurs pour le droit à la vie et les forces hydrauliques. Nulle trace en revanche d'éventuels mots d'ordre du parti démocrate-chrétien (PDC) sur des sujets qui lui imposait pourtant une prise

de position¹⁶¹. Compte tenu de la logique d'abstention médiatique des partis politiques, il demeure normal que le PDC n'échappe pas à la règle. Néanmoins, force est de relever que ce parti entretient - nous nous référons particulièrement à l'ère pré-primaire - un rapport de proximité idéologique avec le NF. Historiquement situés, ces liens de connivence pourraient - par un étrange renversement - instituer un comportement de désengagement médiatique de la part du PDC. Peut-être que le PDC voit encore dans le NF engagé¹⁶² une courroie de transmission mécanique de son point de vue politique. Dans cette perspective, le parti serait l'organe délégateur du message idéologique: nous aurions alors une délégation dans le sens contraire de celle postulée au début de notre travail. Nous avions en effet supposé que des acteurs cultivaient l'ancienne ligne idéologique dans le courrier des lecteurs mis à disposition par le NF, cette rubrique pouvant contenir des idées interdites d'écriture aux journalistes par le pacte communicationnel. Dans le cas de figure évoqué, la délégation irait du parti au journal et non du journal au parti.

Les associations

Le courrier des lecteurs est aussi fortement occupé par différentes associations. Lors des votations à caractère économique comme la loi sur le tourisme, la loi sur les forces hydrauliques et la loi sur la viticulture, les associations professionnelles ont toutes fortement appuyé les objets soumis à votation populaire. Elles ne se sont par contre pas exprimées sur le droit à la vie, laissant à d'autres associations plus concernées le soin de s'exprimer. Mentionnons par exemple le Oui à la vie Suisse, la Fédération des Eglises protestantes de Suisse ou encore la Fédération valaisanne des syndicats chrétiens. Nous retrouvons à deux reprises, loi sur la vie et loi sur les forces hydrauliques, les positions de la Fédération valaisanne des syndicats chrétiens, de même que celles du Groupement des populations de montagne du Valais romand au

sujet de la loi sur l'économie touristique et sur les forces hydrauliques. Nous remarquons donc une symétrie dont l'effet provient directement du choix des votations analysées, mais qui nous renseigne sur l'évolution des enjeux politiques contemporains: de plus en plus technocratiques, les votations mobilisent de moins en moins des argumentaires moraux. Aussi les associations professionnelles, considérées alors comme un groupe de pression, s'investissent dans l'espace public médiatique dans l'espoir stratégique de convaincre le lecteur du bien-fondé (économique) de leurs réflexions.

Les individus détenteurs du skeptron

Les individus qualifiés¹⁶³ prennent souvent la plume pour écrire dans le courrier des lecteurs. Ainsi, pas moins de six médecins ont pris position sur la votation concernant le droit à la vie. Des professionnels du tourisme ont expliqué leur argumentation en faveur de la loi sur le tourisme. Par contre, le personnel politique reste en retrait. Les conseillers nationaux démocrates-chrétiens Vital Darbellay et Pierre de Chastonay, le conseiller aux Etats démocrate-chrétien Daniel Lauber, le conseiller d'Etat Raymond Deferr se sont exprimés une fois seulement. Comment expliquer cette faible présence dans le courrier des lecteurs? Comment expliquer l'absence du conseiller national radical Pascal Couchepin et des députés socialistes? La taille de notre échantillon ne nous permet pas de donner une réponse précise. Les journalistes du NF prennent aussi position dans leurs articles. Roger Germanier, dans l'édition datée du 19 juin 1980, explique pourquoi il faut voter oui à la loi sur la viticulture. Roland Puipe soutient la loi sur le tourisme (deux articles dans le NF du 2 décembre 1987) et sur les forces hydrauliques (un article dans l'édition du 2/3/4 juin 1990), tandis que l'actuel rédacteur en chef, François Dayer, développe ses idées sur les forces hydrauliques dans le NF du 6 juin 1990. En revanche, peu de journalistes du NF s'expriment sur le droit à la vie. Là encore, nous pouvons

souligner les logiques économiques qui motivent les individus qualifiés à intervenir dans le débat politique public devenu de plus en plus technocratique au détriment des principes moraux.

5. Retour réflexif sur l'hypothèse de la délégation

Par l'identification des énonciateurs qui discourent dans les rubriques ouvertes du NF, nous avons tenté d'observer si - malgré le pacte idéologique conclu tacitement avec son lectorat - le NF avait développé une stratégie de délégation destinée à reproduire le credo de l'ancien pacte communicationnel en vigueur sous la direction de M. André Luisier.

En l'état de la recherche, nous ne pouvons confirmer totalement cette hypothèse. Certes le NF tend à donner parole dans les rubriques ouvertes à des personnalités engagées, mais dont on ne peut pas dire qu'elles participent d'un réseau de sociabilité qui plaiderait pour la thèse de la connivence¹⁶⁴ idéologique, même si nous retrouvons à deux reprises la présence de deux associations politiques.¹⁶⁵

Pour une typologie provisoire des relations entre le NF et les énonciateurs du courrier des lecteurs

L'ère primaire de la délégation politique morale

Sur les objets à fort clivage politique, le NF ne peut plus, de peur de rompre le pacte communicationnel, défendre des positions politiques franches qui ont participé de son histoire, mais qui parasitent aujourd'hui sa cote de popularité locale. Si nous ne pouvons prouver le glissement de la rhétorique politique des rubriques fermées aux rubriques ouvertes par la médiation d'un réseau d'affinités électives, reste qu'à une reprise notre hypothèse nous a permis d'observer un retour de l'arrière-garde au front politique: lors du débat pré-votal sur le droit à la vie, M^e Roger Lovey s'est fendu en première

page d'un article expliquant les raisons pour lesquelles il soutient cet objet.¹⁶⁶ M^e Lovey, n'étant ni journaliste ni chroniqueur ou analyste politique rédactionnel de profession, fonctionne alors, pour reprendre une dénomination de Pinto, comme un «complice»¹⁶⁷ idéologique.

Nos recherches ethnographiques dans différents organes de presse nous obligent à imaginer qu'entre M. Lovey et la rédaction du NF existaient des relations privilégiées: il est rare que l'on accorde une première page¹⁶⁸ - et ce d'autant plus en période de votation - à une personnalité dont les idées politiques affichées ne correspondent pas avec la ligne éditoriale du journal. Mais par une stratégie de délégation¹⁶⁹, une personnalité politique proche de l'ancien pacte idéologique peut exposer une idéologie conservatrice sans véritablement exposer le journal, mais tout en trahissant son histoire politique: un pan de l'engagement politique du journal resurgit alors là où on l'attend le moins. L'espace journalistique du NF, en tant qu'espace public partiel habermassien, peut donc se gérer - dans ce cas de figure exceptionnel, concédons-le - selon des logiques socio-politiques masquées, les rubriques ouvertes étant colonisées par un chantre politique proche du pouvoir étatique avec lequel le NF entretient également des relations de proximité. Cette stratégie de délégation s'inscrit donc dans l'ère primaire de la suggestion que caractérisait la période du règne PDC des années 80.

L'ère secondaire de l'agrégation des intérêts économiques

Néanmoins nous devons observer que les résultats globaux des analyses nous obligent à nuancer la portée de l'hypothèse de la délégation: nous avons suspecté la constitution d'un réseau de sociabilité qui, sous le couvert de signatures individuelles permet à des collectifs organisés de s'emparer de la parole journalistique avec une fréquence qui fait d'eux de véritables correspondants politiques informels. A vrai dire, il

s'agit plutôt d'une agrégation de signatures qui indique des positions politiques liées directement aux intérêts économiques, sans que véritablement l'on puisse déceler une stratégie concertée d'investissement des rubriques ouvertes du médium. Nous devons plutôt parler de connivence entre les milieux politico-économiques et le médium malgré l'existence du cas de figure précédent. L'ancienne ligne idéologique - à la fois plus morale et relevant fréquemment d'une éthique politique¹⁷⁰ - a laissé place à un débat devenu plus technocratique et dont l'agenda se résume fréquemment à des considérations économiques. Associations et individus s'expriment alors en une rhétorique économique dont l'essence n'est pas la survivance masquée de l'ancien pacte idéologique que le NF avait développé avec un lectorat politisé. Et le NF lui-même doit s'adapter à cette nouvelle donne, lié qu'il est à son lectorat. «[...] La presse régionale est désormais moins l'expression d'une idéologie ou d'un parti politique particuliers que celle d'une élite régionale et de ses projets de développement de l'économie de marché.»¹⁷¹ Cette agrégation d'intérêts correspond alors à l'ère secondaire du pacte communicationnel préalablement défini et se réfère au flou idéologique que doit assumer le PDC des années 1990¹⁷²; la mort des idéologues du parti et la difficulté de redéfinir une nouvelle ligne politique fonde un pacte communicationnel entre le médium, le lectorat et le politique qui fonctionne par des recommandations au coup par coup.

L'ère tertiaire de l'individualisme

Comme nous l'avons remarqué, les partis politiques demeurent extérieurs au débat médiatique en période de votations, contrairement aux associations d'intérêts. Mais si nous avons déjà évoqué ces grands absents, reste maintenant à comprendre la forte présence d'individus qualifiés. Dans le fond, l'absence de ceux-là justifie la présence de ceux-ci car leur qualification renvoie en partie à la section précédente: en effet, médecins ou professionnels du tourisme

défendent avant tout les intérêts de la corporation, au risque de se faire exclure symboliquement du groupe auquel ils appartiennent. Aussi ces individus au discours d'autorité n'hésitent pas à intervenir dans les rubriques ouvertes parés de tous leurs attributs symboliques: le Dr Rösermüller indique en signature qu'il est Chargé de cours universitaires; quant au Dr Schaepens, il mentionne ses qualités de «Secrétaire général de la Fédération mondiale des médecins pour le respect de la vie humaine».¹⁷³ Que dire alors de la femme qui écrit un article intitulé «Pression sur les femmes» signé simplement «Une maman»¹⁷⁴, et dont les réflexions figurent sur une page en compagnie de deux articles confondant le titre de l'énonciateur et le titrage journalistique?¹⁷⁵ Finalement, ces rubriques ouvertes sont confisquées par diverses associations et individus qualifiés et non plus comme nous l'avons montré précédemment par des politiciens professionnels. Or nous remarquons que cette présence est exclusive: nous ne retrouvons quasiment pas la présence de simples citoyens qui se sentent interpellés sur un sujet particulier. Nous rejoignons par conséquent les conclusions de Ménétreay et de Mouquin. Nous remarquons que ce sont les universitaires, les cadres, les commerçants, les indépendants¹⁷⁶ qui s'expriment le plus souvent dans le courrier des lecteurs du NF, même si nos analyses ne nous permettent pas de conclusion définitive.

Conclusion provisoire: de la fenêtre au miroir

La politique au sein du NF prend donc une autre forme: comme nous l'avons montré, elle n'est plus dans les injonctions à voter juste, c'est-à-dire en fonction d'une idéologie définie par un parti dominant et transmis par un médium. Elle n'est plus que dans les injonctions à voter et à lutter contre l'absentéisme. La différence est de taille. Le NF passe de la fenêtre politique qui montrait et remontrait la politique politique du Valais conservateur au miroir politique dans lequel se mirent les incertitudes idéologiques: les partis politiques

Parti	Médium	Pactes politiques entre parti, médium et lectorat	Modèles
PDC 1980	Ere primaire de suggestion politique	Stratégie de délégation politique morale	Décisionniste ¹⁷⁷ (Bulletins)
PDC 1984	Ere secondaire de l'adaptation politique	Stratégie de délégation économique	Technocratique (Triangle)
PDC 1992	Ere tertiaire de la dépolitisation	Stratégie de dénégation politique	Pragmatique (Balance)

ont abandonné leur voix médiatique relayée en cela par les ténors économiques.¹⁷⁸ La délégation politique, cœur de notre hypothèse, se révèle donc avant tout une dénégation de la politique au profit d'un débat économique: «27000 indépendants et cadres sont des lecteurs assidus du *Nouvelliste*» annonce le journal dans un encadré.¹⁷⁹ Aurait-il présenté ainsi ses lecteurs dans une période où la politique politicienne s'inscrivait dans un modèle fondé sur le pouvoir d'une classe de notables représentée médiatiquement? Rien n'est si sûr.

Reste bien évidemment à nuancer cette assertion: considérer que cette dénégation soit l'habit nouveau de la rhétorique politique médiatique du NF, ce n'est pas affirmer l'apolitisme du médium.¹⁸⁰ C'est plutôt constater que le journal présente une vision du politique «dépolitisée» destinée à éviter «méthodiquement tout ce qui peut choquer et rejeter une fraction de leur public actuel ou potentiel»¹⁸¹. Et même si les signes extérieurs de la politique politicienne du journal ont disparu, cette gestion de la représentation de la sphère politique par sa dénégation est déjà en soi une stratégie éminemment politique.

Notes

* Nous remercions toutes les personnes qui nous ont aidés à comprendre le fonctionnement d'un médium local dans une région à forte identité politique, en particulier François Dayer, rédacteur en chef du *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, ainsi qu'Antoinette Rauch, archiviste politique. Nous incluons dans ces remerciements tous les acteurs éloignés ou proches du journal qui nous ont accordé de leur temps et qui ont participé, d'une manière ou d'une autre, à la réflexion consignée dans cet article. Nous respecterons l'anonymat des interviewés qui ont désiré que leur nom n'apparaisse pas lorsque leurs propos sont cités. Merci enfin à Alexandra Bruttin, collaboratrice au Département de l'intérieur du canton du Valais pour sa contribution logistique, ainsi qu'à Jean-Dominique Guéguen de l'agence

Publi Graphy de Sierre pour sa connaissance du milieu des communicateurs politiques en Valais, à Gilles Christen et Marianne Celletti pour la mise à disposition d'une banque de données informatiques sur les professions valaisannes et à Albert Grun et Sonia Arnal pour la relecture du texte.

- 1 Dans Jean-Marie APOSTOLIDES, *Le roi-machine, Spectacle et politique au temps de Louis XIV*, Editions de Minuit, Collection Arguments, 1981, p. 26. Lire également Pierre MIQUEL, *Le pouvoir et l'artiste, De Jules II à Mitterrand*, Editions Belfond, 1994, 246 p. Se référer enfin à Michèle FOGEL, *Les cérémonies de l'information dans la France du XVIème au XVIIIème siècle*, Editions Fayard, 1989, 498 p.
- 2 Lire Georges BALANDIER, *Le pouvoir sur scènes*, Editions Baland, 1992, 172 p.

3. On aura reconnu les réflexions de Jean-Marie COTTERET, *Gouverner c'est paraître, Réflexions sur la communication politique*, Editions Puf, Collection Politique d'aujourd'hui, 1991, 175 p., mais également de Thierry SAUSSEZ, *Politique séduction*, cité dans Daniel SEILER, *De la comparaison des partis politiques*, Editions Economica, Collection Politique comparée, 1986, p. 233, et d'Adolphe Thiers ainsi que d'Emile de Girardin.
4. C'est bien la prétention du *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais* dont les rubriques «Votations» sont parfois intitulées «Eclairages». Se référer, par exemple, au journal du 25 novembre 1993. La presse «est censée créer les conditions de possibilité d'un jugement éclairé et d'une décision rationnelle, par l'information aussi bien que par la confrontation des idées et des opinions. Contre cette fiction, on peut (et on doit) évidemment restaurer le réel des rapports de domination, des stratégies de pouvoir, des intérêts empiriques de classes et des techniques de manipulation qu'elle organise et qu'elle masque.», dans Louis QUERE, «Le paradoxe d'une presse politique sans politique, Aperçus sur l'histoire de la presse régionale», dans *Raison présente*, no 61, Media et société, 1982, p. 41.
5. Voir Bernard MIEGE, *La société conquise par la communication*, Editions Pug, Presse Universitaire de Grenoble, 1989, p. 164-165. Voir également Hans Peter KRIESI, «Le défi à la démocratie directe», dans *Présent et Avenir de la démocratie directe*, Editions Georg, 1994, p. 31-70. A ce sujet, lire Ignacio RAMONET, «Media et conditionnement», dans *Le Monde Diplomatique*, no 480, mars 1994, p. 1. Cette position théorique, héritée de la philosophie des Lumières, s'inspire des conceptions du rôle des media de l'Ecole de Francfort, plus particulièrement d'HABERMAS (Se référer à l'*Espace public* dans sa version 1993, Editions Payot: une préface nouvellement traduite réajuste les excès de la théorie critique en réhabilitant le citoyen-récepteur des media et en cessant de le considérer comme manipulé par l'industrie médiatique).
6. Voir à ce sujet Bernard MIEGE, op cit, note 5, spécialement les chapitres 4 et 5. Lire également Alain TOURAINE dans son dernier ouvrage *Qu'est-ce que la démocratie?*, Editions Fayard, 1994. Se référer enfin à Jürgen HABERMAS, «L'espace public», trente ans après», publié dans *Quaderni* no 18, automne 1992, p. 161. Pour un point de vue critique, voir Paul BEAUD, *La société de connivence, Media, médiations et classes sociales*, Editions Aubier, 1984, p. 291.
7. Se référer à Theodor Wiesengrund ADORNO, «L'industrie culturelle», dans *Communications* no 3.
8. Posons rapidement les jalons historiques: le 13 novembre 1903, fondation du *Nouvelliste valaisan*; le 3 décembre 1929, le *Nouvelliste valaisan* devient quotidien; le 19 novembre 1960, fusion avec le journal le *Rhône*; première parution le 5 décembre 1960 du *Nouvelliste du Rhône*; le 22 décembre 1967, fusion du *Nouvelliste du Rhône* et de la *Feuille d'Avis du Valais*.
9. Ernest BOLLINGER, *La presse suisse, les faits et les opinions*, Editions Payot, 1986, p. 122.
10. Sur les débats politiques valaisans, lire par exemple Arthur BENDER, *Notes politiques*, Editions Mengis, Viège, 1979, 111 p. Lire également Uli WINDISCH, *Lutte de clans, Lutte de classe, Chermignon la politique au village*, Editions l'Age d'Homme, Collection Cheminements, 1986, 366 p.
11. Se référer à François GROSS, *Les media, ces messagers boiteux*, cours dispensés à l'Université populaire de la Broye le 29 octobre 91, 5 novembre 91, 12 novembre 91.
12. Lire à cet effet le recueil de citations d'André LUISIER dans Ernest BOLLINGER, op cit, note 9, p. 125-126. Nous nous référons également à de nombreux entretiens avec des collaborateurs du NF.
13. «Si c'était faux, ça se saurait», dans Louis QUERE, *Des miroirs équivoques, Aux origines de la communication moderne*, 1982, p. 105. Lire également, dans le registre mécaniste et manipulateur, Pierre-Yves CHEREUL, *Le code de l'information*, Editions Chronique Sociale, Lyon, 1989, p. 71, particulièrement le chapitre intitulé «L'ascendant des média sur le récepteur». Sur le concept du discours d'autorité, lire Pierre BOURDIEU, *Ce que parler veut dire, L'économie des échanges linguistiques*, Editions Fayard, 1982, p. 111.
14. «Mais, je le répète, rien n'empêche les Valaisans, ne partageant pas notre point de vue, de donner le leur dans les pages ou les rubriques [...] de libre opinion, dans André LUISIER, *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, numéro spécial 75 anniversaire, 20 novembre 1978, cité dans BOLLINGER, op cit, note 9, p. 125.
15. Pour reprendre le titre du livre d'Antoine FREDERIC, *La médiamorphose d'Alain Van Der Biest*, Sous la direction de Gabriel RINGLET, Editions Vie Ouvrière, Collection les Immédiats de l'Observatoire du Récit Médiatique, Evo Communication, 1993, 112 p.
16. Précisons d'emblée que, contrairement à de nombreuses recherches sur les media, nous ne postulons pas une manipulation conspiratrice ou une influence malfaisante du NF sur son lectorat: l'ouvrage de Serge TCHAKHOTINE (*Le viol des foules par la propagande politique*) a montré les absurdes limites d'un raisonnement construit sur les théories pavloviennes.
17. Nous nous sommes concentrés sur le passé proche du journal car les changements d'attitude du NF quant à sa ligne éditoriale demeurent récents.
18. Selon les recommandations du Professeur Noël NEL, Entretien, Valence, avril 1993.
19. Pour une explication des différents courants du PDC dans les années 80, voir, par exemple, Isabelle RABOUD, *Temps nouveaux, vents contraires: Ecône et le Valais*, Sierre, Editions Monographic, 1992, p. 62-65. Lire également l'entretien d'Eric Lehmann avec Guy Genoud, référencé à la note 20. François Dayer propose de comprendre les liens idéologiques entre le NF et les partis en reliant le journal avec le parti conservateur, puis avec le parti conservateur chrétien social, enfin avec le parti démocrate chrétien. L'actuel rédacteur en chef du NF nous a affirmé que Messieurs Luisier, Berthod, De Chastonay avaient imaginé créer un mouvement conservateur, mais sans succès. Il date cette filiation et cette tentative dans l'ère pré-primaire, c'est-à-dire aux environs de 1975.

- 20 «La restauration des vertus morales et chrétiennes l'incite à l'action comme le communisme l'incite au verbe vif et à la réplique cinglante. Il est l'homme de tous les combats qui mènent à l'ordre des choses. Il aime par-dessus tout les moines du Grand-Saint-Bernard et glorifie ce jour de 1985 qui vit son fils célébrer sa première messe dans cette noble congrégation. Ses autres sympathies et il ne s'en cache pas vont à l'intégrisme religieux d'Écône ou au combat politique de Le Pen. Son respect total de la vie, sa lutte contre l'avortement sont sincères et considérés comme tels chez ses adversaires qui reconnaissent en lui un véritable homme d'Etat. [...] Pas rancunier, il se fait aujourd'hui l'apôtre du *Nouvelliste* d'André Luisier, quotidien qui ne l'épargna guère au moment de sa première candidature. Il aimerait que ce journal étende son champ d'action hors des murs du canton.», dans Eric LEHMANN, *Parti pris*, Tome 1, Editions de l'Aire, 1985, p. 93.
- 21 Dans Eric Lehmann, op cit, note 20; p. 105.
- 22 *Idem*, p. 107.
- 23 Citons par exemple les articles de Vital DARBELLAY sur le droit à la vie dans NF, 31 mai 1985, p. 8; de Pierre De CHASTONNAY sur le droit à la vie dans NF, 5-6 juin 1985, p. 1; de Roger LOVEY sur le droit à la vie dans NF, 1-2 juin 1985, p. 1-2.
- 24 Lire à cet égard Georges PLOMB, *Les sept sages et la chute d'Elisabeth Kopp*, Editions de l'Aire, 1989, p. 129-177.
- 25 Au sujet du concept de pacte, nous nous référerons aux auteurs suivants: Alberto NEGRI, Paolo SIGNORELLI, Raffaele De BERTI, particulièrement leur article «Scène de la vie quotidienne», dans *Réseaux* no 44-45, Editions CNET, 1990, p. 55.
- 26 Précisons un point de méthode: le concept de pacte idéologique permet de penser théoriquement les rapports de dépendance ou d'indépendance entre émetteur-récepteur. Or l'information, qui plus est l'information politique, n'est pas sujet à recherche et à réflexion pour la totalité du lectorat (Paul BEAUD, op cit, note 6, p. 209). Cependant le cas du Valais est particulier: peu d'offre de presse, canton traditionnellement conservateur et religieux jusqu'il y a peu. Aussi nous posons l'hypothèse que le médium *Nouvelliste*, véritable institution de socialisation politique dans un canton fortement politisé, entretient une culture politique de proximité avec son lectorat. Il faut néanmoins éviter de sombrer dans le piège de la surestimation de la sensibilité à la politique des lecteurs du NF (entretien avec M. François DAYER, rédacteur en chef). Sur la socialisation politique, lire Daniel-Louis SEILER, *Comportement politique comparé*, Editions Economica, 1985, spécialement le chapitre 7. Sur le comportement traditionnel des Valaisans, lire Raphaël SABORIT, «Les Val-d'Illiens ne sont pas racistes, mais fiers d'être les Neinsager romands» dans *24 Heures*, Rubrique Suisse, 23 novembre 1994, p. 12. Se référer à Xavier LAVANCHY et Grégoire PRAZ, «Est-ce le village le plus raciste de Suisse?» dans *Nexus Express*, novembre 1994, no 4, p. 8. Pour un point de vue qui relativise les liens entre media, agents sociaux et politique, lire Pierre BOURDIEU, *La distinction, critique sociale du jugement*, Editions de Minuit, 1979, chapitre Culture et politique, p. 515-526. Se référer également à Richard HOGGART, *La culture du pauvre*, Editions de Minuit, 1970, chap. 7, p. 262-298.
- 27 «L'homéostasie est la capacité qu'a un système de maintenir, par ses outputs, ses variables essentielles dans les limites de variation compatibles avec son fonctionnement normal, quelles que soient les variations de l'environnement et des inputs qu'il en reçoit.», dans Jean-William LAPIERRE, *L'analyse des systèmes politiques*, Editions Puf, 1973, p. 43.
- 28 Différence: 5 non-recommandations (20.5.84; 23.9.84). Nous ne pouvons proposer une interprétation qui explicite ces non-recommandations de la part du médium NF. Les objets précités (Loi du 7 février 1984 modifiant partiellement la loi fiscale du 10 mars 1976, la loi sur le timbre du 14 novembre 1953 et la loi sur l'imposition des véhicules à moteur du 15 novembre 1950; et loi du 1er février 1984 sur les expropriations) ne posaient pas particulièrement un problème de positionnement politique du NF (Entretien avec François DAYER). De plus le fonctionnement interne de la direction politique du journal ne permet pas de poser l'hypothèse d'un non-consensus au sein de la rédaction, ce qui aurait pu expliquer les non-recommandations du NF. Nous ne pouvons nous satisfaire d'une explication de type logistique: manque d'espace disponible, problème technique, stress,... Des investigations ultérieures devront élucider ce point.
- 29 Différence: 6 non-recommandations (20.5.1984; 23.9.1984; 6.12.87). Nous formulons les mêmes interrogations que celles consignées dans la note précédente.
- 30 D'idéologique, il est devenu simplement politique, au sens où Olivier REBOUL considère l'idéologie comme «une pensée au service du pouvoir», dans *Langage et idéologie*, Editions Presses Universitaires de France, 1980, p. 24.
- 31 De la fonction suggestive et performative, il s'est transformé en fonction adaptative.
- 32 La rhétorique politique du journal va s'émanciper imperceptiblement des rubriques destinées à l'accueillir traditionnellement (pages politiques, éditoriaux) pour investir des espaces rubricaux ouverts (courrier du lecteur, tribune libre, opinions). En outre la forme du fac-similé votal rempli manuscritement s'est muée en forme infographique floue.
- 33 Nous n'y voyons pas obligatoirement une stratégie volontariste du NF, mais plutôt l'indice de l'existence de logiques politiques qui échappent en partie au NF.
- 34 Dans Jean BAUDRILLARD, *La société de consommation*, Editions Denoël, 1970, p. 162.
- 35 Le journal médiatise les débats politiques par-delà les clivages politiques.
- 36 Le journal médiatise sa propre ligne éditoriale politique.
- 37 Et inversement: il ne s'agit pas ici d'évoquer la thèse de la manipulation des journaux sur le lectorat que l'on pourrait, par une pirouette épistémologique, renverser en arguant que c'est le lectorat qui fabrique le journal (vente et interprétation de sens). Nous comprenons le site du sens dans la rencontre entre le message informationnel et le lectorat, liens qu'ils sont par des modalités «religieuses», en référence au double sens étymologique du vocable religion, l'un proposé à la suite de Lactance et de Tertullien de *religare*, «relier»: le

- sens provient bien du lecteur relié au médium dans un processus de négociation. L'autre proposé par Benveniste de *re-legere*, «relire»: le sens provient aussi de la relecture du texte informationnel par le lecteur. (Sur l'étymologie complexe du mot religion, se référer à Alain REY, *Dictionnaire historique de la langue française*, Robert, 1993; Voir aussi Emile BENVENISTE, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, Editions de Minuit, 2 tomes, 1969).
- 38 Sur ce concept, lire Rodolphe GHIGLIONE, *Je vous ai compris ou l'analyse des discours politiques*, Editions Armand Colin, 1989, p. 42 et suivantes.
- 39 Lire à ce sujet, Monica CHARLOT, *La persuasion politique*, Editions Armand Colin, Collection Dossier U2, 1970, 168 p.
- 40 «Les Valaisans savent que les hommes politiques soucieux de soigner leur publicité craignent le Nouvelliste», Liliane VARONE dans *Tribune Le Matin*, 6 avril 1976, citée par Bollinger, op cit, note 9, p. 124.
- 41 Comme le relève à juste titre Pierre ENCREVE, «[...] le lecteur [...] entretient avec les rédacteurs du journal à la fois une connivence d'habitus et une relation d'habitude», dans «C'est Reagan qui a coulé le billet vert, la dérivation généralisée», *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Penser la politique, no 71-72, mars 1988, p. 113. Pour illustration, nous citerons le NF du 4.12.1987 (p. 45), soit deux jours avant la votation cantonale: «Dans notre édition d'hier, les textes explicatifs introduisant nos suggestions pour les deux votations cantonales ne correspondaient pas aux bulletins de vote. Cette malencontreuse inversion n'entraîne heureusement aucune conséquence fâcheuse puisque le NF recommande le double oui. Les lecteurs auront donc rectifié d'eux-mêmes. Pour plus de clarté, nous redonnons ci-après nos suggestions.» Comme Louis PINTO l'a montré dans le cas du Nouvel Observateur, le NF fonctionne comme «un principe générateur de jugements politiques», dans «Les affinités électives, les amis du Nouvel Observateur comme «groupe ouvert»», dans *Acte de la Recherche en Sciences Sociales*, no 36-37, 1981, p. 122.
- 42 Malgré cette imposition, on ne peut pas défendre la thèse de la manipulation: «Une identité politique claire, qui s'appuie sur une idéologie cohérente, procure au citoyen une certaine orientation sur le terrain inconnu d'un nouveau projet soumis au vote.» rappelle Hans-Peter KRIESI, op cit, note 5, p. 41. Dans le même ordre de réflexion, citons Alfred WILLENER: «La presse partisane est sans doute plus démocratique que la presse apolitique, en ce sens qu'elle prépare les individus les plus divers à voter dans le sens qu'ils comprennent.» dans «La culture de masse, des media appauvrit», dans *L'Illustré*, 21 juillet 1982.
- 43 A distinguer des paramètres de sélection de l'information relatifs à la nature régionale du médium dont la rhétorique de proximité et le soutien aux manifestations locales.
- 44 Ou comme *gate-keeper* dans le modèle systémique d'EASTON et de LAPIERRE. Voir Jean-William LAPIERRE, op cit, note 27, p. 93. Sur les théories de la sélection d'information, lire le chapitre 10 «Le concept de sélectionneur», dans Paul ATTALLAH, *Théorie de la communication, Histoire, contexte, pouvoir*, Editions Presses de l'Université du Québec, 1989, p. 225-239.
- 45 Ces idées étaient soutenues par la frange droite du PDC que dominaient Roger Lovey, Guy Genoud et René Berthod. Se référer au paragraphe intitulé «Les années 1980: le PDC comme triptyque, l'aile droite, l'aile chrétienne sociale et l'aile libérale.» Ces ressorts de sélections idéologiques, tels que formulés, se réfèrent également à une période antérieure, 1958 selon les dires du rédacteur en chef, François Dayer.
- 46 Pour affiner ce paramètre, une étude du type menée par l'Institut Français de la Presse (Université Paris II) et intitulée *Les journalistes français en 1990. Radiographie d'une profession* (La Documentation française, 1992): serait nécessaire, mais dépasserait le cadre de cet article. Se référer à Rémy RIEFFEL, «Pour une approche sociologique des journalistes de télévision», dans *Sociologie du travail*, vol. 35, no 4, 1993, p. 373.
- 47 Se référer aux deux articles suivants: André LUISIER, «Adieu à Jean Méningaud», dans *Nouveliste*, 31 mai 1990, p. 43 ainsi que dans le même journal et sous signature NF, «Jean Méningaud est mort, l'amitié comme cadeau», p. 1. Rappelons que l'OAS est le sigle de l'Organisation de l'Armée Secrète qui fut constituée après l'échec du putsch militaire d'Alger (21 avril 1961) à l'instigation notamment des généraux Jouhaud et Salan. L'OAS tenta par tous les moyens, y compris le terrorisme, de s'opposer à la politique algérienne du Général De Gaulle.
- 48 Pour mieux connaître le rôle d'une minorité politique, le MSI, qui fut très actif au plan cantonal et qui le reste toujours à Saxon, voir le livre de celui qui fut pendant longtemps la cheville ouvrière du mouvement, Maître Gérard PERRAUDIN et son *Parcours d'un combattant: mémoires bric-à-brac*, Editions Gérard Perraudin, Sierre, 1988, 317 p. En outre, ce livre explique le rôle joué par le *Nouveliste* lors du lancement du JVS (Journal du Valais) à la fin des années 1970, alors que les promoteurs du JVS souhaitaient mettre fin au monopole du NF (pp. 201-205).
- 49 Donc non significative sociologiquement.
- 50 «Le mot a été repris comme terme d'occultisme pour désigner la personne réputée douée du pouvoir d'entrer en communication avec les esprits...» civiques des citoyens, rajoutons-nous à la définition que propose Alain REY, *Dictionnaire historique de la langue française*, Le Robert, 1992. A lire *cum grano salis*: nous interprétons plutôt la performance prédictive du médium par la faible capacité d'innovation d'un système politique pénétré par des intérêts organisés qui vasalisent les institutions démocratiques en imposant leur visée politique. Quant aux media de masse, ils participent à ce jeu consensuel mais libéral.
- Sur la capacité d'innovation du système politique, lire «Présent et avenir de la démocratie directe», *Actes du colloque de l'Université de Lausanne*, sous la dir. de Yannis PAPADOPOULOS, Editions Georg, 1994, 143 p.
- Sur l'imbrication socio-économique des media de masse, lire Jean MARTIN, «Indépendance de l'information et dépendances économiques», dans *La liberté de l'information en France*, Editions Ouvrières et Etudes de Documentation Internationales, 1990, p. 9.
- Sur la libéralité de la presse helvétique: «La disparition progressive [des journaux d'opinion], dans un pays comme la Suisse, ne doit pas faire oublier que, comme le note E. Bollinger (1976), la majorité des quotidiens se situent à droite ou au centre-droite et que leurs intérêts se confondent bien souvent avec ceux des milieux patronaux, dans un pays où la neutralisation du politi-

- que est plus qu'ailleurs évidente», dans Paul BEAUD, op cit, note 6, p. 238.
- Sur le consensus politico-médiatique: Eric BURNAND, «La liturgie de l'harmonie: Quelques remarques sur le consensus helvétique et sa genèse», dans François MASNATA, Claire RUBATTEL, *Le pouvoir suisse*, Editions de l'Aire, 1991, p. 443.
- 51 Et ce depuis le 11 septembre 1971. Relevons que ce n'est pas l'introduction du procédé offset (1971 également) qui a induit la reproduction des bulletins de vote, opération pourtant facilitée par cette technologie. Renseignements obtenus par M. Roland PUIPPE.
- 52 Sur la personnalisation dans l'information, lire Françoise TRISTANI-POTTEAUX, *L'information malade de ses stars, comment la personnalisation de l'information se fait instrument de pouvoir*, Editions Pauvert et Garnier, 1983, 316 p.
- 53 Citons par exemple Roger GERMANIER: «L'heure n'est plus à la discussion, elle est maintenant à la décision», dans *Le Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, 4 décembre 1983, p. 1.
- 54 Se référer à Jacques RIVET, André FORGUES, Michel SAMSON, *La mise en page de presse*, Editions HMH, Collections Cahiers du Québec, Collection Communications, 1991, 320 p.
- 55 Dont c'était le vœu de construire un journal «qui ne mette pas son drapeau dans sa poche». Entretien avec François DAYER, 15 novembre 1994, Sion. Lire à cet égard Pierre-André STAUFFER, «Le seigneur André Luisier rentre chez lui, une page se tourne en Valais» dans *L'Hebdo*, Rubrique Politique, 28 juillet 1994, p. 14.
- 56 Lire sur ce thème Louis QUERE, op cit, note 4, p. 39.
- 57 François DAYER, rédacteur en chef, parle de «club politique». Entretien le 15 novembre 1994, Sion.
- Sur le discours dominant «sur les Valaisans»: «La majorité des Valaisans sont des conservateurs ou des traditionalistes dans le sens large du terme, qui sont très attachés à leurs traditions, à l'ordre. Incontestablement, le *Nouvelliste* correspond à la mentalité d'une majorité des Valaisans» selon Pierre MOREN, dans *Tribune le Matin*, 16 janvier 1976, cité dans Ernest BOLLINGER, op cit, note 9, p. 124. (NB: Pierre Moren est actuellement le Président du Conseil d'administration du NF). Nous renvoyons le lecteur à la section intitulée «Les années 1980: le PDC comme triptyque, l'aile droite, l'aile chrétienne sociale et l'aile libérale.»
- 58 L'injonction au vote est une constante dans la rhétorique politique du NF: se référer par exemple au NF du 22 septembre 1994, p. 5: «Votez et faites voter».
- 59 La rubrique «Le NF suggère» disparaît lors des votations du 26.2.1984, 20.5.1984, 23.9.1984. Elle réapparaît les 9.6.1985, 22.9.1985, 16.3.1986, 6.12.1987, 2.6.1991, 5.4.1992, 24.10.93 pour disparaître les 28.9.1986, 9.11.1986, 14.6.1987, 24.4.1988, 4.6.1989, 10.6.1990. Le 28.4.1991 apparaît une rubrique intitulée «Appel au vote»; le 8.12.1991 apparaît une rubrique intitulée «Aux urnes». Le 1.5.1994 apparaît une rubrique intitulée «Le ticket NF».
- 60 Relevons que le 23.9.1984 n'apparaissent ni fac-similé des bulletins, ni articles foncièrement clairs pouvant situer idéologiquement le journal sur les objets politiques en discussion.
- 61 Par exemple le 22.9.1985 ou le 9.11.1986.
- 62 Dont l'artisan était Hermann PELLEGRINI. Entretien avec François DAYER, rédacteur en chef, 15 novembre 1994, Sion.
- 63 Par exemple le 26.9.93.
- 64 Nous renvoyons le lecteur au paragraphe intitulé «Les années 1990: le PDC comme ventre mou de la politique».
- 65 Nous avons rencontré lors de l'enquête préparatoire de cet article plusieurs citoyens valaisans d'obédience radicale et socialiste qui ont renoncé à s'abonner au NF, en signe de résistance, tout en le lisant dans les lieux publics, principalement dans les cafés et les bibliothèques.
- 66 Plusieurs observations participantes dans des rédactions de quotidien, mais également dans un service de presse, nous confortent dans l'idée que l'absence d'abord épisodique c'est-à-dire relative à des objets politiques ponctuels, ensuite définitive de rubrique telle «Le NF suggère» ne doit pas s'analyser en terme d'accident, mais plutôt en terme de substance: en effet, la ligne éditoriale, politique, idéologique, d'un journal est déjà contenue dans la maquette même du journal qui conditionne, en préformant les événements informationnels, les possibilités rhétoriques de presse et par là-même qui révèlent les structures de production de l'information. La rubrique est donc à comprendre comme un espace public de figuration de l'information qui résulte de la configuration organisationnelle même du journal: à chaque espace rubricé correspond un service ou un département responsable qui, généralement d'entente avec la rédaction en chef, décide de l'évolution de la rubrique. Cette remarque est confirmée par M. François Dayer, rédacteur en chef du NF, qui affirme qu'il n'y a pas de hasard dans l'apparition ou la disparition de cette rubrique politique: ces choix relèvent d'une discussion interne à la rédaction. Sur ce point, lire Hermann PELLEGRINI, dans «La pratique quotidienne», dans Bernard BEGUIN, Hermann PELLEGRINI, *Vos titres et vos textes, A qui la responsabilité? Réflexions autour des chroniques locale et régionale*, Editions Centre Romand de Formation des Journalistes, Formation Continue, Lausanne, 1989, p. 9-16.
- 67 Et ce dès le 1.5.1994.
- 68 Et aident ainsi à «choisir le bon niveau de perception». Sur la fonction d'ancrage du message linguistique dans l'image publicitaire, se référer à Roland BARTHES, «Rhétorique de l'image», dans *Communications* no 4, 1964, p. 44.
- 69 Selon plusieurs entretiens.
- 70 Dans *Nouvelliste*, 17 février 1994, p. 5 Il s'agit d'une véritable information à donner au public, selon François DAYER. Le NF passe donc de la pédagogie politique (fac-similé rempli manuscritement) à la pédagogie civique (fac-similé non rempli).
- 71 «Le *Nouvelliste*, pour qui le oui à la candidature valaisanne aux Jeux olympiques ne fait pas un pli, exprime une adhésion à des degrés forts divers sur les scrutins fédéraux. Oui résigné à

- l'article constitutionnel sur la culture, oui sans illusion à la création d'un corps de casques bleus. Oui sans état d'âme à la naturalisation facilitée des jeunes étrangers», dans le *Nouveliste*, «Le oui de l'ouverture», 9 juin 1994, p. 5.
- 72 Sur le flou journalistique, se référer à Denis RUELLAN, *Le professionnalisme du flou, identité et savoir-faire des journalistes français*, Editions Presses Universitaires de Grenoble, 1993, 238 p.
- 73 Le ticket du NF devient parfois la rubrique «les questions posées»: un article explicite le point de vue politique du journal, mais avec de la nuance: «deux oui d'importance inégale, c'est notre ticket du week-end», dans le *Nouveliste*, 22 septembre 1994, p. 5.
- 74 Tout en décevant la frange du lectorat qui voit encore dans le *Nouveliste* l'organe politique exclusif du parti PDC. En effet, les infographies amènent des critiques de la part d'un certain lectorat en quête de références: «Mais comment voulez-vous qu'on fasse, on ne sait même pas ce que le NF pense!», entretien avec François DAYER, rédacteur en chef, 15 novembre 1994, Sion. Nous retrouvons dans l'exclamation de ce lecteur le paradigme pertinent de Louis QUERE: «(...) je répondrai que les media ne font rien aux individus, mais que néanmoins ces derniers ne peuvent plus se passer des média sous peine d'altérer leur capacité de penser et d'agir, c'est-à-dire de régresser vers l'expérience fataliste d'une totalité indistincte et chaotique. En d'autres termes, la question qu'il faut substituer à l'interrogation inspirée par le modèle mécanique de l'approche positiviste est la suivante: comment les media contribuent-ils à déterminer les conditions d'exercice de leur compétence communicationnelle par les sujets sociaux?», op cit, note 13, p. 153.
- 75 Selon l'expression de François DAYER, rédacteur en chef. Entretien, 15 novembre 1994, Sion.
- 76 Jean CHEVALIER, Alain GHEERBRANT, *Dictionnaire des symboles*, Editions Robert Lafont et Jupiter, 1982, p. 99.
- 77 Dans *Nouveliste*, 1er décembre 1994, p. 2.
- 78 «Ce qui est bon pour le Valais est bon pour le *Nouveliste*» nous dit François DAYER, avant de préciser que l'inverse de la proposition relève d'un autre débat. Entretien, 15 novembre 1994, Sion.
- 79 Dans *Nouveliste*, 17 février 1994, p. 5.
- 80 L'infographie devient le lieu d'expression des volontés politiques du NF. En proposant cette fois-ci un vote d'humeur et un vote politique, le NF subordonne graphiquement les trois autres objets dans une ligne médiane entre humeur et politique alors que ces prises de position sont éminemment plus politiques qu'humorales. Un article, signé François Dayer, explicite les arguments qui sous-tendent les prises de positions. Les fac-similés des bulletins de vote sont reproduits, fidèlement à l'habitude du NF, mais sans inscription aucune, ni à l'intérieur du bulletin, ni en surtitre du bulletin.
- 81 Voir Claude JULIEN, *La communication victime des marchands, affairisme, information et culture de masse*, Editions La Découverte, Le Monde, 1989, 283 p. Voir également l'ouvrage de Noël MAMERE, *La dictature de l'audimat*, Editions La Découverte, Enquêtes, 1988, 210 p.
- 82 Guy METTAN, «De Maastricht à Martigny, la presse se concentre inéluctablement», dans *Le Nouveau Quotidien*, Rubrique Communication, 2 mai 1992, p. 17.
- 83 Lire à ce sujet Carlo FRECCERO, «Berlusconi, président virtuel» dans *Libération*, Rubrique Rebonds-Idees, 16 mars 1994, p. 5. Voir également Federico RAMPINI, «Italie, quelle télécratie?» dans *Libération*, Rubrique Idées-Rebonds, 16 mars 1994, p. 5.
- 84 La Une du NF n'a-t-elle pas été achetée par la Placette le 13 septembre 1994? Entretien avec François DAYER, 15 novembre 1994, Sion.
- 85 Ce phénomène a déjà pu être observé lors de la création de Radio-Rhône, mais aussi de plusieurs autres associations de presse hors canton du Valais, par exemple la fusion entre la *Luzerner Tagblatt* et le *Vaterland*, deux journaux opposés politiquement, mais contraints de collaborer sous la pression économique. Lire à ce sujet Ernest BOLLINGER, op cit, note 9, p. 113-114. Se référer également à Jean BONNARD, «Radio-Rhône, dernier-né des media valaisans, Le petit grandit plutôt bien», dans *13 Etoiles*, Reflets du Valais, no 10, octobre 1994, p. 11.
- 86 Ce que François DAYER, rédacteur en chef, nomme l'«effet miroir». Entretien, 15 novembre 1994, Sion. Le sport, dont la forte présence rédactionnelle structure le journal, peut alors se comprendre comme une des modalités nouvelles du pacte communicationnel: en s'agrégeant la sympathie du milieu sportif, le NF peut espérer rajeunir son lectorat (donc rajeunir son image) en lui proposant non plus un «savoir-être politique» décalé, mais plutôt un «savoir-faire sportif», moins fermé idéologiquement car se référant à des codes de savoir-vivre éducationnels classiques. «Aujourd'hui ce sont des idéologies de consensus, d'ordre des valeurs qui prédominent» comme l'écrit René KNUSEL, *Le secret de l'isolier*, Editions Réalités Sociales, 1990, p. 55. *Idem* pour le refus de publier des annonces pornographiques, érotiques, de voyance, de sorcellerie ainsi que des «messages de nature religieuse dont la provenance n'est pas clairement identifiée.» dans François DAYER, «Impasse sur la voyance», dans *Nouveliste*, 11 mai 1994, p. 3.
- 87 «J'essaie d'ouvrir les colonnes sur un spectre assez large qui correspond à celui de la société valaisanne, mais en revanche de conserver une ligne au centre droite dans un journal ouvert. Et là nous sommes en recherche d'identité», entretien avec François DAYER, rédacteur en chef, 15 novembre 1994, Sion.
- 88 Pour une analyse sociologique de la croyance religieuse et de son évolution en Suisse, lire Roland CAMPICHE, Alfred DUBACH, Claude BOVAY, Michael KRUGGELER, Peter VOLL, *Croire en Suisse (s)*, Editions L'Age d'Homme, 1992, 322 p. Ces auteurs montrent que les citoyens suisses pratiquent une religion hybride, qui emprunte aux autres champs de la spiritualité: par exemple dix pour cent des chrétiens croient en la réincarnation. Or le NF exploite quotidiennement le registre religieux. L'évolution de la rhétorique de presse du médium se trouve ainsi décalée par rapport à la nouvelle religiosité de son lectorat.
- 89 Sur les niveaux de formation, lire Micheline COSINSCHI, *Le Valais, Cartoscopie d'un espace régional*, Editions Payot-Université de Lausanne, 1994, p. 159-163.

- 90 Pensons particulièrement aux télévisions et radios locales: Télé-Saxon, Canal 9 à Sierre, mais aussi Radio Rhône, dernière-née des media régionaux, à la création de laquelle le Nouvelliste a participé. Pensons également aux journaux qui concurrencent le *Nouvelliste* sur son propre terrain, c'est-à-dire *Le Matin*, *La Suisse*, *Le Journal du Haut-Lac*, *Le Journal de Sierre*, *La Gazette de Martigny* et le *Confédéré*. Pour des données statistiques sur la pénétration de ces media dans l'espace valaisan, lire Micheline COSINSCHI, op cit, note 89, p. 231-233.
- 91 Câble, satellites, autoroute informationnelle, RNIS. N'oublions pas que les citoyens peuvent également pratiquer les media: vidéo domestique, CD-Rom et informatique ludique (internet) sont devenus des concurrents réels pour les media locaux, étant donné que le lecteur dispose d'un budget temps limité pour la recherche d'information. Se référer à Léo SCHEER, *La démocratie virtuelle*, Editions Flammarion, 1994, 154 p.
- 92 «Après avoir étudié sous toutes les coutures les trois objets fédéraux soumis à votation populaire ce prochain week-end, la rédaction du «Nouvelliste» est arrivée à une seule conclusion sans équivoque, c'est le rejet de l'initiative «pour une saine assurance maladie». Pour les deux autres, à savoir la loi sur l'assurance maladie et la loi sur les mesures de contrainte en matière de droit des étrangers, elle considère certes que les arguments du oui sont plus forts que ceux du non mais elle est consciente que les arguments du rejet peuvent l'emporter auprès d'une large couche de la population», Roland PUIPPE «Le poids des arguments», dans *Nouvelliste*, Rubrique NF Spéciale, 1er décembre 1994, p. 2.
- 93 Signe d'un changement culturel. Cette hypothèse peut se vérifier par une observation des taux de participation aux rituels démocratiques, c'est-à-dire les votations.
- 94 Lire par exemple Pierre HENRI, «La crédibilité de la presse s'affaiblit dans l'opinion», dans *Le Monde*, 16 avril 1985. Se référer également à Reporters Sans Frontières, *Les journalistes sont-ils crédibles?*, Editions Reporters Sans Frontières, 1991, 169 p.
- 95 Une frange du lectorat contemporain se désolidarise des partis politiques pour reconstruire une vision politique «personnelle» construite sur des hommes et non pas sur des idées. Or comme l'écrit René KNUSEL, «le déclin de la presse engagée est symétrique au recul de popularité des partis en général. (...) La situation de cette presse montre la distanciation dans la perception d'un discours idéologique hétéronome de la société, au profit d'une autonomie plus grande de l'individu», dans René KNUSEL, op cit, note 86, p. 54. Nous avons, en filigrane, évoqué l'évolution du PDC accompagnant l'évolution de la rhétorique politique du NF.
- 96 Le paysage politique valaisan a vu naître, ça et là, de nouveaux partis politiques, issus du métissage, d'hybridations, d'agréations de mécontentement dépassant les alliances classiques. En outre, les partis traditionnels traversent également une crise identitaire: lire à cet égard Jean-Michel BONVIN, «Sous la pression des femmes, le PDC valaisan se décide à changer», dans *Le Nouveau Quotidien*, Rubrique politique, 14 novembre 1994, p. 9. Lire également Jean-Michel BONVIN, «Face au pouvoir des hommes, les politiciennes valaisannes se mobilisent», dans *Le Nouveau Quotidien*, Rubrique «Politique», 3 janvier 1995, p. 10.
- 97 Citons François DAYER: «La question fondamentale est devenue: faut-il continuer à émettre des suggestions de vote ou non? Les objets de vote étant de plus en plus complexes, de plus en plus liés à l'économie,... on a de moins en moins à voter des grands sujets moraux et philosophiques, sur lesquels on pouvait dire oui ou non. Aujourd'hui, sur l'âge de la retraite des femmes, sur la TVA, ou sur l'assurance maladie, il est difficile d'avoir une vision idéologique.» Entretien avec François Dayer, 15 novembre 1994, Sion.
- 98 Louis QUERE verrait dans ce glissement une «économie (...) de la représentation (visant) à récuser la subordination de l'organisation sociale par rapport à toute instance transcendante, pour la fonder en soi.», op cit, note 13, p. 92.
- 99 Entretien avec François DAYER, rédacteur en chef, le 15 novembre 1994, Sion.
- 100 Hermann Pellegrini, rédacteur en chef du NF, propose «six conditions du succès continu de la presse locale»: parmi celles-ci, il recommande à la presse locale d'éviter «les frustrations de la grande information» uniformisante, l'androgynat politico-culturel, le gommage des singularités et des différences. «C'est la fin de tout désir!» écrit-il, dans Hermann PELLEGRINI, «La presse régionale: quel sera son rôle en l'an 2000?», p. 2. Se référer aux actes du colloque *Quel paysage médiatique en l'an 2000?*, Symposium de Lausanne, Agir pour demain, 1.9.1994.
- 101 Y compris dans sa forme; relevons que la mise en page ainsi que le procédé d'impression quadrichromique a propulsé le médium dans la haute couture journalistique, tant son habillage était apprécié. Or l'évolution typographique, elle aussi, se subordonne au pacte idéologique que le médium entretient avec son lectorat. L'iconographie à l'œuvre dans le NF trahit alors sa position de média conservateur de proximité: les photographies obéissent à la rhétorique du «photomaton» amélioré («rang d'oignon», portraits, reportages) et excluent la dimension esthétique de l'image telle qu'elle apparaît dans d'autres journaux régionaux (*Nouveau Quotidien*, *24Heures*, par exemple). Cette dimension fonctionnelle insistant sur le dénotatif de l'iconographie empêche le médium de publier des photographies de grand format (formule que le NQ a innovée avec succès) et confine la mise en page en formules classiques destinées avant tout à montrer ce qu'il faut voir, c'est-à-dire le concret, le lien social et le pouvoir.
- 102 Divers entretiens avec des lecteurs (trices) assidus et critiques nous permettent d'affirmer que l'évolution éditoriale dont nous avons retracé les principales articulations: coexiste avec un conservatisme journalistique réel: «Peu de critiques sur le gouvernement, peu de disponibilités pour les idées politiques différentes de la ligne du journal, peu de remarques sur le scandale du coût de la santé en Valais et des tarifs pratiqués par certains médecins, peu de critiques sur le capitalisme sauvage, sur le tourisme vache-à-lait et la précarité des postes qu'il génère, pas de distance au rôle libéral dans lequel le médium se complait» telles seraient, agrégées, les différentes remarques recueillies lors de l'enquête préparatoire. Le NF souffre donc d'une «image de marque» conservatrice due à la fois à son passé ainsi qu'à la difficulté de l'assumer tout en se repositionnant dans un nouveau rapport au lecteur sans renier son hérité politique.

- 103 Voir note 77, article de François DAYER. Relevons que le NF se prive ainsi d'une manne financière importante.
- 104 Voir note 86, article de François DAYER. Un interviewé interprète cette prise de position dans des termes de régression. Alors qu'inexorablement la ligne du journal s'édulcorait, la décision de refuser les annonces relatives au numéro 156 ainsi qu'à la voyance, ou encore de ne pas publier des publicités pour des films dont les affiches à reproduire seraient en contradiction avec «les règles de conduite interne conformes à (la) philosophie» du journal (citation, note 77), a été perçue par l'interviewé comme «une attitude éditoriale de fermeture; c'est un mauvais signe et un retour à l'ère des chasses aux sorcières et à l'ancien régime».
- 105 Et devenir, comme l'écrit Douël, un journal «sur mesure pour lecteur d'aujourd'hui» dans Jacques DOUEL, *Le journal tel qu'il est lu*, Editions CFPJ, 1981, p. 103.
- 106 Nous pourrions postuler que ce processus est inhérent à l'évolution de chaque médium: *Le Monde*, né par une décision du Général De Gaulle, «appuie avec chaleur le grand dessein de la société française, l'industrialisation et la modernisation. (...) Dans son héritéité, il a trouvé la catholicité, l'esprit scientifique, la conception libérale de l'information qui le font reposer sur les fondations idéologiques et culturelles de la société française.» comme l'écrit Jacques THIBAU, *Histoire d'un journal, un journal dans l'histoire*, Editions Jean-Claude Simoën, 1978, p. 191. Il devra pourtant sans cesse s'adapter pour fidéliser un lectorat. *Idem* pour le journal *Libération*. Sur ce médium, lire Jean-Claude PERRIER, *Le roman vrai de Libération*, Editions Julliard, 1994, 476 p. Sur *L'Express*, lire *L'aventure du vrai, un quart de siècle vu par* (collectif d'auteurs), Editions Albin Michel, 1979, 367 p.
- 107 Sous prétexte de temps. Entretien avec François DAYER, 15 novembre 1994, Sion.
- 108 Par exemple, «Collecte achevée, 130000 francs pour la basilique du Latran», dans *Nouvelliste et Feuille d'avis du Valais*, 5-6 novembre 1994; p. 3 (Article signé Pro Ecclesia Valais). Dans ce registre peuvent également se comprendre les annonces de manifestations culturelles (concerts, théâtres, ...) dont les organisateurs ont assumé la publicité informative en proposant aux journaux locaux une brève.
- 109 Véritables lieux de production et de reproduction d'informations, ces agences offrent des services de plus en plus étendus, de l'actualité à la gestion d'informations passées en passant par la sélection d'informations spécifiques.
- 110 Force est de remarquer qu'en période de votation, la rubrique «courrier des lecteurs» se confond parfois avec celle de «tribune libre» ou encore «libre opinion» sans toutefois y perdre sa fonction et son identité. Pour les besoins de l'analyse et dans le cadre de cet article, nous ne les différencierons pas.
- 111 Non que nous n'ayons conscience que ces espaces étaient investis pendant la pré-ère primaire, l'ère primaire et secondaire. Nous désirons observer si ces espaces ouverts, consacrés par l'ère de la dépolitisation comme le seul lieu d'investissement stratégique politique possible, fonctionnent comme espaces délégués de la politique de suggestion du NF et du réseau politique qu'il entretenait.
- 112 Mais sans impliquer directement le médium, car la tribune libre est une «prise de position ou réflexion qui n'engage pas la rédaction» pour autant qu'elle soit écrite par «un auteur (...) extérieur au journal.» dans Jean-Luc MARTIN-LAGUARDETTE, *Les secrets de l'écriture journalistique, informer, convaincre*, Editions Syros Alternative, 1987, p. 84.
- 113 Nous ne supposons pas une véritable stratégie volontaire de la part du *Nouvelliste*, mais plutôt l'indice de l'existence d'un champ politique entretenant des relations avec le champ médiatique. Se référer à Rémy RIEFFEL, *L'élite des journalistes*, Editions Puf, 1984, 220 p.
- 114 Nous empruntons ce concept d'affinités électives à Louis PINTO, *Les affinités électives: les amis du Nouvel Observateur comme «groupe ouvert»*, dans *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* no 36-37, 1981, p. 105-124.
- 115 La rubrique du courrier des lecteurs n'est certes pas considérée par les journalistes comme un genre noble. Martin-Laguardette (op cit, note 112, p. 86) la classe parmi les genres de «fantaisie» entre l'écho et le billet. Pourtant le courrier des lecteurs assume une fonction symbolique fondatrice de la relation émetteur-récepteur: elle prouve par son existence même le fait que le journal est lu, qu'il est compris et enfin que les articles s'y trouvant sont analysés, discutés et contredits. *Libération* dernière mouture n'a pas hésité à publier deux pleines pages du courrier des lecteurs dans sa livraison du 8-9 octobre 1994. Donner ainsi la parole au lecteur, c'est reconduire de façon élégante le contrat de lecture qui lie les parties. Et ces deux pages sont à lire formellement comme le sceau symbolique du pacte tacite de lecture entre producteur d'information et consommateur; par symbolique, dans son origine étymologique latine, nous comprenons le courrier des lecteurs comme signe de reconnaissance entre le lecteur et le journal: l'étymologie grecque rapporte que *sumbolon* désignait un signe de reconnaissance, à l'origine un objet coupé en deux dont deux hôtes conservaient chacun une moitié qu'ils transmettaient à leurs enfants; on rapprochait les deux parties pour faire la preuve que des relations d'hospitalité avaient été contractées (pour l'étymologie complète, se référer à Alain REY, op cit, note 37).
- 116 Anne-Catherine MENETREY et Thierry MOUQUIN, *Mais... Qui a tué Socrate? Enquête sur le courrier des lecteurs*, Lausanne, Editions 24 Heures, 1985, 80 p. Voir également Philippe BARRAUD, *En effeuillant le courrier des lecteurs*, dans *24 Heures*, jeudi 9 janvier 1986.
- 117 Ce qui confirme le rapport aux media que Bourdieu théorise dans un chapitre intitulé «L'offre et la demande d'opinions», dans Pierre BOURDIEU, op cit, note 26, p. 515 et p. 524.
- 118 Qui écrit? Pour donner quelles consignes? Au nom de qui écrit-on? Quelles sont les proportions des «pour» et des «contre»? Quelles sont les motivations de ces lettres? Les notables sont-ils représentés et dans quelles proportions? Y a-t-il des personnes dont les signatures reviennent plusieurs fois? Quel est le rôle du journal? Combien de lettres reçoit-il? Selon quels critères se fait le choix de publier un article?
- 119 Parmi lesquels Vital Darbellay, conseiller national, Jacques Petite, médecin à Martigny et un article anonyme intitulé «Avortement... émouvant plaidoyer d'un gynécologue».

- 120 La Conférence Romande du Travail, la Fédération valaisanne des Syndicats chrétiens, l'Association Suisse des Conseillères en planning familial et la Fédération protestante des Eglises de Suisse.
- 121 Dont le Père Arthur Emery et l'Association Suisse des Conseillères en planning familial.
- 122 Dont un article de réflexion signé Jacques Petite, médecin à Martigny.
- 123 Avec un article en faveur de la loi écrit en première page par Roger Lovey, procureur du Bas-Valais et chantre de l'aile conservatrice du PDC, ainsi qu'un compte-rendu d'une émission *Tell Quel* sur le sujet signé du journaliste P. E. Dentan. Ce dernier article a été référencé dans la colonne «pas clair».
- 124 Dont deux médecins, les docteurs Scherperns et Rösermüller.
- 125 Groupe de réflexion pour le rejet de l'initiative.
- 126 Groupe de réflexion pour le rejet de l'initiative et Jacques Allet, avocat.
- 127 Jeunesses Démocrates Chrétiennes du Valais romand (JDC).
- 128 Dont Pierre de Chastonay, conseiller national et président de Oui à la vie Suisse, Mgr Henri Schwéry, évêque de Sion, deux anonymes, le curé Marcel Michellod, les docteurs Antoine Nussbaumer et Bernard Haenni.
- 129 JDC de Martigny.
- 130 Fédération romande d'Eglises et œuvres évangéliques.
- 131 Sur le concept de sélectionneur, voir note 33.
- 132 Fédération Economique du Valais et Parti socialiste du Valais romand.
- 133 Edouard Morand, ancien président de Martigny et administrateur d'Orsat.
- 134 Comité du oui à la loi 2x et l'Union des négociants en vins du Valais.
- 135 Roger Germanier, éditorialiste au NF.
- 136 OPEVAL, Groupement des organisations viticoles valaisannes, Provins Valais.
- 137 J. Dumoulin, qui est d'ailleurs le seul opposant à la loi dans le tableau.
- 138 Fédération Economique du Valais et l'UVAM (Union valaisanne des arts et métiers) concernant les objets fédéraux.
- 139 Union Syndicale Valaisanne.
- 140 Article du NF incitant les personnes à se déplacer pour aller voter et Fédération Economique Valaisanne.
- 141 Dont l'UVAM (Union Valaisanne des arts et métiers) 2x.
- 142 Dont trois anonymes A.D, L. A., P. H. L. A. est opposé à la loi.
- 143 Dont Roland Puippe, journaliste au NF, 2x, Patrick Messeiller, directeur de l'office du tourisme de Bagnes et deux anonymes, A. M., V. Z.
- 144 Groupement des populations de montagne du Valais romand.
- 145 Dont Raymond Deferr, Chef du département de l'économie publique du canton du Valais et Edouard Delalay, Conseiller aux Etats et président du comité de soutien à la loi.
- 146 Groupement des populations de montagne du Valais romand, Chambre Immobilière du Valais (CIV), Groupement des Jeunes Dirigeants (GDJ).
- 147 Les réflexions qui suivent trouvent leur limite dans le nombre restreint de votations analysées. On vaudra bien voir dans ces paragraphes des intuitions à vérifier et des pistes de réflexions à poursuivre.
- 148 Parti socialiste du Valais romand.
- 149 Groupement des populations de montagne du Valais romand.
- 150 Union Syndicale Valaisanne, Parti radical-démocratique du Valais romand.
- 151 Les partis politiques et la députation du district d'Hérens.
- 152 Dont Roland Puippe, journaliste au NF et Michel Zufferey, secrétaire syndical.
- 153 Groupement des populations de montagne du Valais romand.
- 154 Fédération valaisanne des syndicats chrétiens.
- 155 Dont François Dayer, rédacteur en chef du NF et Daniel Lauber, Conseiller aux Etats.
- 156 Pierre Moren, député au Grand Conseil et président du PDC valaisan s'exprime dans le cadre d'une rubrique intitulée «Le point de vue de ...».
- 157 Nous avançons quatre arguments: par manque de formation (selon une recherche sommaire sur annuaire électronique, annuaire professionnel des agences de publicité et entretiens téléphoniques, nous pouvons remarquer qu'il n'existe pas véritablement de conseiller en communication politique en Valais), parce que les politiques imaginent que la gestion régionale de la cité peut se passer d'une stratégie médiatique, par manque de ressources financières (la comptabilité récente du PDC semble montrer les difficultés financières des partis politiques), par crainte de tracter avec le NF, trop connoté.
Sur la communication politique, se référer à Jacques BENJAMIN, *Comment on fabrique un Premier ministre québécois, de 1960 à nos jours*, Editions L'Aurore, Montréal, 1975, 187 p.; Philippe J. MAAREK, *Communication et marketing de l'homme politique*, Editions Litec, Collection Communication politique et publique, 1992, 306 p.; Jean-Marie COTTERET, *Gouverner c'est paraître, réflexions sur la communication politique*, Puf, Collection Politique d'aujourd'hui, 1991, 175 p.; Jean-Marie

APOSTOLIDES, *Le roi-machine, spectacle et politique au temps de Louis 14*, Editions de Minuit, Collections Arguments, Paris, 1981, 164 p.; Michèle FOGEL, *Les cérémonies de l'information dans la France du 14 au 18 siècle*, Editions Arthème Fayard, 1989, 498 p.

- 158 La visibilité du leader supplanterait celle du parti; comme le note Seiler, «(...) et comme il est plus facile de «vendre» des hommes que des idées, les courants idéologiques doivent s'incarner dans des personnes.», dans Daniel-Louis SEILER, *De la comparaison des partis politiques*, Editions Economica, Collection Politique comparée, 1986, p. 231. Sur le leader charismatique, se référer au chapitre intitulé «Domination charismatique», dans Dominique COLAS, *Sociologie politique*, Editions Puf, 1994, p. 111. Sur la direction des partis, lire Maurice DUVERGER, *Les partis politiques*, Editions Librairie Armand Colin, 1976, p. 203-285. Se référer enfin au texte de Pierre BOURDIEU, «La délégation et le fétichisme politique», dans *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, juin 1984, p. 49-55.
- 159 Nous entendons de la publicité politique payante en faveur ou en défaveur d'un objet. Pour les partis valaisans, s'exprimer ainsi dans le NF -c'est-à-dire dans des modalités minimalistes- leur permettrait d'insister sur le rapport de non-dépendance qu'ils désirent entretenir avec le médium. Cette hypothèse serait à relier avec le passé politique du NF: ancien organe du parti PDC, journal engagé et sélectif dans ses plumes, il se pourrait que ses changements éditoriaux n'aient pas eu pour effet de décloisonner les rapports media-politique et d'engendrer d'autres habitudes communicationnelles. Balançant entre habitude (rapport au NF constitué historiquement) et rancune (motivée par de la censure), cette hypothèse pourrait donner lieu à une vérification empirique auprès des partis. N'oublions pas enfin que «en principe» les partis politiques possèdent leur propre organe de presse qu'ils sollicitent avant d'élaborer des stratégies communicationnelles pour pénétrer le champ rédactionnel du NF.
- 160 Sur ce point, lire Daniel-Louis SEILER, op cit, note 158, p. 60.
- 161 Nous renvoyons à ce propos à l'entretien d'Eric Lehmann avec Guy Genoud, op cit, note 20.
- 162 Qui s'engage de moins en moins, comme nous l'avons montré dans les sections précédentes... Lorsque le porte-parole tend à s'autonomiser, la parole doit se porter elle-même sous peine de n'être plus entendue.
- 163 Par individus qualifiés, nous entendons des acteurs sociaux pourvus d'attributs symboliques reconnus par l'ensemble des agents, donc pourvus d'un capital symbolique leur permettant un discours autorisé et légitime. «...l'autorité advient au langage du dehors, comme le rappelle concrètement le skeptron que l'on tend chez Homère, à l'orateur qui va prendre la parole.», dans Pierre BOURDIEU, op cit, note 13, p. 105.
- 164 Sur ce point lire Yves ROUCAUTE, *Splendeurs et misères des journalistes*, Editions Calmann-Lévy, 1991, spécialement les chapitres 5 et 6.
Lire également les travaux de Rémy RIEFFEL, op cit, note 113.
- 165 Groupement des populations de montagne du Valais romand (présidée par Maxime Gay-Des-Combes en 1987 et par Dominique Sierro qui fut le plus jeune président PDC du Grand Conseil valaisan en 1990) et la Fédération valaisanne des syndicats chrétiens (présidée par Vital Darbellay), dans *Nouvelliste*, 2 décembre 1987 et 2 juin 1990.
- 166 Roger LOVEY, «Quand commence l'être humain?», dans *Nouvelliste*, 1er et 2 juin, 1985, p. 1 et 2.
- 167 Dans Louis PINTO, op cit, note 41, p. 106.
- 168 Se référer à Jacques RIVET, *La mise en page de presse*, op cit, note 54.
- 169 L'analyse ne nous permet pas de dire si cette stratégie résulte d'une machination consciemment menée ou si ces faits échappent véritablement à la conscience des acteurs.
- 170 Les ouvrages scolaires imposés dans les écoles valaisannes pourraient nous renseigner sur la vision politique que la morale judéo-chrétienne nourrissait.
- 171 Beaud citant Quéré tout en ne partageant pas le point de vue de ce dernier sur ce point. Paul BEAUD, op cit, note 6, p. 235.
- 172 Se référer au paragraphe intitulé «Les années 1990: le PDC comme ventre mou de la politique».
- 173 Dans *Nouvelliste*, 3 juin 1985, p. 2.
- 174 Dans *Nouvelliste*, 5-6 juin 1985, p. 8.
- 175 Dans *Nouvelliste*, 5-6 juin 1985, «le Dr Haenni»; «le Dr Nussbaumer». Nous posons l'hypothèse que ces médecins avaient omis de proposer un titre ou alors que leur proposition n'a pas été retenue par le journaliste chargé du titrage. Quant à la femme, elle a certainement émis le vœu de l'anonymat. Pourquoi accepterait-on au NF des textes non signés, pourquoi des citoyens écrivent-ils dans l'espoir de se faire publier sans vouloir signer leur réflexion? Peut-on lire dans ce réflexe une attitude de classe? Autant de questions qui nécessiteraient des investigations complémentaires.
- 176 La fraction dominée des dominants pour reprendre une terminologie néo-marxiste.
- 177 Nous empruntons ces trois modèles tout en les adaptant à notre objet à Jürgen HABERMAS, «Scientification de la politique et opinion publique», dans *La technique et la science comme idéologie*, Editions Gallimard, Collection Tel, 1973, p. 107 et suivantes.
Le modèle décisionniste tend à formaliser les liens entre le journal, le parti dominant et le lectorat, le médium désirant influencer sur la décision du lectorat. Son symbole est le facsimilé du bulletin de vote rempli de façon manuscrite et publié par le journal. Le second modèle insiste sur la gestion politique de plus en plus technocratique, ce qui induit un changement dans la rhétorique politique du médium, mais également dans le rapport des citoyens à la politique. Son symbole est le triangle trahissant les recommandations à géométrie variable du journal qui cherche de nouveaux repères idéologiques, à l'image du parti démocrate chrétien et conservateur que le médium soutenait. Le modèle pragmatique tend à montrer que l'économie de la représentation de la politique dans le journal tend à deve-

nir l'économie de la représentation de l'économie: les individus qualifiés et les associations professionnelles investissent le débat au détriment des partis politiques. Le symbole de ce modèle, la balance, insiste sur la commercialisation de la politique.

- 178 Comme l'ont montré François Masnatta et Claire Rubattel, il est utopique de séparer le pôle de l'économie et celui de la politique. Les capitaines d'industries ou les chantres du libéralisme entretiennent évidemment des liens étroits avec la sphère politique. Lire François MASNATA, Claire RUBATTEL, *Le Pouvoir Suisse 1291-1991*, Editions De l'Aire, 518 p.

- 179 Dans *Nouvelliste*, 24 novembre 1994, p. 13.

- 180 Son rédacteur en chef ne cache pas le positionnement idéologique du journal. Et de plus le NF s'engage encore fréquemment dans des luttes économico-politiques. Nous citerons, par exemple, le cas des Jeux Olympiques en Valais.

- 181 Dans Pierre BOURDIEU, op cit, note 26, p. 516. Se référer également à Paul BEAUD, op cit, note 6, p. 235.

La géopolitique communale valaisanne

Redéfinir les frontières ou supprimer les communes?

Le cas d'Aproz

Stéphane Rossini

Le fait politique est indissociable du fonctionnement sociétal. Pluriel, il intervient à de multiples niveaux: tant institutionnels qu'individuels. De l'organisation du pouvoir, des décisions arrêtées par les forces dominantes, de l'action du citoyen-acteur ou, plus généralement, des relations sociales émergent une multitude de dynamiques sectorielles, ponctuelles, spontanées ou inscrites dans une démarche pensée, mues par des objectifs prédéterminés. La définition des contours d'une entité territoriale relève de ces processus. Les transformations vécues par le canton du Valais - et les communes qui le composent - amènent aujourd'hui à se poser la question de l'avenir des frontières politiques. La géopolitique communale devient par conséquent objet d'étude, anticipation d'un avenir politique en construction.

Autour de la géopolitique

La dynamique économique

La définition des entités territoriales composant ce que l'on appelle Etat a été, et est encore, une des principales préoccupations des détenteurs du pouvoir (politique essentiellement, mais aussi religieux ou militaire, selon les époques et les lieux). Ainsi, les frontières sont en permanente mouvance. L'actualité en témoigne. Qu'il s'agisse des pays d'Europe (occidentale et orientale), d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique, de profondes transformations sont en cours. La guerre sévit en ex-Yougoslavie, dans les pays satellites de l'ex-URSS, au Proche-Orient; les objectifs sont territoriaux. Parfois, les frontières se modifient pour servir des causes plus nobles: garantir la

paix et la croissance économique. C'est le cas de l'Union européenne ou des grands marchés d'Amérique ou d'Asie.

Dans sa genèse, la Suisse est la conséquence immédiate de la prise de conscience que seule l'union d'États indépendants - les cantons - pouvait garantir à terme stabilité et prospérité. De 1291 à 1996, la Suisse politique se transforme et se modèle, y compris dans ses frontières. Cantons, demi-cantons et communes se constituent. Réunifications, scissions, groupements de coopération ou associations diverses caractérisent un ensemble en permanente redéfinition.

Quant à la Suisse économique, des ensembles se dessinent au fur et à mesure du développement industriel et des relations entre cantons. Ainsi, des Conférences régionales sont instituées autour d'objets et problèmes particuliers: enseignement, transports, développement et promotion économiques, politique sanitaire, justice et police, affaires militaires, par exemple. A l'heure actuelle, après quatre années de ralentissement conjoncturel, caractérisé surtout par un chômage en fort accroissement et par des déficits publics importants, les cantons redécouvrent la nécessité de rapprocher les forces disponibles. Plusieurs «Espaces» voient le jour: le Lémanique (Vaud et Genève, avec des prolongements vers le Valais); le Mittelland (de dimension économique surtout, il réunit les cantons du Plateau central: Berne, Soleure, Jura, Neuchâtel et Fribourg; des coopérations sont envisagées avec Vaud, Bâle et Argovie); la Suisse centrale (depuis bientôt trente ans, les Gouvernements de Lucerne, Schwytz, Zoug, Nidwald, Obwald et Uri collaborent en de nombreux domaines et participent

à l'Assemblée des régions d'Europe); le Nord-Ouest (les deux Bâle, Argovie, Soleure et Berne: il s'agit d'une longue coopération permanente des membres des Gouvernements cantonaux); la Suisse orientale (Grisons, Glaris, St-Gall, les deux Appenzell, Thurgovie et Schaffouse, réunis en une Conférence des Gouvernements cantonaux).

De plus, il convient de mettre en évidence l'existence de coopérations transnationales. Il en est ainsi du Tessin avec le nord de l'Italie, des cantons de Suisse orientale avec l'Autriche (Vorarlberg) et l'Allemagne (Bavière), des cantons du Nord avec l'Allemagne et la France (régions du Rhin supérieur et de Bâle), des cantons romands avec la France (Jura, Franche-Comté, Ain, Haute-Savoie).

Le Valais participe à plusieurs projets de coopération transfrontalière (nationale et internationale). Ce sont:

- le Conseil du Léman. Il réunit l'Ain, la Savoie, le Valais, Vaud et Genève et compte cinq commissions: Education et culture, Economie et tourisme, Transports et communication, Population frontalière et affaires sociales, Environnement et aménagement du territoire;
- la COTRAO (Communauté de travail des Alpes occidentales), qui réunit le Valais, Vaud, Genève, les régions Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur, la Ligurie, le Piémont et la région d'Aoste;
- l'Assemblée des régions d'Europe (participation au programme d'échange de jeunes);
- un protocole d'accord avec la Savoie, signé en 1991;
- une convention-cadre instituant le Conseil Valais-Vallée d'Aoste, entrée en vigueur en mai 1993;
- la déclaration d'intention entre le Valais et le Piémont, du 15 septembre 1993;

- la Commission politique de la montagne, qui réunit les communes de Champéry, les Ouches (F) et St-Rémy (I);

- la Conférence transfrontalière Mont-Blanc, (Valais, Savoie, Vallée d'Aoste), qui conduit une réflexion sur l'avenir du patrimoine commun du massif du Mont-Blanc;

- la participation au réseau européen pour la compétitivité et l'innovation technologique (RECIT), qui regroupe la Suisse occidentale et latine, le Piémont (I), Rhône-Alpes (F), la Catalogne (E), les Flandres (B), le Nord de l'Angleterre (GB) et la Styrie (A);

- la participation au programme européen de coopération universités-entreprises pour la formation continue dans les technologies avancées COMETT;

- la participation au Parc scientifique et technologique Y-Parc SA à Yverdon, qui vise la promotion économique de la Suisse occidentale et latine;

- la participation à Microswiss, Centre de Suisse occidentale, Yverdon;

- la participation au Centre CIM de Suisse occidentale, Fribourg;

- la région ACCES, association pour la concertation et la coopération économiques réunissant les cantons de Berne, Fribourg, Tessin, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura.

Le cas du Valais: repères législatifs

La Constitution valaisanne du 30 août 1802 fait office d'ouverture du recueil législatif de ce canton. Selon la Chancellerie d'Etat¹, «la Constitution (...) faisait du Valais un Etat libre et indépendant, sous la protection des trois républiques voisines et assurait à la France le libre usage de la route de St-Gingolph à la France.

Le pays était divisé en douze dizains ou districts. Le pouvoir législatif était exercé par une Diète composée des députés des dizains (...)» C'est par la Constitution de 1815 que le canton devient une république, désormais Etat rattaché à la Confédération suisse.

S'agissant du découpage du territoire cantonal en sous-entités politiques (districts et communes), celui-ci est précisé dans la Constitution (Cst) à l'article 26: «1° Le canton est subdivisé en districts. 2° Les districts sont composés de communes. 3° Le Grand Conseil peut, les intéressés entendus, modifier par une loi le nombre et les circonscriptions des districts et par un décret des communes. 4° Il en désigne également les chefs-lieux.»

A propos des communes, l'article 76 Cst précise que sont considérées comme communes: 1° Les communes municipales; 2° Les communes bourgeoises; 3° Les communes ecclésiastiques. Les articles 77 à 83 Cst définissent les différents types de communes, les organes démocratiques et leurs compétences (assemblée primaire, conseil municipal, notamment).

En ce qui concerne les dispositions générales (articles Cst 69 à 76) traitant du régime communal, elles contiennent des éléments importants du point de vue de notre discussion sur la géopolitique.

«Article 69 Cst. Les communes sont autonomes dans le cadre de la constitution et des lois. Elles sont compétentes pour accomplir les tâches locales et celles qu'elles peuvent assumer seules ou en s'associant avec d'autres communes.

Article 70 Cst. Les communes jouissent de leur autonomie en respectant le bien commun et l'intérêt des autres collectivités publiques. Elles accomplissent leurs tâches propres et celles que leur attribue la loi. Elles utilisent judicieusement et administrent avec soin le patrimoine communal.

Article 71 Cst. Les communes peuvent s'associer pour réaliser en commun certaines tâches d'utilité publique et constituer à cet effet des associations de droit public dotées de la personnalité juridique ou collaborer de toute autre manière. La loi fixe les principes de la collaboration, de la création et du fonctionnement des associations de communes. Sous certaines conditions, le Conseil d'Etat peut contraindre des communes à collaborer ou à s'associer.»

La Constitution valaisanne autorise la modification du découpage des différentes entités politiques. Plusieurs communes et districts ont utilisé ce droit constitutionnel pour procéder à des fusions ou des séparations. Par exemple, «le Peuple valaisan a accepté, le 9 juin 1985, la modification de l'article 84 Cst, attribuant par là aux deux demi-districts de Rarogne leurs propres organes et compétences. Cela signifie concrètement, qu'à partir du premier janvier 1987 (...) les anciens demi-districts de Rarogne oriental et de Rarogne occidental sont élevés au même rang que les douze autres districts du canton. Ils formeront en effet deux arrondissements électoraux distincts et chacun des deux demi-districts aura son préfet et son sous-préfet»².

Géopolitique: actualité permanente

Illustrations valaisannes

La définition des frontières communales découle presque naturellement des modes de vie des populations réparties sur le territoire valaisan. Entre plaine et montagne; entre vallée du Rhône et vallées latérales; entre populations urbaine et villageoise; entre villes industrielles et campagne, le développement des régions et les pratiques socio-culturelles diffèrent. Ces aspects et ces comportements aboutissent à la définition des entités territoriales communales, politiquement légitimées.

La répartition verticale des populations, de la plaine à la montagne, au gré des transhumances, a cédé le pas à l'essor des villes, d'une

part, et à celui des zones d'économie touristique, d'autre part. Par ailleurs, les intérêts divergents des régions de plaine et des populations de montagne conduisent à des transformations de relations: regroupements pour répondre à des soucis de rationalisation; séparations pour défendre des intérêts particuliers et locaux sont susceptibles d'intervenir.

Au XIV^e siècle, le canton du Valais compte dix communes, devenues ensuite des dizains: Massongex, Martigny, Chamoson-Ardon, Sion, Sierre, Loèche, Rarogne, Viège, Naters, Ernen-Münster. En 1990, leur nombre est de 162, réparties en 13 districts. L'histoire du canton du Valais connaît ainsi plusieurs situations où des communes se séparent, d'autres s'unissent. Quelques exemples.

- Des conflits à propos des droits de paqueter (pacager) engendrent régulièrement la discorde entre les localités de Vérossaz, d'Evionnaz et de Saint-Maurice. En 1406, une sentence dite des Chèvres tente d'apporter un peu d'ordre dans cette relation. Des querelles éclatent encore en 1678 et 1723. L'Abbaye de St-Maurice intervient. Des transactions datées de 1791 sont approuvées par l'Etat. Une pétition émanant de la section de Vérossaz de la paroisse de St-Maurice et une déclaration de celle d'Evionnaz aboutissent à une demande formelle de séparation. Celle-ci est déposée le 4 décembre 1821. Le 27 juin 1822, le Conseil d'Etat reconnaît la séparation des trois localités en autant de communes.

- Depuis 1279, le territoire de la commune de Vernayaz donne lieu à des contestations de voisinage entre les bourgeois de St-Maurice et ceux de Salvan. Plusieurs procès agités tentent d'apporter des solutions à ces conflits (en 1303, 1450, 1467, 1492, 1498, 1536, par exemple). Par un décret du 21 novembre 1912, les localités de Vernayaz, Miéville et Gueuroz sont séparées de la commune de Salvan et érigées en une commune indépendante sous le nom de Vernayaz³.

- D'autres séparations de communes peuvent être rappelées: 1207, séparation des communes de Leytron et de Riddes. Jusqu'au XIII^e siècle, une communauté regroupait les villages de Saillon, Leytron, Fully et Riddes. 1807, séparation des communes de Saillon et Leytron. 1881, les localités de Croux et de Villette ont été séparées de la commune de St-Martin et rattachées à celle d'Evolène. 1900, la paroisse de Trient a été séparée de celle de Martigny-Combe et constituée en commune indépendante. 1905, la localité de Vissoie, appartenant à la commune d'Ayer et Grimentz est érigée en commune indépendante. 1905, les quatre sections de la commune de Lens ont été érigées en communes séparées, sous les noms de Lens, Chermignon, Montana et Logne.

Les fusions de communes sont fréquentes. L'histoire de notre canton est ainsi une succession de rapprochements d'intérêts, se concluant parfois en unions politiques. Parmi les principales fusions de communes ou regroupements de localités, mentionnons⁴: 1866, réunion des localités de St-Nicolas Dorfmark et St-Nicolas Matt en une commune de St-Nicolas. 1870, fusion des communes de St-Nicolas et de Gasenried. 1872, fusion des communes d'Ernen et de Nierderernen. 1922, fusion des communes de Gründen et de Ausserberg. 1956, La Bâtiaz est réunie à la commune de Martigny-Ville. 1964, fusion des communes de Martigny et Martigny-Bourg. 1968, fusion des communes de Sion et de Bramois. 1972, fusion des communes de Viège et de Eyholz. 1972, fusion des communes de Brig, Brigerbad et Glis. 1972, fusion des communes de Sierre et Granges.

Actualité vaudoise récente⁵

Le 2 décembre 1991, les députées Doris Cohen Dumani et Monique Freymond déposent au Grand Conseil du canton de Vaud une motion interrogeant le Conseil d'Etat sur l'adéquation des structures politiques actuelles aux attentes

des citoyens et aux besoins futurs du canton. Constatant les lourdeurs et lenteurs de la gestion de certaines communes, leur dimension, la délégation des tâches aux techniciens, l'absence d'une véritable coordination, de même qu'un gaspillage de forces et de finances publiques, les motionnaires s'interrogent sur le sens et l'efficacité des communes. Elles proposent en outre un inventaire des associations et collaborations régionales, une évaluation des expériences régionales, une étude des économies engendrées par la régionalisation, une modification de la législation afin de faciliter la mise sur pied de structures régionales et la réalisation d'une expérience pilote. Cette motion sera rejetée par la majorité du Parlement vaudois en février 1992.

Deux autres interventions parlementaires vont permettre de poursuivre le débat. En septembre 1992, Daniel Burnand demande, également par voie de motion, au Conseil d'Etat de dresser un inventaire des moyens à disposition des communes pour répondre à leurs besoins de concertation, de communication, de collaboration et de solidarité. Le motionnaire relève dans son argumentation l'existence, pour le canton de Vaud, de soixante mini-parlements, de nombreuses associations régionales. Une commission extra-parlementaire est nommée pour traiter des relations Etat-communes.

En février 1993, une troisième motion, déposée par Anne-Marie Depoisier, demande au Conseil d'Etat de revoir la répartition des tâches entre communes-villes et Etat, dans un but de simplification administrative et de suppression de tâches dédoublées. Par ailleurs, une interpellation déposée à la commune de Vevey en mars 1992 (Moser) demande la mise en place d'une commission municipale en matière de régionalisation intercommunale, supracantonale et d'intégration européenne.

Ces quelques interventions politiques traduisent l'émergence d'une problématique nouvelle à laquelle sont confrontées les communes. Dans

une société de plus en plus complexe, où les notions de distance physique et de proximité ont subi de profonds changements au cours des dernières décennies, les pratiques traditionnelles de gestion cloisonnée des affaires publiques sont logiquement reconsidérées.

L'intérêt de la situation prévalant dans le canton de Vaud réside dans la dimension politique du phénomène. La redéfinition des espaces politiques n'est désormais plus un tabou. Malgré les oppositions et résistances, malgré les nombreux aspects politiques, administratifs ou techniques à résoudre, la question est soulevée et débattue. Demeure en suspens l'orientation des réponses. Entre la suppression pure et simple des communes et la création des régions politiques (et non seulement de coopération économique), les options existent. Reste qu'un pas est franchi. Celui d'une discussion ouverte, qui ne demande qu'à évoluer et mûrir.

Le cas d'Aproz. L'avenir d'Aproz est-il à Nendaz?

Considérations introductives

Dans le canton du Valais, les modifications des frontières communales ne sont pas rares. Néanmoins, à notre connaissance, aucune discussion générale sur un réaménagement global de celles-ci n'a eu lieu. Aujourd'hui pourtant, les transformations des modes de vie et le développement économique différencié entre les régions de plaine et de montagne interpellent. De plus, les conséquences du ralentissement économique sévissant en Suisse romande - et qui plus est en Valais - à partir de la fin de l'année 1991, et ses répercussions sur l'état des finances publiques (canton et communes), incitent à penser que cette question est plus que jamais d'actualité.

A défaut d'analyse d'ensemble, une réflexion sur la situation prévalant dans la commune de Nendaz a permis de mettre cette question à

l'ordre du jour du débat politique précédant les élections communales de décembre 1992. Ce qui relève ici d'une étude de cas n'est en fait qu'une réflexion appelée à se développer et s'élargir. Pour l'instant, l'angle d'approche est volontairement particulier, parce qu'orienté sur le micro-social et le vécu d'une communauté restreinte.

Par ailleurs, sont sous-jacents à cette contribution l'idée de conscientisation du pouvoir politique à l'égard de sa position et de son rôle dans l'équilibre et l'équité du développement régional (en l'occurrence la commune) et le souci d'éveil de la population sur les questions des inégalités de traitement qui découlent de certaines orientations politiques. Il n'est par ailleurs pas inutile de rappeler que la possibilité de raisonner autrement n'est pas un acte de trahison à l'égard des intérêts supérieurs. Sortir des sentiers battus et reconsidérer certains acquis sont au contraire une précieuse contribution à la discussion sur l'avenir de notre société.

Obstacles...

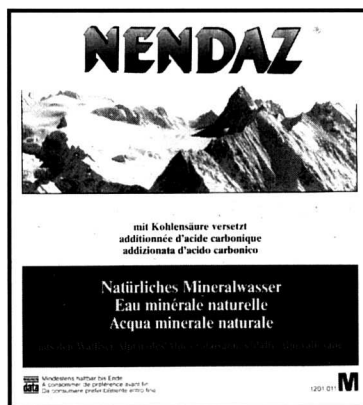
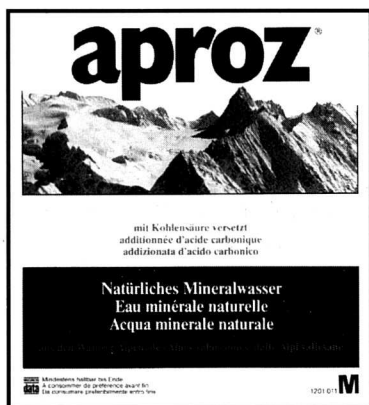
Construire une réflexion méthodologiquement cohérente, résultant d'une analyse argumentée va de soi pour le scientifique. Tels étaient donc les objectifs initiaux de cette étude du cas d'Aproz. Or, dans ce pays, les intellectuels suscitent la suspicion. Les chercheurs font peur, d'autant plus s'ils ont un intérêt avoué pour la chose publique! On ne touche pas aux préjugés et encore moins aux institutions! Ainsi, lors de la démarche du recueil des données (informations sur les investissements, par exemple; que de peine à obtenir de simples données démographiques!) les portes de l'administration communale de Nendaz sont restées quasiment fermées. Les informations ne sont évidemment «pas disponibles»! Discours coutumier pour le chercheur; d'où réorientation de l'approche du phénomène. Ce qui aurait été intitulé Du développement régional d'une commune est devenu *Aproz, petit village au pied du mur!*

L'émotionnel occupera dès lors une place plus importante qu'initialement prévue. Peu importe. L'heure est aux interrogations, autour d'un phénomène auquel les politiques n'échapperont pas, et ce dans un avenir plus ou moins proche. Nous rapporterons ci-après quelques morceaux choisis d'une publication dont l'argumentation principale est articulée autour des notions d'aliénation, d'identité, de crise, de région. Des observations et problèmes particuliers sont en outre présentés, qui apparaissent comme autant de questions interpellant le citoyen⁶. Certaines d'entre elles sont ici mises en évidence. Au-delà des considérations théoriques, ce sont ces faits qui motivent la réflexion sur le réaménagement des entités territoriales communales.

Aproz, petit village au pied du mur!

Que de publications immortalisent la vie de nos régions, cantons, communes et villages. Malheureusement, ces pages d'histoire omettent une dimension essentielle, pour qui tente de découvrir les mécanismes du fonctionnement sociétal: le pourquoi et le comment. La plupart des écrits évacuent, en effet, les luttes, enjeux, contraintes et intérêts, qui sous-tendent toute vie en société. Derrière les faits visibles se cache une autre réalité. La réalité politique et administrative, qui influence l'existence et dicte les gestes de chacun d'entre nous, constituée d'une foule d'éléments, de décisions, de priorités définies, de petits riens, qui échappent aux photographies qu'on nous propose. A tous les échelons institutionnels, économiques, politiques, le phénomène de reproduction des privilèges sévit, sans que l'œil humain ne le détecte forcément. Nos communes et villages sont ainsi le théâtre d'une action micro-sociale, qui profite à quelques-uns, aux dépens souvent d'une grande majorité de la communauté.

Aproz, village de 600 âmes, rattaché à la commune de Nendaz, ne pèse pas lourd dans la balance du ménage communal. Les détenteurs du pouvoir politique de cette commune illustrent,



Questions d'eau ou enjeux politiques? Les relations d'Aproz et de Nendaz encore au cœur de l'actualité.

on ne peut plus clairement, à quel point l'esprit démocratique, le dialogue et le consensus peuvent être des concepts vidés de leur substance, dès lors que la théorie cède le pas à la confrontation du discours à la réalité. Les intérêts de quelques-uns ont été, et sont encore, les mobiles essentiels de l'action politique de la majorité des gouvernants.

Repères

La commune de Nendaz s'étale de la plaine du Rhône aux neiges éternelles. Plus de dix villages et hameaux la constituent. Parmi eux: Aproz.

Jusqu'au début de ce siècle, la vallée du Rhône n'est qu'un vaste marécage, obstacle physique à la mobilité des personnes et des animaux. Au rythme des saisons, la population, essentiellement paysanne, partage son existence entre la plaine et les alpages, en passant par les cotéaux et les mayens. Dans cet environnement, gens d'Aproz et gens de Nendaz forment une seule communauté, unie par les transhumances.

L'assainissement de la plaine, par l'endiguement du fleuve; le développement économique du canton et la proximité de la ville de Sion; l'essor du tourisme; la modernisation de l'agriculture ou encore l'implantation d'industries, sont autant de facteurs nouveaux, qui influencent les relations entre le village d'Aproz et la commune de Nendaz. Les mutations socio-économiques

marquent de leur empreinte les comportements. Aujourd'hui, les habitants de ce village n'accompagnent plus les troupeaux dans la vallée. Hormis quelques rares exceptions, leur activité professionnelle ne les attire point vers le haut. Entre la station touristique et les villages de la commune, les intérêts divergent. Un fossé se creuse. Et les autorités ne semblent guère préoccupées par le maintien de la cohésion sociale. Les élus ont choisi. Ils ont choisi un favoritisme outrancier, un développement touristique non maîtrisé, qui permet à quelques gouvernants - au cours des années septante et quatre-vingt - la réalisation de juteuses affaires, aux conséquences publiques incontournables: une commune surendettée, qui a évité de justesse la mise sous tutelle étatique, grâce à la présence de gens de Nendaz, au bon moment, au sommet de la hiérarchie politique cantonale.

Les villages? Presque oubliés, mis à l'écart. La soumission d'une frange importante de la population, la docilité et l'atavisme de ceux qui légitiment ces actes, empêcheront - heureusement - la révolution. Mais, une révolution peut être lente et silencieuse. Elle a des formes innombrables, qui ne sont pas toujours spectaculaires ou violentes. L'éveil des consciences et le refus du sens commun ont parfois des conséquences que nul ne saurait prévoir. «Isoler le système politique du système social, occulter les fonctions que remplit le système politique dans les luttes des classes, ramener la vie politique à une compétition entre individus assoiffés de pouvoir, c'est traduire la réalité des rapports

sociaux»⁷. C'est pourquoi, il n'est pas question d'appréhender cette problématique à travers un acte d'accusation. Ce qui est en cause, ce sont les réseaux mis en place, élaborés pour accentuer les divergences, préserver et consolider les privilèges, cultiver l'aliénation. Les détenteurs du pouvoir politique de Nendaz ont su tisser une toile subtile, dans les mailles de laquelle s'ébatent des citoyens plus ou moins dominés, plus ou moins conscients de leur position.

La référence à la notion de région

La région est un ensemble d'habitants, résidant sur un territoire donné, divisés ou alliés dans l'orientation du changement régional et de la participation à un système socio-politique plus vaste. Ces habitants s'identifient véritablement à leur région et en tirent plus ou moins de fierté. L'identité régionale est liée à un sentiment d'appartenance à un espace donné qui, lui-même, est lié à des espaces de référence⁸. L'étude du village d'Aproz et de ses habitants, inscrite dans la vie communautaire de Nendaz, est aussi appréhendée à travers la notion de région. La tentative de transposer ces éléments d'analyse à l'entité villageoise n'est pas gratuite. Elle résulte d'une accumulation de facteurs et d'événements sociaux (économiques, politiques, culturels), qui favorisent l'émergence d'une identité nouvelle, renforcée par des contraintes existentielles. Aproz est en périphérie. La cohésion et l'identité communales se désagrègent. Sociologiquement, on parle de crise.

Attention! Crise ne signifie pas indubitablement catastrophe et mise en péril du système. Pour de nombreux auteurs, elle est avant tout l'occasion d'un réajustement: (re)mise en ordre, régulation. Déceler les éléments annonciateurs de la crise est essentiel, si l'on postule un redimensionnement des rapports de force (gouvernants-gouvernés; dominants-dominés). La crise est l'aboutissement de la confrontation de deux stratégies opposées. En ce sens, on peut la concevoir comme «moment général de vérification

des rapports de force et comme instrument violent et définitif de remise en ordre du rapport fondamental»⁹.

Un village et sa population sont-ils en mesure d'entrer en action? Souhaitent-ils (ré)agir contre une administration partielle? Peut-être. L'insatisfaction existe. Mais l'heure est à la résignation. Le développement d'un sentiment nouveau, marqué par le régionalisme, pourrait engendrer une attitude ultime: l'indépendantisme politique.

*Interpellations et préoccupations*¹⁰

L'école

L'organisation du système scolaire dépend de l'autorité communale. A Nendaz, la répartition des élèves entre les diverses localités est la suivante: les classes enfantines et primaires sont intégrées au sein des différents villages; le cycle d'orientation et la classe d'observation sont centralisés à Basse-Nendaz pour l'ensemble de la commune. En ce qui concerne les enfants d'Aproz, ceux-ci reçoivent leur enseignement en trois lieux. Aproz: Classes enfantines; 1ère, 2ème, 3ème primaires; Fey: classes de 4ème, 5ème et 6ème primaires; Basse-Nendaz: Classes du cycle d'orientation. La question cruciale est celle de la situation d'une cinquantaine d'enfants qui, chaque jour, effectuent plusieurs dizaines de kilomètres pour se rendre sur les lieux de scolarité.

Les écoliers qui se rendent au centre scolaire de Fey ont à parcourir quotidiennement quatre courses de 6 kilomètres, pour un trajet d'une durée de dix minutes. Ceux qui poursuivent leur route jusqu'à Basse-Nendaz, passent près de deux heures par jour dans les transports publics, sur des axes routiers d'un état médiocre, voire dangereux en mauvaise saison. Cette situation devrait aiguïser notre esprit critique. De nombreux parents s'en préoccupent mais, pour l'instant, aucune démarche n'est engagée pour modifier une situation guère raisonnable. A deux

kilomètres du village, le centre scolaire de Châteauneuf-Conthey accueille plusieurs centaines d'élèves de la région. Les écoliers d'Aproz ne pourraient-ils pas y suivre leur enseignement? Des heures et de l'énergie gaspillées en transports et en inconvénients de toute sorte seraient ainsi évitées.

La représentation politique

Observant l'action politique des citoyens et des détenteurs du pouvoir communal, on remarque qu'enraciné socialement, le citoyen est peu enclin à la remise en question. Légitimant les forces dominantes, il ne recherche pas forcément la défense de ses intérêts - et ceux de la collectivité -, mais favorise plutôt la reproduction d'une situation. L'idéologie dominante est démocrate-chrétienne et conservatrice: une droite forte, parfois arrogante dans la conduite des affaires publiques, ignorant beaucoup du dialogue, de la concertation et du consensus. Ainsi, de la politique des clans et de la défense des acquis émerge l'aliénation. Aliénation inconsciente, par consentement, paradoxale et contre le bon sens, dans un milieu où la sanction politique est inexistante. Renforcées par la clarté des scrutins, les autorités peuvent pratiquer une gestion discriminatoire. Dans la quasi totalité des localités, les infrastructures sont inadéquates, vétustes. Seuls quelques goudronnages électoraux maintiennent sur la voie publique certaines illusions.

L'analyse de la représentation politique du village d'Aproz montre que le nombre d'élus et de commissaires (ou autres délégués) est proportionnellement faible. Depuis 1896, Aproz compte environ 7% des élus¹¹ de Nendaz (commune, canton, délégations officielles, autorités judiciaires) et est présent au Conseil communal durant 49 ans. Des absences significatives marquent les années 1972 à 1977 et 1980 à 1985. Ces *vides politiques* interviennent à des moments cruciaux du développement économique de la communauté: les périodes d'essor touristique. Ceux du bas, n'ayant pas d'élus,

ont difficilement pu faire passer de message... et sont lentement marginalisés! On ne saurait toutefois prétendre qu'une présence au Conseil communal aurait modifié le cours des choses.

Brièvement dit ici, les intérêts du village d'Aproz ne sont pas directement défendus en tant que tels au sein des organes communaux. Les habitants en sont en partie responsables, ne manifestant que peu d'enthousiasme pour une participation active et engagée au ménage communal. Régulièrement, lors de *joutes électorales*, le taux d'abstention le plus élevé est celui du village d'Aproz. Un régime d'indifférence s'installe. A l'écart géographique s'ajoute la marginalisation politico-administrative. Un fossé se creuserait-il? Peu de représentants¹², peu de revendications ou des revendications non défendues.

Quel devenir pour le village d'Aproz?

Le développement économique de la commune de Nendaz a vécu au rythme de la construction d'une infrastructure touristique surdimensionnée, essentiellement quantitative. Aucun projet global, aucunes lignes directrices, aucune planification n'ont guidé et maîtrisé cet essor fulgurant, notamment à l'égard des autres villages. Le qualitatif n'est même pas relégué au second plan. Il est évacué: pour preuves quelques conséquences, dont l'état des finances communales et la pression fiscale exercée sur les contribuables.

Depuis bientôt vingt ans, les autorités en place n'ont manifesté à aucun moment une quelconque volonté d'influencer l'ampleur et l'orientation de ce développement. L'administration suit, sans perspective clairement affirmée, assumant des charges financières à la limite du supportable. Au bout du compte, la station touristique engloutit les deniers communaux, par dizaines de millions de francs. La situation économique de la commune est déplorable. Pendant ce temps, les villages sont quasiment ignorés. Le centre administratif, Basse-

Nendaz, se dote d'équipements scolaires, le village de Brignon reçoit un abri de protection civile. Pour le reste, néant.

Une barrière est née, qui sépare la station du reste de la commune. La frustration s'installe, des signes de mécontentement voient le jour. Jusqu'à quand la population de certains villages acceptera-t-elle de n'être qu'un alibi, un contribuable qui acquitte sagement ses impôts, légitimant une Autorité ne se préoccupant guère d'une juste répartition des fonds publics?

A l'écart, les habitants du village d'Aproz, peut-être plus que d'autres, ont à subir les lacunes et les inégalités de traitement. Aucune salle de gymnastique décente, aucun espace culturel, des infrastructures en *lambeaux*, des écoliers véhiculés quotidiennement des heures durant, etc. Sans parler de l'aménagement du territoire, de la qualité des axes routiers (pas un seul mètre de trottoirs), de l'éclairage public inadéquat et défectueux, d'un réseau d'égouts inadapté et qui s'affole avec les premières gouttes de pluie.

Or la population manifeste rarement son mécontentement. Est-ce la solution? Peut-être, pour qui tolère l'aliénation continuelle de dominants partiels. Gens d'Aproz, pourquoi ne pas assumer votre situation? Pourquoi ne pas faire de votre village une commune?

Redéfinir les frontières ou supprimer les communes?

Ces quelques propos ont pour objectif de mettre en évidence une problématique d'ensemble, au sujet de laquelle les autorités politiques cantonales - voire fédérales - auront très certainement à prendre position, voire à intervenir. L'exemple de la commune de Nendaz et du village d'Aproz, comme certainement de nombreuses autres situations semblables, illustre l'émergence d'un phénomène politique et institutionnel. Des réflexions doivent désormais permettre de négocier l'évolution des structures étatiques.

Des travaux ultérieurs devraient aboutir à une vision prospective affinée. Pour l'heure, c'est une prise de conscience qu'il s'agit d'éveiller.

Le canton du Valais compte 162 communes. 71 (44%) ont moins de 500 habitants; 9 (6%) plus de cinq mille; 5 (3%) plus de dix mille. A moyen terme, du point de vue de la gestion des affaires publiques, ces quelques chiffres amènent presque naturellement à se poser la question de la viabilité de cette situation. Le nombre et la complexité des problèmes à résoudre, les difficultés financières et les relations entre les centres citadins et les périphéries (infrastructures et coûts inhérents) font que des investigations ordonnées, cohérentes et globales sur la géopolitique communale doivent être conduites. La qualité des aménagements politiques futurs en dépend.

Les regroupements de communes vont certainement s'accroître, sans pour autant résoudre les problèmes fondamentaux qui auront été à l'origine de ces aménagements territoriaux. Il incombe par conséquent à l'Etat d'anticiper les événements. Vaut-il mieux redéfinir globalement les frontières communales ou supprimer ces dernières au profit d'autres unités de référence (districts, régions, etc.)? La question reste bien évidemment ouverte, en l'absence de recherches rigoureusement étayées (aspects économiques, structures, investissements, situations culturelles, etc.).

Pour y répondre, il convient de maîtriser préalablement les questions sociologiques, identitaires et économiques prévalant sur l'ensemble du canton; de façon à ce que la cohésion sociale et les dynamiques locales ne soient pas anéanties par des décisions purement administratives. Quant à la légitimité politique, elle est aussi à construire, dans le cadre d'un long processus de questionnement, d'échange et de réflexion prospective et constructive. Qui assumera les fonctions d'orientation, d'animation et de coordination d'une telle dynamique? Les impulsions initiales des chercheurs supposent un soutien qui s'inscrive dans la continuité. C'est alors que les autorités politiques entrent en jeu.

Notes

- 1 Constitution du canton du Valais, «Aperçu historique», Chancellerie d'Etat, Sion.
- 2 *Ibidem*, p.1.
- 3 L. COQUOZ, dans *Annales valaisannes*, N°1-2, 1924, p. 3.
- 4 Voir notamment: Chancellerie d'Etat, Office de statistique, *Annuaire statistique du canton du Valais*, Sion 1994.
- 5 COHEN-DUMANI, *Vers l'institutionnalisation des régions vaudaises*, Cahiers de l'IDHEAP N°128, Chavannes, 1994.
- 6 S. ROSSINI, *Aproz; petit village au pied du mur!*, Editions Socialinfo, Charrot, 1992 (encore disponible chez l'auteur, 1997 Haute-Nendaz).
- 7 J-P. CÔT, J-P. MOUNIER, *Pour une sociologie politique*, Seuil, Paris, 1974, Tome 2.
- 8 BASSAND, F. HAINARD, P. ROSSEL, *Cultures et réseaux en périphérie*, Réalités sociales, Lausanne, 1990.
- 9 A. NEGRI, *La classe ouvrière contre l'Etat*, Galilée, Paris, 1970, p.107.
- 10 Plusieurs thématiques sont abordées dans l'ouvrage de référence (voir note 6): la géographie et l'histoire, la population, les institutions et sociétés locales, la représentation politique, l'identité, les changements possibles, etc.
- 11 Environ 12% de la population aujourd'hui.
- 12 A partir de décembre 1992, deux conseillers communaux (sur 11) viennent du village d'Aproz.

Les types de pouvoirs politiques dans les Western Isles d'Ecosse

Nathalie Coffre

Cette contribution se présente comme s'inscrivant dans un travail de recherche de longue durée, dans le cadre d'une Thèse de Doctorat, et donc comme une étape d'une réflexion en cours sur le pouvoir politique et les rapports sociaux à Stornoway, une ville des Western Isles (appelées aussi «Hébrides Extérieures»). Nous dépasserons ici le cadre d'étude de la ville pour nous intéresser à la Région administrative des Western Isles, archipel d'environ 200 km de long s'étirant à une soixante de kilomètres des côtes occidentales de l'Ecosse, comptant quelque trente mille habitants, et composé d'une douzaine d'îles habitées.

Nous nous attacherons à montrer la représentation politique locale (entendue ici comme «régionale») et la construction de sa légitimité, en traitant notamment des structures politiques locales, de leur territoire et de leur organisation, des relations entre le pouvoir local et les autres domaines du social, et des acteurs politiques locaux. C'est donc sur les thèmes de la construction, de la légitimité et de la pérennisation du pouvoir que nous nous inscrivons dans le cadre de ce numéro; en l'état actuel des recherches, nous ne pourrions qu'effleurer le thème du discours politique proprement dit, bien qu'il s'inscrive en filigrane tout au long de cette analyse. Cependant, il nous a semblé intéressant d'apporter notre contribution sous la forme d'un exemple non-valaisan, qui peut ouvrir des perspectives nouvelles pour une réflexion élargie sur les formes et les ingrédients du pouvoir politique à un niveau local.

A ce stade des recherches menées dans les Western Isles, nous nous demanderons devant quel(s) «type(s)» de pouvoir politique local, selon la

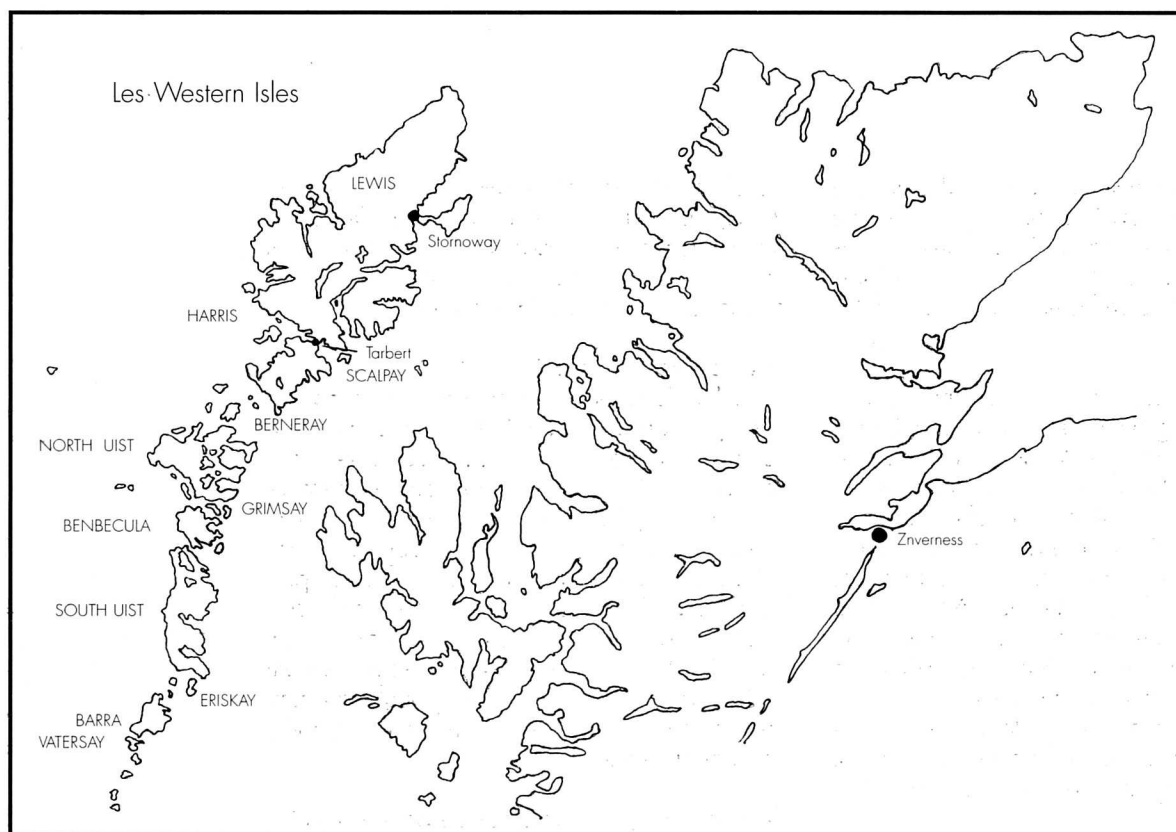
terminologie webérienne, se trouve-t-on dans cette région d'Ecosse, et quels sont les objectifs de ce(s) pouvoir(s)¹.

Notre hypothèse sera la suivante: la forme du pouvoir politique local et les relations qu'entretiennent ces structures avec les structures englobantes de même nature (nationales et internationales), les relations entre ce pouvoir local et les autres domaines de l'organisation sociale, ainsi que l'utilisation du discours et de l'action politique au niveau local, montrent qu'il existe une volonté d'autonomie, de renforcement et de pérennisation du pouvoir politique local dans les Western Isles. Nous verrons que celui-ci cherche moins, en effet, à gérer une situation, à représenter une idéologie politique ou à s'intégrer (plus ou moins passivement) en tant que rouage dans un système politique plus large, national, qu'à se perpétuer lui-même en acquérant le plus d'autonomie possible - et ce au bénéfice d'une classe de «notables» pérenne et dynamique.

Les structures politiques locales

Les structures administratives et de gouvernement des Western Isles avant 1974

Jusqu'à la Réforme de 1973, les Western Isles ont connu, comme le reste de l'Ecosse, un système de gouvernement local complexe, multipliant les niveaux de décisions et, pour ce qui nous intéresse, mal adapté aux particularismes insulaires. L'administration de l'archipel dépendait de deux Comtés, dont la majeure partie du territoire était



Les Western Isles et le nord de l'Écosse.

continentale; les Western Isles ne formaient pas une entité particulière. Stornoway, la seule ville de l'archipel, possédait un conseil municipal et un statut de *Small Burgh* qui la rendaient assez indépendante des zones rurales environnantes.

Les Western Isles n'étaient donc, avant 1973, que la «bordure insulaire» d'administrations locales essentiellement continentales. Ces îles éloignées, pauvres, connaissant depuis le XIX^e siècle une forte émigration, étaient un boulet économique pour les Conseils continentaux, qui y voyaient un gouffre financier sans fond. Les investissements et les dépenses publiques y étaient largement insuffisants - le Comté d'Inverness s'en remit même à l'armée pour développer les îles du Sud, qui installa une base de lance-missiles à Benbecula.

Toute la région, et même la relativement aisée Stornoway, était donc considérée comme une parente pauvre et subalterne. Minoritaires et

isolés, les conseillers des îles, et notamment ceux de la ville qui étaient généralement des notables locaux, se sentaient écartés du pouvoir et en tirèrent un sentiment d'infériorité et d'exclusion. Il n'y eut donc rien d'étonnant à ce que les conseillers des îles, ceux de Stornoway en tête, se trouvassent faire partie du groupe de pression mené par les Orcades et les Shetlands pour une réforme du Gouvernement Local, qui fut finalement votée en 1973 et appliquée en 1975². Cependant, la population des Western Isles dans son ensemble ne mena pas de combat politique sur ce sujet, notamment parce qu'elle ne se sentait pas faire partie d'un ensemble homogène³.

Par cette Réforme, l'Écosse était désormais divisée en neuf Régions, cinquante-trois Districts et trois *Islands Authorities*, sorte de «Collectivités Locales insulaires»⁴ ayant les compétences des Régions et des Districts, ce qui en fait

une structure de gouvernement local à un seul niveau alors que subsiste sur le continent une structure à deux niveaux. Ces Conseils des Isles concernent les trois grands archipels écossais, les Western Isles, les Shetlands et les Orcades.

Dans les premières, Stornoway devint le centre du pouvoir et regroupa services et administration. Située au Nord de la plus septentrionale des îles, Lewis, la ville devint une enclave urbaine et politique, à l'économie plus prospère, au sein d'une région rurale défavorisée; même si le nouveau Conseil des Isles, le *Western Isles Islands Council* (WIIC) chercha très vite à se décentraliser en créant un centre administratif annexe dans les îles du Sud, Stornoway se trouve désormais être le lieu même du pouvoir, dans toutes les acceptions du terme, et ce bien qu'elle ait perdu avec la Réforme son conseil municipal, et avec lui une certaine forme d'indépendance politique.

Les structures formelles actuelles du gouvernement local

Elles sont au nombre de quatre: le Conseil des Isles proprement dit, le député des Western Isles à Westminster, qui agit au nom de la circonscription parlementaire, les agences semi-gouvernementales et les organismes publics. Mise à part la députation, ces structures du gouvernement local interviennent sur une Région de plus de deux cents kilomètres de long, relativement homogène économiquement, socialement et culturellement, mais composée de différentes îles et d'une zone urbaine revendiquant une identité particulière.

En fait, si on étudie le territoire du pouvoir politique local, trois facteurs sont à relever.

Premièrement, il existe depuis 1975 une difficile relation entre le territoire administratif régional (qui correspond à la circonscription électorale) et le lieu du pouvoir, Stornoway. Malgré

les efforts de décentralisation consentis par le WIIC, l'importance de la ville dans l'exercice du pouvoir reste prépondérante, et les zones rurales, notamment celles du Sud, ont parfois du mal à reconnaître cette autorité.

Deuxièmement, il s'agit d'un territoire vaste, de l'échelle d'une région, subdivisé en circonscriptions plus petites («quartiers» pour Stornoway, «communes» pour les grandes îles, et île dans son ensemble pour les plus petites comme Benbecula) qui envoient un conseiller au gouvernement local. Sur les trente conseillers au WIIC, Stornoway en envoie cinq, les îles protestantes du Nord (Lewis, Harris et North Uist) vingt-cinq en tout et celles du Sud, catholiques en majorité, cinq. Même si le nombre de conseillers est en rapport avec la population concernée, le Nord protestant, et notamment Lewis, est surreprésenté.

Troisièmement, il n'existe pas de pouvoir municipal proprement dit dans les îles. Les *Communities Councils* n'ont qu'un rôle consultatif, et à une échelle micro-locale, le pouvoir politique est aux mains des conseillers, des «notables» et des hommes d'Eglise - qui n'ont plus de «territoire» politique à eux depuis la suppression des paroisses en tant qu'unités administratives en 1929. Ces trois «catégories» regroupent d'ailleurs souvent les mêmes individus.

Or le village reste l'espace premier d'identification et d'intégration sociale, notamment grâce à la parenté, au voisinage, à la scolarisation primaire et aux groupes de travail. L'appartenance à une île reste aussi une référence identitaire importante, or, sauf pour les plus petites, elles ne sont pas représentées politiquement en tant que telles⁵.

Le pouvoir micro-local dans les Western Isles est donc diffus, noyé dans des espaces de références trop grands (ou trop jeunes dans leur constitution historique) pour être significatifs pour la population, et incapable de faire le lien avec les territoires de référence identitaire traditionnels.

Le WIIC est la structure de gestion administrative et de gestion politique directe de cette Région. Il est composé de trente conseillers élus au suffrage universel tous les quatre ans par moitié, et de fonctionnaires de l'exécutif travaillant au sein des différents Départements du Conseil (Éducation, Urbanisme, Logement...) et qui sont recrutés par le WIIC - théoriquement - selon les critères de qualification de la fonction publique britannique⁶. Cela a entraîné, lors de l'installation du Conseil, un afflux de personnel qualifié venu d'autres régions britanniques, notamment d'Angleterre, les *incomers*, venus s'installer à Stornoway et dans sa banlieue avec leurs familles. Cette population de technocrates et de fonctionnaires, aujourd'hui plutôt bien intégrée à la population locale, tend peu à peu à être remplacée par des jeunes du pays formés sur le continent. Malgré ces critères d'embauche «rationnels», de nombreux personnels ont été choisis, notamment à la tête de l'administration, parmi des employés locaux, selon des critères liés à la parenté, à l'interconnaissance... et si ce phénomène n'est pas quantifiable exactement car occulté, il a provoqué de nombreux dysfonctionnements liés à l'incompétence de certains salariés.

Les objectifs du WIIC relèvent d'une volonté d'autonomie dans trois domaines: culturel, économique et politique.

L'autonomie culturelle est sans doute la plus facile à réaliser; le Conseil s'efforce principalement de maintenir et de renforcer la cohésion des îles, en créant, entre autres, un sentiment identitaire «hébridéen», et de défendre le patrimoine linguistique et culturel, notamment en instaurant le bilinguisme à tous les échelons de la vie locale.

Économiquement parlant, le WIIC a fait beaucoup pour les îles en vingt années de gouvernement, notamment en matière d'emploi, de formation et d'amélioration des conditions de vie. Mais les Western Isles restent une région économiquement assistée, par le Gouvernement

central et par la Communauté Européenne, ce qui les placent dans un état de dépendance de plus en plus strict. L'État britannique a là un moyen de contrôle considérable; le problème est le même avec la Communauté Européenne: les Western Isles sont assistées financièrement sans que leur soit offerte la moindre possibilité d'obtenir les moyens politiques nécessaires pour contrôler leur potentiel économique (essentiellement les réserves halieutiques).

Les possibilités du gouvernement local sont d'autant plus réduites qu'il doit jouer sur un budget restreint, selon des règles définies par Westminster, le *Scottish Office*, et les agences semi-gouvernementales. Celles-ci, généralement regroupées en réseaux, sont en fait des agences de développement redistribuant des fonds publics (nationaux et européens) essentiellement dans l'industrie, le tourisme, l'agriculture et l'aquaculture. Si leur domaine d'intervention paraît strictement économique, elles sont en fait impliquées dans les décisions politiques par leur rôle de distribution des subventions selon des objectifs précis, et elles sont consultées par le WIIC pour chaque projet nécessitant des fonds dépassant les capacités du budget régional.

D'une manière plus directement politique, le WIIC doit aussi compter avec les organismes publics spécialisés chargés des différents services sociaux, tels les Bureaux de la Santé, du Logement, etc..., qui sont autant d'unités de gouvernement «déconcentrées»⁷. Eux aussi sont chargés d'appliquer localement des règles définies nationalement, et les différents Départements du WIIC sont tenus de travailler avec eux. On s'aperçoit cependant que si les agences semi-gouvernementales sont presque essentiellement composées d'*incomers*, nommés et donc exempts de tout contrôle politique local, les organismes publics, tant au niveau de leur direction que de leur administration, comptent une majorité de locaux, nommés par le Gouvernement Central mais selon une liste proposée par le gouvernement local.

Le seul domaine où l'on pourrait trouver une certaine autonomie politique locale est celui de la députation, mais à cela il faut apporter deux correctifs. Premièrement, il ne s'agit pas là, à strictement parler, de «gouvernement local». Deuxièmement, si le député des Western Isles participe de la politique locale, il se situe à la croisée du local et du national. La personnalité du député joue beaucoup dans sa conception du pouvoir. Le précédent député était inscrit localement bien plus que l'actuel: ancien maire de Stornoway, ayant eu de nombreuses fonctions au sein du gouvernement local, travaillant dans une entreprise familiale de tweed, la production «traditionnelle» de la région, connu de tous, c'était une figure véritablement charismatique; et son appartenance au Parti Nationaliste Écossais avait moins de poids, politiquement, que son appartenance à la communauté. L'actuel député, travailliste, est trop proche des structures nationales, de par sa formation (sur le continent et aux USA), ses idées qui dépassent souvent le cadre des affaires hébridéennes, son peu d'inscription locale: il n'appartient pas à des réseaux de sociabilité forts, il est trop dépendant de son inscription à un parti britannique (son prédécesseur défendant l'autonomie écossaise), il est peu présent sur le terrain...

Il existe donc une séparation de plus en plus nette entre les deux pouvoirs: strictement local (le WIIC) et en relation avec le national (le député). Dans les Western Isles, les conseillers du WIIC restent en position de force, le député se contentant de donner son avis sur quelques affaires locales par voie de presse.

Les autres formes du pouvoir politique

Elles sont nombreuses, mais les plus présentes et les plus influentes sont celles qui ont des liens forts avec le gouvernement local à travers deux dimensions: le territoire⁸ et/ou la population, dans le sens d'un lien direct avec elle, par le biais de la sociabilité, de la culture de l'information: c'est le cas des Églises - et notamment

des Églises majoritaires dans les Western Isles, la *Free Church of Scotland* (qui n'est pas l'Église Officielle) dans le Nord, et l'Église Catholique Romaine dans le Sud -, les clubs, les associations, la télévision et la radio gaéliques (installées à Stornoway), la presse locale...

Par contre, les autres «organisations» parfois plus ouvertement politiques, qui s'inscrivent dans un cadre plus large (national - écossais ou britannique) ont bien moins de pouvoir politique local. Ainsi en est-il de l'Église d'Écosse officielle, et surtout des syndicats nationaux et des partis politiques, même le *Scottish National Party*. La population s'inscrit très peu dans ces deux dernières formes d'organisation, et si le S.N.P. a bénéficié du charisme de l'ancien député, depuis la mort de celui-ci à la fin des années 1980, il retombe peu à peu dans l'oubli.

Il faut aussi noter que jusqu'aux dernières élections locales, les partis politiques étaient absents en tant que tels du jeu électoral: la plupart des candidats se présentaient en indépendants, et ceux qui appartenaient à un parti national étaient plus élus pour leur personnalité que pour cette inscription politique. Cela permettait d'ailleurs à des candidats de se présenter sous des étiquettes différentes à chaque élection... Depuis quatre ans, un groupe de cinq députés travaillistes siège au WIIC, élus sur une liste présentée par le Labour; les autres partis, et notamment le S.N.P., envisagent de rentrer dans le jeu politique pour éviter une mainmise travailliste sur le Conseil - alors qu'ils n'avaient jamais fait cela sous le mandat de l'ancien député. Il s'agit bien là d'une innovation politique venue de l'extérieur (la direction du Parti Travailliste Écossais) et non d'une initiative locale.

Nous ne pouvons pas tout traiter dans le cadre de cet article, pourtant, nous nous attarderons un instant sur le cas éclairant des «clubs» et «associations» diverses - les autres formes de pouvoir politique comme les Églises et les Partis faisant l'objet d'une abondante littérature⁹.

L'importance de ces clubs dans la vie politique locale est un phénomène tout à fait britannique; il existe évidemment de nombreux types de clubs et associations, caritatifs, sportifs, de groupes d'âge..., qui jouent un rôle d'intégration et d'identification sociales majeur, tant en ville que dans les zones rurales, mais ceux qui nous intéressent tout particulièrement ici sont les associations religieuses liées aux différentes Églises, et, plus encore, ce que nous appellerons les «groupements de fraternité», car ils reposent sur un fort sentiment d'appartenance, d'interconnaissance et de solidarité. Mélangeant (théoriquement au moins) les âges, les professions, les statuts, les origines, ils sont construits autour d'une règle de conduite et d'organisation, ainsi que d'un système de valeurs particulier, plus que selon des objectifs très définis. Dans les Western Isles, on reconnaît ainsi le *Rotary Club*, les loges franc-maçonnes, la *British Legion Club* et la *Sea Angling Club* de Stornoway qui, en pratique, dépassent largement le cadre de leurs activités initiales.

Ces «groupements de fraternité» ont un impact certain, bien que non reconnu et explicite - surtout par ceux qui en font partie - sur le pouvoir politique: d'abord, parce qu'ils ont une inscription locale essentielle, et servent de groupes d'intégration sociale et politique là où les unités politiques à échelle réduite, tels les conseils municipaux, font défaut. On peut d'ailleurs remarquer que ces clubs se concentrent presque tous à Stornoway et à Tarbert, la deuxième agglomération des Western Isles, et qu'ils s'inscrivent dans l'histoire longue de la ville (la loge Fortrose de Stornoway date du milieu du XVIII^e siècle). Ensuite, leurs membres sont essentiellement des «bourgeois», à savoir des commerçants, armateurs, gros fermiers, fonctionnaires, artisans, hommes de loi, postiers, enseignants, entrepreneurs... Ces personnes sont généralement membres de plusieurs de ces «groupements», ainsi que d'autres associations; il existe donc une interconnaissance forte entre eux.

Enfin, une analyse de la Franc-Maçonnerie à Stornoway a mis en évidence de fortes relations entre la loge et la propriété foncière, notamment pour la période antérieure au *Stornoway Trust*, et la politique locale: tant qu'a existé un Conseil Municipal à Stornoway, presque tous les Maires, Conseillers, Secrétaires de Mairie, ainsi que les Conseillers aux Comtés avant 1975, ont été initiés. Les relations étant généralement des plus cordiales entre la Franc-Maçonnerie et l'Église Écossaise, et ce depuis le XVIII^e siècle, de nombreux pasteurs, *Elders* et autres doyens des congrégations religieuses se retrouvent également dans les deux organisations¹⁰.

Aujourd'hui encore, on retrouve des membres de ces différents groupements au sein du gouvernement local, dans les organismes publics, au *Stornoway Trust*, au *Stornoway Pier & Harbour Commission*, etc... bref dans tous les organes du pouvoir politique local, à l'exception, semble-t-il, des agences semi-gouvernementales. S'ils se défendent de former des lobbies ou des groupes de pression au sein de ces différents organismes, il est certain que les réseaux de sociabilité, d'interconnaissance, voire de solidarité, mis en place dans ces groupements, jouent un rôle ne serait-ce qu'au niveau des nominations à certains postes, au même titre sans doute que la parenté. Ces réseaux ne sont pas les seuls à fonctionner dans ce cadre, mais la corrélation entre les membres de ces groupements et le personnel politique local est trop forte pour ne parler que de coïncidence...

On peut maintenant dégager une composante essentielle du pouvoir politique dans les Western Isles, en croisant les quatre facteurs étudiés précédemment:

- 1 -la classe politique locale avant 1975;
- 2 -le gouvernement local actuel (WILC, agence semi-gouvernementale, organismes publics, *Stornoway Trust*...);
- 3 -l'appartenance à un territoire;
- 4 -les groupes d'intégration et de sociabilité.

Il se distingue ainsi en filigrane ce que nous appellerons une classe ou plutôt un groupe de «notables», détenant généralement un certain pouvoir économique de par leur profession, leur statut ou leur fonction, et formant une classe politique réduite mais pérenne, puisque ayant, au moins en partie, survécu aux bouleversements du gouvernement local après 1973. La moyenne d'âge y est assez élevée, car ils participent de la vie politique depuis au moins vingt ans, les cumuls de postes et de fonctions sont nombreux (ce qui est une des caractéristiques des Western Isles notamment à cause de la taille réduite de la population et du grand nombre de postes à pourvoir, dû à la lourdeur de l'administration et à la complexité de la gestion locale), les temps d'exercice longs, avec un faible *turn-over*, l'inter-connaissance forte, la sociabilité importante; le caractère urbain de ce groupe est aussi relativement marqué, notamment à cause des facteurs 1, 2 et 4.

Ainsi, malgré la Réforme du gouvernement local et une vraie décentralisation administrative, le pouvoir politique local se trouve essentiellement aux mains d'un groupe de notables essentiellement urbains et pérennes. Il s'agit de gens «connus», respectés, et souvent issus de familles impliquées depuis longtemps dans la vie politique locale, comme les enquêtes menées à Stornoway tendraient à le montrer.

Par contre, les administratifs, les «fonctionnaires» du gouvernement local ne font pas partie de ces «notables»; ce sont des gestionnaires qui appliquent les décisions politiques. Ils relèvent rarement des facteurs 1 et 3, sont souvent des *incomers*, et donc inconnus, la plupart du temps, de la population. S'ils ont eu le temps, pour les plus anciennement installés, de créer un réseau de sociabilité autour d'eux, il s'agit la plupart du temps d'un réseau d'*incomers*, en marge des réseaux locaux, notamment parce que ne relevant pas des groupes de travail dans les zones rurales, et de la parenté.

Les relations du gouvernement local avec les structures englobantes

Nous traiterons (rapidement) des trois structures principales en relations avec le gouvernement local des Western Isles, nationales et internationales, dans la mesure où ces relations éclairent l'étude des ingrédients et des objectifs du pouvoir local.

Ne pouvant traiter ici les rapports centre/périphérie en Grande-Bretagne, de manière générale, nous renverrons à l'article très instructif de Rhodes¹¹. En fait, les structures politiques des Western Isles sont prises dans un enchevêtrement de réseaux d'interdépendance constitués entre les différentes unités gouvernementales déconcentrées, ce qui rend l'autonomie politique difficile. Mais dans le même temps, le pouvoir politique local dispose de quelques atouts qui servent ses objectifs: les Iles sont à la périphérie du territoire national, ce qui est souvent un désavantage, mais ce qui est aussi le garant d'une certaine «tranquillité». Elles appartiennent à un ensemble écossais mal connu de Westminster, surtout le Nord, ce qui, là encore, est à la fois un avantage et un inconvénient. Le Gouvernement Central est considéré par la population îlienne comme ne s'intéressant à leur région que pour les ponctionner; il n'existe donc pas de véritable «sympathie» pour le Gouvernement, quelle que soit sa couleur politique, et la volonté d'autonomie du gouvernement local rencontre peu de résistances - en tout cas pas de celles basées sur une «fidélité» nationale. De plus, par rapport au Gouvernement actuel, il n'existe aucune sympathie politique - les Conservateurs n'ayant aucun poids dans la vie locale depuis le XIX^e siècle - , même si les rapports entre les Western Isles et Westminster ne sont jamais perçus sur le mode d'une opposition politique, mais sont toujours vus globalement et anhistoriquement, ce qui est sans doute dû au refus de la politique des Partis dans la vie locale.

Dans le cadre de l'Ecosse, le principal partenaire politique «écossais» des gouvernements locaux est le *Scottish Office*; les relations entre eux sont souvent tendues car il est de plus en plus considéré comme à la solde de Westminster - ce qui tient essentiellement à la personnalité politique du Secrétaire d'Etat.

Cependant, on peut poser comme hypothèse que si l'Ecosse obtenait l'autonomie politique, les relations entre son Gouvernement (Parlement) et les collectivités locales relativement déconcentrées comme les Conseils des Isles pourraient se détériorer par rapport à l'état actuel des relations centre/périphérie, parce qu'un pouvoir plus proche serait perçu comme plus contraignant. Ce fut là en tout cas l'opinion des Orcades et des Shetlands qui votèrent massivement contre le projet de Dévolution écossaise en 1979. Si les Western Isles votèrent pour, cette position s'explique notamment par la campagne du député nationaliste, qui bien sûr soutenait le projet, par la jeunesse du gouvernement local à l'époque (quatre ans) et par l'attachement de la population rurale îlienne, largement majoritaire, aux idées de la *Land League* et des combats des paysans pour la terre aux XIX^e siècle - ses héritiers étant, par ailleurs, autant le S.N.P. que le *Scottish Labour Party*¹².

Par rapport aux structures politiques écossaises, les Western Isles s'inscrivent bien dans la vaste région géographique, culturelle, linguistique et socio-économique du Nord du pays, les Highlands; comme l'a montré George Kellas, on retrouve dans les îles l'absence de structures de classes, le peu de poids des partis politiques, l'importance de la personnalité (charisme) du candidat, le localisme électoral et le rôle influent des notables et des médias locaux¹³.

Par contre, les hommes politiques et administratifs de toutes sortes des Western Isles jouent à fond la carte européenne - malgré le vote négatif des îles lors du Référendum pour l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun dans les années 1970, qui s'explique,

en «négatif» par les raisons invoquées plus haut (député nationaliste, gouvernement local jeune, héritage politique radical) et par le fait que la population restait méfiante, voyant plus les inconvénients que les avantages d'une telle alliance. Or, la manne des finances européennes s'est ouverte pour les Western Isles, une des régions aujourd'hui les plus assistées d'Europe en tant que région périphérique, maritime et déshéritée.

Recevoir ces fonds apparaît désormais comme naturel aux îliens, qui s'insurgent quand le Gouvernement britannique se dresse contre les volontés de Bruxelles - de peur que les financements soient bloqués. C'est d'ailleurs sur ce point que l'idée d'indépendance écossaise refait surface, l'Ecosse en tant que Nation, interlocutrice directe de la Communauté Européenne, étant perçue comme un partenaire plus souple, et donc plus attractif. La grande circonscription des Highlands et des îles a d'ailleurs envoyée un député S.N.P. à Bruxelles...

Par contre, la population et la classe politique ne semblent pas vouloir croire que ces fonds reçus créent des obligations de leur part vis-à-vis de Bruxelles, et que l'économie îlienne devient totalement assistée et dépendante. Pour ceux qui le reconnaissent, il semble que le raisonnement soit le suivant: l'économie indigène des Western Isles n'étant pas viable, quitte à être assistés; autant l'être par une organisation lointaine aux pouvoirs et aux contrôles peu prégnants, plutôt que par un gouvernement central national qui demande des comptes directs.

Le pouvoir politique local et ses relations aux autres domaines de l'organisation sociale

Nous venons de voir que le pouvoir politique local dans les Western Isles est fragmenté et se partage entre:

- un Conseil des Iles composé d'une direction administrative bureaucratique, nommée, et sans pouvoir politique réel, et d'un conseil de gouvernement élu, prenant les décisions politiques, et dans lequel on retrouve une partie des notables.
- une classe politique réduite, en partie issue des anciennes structures de gouvernement, qui se retrouve à tous les niveaux du pouvoir local ainsi que dans différents groupements de sociabilité qui, sans être «politiques» à proprement parler, participent de la formation de réseaux d'interconnaissance et de sociabilité qui peuvent influencer sur l'action politique.

Sans que nous puissions développer ici, nous voyons apparaître des relations entre le pouvoir politique local et les autres domaines de l'organisation sociale, et notamment l'économie, la religion, les groupes sociaux, les réseaux de sociabilité,...

Dans l'état actuel des recherches, nous n'avons pas d'analyse précise des relations entre la parenté et le pouvoir politique à proposer. Toutefois, nous pouvons relever trois caractéristiques des Iles dans le domaine de la parenté, qui peuvent servir à analyser ses rapports au politique.

D'abord, la population, très pauvre jusqu'à la moitié de ce siècle, a beaucoup migré, que ce soit au sein même des îles, qu'hors d'elles, notamment au XIX^e siècle et jusqu'aux années 30 de ce siècle; les familles sont donc dispersées dans le monde entier.

Ensuite, la terre n'a jamais appartenu directement à ceux qui la cultivaient ou vivaient dessus et les petites exploitations de tenanciers ne furent pas transmissibles avant la fin du XIX^e siècle. Il n'y a donc pas eu de tradition de stratégies matrimoniales apparentes (renchaînement d'alliances par exemple) du moins dans les zones rurales, pour contrer les effets d'un partage des terres - il peut exister de semblables stratégies à Stornoway chez les commerçants, mais dans l'état actuel des recherches, elles ne sont pas apparues.

Enfin, si l'aire des mariages était relativement restreinte jusqu'au XIX^e siècle, les migrations, qui touchaient tant les hommes que les femmes, ont élargi cette aire. De plus, avec l'implantation du gouvernement local, l'arrivée des *incomers* qui ont aujourd'hui des enfants en âge de se marier, a multiplié les mariages «mixtes». Mais là encore, le phénomène est trop récent (et trop peu étudié) pour parler de stratégies matrimoniales, qui lieraient par exemple des familles locales de notables avec des *incomers* possédant un pouvoir économique d'un nouveau type. Les groupes de parenté, dont l'importance est certaine en ce qui concerne la sociabilité (équipes de travail, festivités, voisinage...) paraissent peu présents dans le domaine du politique - même si en fait, vu la taille du territoire et de la population, tout le monde est plus ou moins «parent», en tout cas sur une île donnée. Ces groupes de parenté servant cependant de groupes d'intégration au sein des communautés locales, on peut peut-être y voir l'explication de l'absence de groupes politiques constitués (partis...) opposés les uns aux autres et qui rempliraient cette fonction d'intégration et d'identification¹⁴. A une échelle plus large, les divers groupements de sociabilité joueraient le même rôle.

De par leur histoire, les Western Isles, et tout particulièrement Lewis, ne connaissent pas de fractures sociales en termes de «classes» - ce qui n'empêche pas l'existence de clivages dans la population et de groupes sociaux. Cette absence de division en «classes» s'expliquerait par la forte mobilité de la population, la dispersion géographique entravant la constitution de réseaux relativement stables à l'intérieur du territoire, par la faiblesse du patrimoine de la population, par la pluri-activité traditionnelle, surtout en zones rurales (absence de critères professionnels), et par l'absence d'une «conscience de classe» et d'opposition sociale et économique qui engendrerait une pratique de classe. Même au temps des grands propriétaires fonciers à Lewis, ou encore aujourd'hui sur les autres îles, les conflits entre possédants et tenanciers

étaient vécus sur le mode diffus et personnalisé; il n'y eut pas constitution d'une «classe paysanne» par exemple, la fragmentation se faisant plutôt sur d'autres critères que socio-économiques, ou alors selon un axe: tenanciers/petits pêcheurs, et fermiers/gros pêcheurs/propriétaires fonciers¹⁵.

Cette sorte de «paix sociale», largement revendiquée, dans le discours au moins, et cette réelle homogénéisation de la société en une vaste classe moyenne, depuis quelques décennies (et qui parvient même à combler peu à peu la distinction zones rurales/ville), fait que le domaine politique local n'est pas un territoire de lutte de classes, mais un espace où le consensus est vivement recherché, afin d'améliorer la vie économique et sociale de tous et - mais de manière moins explicite - afin de maintenir les structures de pouvoir en place, et de permettre la reproduction de la classe politique actuelle.

C'est cette imbrication du politique dans l'organisation sociale et économique des Western Isles qui rend celui-ci peu visible à la population, puisque les domaines ne sont pas «cloisonnés» (s'ils le sont jamais) comme ils paraissent l'être en Angleterre, selon les îliens.

Cette situation engendre également la recherche d'une politique «corporatiste» consensuelle, et non le désir de clivages politiques forts. Les hommes politiques locaux se définissent toujours comme représentants de la communauté îlienne dans son ensemble, et non comme ceux d'une fraction de la population (les «paysans» ou les «ouvriers», etc...), d'un parti, d'une idéologie ou comme vecteurs d'une stratégie économique («libérale», ou «marxiste»...). Ainsi, cette situation justifie en grande partie la pérennisation de la classe politique par-delà les Réformes

gouvernementales imposées par une autorité extérieure, ainsi que l'action politique utilisée pour légitimer ces formes locales du politique.

Fondements et légitimité du pouvoir politique actuel

Formes, Ingrédients et Légitimité

Nous ne prendrons en compte dans cet article que la structure politique formelle dégagée plus haut, à savoir le gouvernement local comprenant le Conseil des Isles et la classe politique locale (sans le député), qui se répartit les postes entre les différents organismes fonctionnant, sur le fond, comme autant de structures alliant le politique et l'économique, et sur la forme, comme des administrations ou des entreprises de gestion ou de services publics.

C'est pour cela que, sans pouvoir dissocier les deux dans la réalité, nous traiterons du pouvoir politique local comme étant de deux types:

- un type administratif, de gestion du pouvoir politique;
- un type gouvernemental, de décisions politiques.

Comme le rappelait Patrick Le Guirriec¹⁶, la politique locale n'est pas une image réduite de la politique nationale restructurée par des contraintes particulières. Le pouvoir local est en général, un subtil dosage d'économie, d'idéologie (dans le sens d'une mise à jour des valeurs du groupe) et de clientélisme.

Ces ingrédients du pouvoir entretiendraient, selon Max Weber, des relations privilégiées avec certains types de légitimité de ce pouvoir. Sans reprendre ici l'analyse webérienne, nous poserons comme hypothèse, pour notre région:

Formes	Ingrédients	Légitimité
Direction administrative	Economie	Rationnelle
Gouvernement politique	Clientélisme et Idéologie	Traditionnelle

Nous avons vu précédemment les caractéristiques de la classe politique locale, et comment elle représente un système de valeur censé être celui de toute la communauté: celui d'une société unie historiquement et socialement homogène (tout en étant assez souple pour (re-)intégrer migrants locaux et *incomers*, du moins tant que ceux-ci partagent ce système de valeurs), à l'identité particulière, cherchant à se développer économiquement et culturellement, tout en restant autonome. Là est l'objectif déclaré du pouvoir, le but de ses principales réalisations. Les élections locales sont la bonne illustration de ce consensus en mettant en jeu un conflit de personnes, et non de partis ou de classes sociales.

De même, l'exercice du pouvoir local donne l'impression que les différentes activités communales, industrielles, économiques, sociales... forment un tout dont les éléments sont indissociables - notamment parce qu'on y retrouve les mêmes personnes en tant que décideurs et responsables.

Si on peut parler de «clientélisme» dans les Western Isles, et sans revenir sur l'abondante littérature anthropologique qu'a suscitée le sujet, c'est sans doute sur le plan des réseaux de sociabilité et d'interconnaissance forte, reliant les hommes politiques, et ce au sein de toutes les structures de pouvoir politique et économique.

Pour ce qui concerne le gouvernement politique, les deux ingrédients du pouvoir semblent être l'idéologie (système de valeurs) et, dans une moindre mesure, le clientélisme. Il n'est sans doute pas économique, ni «pragmatique»¹⁷, dans le sens où ces hommes sont rarement élus pour leurs compétences évaluées rationnellement ou pour leurs idées novatrices en matière de gestion.

En fait, cette classe politique repose essentiellement:

- sur un système de valeurs qu'elle partage avec le reste de la communauté;
- sur un réseau social dense;

- sur le localisme, les *incomers* étant encore fort peu nombreux à se trouver aux postes de décisions politiques locales;
- sur son historicité et sa pérennité, parfois même de génération en génération (il n'est pas rare que des membres d'une même famille, ascendants et/ou collatéraux, se retrouvent dans ce groupe);
- sur son «expérience», tirée de la longue durée de l'exercice du pouvoir et du cumul des fonctions - l'expérience donnant une sorte de légitimité à l'élection ou la nomination à des postes divers («puisqu'il a bien réussi là, il réussira aussi ici»).

On voit bien, notamment avec ces deux dernières composantes, qu'il s'agit de «coutume» de pouvoir.

La légitimité de cette forme de pouvoir repose donc sur la tradition, même si elle agit dans un sens atténué - il ne s'agit pas bien sûr des types «purs» de Max Weber. Si l'on peut parler de «charisme» des hommes ainsi élus, il faudrait alors parler principalement de «charisme héréditaire» ou de «charisme de la fonction»¹⁸.

La direction administrative est aux mains de fonctionnaires et de gestionnaires, pour la plupart nommés en fonction de leurs compétences et en vertu d'un contrat, et en fait souvent étrangers à la communauté, hiérarchisés et contrôlés par le gouvernement politique¹⁹. L'ingrédient de ce type de pouvoir est la gestion, donc l'économie, et sa légitimité est rationnelle.

Si, a priori, ce pouvoir administratif se reproduit «rationnellement», la reproduction du pouvoir nécessite plus d'efforts chez la classe politique, non seulement parce que nous ne sommes pas face à une légitimité traditionnelle «pure» qui trouverait sa source dans la coutume et la continuité, mais aussi parce que ces hommes sont confrontés, parfois directement, au pouvoir administratif local, et surtout national (britannique). De plus, l'augmentation du nombre d'*incomers*, c'est-à-dire de continentaux

anglais ou écossais du Sud, souvent d'origine urbaine et très qualifiés, a priori peu enclins à se plier sans réserve à cette forme de pouvoir reposant sur la «tradition» (surtout quand elle se fait de façon flagrante en dépit de la rationalité de la gestion économique), oblige de plus en plus les hommes politiques locaux à renforcer leurs positions par leurs actions et par leurs discours.

L'action et le discours politiques

Nous entendrons par «discours politique» tout type d'intervention orale ou écrite se rapportant à l'organisation et à la gestion de la région et des communautés locales qui la composent, aux relations des Iles avec l'Etat et, plus généralement, avec les structures englobantes de même nature, à la légitimité des propositions et des décisions prises à tous les niveaux de pouvoir, aux questions syndicales et «politiciennes», ainsi qu'à l'histoire et à la tradition quand elles servent à légitimer l'action politique, aux hommes politiques locaux et à leurs actes.

Nous délimiterons le champ de l'«action politique» dans le sens de la *policy* anglo-saxonne, concept comprenant les processus de décisions, les moyens d'action mis en œuvre, les réalisations, auxquels nous ajouterons la responsabilité politique des décideurs, comprise en tant que passage à l'acte d'une décision prise à un moment donné par le groupe ou par un individu.

Le processus de décision au sein du gouvernement local doit tenir compte de toutes les «contraintes extérieures» étudiées auparavant; comme le souligne Rhodes d'une manière plus générale, on n'a pas affaire à «un système politique jouissant d'un pouvoir discrétionnaire de décider et de mettre en œuvre des politiques spécifiques»²⁰. Le gouvernement local a donc essentiellement comme marge de manœuvre une autonomie opérationnelle dans le domaine de

«basse politique» (santé publique, logement social...) et dans l'adaptation des politiques plus générales décidées par le Centre, à sa propre réalité (et à son budget).

Le principal problème dans les Western Isles par rapport au gouvernement local est que, compte tenu de la fragmentation et de la dispersion des services et des compétences entre plusieurs unités gouvernementales, la population connaît mal les différents services fournis et ignore qui est responsable et pour quoi²¹. De même pour la classe politique locale: si, au sein des organismes publics et des agences, la responsabilité des Présidents et des Directeurs est assez nettement définie - et de toute façon limitée car ils sont en grande partie dépendants des directives et des subsides du Gouvernement Central, d'un réseau national (les agences) ou d'une direction centralisée -, cette responsabilité est totalement floue au sein des divers Départements du WIIC. Cela a été dramatiquement mis en évidence en juillet 1991, avec la faillite de la banque B.C.C.I. qui a englouti plus de £23 millions du budget du Conseil: la population s'est alors aperçue de l'incompétence des décideurs politiques, mais aussi, sur le plan de la responsabilité, du fait que le Conseil ne disposait d'aucune directive financière ferme, que les budgets locaux étaient grandement perturbés par les contrôles gouvernementaux, que les décisions financières n'étaient pas prises forcément en fonction de la place hiérarchique, etc...

Lors des longues suites administratives et politiques, notamment pour décider des sanctions, cette affaire montra aussi le solide «esprit de corps» qui unissait la classe politique - et les vrais responsables furent «écartés» du pouvoir avec de confortables compensations financières...

Malgré ce flou sur le plan des responsabilités, la classe politique des Western Isles entreprend, plus ou moins régulièrement, trois types d'actions, dans lesquels le discours politique local s'inscrit, de même qu'il les renforce et les légitime:

- 1 - Des décisions et mises en œuvre du développement économique et social, culturel..., c'est-à-dire des activités de développement de la société et de gestion de ce développement.
- 2 - Des activités de ré-activation de la mémoire collective (commémoration, ouverture d'un musée,...), qui renforcent les sentiments identitaires, unifient la population autour d'une histoire et d'une culture commune - les particularismes de chaque île étant rarement mis en avant - et fortifient la tradition.
- 3 - Des activités d'opposition, de recomposition des directives, voire de «désobéissance civile», contre le Gouvernement Central. Jean-Didier Hache a même pu parler d'une dynamique de «combat insulaire» mené par le WIIC pour l'unification des îles et leur autonomie politique²². Sans aller jusque-là, il est sûr que le gouvernement local cherche à défendre la population (et ses privilèges) contre les décisions, négatives pour les îles, du pouvoir central, par exemple lorsque ces décisions concernent les zones de pêche, les budgets sociaux, les taxes sur les transports ou l'énergie... Dans ces cas-là, les hommes politiques ont tendance à faire bloc au sein du gouvernement local. Il faut souligner que celui-ci reçoit depuis quelques années le soutien (inattendu?) du C.O.S.L.A., la Convention des Collectivités Locales Écossaise, qui devient de plus en plus anti-gouvernementale et obstructionniste²³.

Ce rôle d'opposition est aussi tenu par la presse locale, la *Stornoway Gazette*, proche du S.N.P., et la *West Highland Free Press*, très ancrée à gauche.

Les détenteurs du pouvoir politique local basent donc leurs actions et jouent leur rôle sur deux niveaux: la Région, en y rattachant constamment leurs actions, leurs objectifs et leurs préoccupations, et l'État, en se tenant «sur les bords», c'est-à-dire en en faisant partie tout en s'en désolidarisant la plupart du temps.

Cet ancrage très marqué dans le territoire, la culture, l'histoire, est d'autant plus important pour la légitimité du pouvoir que les dirigeants locaux, de par la séparation des mandats propre à la Grande-Bretagne, n'ont pas de rôle national - et quand ils ont une fonction hors du domaine local, elle est généralement méconnue. Ces différents facteurs se combinent par ailleurs pour alimenter le «localisme local», c'est-à-dire l'absence d'intérêt pour les grands problèmes nationaux, même au moment des élections - la seule demande vis-à-vis du national étant l'augmentation des aides financières.

Conclusion

Le pouvoir politique local dans les Western Isles d'Écosse repose essentiellement, comme nous l'avons vu, sur les structures institutionnelles d'un Conseil des îles et d'unités de gouvernement déconcentrées, sur un groupe de notables, ainsi que sur des réseaux de sociabilité et d'interconnaissance denses, qui relient tous les domaines du pouvoir, qu'il soit économique, politique ou même social (religieux). La classe politique est fortement ancrée dans le territoire local et dans la longue durée, ce qui légitime sa domination; ses actions vont dans le même sens, qu'il s'agisse du développement et de l'amélioration de la vie îlienne, de la défense de la culture et de l'identité insulaire et gaélique, de l'assouplissement de sa relation au Gouvernement Central, ou bien encore de son peu d'inscription dans les grands problèmes nationaux.

Notre hypothèse d'une volonté politique locale d'autonomie, de renforcement et de pérennisation du pouvoir est confirmée par cette position du gouvernement politique vis-à-vis de la Région et de l'État, par les ingrédients et le type de légitimité de ce pouvoir - qui voit cependant sa marge de manœuvre limitée par les structures politiques englobantes, la direction administrative du gouvernement local, et, sans doute, par le groupe des *incomers*, dans son ensemble peu enclin à se plier à ce type de domination.

Ce rôle de la population nouvelle des îles est probablement également à l'œuvre dans le récent phénomène de l'entrée des partis politiques au Conseil; peut-être s'agit-il là du passage des Western Isles dans les formes «modernes» de la vie politique. Peut-être aussi peut-on y voir un affaiblissement des autres modes d'intégration sociale, qui serait en rapport avec l'arrivée des *incomers* et une supposée «entrée dans la modernité».

Notes

- 1 Voir dans la même ligne de recherches, les travaux de P. Le Guirriec, et notamment: Patrick LE GUIRRIEC: *Paysans, Parents, Partisans dans les Monts d'Arrée*, Brasparts, 1988, éd. Beltan.
- 2 La conception des Western Isles comme une seule entité fut d'abord administrative; les habitants des différentes îles, bien que partageant en partie une histoire et une langue commune, le gaélique, se connaissaient mal, et les liaisons entre le Nord et le Sud étaient difficiles. Jusqu'à la fin des années 1950 au moins, les divisions religieuses furent également vivaces, les îles du Nord relevant d'un protestantisme «dur», les îles du Sud étant catholiques - et ayant en fait plus de contacts avec l'Irlande qu'avec Stornoway. Les îles appartenaient également à des propriétaires différents, au moins jusqu'au début du siècle, quand le dernier landlord de Lewis, Lord Leverhulme, donna la terre aux habitants. Les Western Isles furent d'abord unifiées électoralement, en tant que circonscription parlementaire, puis administrativement avec l'instauration d'un secteur pour les services de santé, puis pour le tourisme et l'emploi.
- 3 Comme le rappelle Jean-Didier Hache: «Le processus d'institutionnalisation (...) ressortait plus d'un assentiment donné à une réforme suscitée par des motivations d'ordre politique générale [la refonte du gouvernement local écossais] et dont les aspects 'insulaires' avaient été déterminés par des groupes de pression où les Hébrides Extérieures n'avaient jamais jouées un rôle prépondérant». Voir: Jean-Didier HACHE, «Insularité et institutionnalisation dans les Hébrides Extérieures d'Ecosse», dans *Revue Française de Science Politique*, vol. 32 n°4-5, Août-Oct. 1982, p. 757.
- 4 Nous utiliserons le terme de «collectivités locales» comme le fait Rhodes de préférence à «autorités locales», les *local authorities* ayant deux niveaux en Grande-Bretagne - sauf pour les trois Régions Insulaires -: les Comtés (ou Régions en Ecosse) et les Districts; elles sont de plus de grande dimension, plurifonctionnelles et relativement autonomes financièrement, puisqu'elles disposent du droit de lever des impôts locaux. Elles détiennent un pouvoir de blocage, au moins de redéfinition, des politiques du Gouvernement Central. Voir: Roderick RHODES, «La Grande-Bretagne, pays du gouvernement local?», dans *Pouvoirs*, n°37, 1986, p. 59-60.
- 5 Sans entrer dans le détail des problèmes liés à l'insularité, nous reprendrons l'analyse que Jean-Didier Hache faisait cinq ans après la mise en place du gouvernement local: dans les Western Isles, les données particulières sont plus liées à des problèmes relevant des rapports centre/périphérie, aux questions de décentralisation, aux problèmes liés aux «minorités»...qu'à un facteur décisif qui serait l'«insularité» elle-même. Sur les plans économiques et politiques, elle accentue les oppositions entre centre et périphérie, notamment dans la perception plus aisée des avantages ou des inconvénients qu'une périphérie retire de la politique pratiquée par le centre. Voir: Jean-Didier HACHE: *L'insularité, Tare ou Privilège? L'exemple des Western Isles d'Ecosse*, Mémoire DESS, UER de Sciences Politiques, Paris, Université de Paris I - Sorbonne, 1980, non publié.
- 6 *Idem*, p. 120.
- 7 Voir RHODES, op cit, p. 61.
- 8 C'est par exemple le cas du *Stornoway Trust*, le Cartel d'administration du domaine foncier de Stornoway - une forme exceptionnelle, sinon unique, de propriété foncière en Grande-Bretagne puisqu'il s'agit d'une sorte de propriété communautaire du sol de l'ancienne paroisse de Stornoway et des lochs, soit près Stornoway, Stornoway Gazette Ltd/Lodge Fortrose, 1993.
- 11 Voir RHODES, op cit.
- 12 Voir HACHE, 1980, op cit, p. 116, ainsi que Judith ENNEW: *The Western Isles Today*, Cambridge, C.U.P., 1980.
- 13 Voir KELLAS, op cit, chap. XIII.
- 14 Voir l'hypothèse émise par LE GUIRRIEC, op cit, p. 15.
- 15 C'est ce que KELLAS relève aussi pour l'ensemble des Highlands. Voir KELLAS, op cit, Chap. XIII.
- 16 Patrick LE GUIRRIEC: *Guerlesquin*, Brasparts, édition Beltan, 1989.
- 17 *Idem*, p. 160.
- 18 Max WEBER, *Economie et Société*, Paris, 1920, tome 1, Chap. III.
- 19 Comme le souligne Max WEBER, la domination bureaucratique a obligatoirement à sa tête un élément, au moins, qui n'est pas purement bureaucratique. *Idem*, Chap. III.
- 20 Voir RHODES, op cit, p. 63.
- 21 Une enquête de terrain récente a montré que les habitants de Stornoway, même ceux de longue date, ignoraient qui (homme, service) était responsable de la direction et de la gestion de la ville.
- 22 Voir HACHE, 1980, op cit.
- 23 Voir KELLAS, op cit, p. 269.

Mythe et réalité de l'union sacrée

Trente ans de mobilisation valaisanne pour les Jeux olympiques

Stéphane Andereggen

«Dans mon jeu
Le valet est devenu roi
Le valet, roi des jeux
Le monde est mon bourg,
pour un jour en contact?
Conte de fées?
Acte de foi?
Dans mon jeu
Le valet est devenu roi
Et moi je dis
Que c'est tant mieux.»

Etienne Arlettaz, clown¹

Les propos mis en exergue ci-dessus sont ceux d'un «fou du roi» qui a bien voulu prêter sa plume et son sourire pour enrichir l'édition spéciale de l'organe d'information de la municipalité de Sion consacrée à «Sion-Valais-2002», soit au vote sur la candidature sédunoise à l'organisation de Jeux olympiques d'hiver pour l'an 2002. C'est vrai que la mobilisation du peuple valaisan pour des Jeux olympiques a fait appel à l'irrationnel et ne renie pas son côté conte de fées et acte de foi collectif. Mais nous n'allons pas faire de la psychanalyse sociale. Nous voulons simplement comprendre les mécanismes qui ont transformé le discours politique en Valais et sur le Valais pendant les trois campagnes de candidature pour l'organisation de Jeux olympiques d'hiver (JOH) qui se sont déroulées en 1963, 1969 et 1994.

En préambule, voici une brève chronique. La première candidature présentée par Sion pour organiser de tels jeux date de l'année 1963. C'est lors d'une inauguration de télécabine, un

de ces actes fondateurs qui ont façonné le visage du tourisme valaisan, que l'idée en serait née. C'est au sommet du Mont Gelé sur Verbier que Rodolphe Tissières et Roger Bonvin auraient décidé de lancer une candidature olympique. Roger Bonvin, président de la ville de Sion, et Rodolphe Tissières, le père de la station de Verbier. Les deux hommes partageaient le même souvenir d'une aventure militaro-sportive, la «Patrouille des glaciers» qu'ils avaient créée en 1943 et le même goût pour le développement touristique et économique du pays. Le premier deviendra conseiller fédéral, le second conseiller national. Ils réussirent à convaincre 12'724 citoyens valaisans du bien-fondé d'une telle candidature lors du scrutin cantonal du 8 décembre 1963, mais les opposants étaient plus nombreux. Par 13'011 non, ils refusèrent un crédit de 3 millions de francs destiné aux Jeux olympiques valaisans. L'échec révéla de fortes fractures intracantonales, les cinq districts alémaniques ainsi que le district périphérique de Monthey ayant refusé le crédit. Le président du comité olympique de candidature, Rodolphe Tissières, avait dû constater que le débat sur l'opportunité d'organiser une telle manifestation suscitaient «des passions violentes qui divisent des hommes politiques se réclamant de la même doctrine».²

La deuxième candidature émanait directement des autorités municipales de Sion et reçut l'aval de la population lors d'un scrutin cantonal organisé le 13-14 juillet 1969 par 15'597 oui contre 7'280 non. Contrairement à ce qui s'était passé pour la première candidature, tous les partis politiques étaient, cette fois, favorables au crédit de 10 millions destinés à assurer le

financement des jeux. La déception vint d'Amsterdam où le Comité international olympique (CIO) décida en 1970 de confier l'organisation des JOH à la ville américaine de Denver par 39 voix contre 30 voix à Sion. Lorsqu'on proposera aux Valaisans, deux ans plus tard, de sauter dans la brèche laissée par le retrait de la ville de Denver, on put lire dans la presse valaisanne les propos suivants: «Le Valais admettra difficilement de reprendre à la sauvette ce qu'on lui a enlevé avec beaucoup trop de légèreté à Amsterdam. Notre canton a mieux à faire qu'à manger des restes ... fort indigestes». ³ Le parti démocrate-chrétien au pouvoir à Sion ajoutera de son côté ceci: «De plus, la situation a subi une telle évolution depuis 1969 qu'il n'apparaît plus possible à une ville, une région, voire même un canton, de faire face aux risques financiers d'une entreprise de cette envergure. C'est pourquoi, seule une prise en charge par la Confédération de la quasi-totalité du déficit budgétaire permettrait d'envisager une candidature». ⁴ La prise de position de la municipalité de Sion ne manqua pas de clarté non plus. Elle disait ceci: «D'autre part, la situation conjoncturelle oblige la commune à faire des choix et à donner la priorité à des travaux d'équipement édilitaire de la ville». ⁵

Arrive 1994 et les «Jeux de l'équilibre» Sion-Valais 2002. Le souverain cantonal approuve une garantie de déficit jusqu'à concurrence de 30 millions de francs en date du 12 juin 1994. A l'exception du district de Monthey et d'une faible majorité négative dans le district de Brigue, le crédit demandé fut accepté partout en Valais, ceci par 54'603 oui et 34'830 non. Les citoyens et citoyennes avaient pu entendre à cette occasion un discours gouvernemental sur le nécessaire renouvellement de l'image du Valais qui s'imposerait «après des décennies de développement insuffisamment cordonné» du tourisme. Le Service cantonal de promotion touristique et économique s'était chargé de préciser dans son étude de faisabilité: «Au delà du tourisme, le Valais souhaite être perçu comme une région moderne, dynamique et ouverte sur

l'Europe et le monde.[...] Mais cette image de modernité ne passe pas encore dans le public suisse et encore moins à l'étranger. Rien ne vaudrait à cet égard un grand projet comme celui de l'organisation des JOH; à condition que ce projet soit mené dans un esprit novateur et fédérateur et qu'il évite les écueils d'éditions précédentes: gigantisme, déficits, atteintes à l'environnement». ⁶ La campagne placée sous le slogan «Osons les jeux! - osons l'avenir!» trouva sa conclusion le 16 juin 1995, jour des délibérations du CIO pour l'attribution des JOH de 2002. Ceux-ci furent attribués à Salt Lake City, Sion ne récoltant que 14 suffrages sur 96. Toutes les sociétés locales, musicales, folkloriques et sportives étaient invitées à rejoindre la capitale valaisanne pour y participer à une «fête généreuse et haute en couleurs» baptisée également «fête de la solidarité». On voulait faire la fête, ce 16 juin 1995, quel que soit le sort de cette troisième candidature.

Y a-t-il un meilleur moyen de gommer d'éventuels désaccords suscités par un «grand projet», que de mettre sur pied une «grande fête» et de suggérer ainsi unité et harmonie sociale? Cela permet de canaliser par des rites la perception populaire des événements. Là intervient la dimension politique de la chose: la célébration d'une solidarité et d'une unité du pays. En effet, les trois candidatures olympiques valaisannes ne se limitaient pas à une simple course à travers les institutions olympiques. En paroles et en actes, les promoteurs des JOH en Valais avaient largement recours à des rituels qui permettaient de «créer des solidarités sans qu'il existe nécessairement de consensus». ⁷ Ils ont canalisé la perception de l'identité et de l'histoire du Valais tout en créant de nouvelles légitimités politiques et sociales.

La mobilisation des esprits

Pendant plus de trente ans, le débat olympique a donné lieu à une production de paroles, de signes et de symboles qui se prête à



Tryptique en noyer reproduisant celui de la cathédrale de Sion, présenté au CIO en 1963 lors de la candidature du Valais aux Jeux olympiques de 1968.

une analyse sous l'angle de la lutte pour le monopole de parler et donc de gouverner au nom du Valais moderne. Un débat que le président du Conseil d'Etat valaisan, Richard Gertschen, résume ainsi: «Croire en l'avenir, c'est échafauder des projets mobilisateurs!»⁸. Cela nous incite à poser avec Pierre Bourdieu la question suivante: «Comment une société pense et construit sa légitimité? - Le champ politique est le lieu d'une concurrence pour le pouvoir qui s'accomplit par l'intermédiaire d'une concurrence pour les profanes ou mieux, pour le monopole du droit de parler et d'agir au nom d'une partie ou d'une totalité des profanes. Le porte-parole s'approprie non seulement la parole du groupe des profanes, c'est-à-dire, la plupart du temps, son silence, mais aussi la force même de ce

groupe, qu'il contribue à produire en lui prêtant une parole reconnue comme légitime dans le champ politique».⁹ Dans notre cas, l'appropriation de la force du groupe est passée par la construction d'une histoire «identitaire» qui a servi de toile de fond aux promoteurs des trois candidatures olympiques. Pour créer la solidarité autour d'un projet collectif les promoteurs des JO n'ont pas raté une occasion pour redéfinir une identité valaisanne, pour aménager les images du passé dans un système signifiant unique au service de l'actualité. Nous ne nous attarderons pas à relever les contradictions et l'hétérogénéité de cette présentation sélective du passé, car c'est le contexte d'énonciation qui confère à cette histoire identitaire toute sa valeur de persuasion. Mondher Kilani, qui s'est penché sur les

images de la montagne au passé et au présent dans les Alpes valaisannes, a déjà décrit ce mécanisme: «Bien loin d'être embrouillée, l'utilisation contradictoire des images du passé montre, au contraire, la capacité du discours inconditionnel du progrès à jouer sur plusieurs registres selon la perspective qu'il veut faire adopter. C'est le contexte d'énonciation lui-même qui éclaire et décide de la signification de ces images. Quand il s'agit par exemple de légitimer dans le présent un développement économique continu, c'est naturellement l'image du «mauvais sauvage» marqué par la pénurie, l'insouciance, la routine et «l'attachement fanatique» à des coutumes et traditions qui l'emporte. Quand il s'agit au contraire d'inciter aux changements en même temps que de rassurer sur leurs conséquences souvent imprévisibles, c'est le recours à l'image du «bon montagnard» avec ses valeurs «authentiques» d'endurance, de courage, de simplicité des mœurs et d'amour de la nature qui s'impose. Dans de nombreux discours ces valeurs traditionnelles sont présentées comme étant à l'origine des réalisations modernes. Quelquefois, une image inversée est proposée. Le développement touristique et la modernisation de la montagne deviennent eux-mêmes les garants de la continuité de ces valeurs».¹⁰

Ce va-et-vient entre passé et présent est l'une des caractéristiques des campagnes préolympiques valaisannes, l'autre est le souci constant de l'unité de pensée et d'action du canton. On verra à l'œuvre le jeu des alliances des partis politiques et les appuis réciproques dont ont bénéficié les promoteurs des JOH, le pouvoir politique établi, les institutions cantonales, la presse et les acteurs économiques. Il y eut des transgressions révélatrices des règles du jeu du discours politique, mais également de nouvelles inventions, telles les «campagnes d'information» avec le recours à toute la gamme des sondages et des concours et la signature d'un «contrat-nature» avec les nouveaux-venus sur la scène politique, c'est-à-dire les mouvements écologistes.

1963: La reconstruction d'une identité

En 1963, les promoteurs de la candidature pour les JOH de 1968 ont eu recours à toute la palette des grandeurs et misères du Vieux-Pays, comme il est convenu d'appeler le Valais historique réduit à sa tradition. Ils avaient vite fait d'établir un lien entre le passé héroïque de la lutte contre la nature et leur propre combat pour l'attribution des JOH au Valais. «Ceux qui ont transformé la plaine marécageuse du Rhône en verger ont cru et espéré comme plus tard ceux qui ont fait de l'alpe de Mondzeu la station de Verbier», dira Rodolphe Tissières qui n'hésita pas à invoquer l'exemple de ses amis et concitoyens qui ont réussi dans les années 50 à surmonter les difficultés financières et affronter la spéculation. «Malgré les erreurs commises, malgré une spéculation néfaste contre laquelle les mesures prises par l'Etat se sont révélées inopérantes, l'expérience de Verbier (1950-1963) est un succès sur le plan matériel comme sur le plan humain. Et les gens de Mondzeu sont demeurés les maîtres chez eux, ce qui me paraît essentiel»,¹¹ put-on lire sous sa plume dans la presse locale. Le président du comité de candidature qu'il était rappela brièvement l'expérience de Verbier qu'il entendait voir répéter 10 fois, 20 fois dans tout le Valais grâce à l'organisation des JOH: «En 1950, Verbier n'était qu'un mayen, une très modeste station de peu d'importance. Les hôtes étaient hébergés dans quelques petits hôtels, dans des chalets, dans des mayens transformés. La route n'avait atteint Mondzeu que l'année précédente. Sous l'impulsion de la Société de développement, un projet de télécabine fut élaboré. Mais il manquait les capitaux et l'on ne faisait pas confiance aux gens de ce village de montagne. 37 petits artisans, hôteliers, paysans ou professeurs de ski ont alors souscrit solidairement entre eux par deux fois à un emprunt de Fr. 200'000.- qui a permis de construire d'abord le télécabine de Médran. Devant le succès, les gens de Verbier n'ont pas hésité à se lancer dans une «merveilleuse aventure». Treize ans plus tard, Verbier pouvait loger 10'000 touristes».

Les orateurs politiques feront largement appel à ce thème et présenteront les JOH comme une «merveilleuse aventure».

La filiation historique établie par le rédacteur du *Walliser Volksfreund*, fervent partisan des jeux commençait avec l'Européen Mathieu Schiner, le bâtisseur d'églises Ulrich Ruffiner, les hôteliers Ritz et Seiler, le Grand Stockalper, le modernisateur de l'agriculture Maurice Troillet et le scientifique et inventeur Marc Loretan. Le journal haut-valaisan commenta le refus populaire en ces termes: «*Man hat den Mut zur Pionierleistung verloren. Und das wiegt für uns zehnfach schwerer, weil gerade wir Walliser, wir Oberwalliser auch, genügend grosse und schöne Beispiele solcher Pionierleistungen haben. [...] Sie alle stehen vor uns als herrliche Beispiele von Wagemut und zäher Energie im Beschreiten neuer Wege*»,¹² et l'auteur de regretter la disparition de l'esprit pionnier qui habitait ces illustres ancêtres.

Dans la polémique qui suivit le refus populaire, c'est une autre image du passé qui fut évoquée. Ainsi, «Le Provincial», pseudonyme d'un collaborateur de l'organe socialiste *Le Peuple Valaisan* y exprima son désespoir de voir le Valais sortir de la misère: «En mon for intérieur, je m'assurais toujours davantage que le Valais saurait annoncer ses fiançailles avec l'avenir, saurait montrer au monde qu'il tournait les pages du passé, de la pauvreté, de l'inertie, de la tradition paralysante, ces pages déjà trop engluées de la sueur amère de ses fils durs à la peine», et d'exprimer ses appréhensions pour l'avenir: «Faut-il se demander si nous allons empailler le Valais, si nous allons l'asphyxier dans une atmosphère desséchée de musée ethnographique?». ¹³ Et l'auteur de citer et d'approuver l'analyse de l'écrivain Maurice Zermatten qui avait présenté les opposants à la candidature comme gens «hypnotisés par le passé», exprimant ainsi la conscience largement partagée d'une rupture historique que la mise sur pieds des Jeux olympiques aurait accentuée.

La recherche du consensus

Par quel rituel, quels symboles et quels arguments a-t-on favorisé en 1963 la naissance d'une solidarité autour de la candidature pour les JOH? Signe des temps, les promoteurs ont eu recours à la symbolique religieuse. Lisons, à ce titre, la relation faite par les envoyés spéciaux de la *Feuille d'Avis du Valais* de la cérémonie de remise des dossiers olympiques au siège du Comité international olympique (CIO) à Lausanne: «D'entrée, notre candidature s'attira des sympathies. Il est vrai que le fait d'avoir présenté les lettres de créances provenant de la Confédération, du Conseil d'Etat, du COS [comité olympique suisse] et de la municipalité de Sion, sur un triptyque en bois, reproduction de celui qui se trouve en la cathédrale de Sion, y fit pour beaucoup». ¹⁴ Nous pourrions observer plus de trente ans plus tard, une inversion des priorités. Le nouvel évêque de Sion étant intronisé pendant la période où la campagne préolympique battait son plein, en profita pour donner cet enthousiasme olympique en exemple à ses fidèles pour ranimer leur ferveur religieuse. Mais revenons en 1963 et à son contexte: les conservateurs rappelaient alors aux trop enthousiastes promoteurs des JO que le Valais figurait en queue de liste des statistiques économiques suisses. Les citoyens étaient par ailleurs peu enclins à investir. En effet, le jour même où ils refusaient le crédit olympique, ils dirent non à un autre crédit destiné celui-là à l'achat d'un équipement informatique pour l'administration cantonale. Les milieux touristiques haut-valaisans, regroupés dans le *Verein Oberwalliser Verkehrinteressenten* (VOV) craignaient les effets de ce qu'ils appelaient une «propagande de choc». Ils préféraient utiliser les fonds pour la publicité directe des stations. L'heure des relations publiques pour le canton dans son ensemble n'avait pas encore sonné. Les ténors du conservatisme haut-valaisan qualifiaient la candidature olympique de présomptueuse, d'un acte de *Selbstüberschätzung*. Et finalement, une frange du parti radical, dont le comité cantonal avait émis un mot d'ordre négatif pour la votation sur la garantie de



Préparatifs pour le montage du stand du comité de candidature valaisan au Congrès du CIO à Amsterdam en 1970.

déficit pour les JOH, redoutait le mauvais exemple que donnait l'Etat en assumant les risques d'une opération née d'une initiative privée et qui devait le rester.

Pour surmonter ces réticences idéologiques, les partisans de la candidature de 1963 eurent recours à l'autorité de Roger Bonvin et à ses réalisations urbanistiques dans la capitale, non sans provoquer des réflexes de régionalisme. Le président de Sion, Roger Bonvin, élu en 1962 au Conseil fédéral, avait réussi à dynamiser sa ville avec le développement de l'aéroport et de nouveaux quartiers. La construction du village olympique aurait dû permettre d'en créer un nouveau et de mettre en chantier un nouvel hôpital régional.

L'association pour les 10^{es} Jeux olympiques d'hiver 1968 mettait en avant l'abnégation patriotique des initiateurs, en écrivant par exemple:

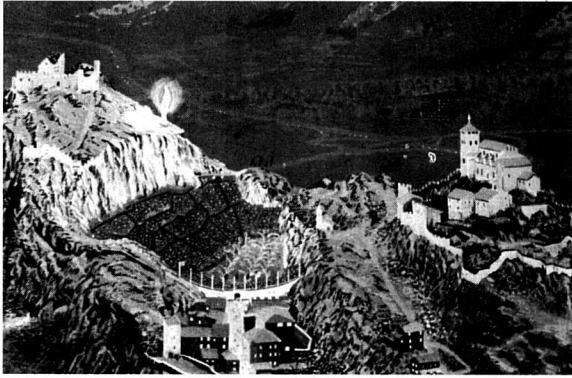
«On n'y croyait pas trop. Mais des hommes, sportifs dans l'âme, ont vu plus loin que le petit intérêt personnel de chacun. Ils ont pensé «Valais» et ont voulu que les merveilles que le ciel nous a données soient mises à disposition des sportifs du monde entier. [...] Ces anneaux olympiques, accrochés aux collines de Valère et apportant leur rayonnement sur le canton tout entier, seraient une consécration supplémentaire de notre petite patrie».¹⁵ L'enthousiasme de Roger Bonvin, ancien président de la municipalité de Sion, élu conseiller fédéral en 1962 incite le journaliste du *Nouvelliste du Rhône* à parler d'une «Renaissance valaisanne» suite aux propos tenus lors d'une conférence de presse. Il écrivait: «l'aventure lancée est excellente, a souligné M. Roger Bonvin, conseiller fédéral. Nous vivons une période d'accélération. Notre canton fait de grands efforts pour rattraper le retard [...] Tout peut changer [...] Notre canton



Congrès du CIO: les filles du préfet Maurice D'Allèves, du président Philippe Henchoz et de l'entrepreneur André Filippini en costume de «dames de Sion». Amsterdam 1970.

souffre d'un complexe d'infériorité: la peur de l'effort, de l'expansion suréconomique. [sic] Dans cette «entreprise» des J.O., il y a des risques audacieux, mais pas téméraires». ¹⁶ Les fronts seront très clairs dans un autre article du même journal: Face au «grand promoteur de nos Olympiades» les sceptiques sont qualifiés «d'hommes aux semelles de plomb», de plaisantins, d'esprits négatifs et de sots. On a donc largement recours à l'argument d'autorité. On pourra lire ceci: «Le plus grand souci de ces «hommes aux semelles de plomb» n'est certes pas celui de l'avenir du Valais tout entier. Et c'est pourtant de cela qu'il s'agit, c'est-à-dire d'une magnifique contribution au développement touristique de ce cher et vieux pays qui s'y prête si bien, dans toutes ses régions, du glacier du Rhône au Léman. Et l'essor touristique n'engendrerait-il pas l'essor de notre économie agricole, arboricole et viticole en particulier? Le nier serait de

la plaisanterie. Alors que le grand promoteur de nos Olympiades, le conseiller fédéral Bonvin recevait à Sion, après son élection, l'hommage unanime de tous les Valaisans, d'aucuns voudraient aujourd'hui oublier, en étant négatifs, que cette idée qu'il a lancée, ne pouvait l'être qu'après qu'il eut pesé la possibilité de sa réalisation par nos institutions et nos concitoyens». ¹⁷ Un autre adepte des JOH brosse le même jour dans le même journal un portrait sans appel des opposants à la candidature valaisanne: «Beaucoup d'arguments des adeptes du «non» sont d'une désespérante mesquinerie. La sottise, quand on l'affiche, peut faire scandale comme le vice». ¹⁸ Roger Bonvin avait su gagner par son image politique de chrétien-social le soutien de la jeune fraction du parti chrétien-social du Haut-Valais et par son image d'ingénieur novateur un appui solide auprès de l'opposition politique socialiste. Leur représentant



Site prévu pour les cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux olympiques à Sion. Dessin de Reiner van der Woude paru dans le dossier de candidature, 1994.

au sein du conseil municipal de Sion, Albert Dussex, a relaté les tentations auxquelles son groupe avait à faire face à l'exécutif sédunois: «Chacun attendait notre réaction, puisque nous étions l'opposition à sa majesté et que nous étions presque le seul à ne pas se faire écharper en disant non. La partie aurait été facile, et pour un minoritaire cela aurait été une occasion de se bomber le torse. Pourtant, ni comme Sédunois, ni comme Valaisan nous ne pouvions laisser passer cette occasion sans un examen sérieux, c'est pourquoi nous avons proposé le renvoi de l'objet à une commission. Tout le monde s'y rallia avec empressement [...] En examinant le problème toujours de plus près, les adversaires se transformèrent en piliers convaincus et ce sont eux qui par la suite la défendront le mieux».¹⁹

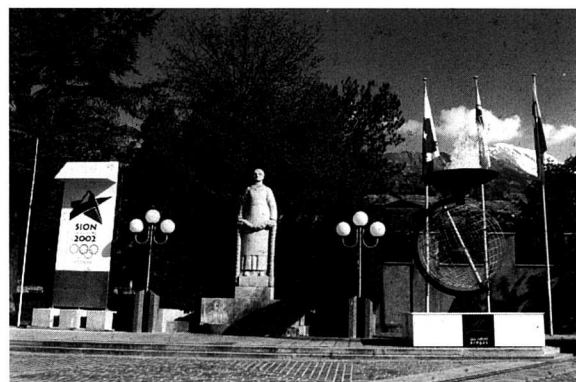
Le «scandale» arriva par des journalistes: Maurice Métral de la *Feuille d'Avis du Valais* fut écarté d'une conférence de presse après un article qui avait déplu aux promoteurs des Jeux. Cela sur demande expresse de l'écrivain Maurice Zermatten.²⁰ Les journalistes ne furent pas oubliés, loin de là, dans la première prise de position de Rodolphe Tissières, le patron de la candidature, au lendemain du scrutin négatif. Ses propos se résumèrent presque à une diatribe contre deux journalistes. Les voici: «Deux journalistes ont utilisé des attaques personnelles et diffamatoires dans une campagne jusqu'alors passionnée mais courtoise. Vous saviez fort bien, M. Métral, que mes collaborateurs ne

sont pas les premiers venus, que je n'étais pas le président des Jeux, que je n'ai jamais menacé de démissionner. Il est vrai que j'habite Martigny et c'est vraiment un crime. Vous avez utilisé le dénigrement mensonger. Je ne vous connaissais jusqu'à présent que par vos «activités» passées. Je sais maintenant qui vous êtes et j'en suis bien aise. Quant à vous, M. Anchisi, vous m'avez accusé, dans un article qui, comme souvent les vôtres, contenait bien des âneries, «d'induire le peuple en erreur», de manquer à «l'honnêteté». Il est possible que je me sois trompé, mais je ne me souviens pas d'avoir jamais délibérément trompé les autres. Je vous ai répondu avec violence, avec beaucoup de violence. Nous sommes quittes. Mais j'aime trop la bagarre pour ne pas l'accepter, si vous la provoquez encore».²¹

Cet échange de courtoisies marqua le début d'une campagne de dénigrement de ceux qui étaient rendus responsables de l'échec. Les cassures sous l'apparence d'unité furent étalées au grand jour. On qualifia les opposants de «moutons», d'ennemis du progrès, d'égoïstes, de démagogues empaillés, et on ressortait un sobriquet qualifiant les Haut-Valaisans d'*Obenappia* («ceux descendus des haut de la montagne»). Le billettiste du journal socialiste résuma les enjeux du vote sur la candidature olympique en ces termes: «C'était la lutte entre les conservateurs, les méfiants et les casuistes de tout crin contre les progressistes».²² Dans le même esprit, la billettiste de l'organe de publication chrétien-social *Walliser Volksfreund* mit au défi tout homme politique opposé aux jeux de continuer à invoquer le progrès dans sa campagne électorale future: «*Mit dem Entstehen für die Olympiade hätten wir unsere Rasse und unseren Willen zum Fortschritt beweisen können. Statt dessen musste eine parteipolitische Schlacht geschlagen werden. Selbst in dieser Auseinandersetzung konnte man einige persönliche Angriffe nicht lassen. Mich wundert nur, wer vor den nächsten Wahlen wieder mit Fortschritt propagiert*».²³

Les tentatives d'apaisement des radicaux qui avaient présenté la candidature sous un angle purement rationnel d'entreprise économique n'empêchèrent pas la députation du Valais central au Grand Conseil de régler son compte aux Haut-Valaisans. A l'exception des crédits pour le nouveau collège de Brigue, les crédits de subvention pour des projets dans le Haut-Valais ne passèrent que difficilement ou plus du tout la rampe au parlement cantonal. C'était en tous cas l'avis des deux chroniqueurs parlementaires de la presse haut-valaisanne.

Il leur a fallu un certain temps pour s'apercevoir que le débat olympique ne pouvait se résumer à un choix rationnel, à une simple pesée des intérêts. Alexandre Chastonay, le rédacteur en chef du *Walliser Bote*, ira jusqu'à avouer, en 1969, que les citoyens du Valais romand étaient de meilleurs patriotes, plus engagés à défendre une bonne image du canton à l'extérieur, plus prompts à tirer le Valais de son prétendu isolement. Il se rendit compte que, davantage que la perte de la possibilité d'organiser les Jeux olympiques, ces concitoyens avaient été blessés dans leur âme par le non unanime du Haut-Valais: «Auf den ersten Anhieb an war die damalige Einstellung unserer anderssprachigen Mitwalliser nur schwer zu verstehen. Sie ist aber, so glaube ich wenigstens, darin zu suchen, dass der Unterwalliser der bessere Patriot ist als wir. Er liebt sein Valais noch mehr als wir unser Wallis. Er will, dass es, das Wallis, zum mindesten mit anderen Schweizer Kantonen gleichgesetzt werde, und dass die Auffassung jenseits der Saane, wie er dem sagt, sich endlich ändere. Hier scheint man nämlich noch immer zu glauben, dass wir Walliser, auch geistig, ganz ordentlich unterentwickelt wären. Deshalb will er seinen Kanton aus der Isolierung herausholen und ihm ein besseres Image geben. Er will seinen Mitschweizern beweisen, dass er zu grossen Taten fähig ist. Dass wir Oberwalliser ihm das letzte Mal in dieser Argumentation nicht folgten, hat ihn beinahe aus dem Konzept gebracht. Das berührte ihn tiefer als der Verlust der Olympischen Spiele».²⁴



La place de la Planta à Sion en juin 1995, avant que tombe la décision du CIO.

La démarche d'unification n'a donc pas abouti complètement en 1963, loin de là, elle a ouvert de vieilles cicatrices entre les deux communautés linguistiques. Le conseiller communal socialiste de Sion et fervent défenseur des jeux dira: «Ce qu'il y a de plus désagréable dans tout cela, c'est l'animosité qu'on a créée entre deux régions du pays. Il suffit de prêter l'oreille dans les rues de Sion et dans les communes du Centre pour comprendre qu'on a ouvert une plaie purulente».²⁵ La défection du district de Monthey sera excusée par le fait que ce district aurait «mal digéré» l'échec de sa dernière candidature au Conseil national.

Le *Walliser Volksfreund* estima que le scrutin n'avait pas désigné de véritable vainqueur et il décela partout une «tristesse sans nom» (*stumme Trauer*). On put lire: «Es war und ist ganz einfach etwas Einmaliges an diesem Urnengang: Es gab weder Sieger noch Gewinner. Alle waren Verlierer [...] Kantonsrichter Burgener wusste das sehr wohl zu realisieren, indem er in andern Zusammenhang von der Abstimmung sprach die «ob des knapp verwerfenden Resultats zum Olympiakredit nur zu stummer Trauer Anlass geben kann».²⁶ On risqua également une flèche contre le gouvernement qui avait refusé, malgré l'écrasante majorité en faveur du crédit olympique qui s'était exprimée au Grand Conseil, de faire partie d'un comité d'honneur. «Sans un gouvernement qui collabore, il n'est pas possible de mettre sur pied une si importante entreprise»,²⁷ devait conclure le chroniqueur du

Peuple Valaisan. Il qualifia de vraiment malvenue l'expédition des bordereaux d'impôt envoyés, semble-t-il, aux contribuables «en dernière heure» avant le scrutin sur la garantie de déficit pour les JOH.

Tirons un bilan intermédiaire de ce premier débat olympique en Valais. L'enjeu politique était au début des années soixante bel et bien celui de resituer la société valaisanne par rapport à son passé. Il y avait ceux qui, fiers d'avoir réussi la modernisation de la plaine du Rhône sous l'impulsion du conseiller d'Etat Maurice Troillet croyaient venue l'heure de moderniser la montagne. La crise de surproduction et la révolte des agriculteurs de Saxon qui s'en suivit en 1953 avait ébranlé la foi dans la politique du «tout à l'agriculture». Effet de hasard ou pas, c'est la même personne, Rodolphe Tissières, qui avait dû rappeler à l'ordre les paysans de Saxon, qui prônait ensuite un développement touristique du canton sur le modèle de Verbier. L'organisation de Jeux olympiques devait permettre, à ses yeux, de multiplier par dix ou vingt l'expérience de Verbier. Cela tout en s'accommodant de l'impuissance de l'Etat à juguler une spéculation naissante sur les terrains. Le tourisme de masse d'hiver démarrait en trombe dans les années soixante. Il y avait donc des espaces à conquérir. Des espaces que les organisateurs de la «Patrouille des glaciers» qu'étaient Roger Bonvin et Rodolphe Tissières connaissaient bien. Au delà de cet envie de conquête des sommets et de mobilisation des frères d'armes, on constate qu'en 1963, la stratégie pour obtenir un consensus autour de l'idée d'organiser des Jeux olympiques en Valais, faisait appel à des arguments d'autorité morale. Les propagandistes misaient sur l'aura du conseiller fédéral Roger Bonvin ainsi que sur l'autorité morale de l'écrivain et professeur Maurice Zermatten. Le comité de candidature évita soigneusement de faire appel à Maurice Chappaz, l'auteur des «Maquereaux des cimes blanches». Maurice Zermatten sut jouer de son autorité pour refuser, à l'occasion, une invitation à une conférence de presse du comité de candidature à certains journalistes.

A part les arguments d'autorité et les pratiques autoritaires, nous avons relevé l'étonnante invocation de symboles religieux lors de la présentation des lettres de garantie au siège du CIO à Lausanne. Le religieux comme trait de caractère des Valaisans était présenté comme faisant partie intégrante de l'image du Valais. On retrouve là tout ce qui dépassait les discussions pragmatiques et financières, c'est-à-dire l'envie de présenter une image du Valais et d'en dire du bien. Ce souci de l'image du Valais n'était pas partagé de la même manière par les Haut-Valaisans qui avaient refusé l'aventure olympique. Cela leur vaudra bien des remords, mais dans le fond, leur peur d'une propagande de choc revenait à une peur de donner une mauvaise image du canton au cas où la grande manifestation sportive ne serait pas à la hauteur des attentes internationales.

1969: Une explosion d'énergies provoquée par les hommes du boom économique

En 1969, «le cœur du Valais se remet à battre au rythme olympique» selon la formule du journaliste sportif et responsable de presse du nouveau comité de candidature, Robert Clivaz, qui écrivait alors: «Lorsque les autorités sédunoises décidèrent de reposer la candidature de Sion pour l'organisation des Jeux olympiques d'hiver de 1976, ce fut une agréable surprise pour toute la population. Immédiatement un élan de sympathie se créa autour de cette idée et les décisions fédérales et cantonales allaient donner un sang nouveau aux efforts entrepris par les initiateurs. On eut, alors, l'heureuse idée de confier les destinées de cette candidature à une équipe dynamique, dirigée par un homme aux grandes qualités: le colonel brigadier Henchoz. Sous son impulsion, le cœur de l'olympisme s'est mis à battre à un rythme régulier mais combien efficace, tout d'abord en Valais. Et ce fut le bel encouragement populaire de juillet 1969 par 15'979 oui contre 7'280 non».²⁸

On parlera peu du passé lors de la deuxième candidature olympique, plutôt du présent et des choses à construire: Philippe Henchoz lancera une formule qui pourrait très bien résumer la philosophie du Valais dynamique des entrepreneurs des folles années septante avec son «rattrapage» économique: «Chez nous, pas besoin d'énormément de maquettes, de plans ou de résolutions à prendre. Le concret, nous l'avons, mais pas encore dans la mesure demandée. Nous devons assurer la planification d'un immense système de développement. Nous devons favoriser l'épanouissement d'une région, du Valais tout entier», et de préciser fièrement: «Chez nous, on ne retape pas de vieux hôtels pour faire acte de candidature»²⁹. Le discours évoque les slogans du style «Quand le bâtiment va, tout va», que d'aucuns ont tourné en dérision en le nommant «le fantasme de la pelle mécanique». Dans la plaquette de présentation de la candidature, Philippe Henchoz vante à la fois l'hôtel moderne où devaient loger les membres du CIO et leurs familles et la «maison de style», soit l'hôtel de ville de Sion censé accueillir les bureaux du CIO. Les plans d'autoroute sont exhibés dans les stands de présentation de la candidature à côté des masques du Lötschental, barrages et vieux bisces sont présentés en parfaite harmonie sur les dépliants des promoteurs de 1969. Des visites de barrages étaient d'ailleurs explicitement prévues dans le programme d'accompagnement culturel des Jeux olympiques.

Le texte qui accompagne ces juxtapositions d'images est des plus explicites: idéaliste, abstrait et ahistorique à volonté, il crée une illusion de permanence et de continuité: «Le Valaisan est fier de la confiance qu'on lui fait et qui stimulera en lui ses qualités reconnues d'entreprise, d'opiniâtreté, d'enthousiasme. Ceux qui, sans machines, au pic, à bras, ont accroché les «bisces» à la montagne, ceux qui, dans les plus petits villages, ont construit les belles églises de pierre, ceux qui ont planté la vigne sur les rochers, ne se sont pas amollis. Leurs réalisations modernes montrent qu'il y a permanence et constante affirmation des traits de caractère hérités d'un passé difficile. C'est une garantie inestimable».³⁰

Le raccourci historique prend la forme suivante dans la présentation orale faite par Philippe Henchoz devant le congrès du CIO à Amsterdam en 1970: «Ce petit peuple, aujourd'hui, est relié au monde entier. Et il explose littéralement. Le tunnel du Simplon l'a libéré et le rail le relie au reste du monde comme la route de plaine, large et belle et celle de la montagne, permettant à ses amis de le rejoindre, au cœur du Pays. Ce petit peuple, d'un petit Pays qui a su vivre de ses fruits et de son pain de seigle. Tout cela l'a mis au diapason de la vie moderne. Ses bergers sont devenus de modernes paysans ou des ouvriers qualifiés ou encore des cadres efficaces. [...] Il a gardé le souvenir de ses pères et aujourd'hui, il est rompu aux techniques les plus modernes. Il a gagné ses titres de noblesse dans le domaine du sport. Sa jeunesse est ardente. Elle a envie de se battre, dans le bon sens du terme».³¹ La presse extracantonale reprendra parfois au pied de la lettre ce discours d'auto-représentation du comité de candidature axé sur ce Valais de toujours. En voici un exemple: «Le Valais a toujours été riche en hommes de valeur. Longtemps, il a été exportateur de matière grise. Aujourd'hui, il peut compter sur de très nombreuses forces, et des meilleures, résolues à s'engager. Il dispose ainsi de cadres compétents et courageux, d'exécutants de première valeur»,³² et ailleurs on pourra lire: «Le Valaisan est par essence un lutteur, un pionnier et j'ajouterais même un «gagneur». Groupé autour d'un unique idéal, soutenu par la foi et la confiance en ce qu'il entreprend, le peuple valaisan mérite de recevoir les JO qui symbolisent eux aussi ces sentiments élevés».³³

Le nouveau devoir du citoyen: faciliter la tâche des autorités

En 1969-1970, les hommes politiques de tous bords rivalisaient de formules déclamatoires. La prise de position du Conseil fédéral en faveur des régions qui désormais feront acte de candidature leur avait enlevé une épine financière du pied. Le devoir civique consistait dès lors à

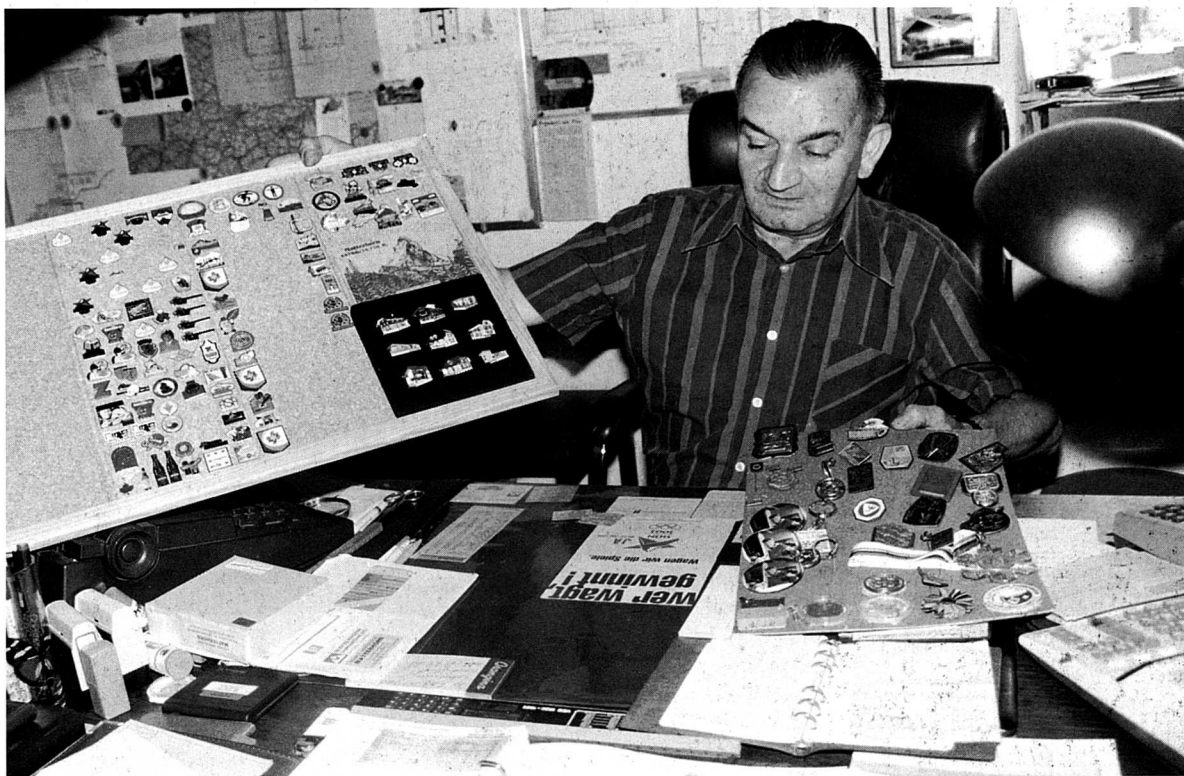


Jacques Germanier, de la Cave du Tunnel à Conthey, présente sa cuvée de Chardonnay spécial «supporter olympique» à la Galerie de la Treille. Sion 1995.

accepter la nouvelle manne fédérale et à donner un coup de fouet à l'économie cantonale. Un des ténors du parlement, chef de la fraction majoritaire et rapporteur de la commission chargée d'étudier la question, Pierre Moren, déclara venu «le temps d'être courageux ensemble» et de «faciliter la tâche des autorités.». Il pensait qu'«un vote positif et unanime pourrait grandement faciliter la tâche des autorités. Elles veraient, dans ce résultat, l'expression de toute une population d'anticiper pour ne pas être en retard».³⁴ Le public du Valais romand pourra lire plusieurs récits de voyages à l'étranger de personnalités politiques, qui seront autant de mises en garde contre le danger de perdre du terrain face à la concurrence touristique, qu'elle soit aux Baléares ou en Savoie. Sous le titre «Demain il sera trop tard», le président du Grand Conseil valaisan, André Bornet, exhortait ses concitoyens à «voter dans l'enthousiasme et à l'unanimité un grand oui, à l'instar du Conseil d'Etat et du Grand Conseil. Un résultat affirmatif, sans

réticence, renforcera les liens entre les différentes régions du canton ainsi qu'entre les différentes branches de notre économie, concrétisera notre effort en vue de l'aménagement et le développement de ce canton qui rattrape son retard et s'affranchit des contingences régionalistes, apportera par la presse, la radio ou la télévision la démonstration de notre civisme et de notre unité».³⁵ Le président du gouvernement Arthur Bender présentait le vote sur le crédit de 10 millions comme une lutte entre l'esprit créateur et l'être négatif au scepticisme débilisant, entre l'ardeur conquérante des uns et l'esprit chagrin des autres.³⁶

Alors que les radicaux se rachètent par un enthousiasme ostentatoire pour leur «accident de parcours», selon le mot de la *Tribune le Matin*³⁷, c'est-à-dire le mot d'ordre négatif de leur comité en 1963, les conservateurs haut-valaisans plaident pour un oui de raison en 1969. Les députés du Valais central s'étaient en effet



Markus Meichtry, agent immobilier, fervent partisan des JO Sion-Valais 2002 et collectionneur d'épinglettes dans les domaines du tourisme et des manifestations sportives. Sierre 1995.

chargés de faire capoter presque toutes les initiatives et crédits destinés à la partie alémanique du canton, comme mesure de rétorsion au vote négatif des cinq districts haut-valaisans lors du scrutin olympique de 1963. Les chroniqueurs parlementaires des deux partis du Haut invitèrent donc leurs concitoyens à déposer un oui dans les urnes, pour éviter que cela ne se reproduise. On espérait que la solidarité ainsi exprimée envers la région de Sion serait récompensée ultérieurement. Dans le conservateur *Walliser Bote* on put lire: «Die damals entstandenen Ressentiments zogen sich durch Jahre hin und fanden besonders im Grossen Rat bei Beratungen über Anliegen des Oberwallis ihren Niederschlag [...] Wer also nicht aus sportlich idellen Überlegungen oder aus Interesse an einer Werbung für unser Tourismusland seine Zustimmung für diesen Kredit geben will, der tue es doch aus politischen Überlegungen. Die Kreise, die sich um die Bewerbung dieses Anlasses bemühen, sind wirtschaftlich stark

(Mittelwallis). Wir werden immer auf sie angewiesen sein, wenn wir im oberen Teil Lösungen von grösserer Tragweite angehen.»³⁸ Le *Walliser Volksfreund* rappela crûment les mêmes réalités du jeu politique valaisan, c'est-à-dire la pression du Valais central et de la capitale pour obtenir l'unanimité au parlement en faveur du crédit olympique: «Von unseren Oberwalliser Grossräten wagte es in Sitten kein einziger gegen die Vorlage zu stimmen, auch die Abgeordneten aus dem Unterwallis nicht, da alle die politische Macht des Mittelwallis fürchten. Hätte ein Grossrat sich gegen die Vorlage geäussert, so hätte er sich damit wohl sehr stark der Möglichkeit beraubt, [sich] in den kommenden Jahren gegen die Mehrheit des Unterwallis in irgend einer Frage durchzusetzen.»³⁹ Fort du vote positif du peuple et sûr de l'appui du régime, le comité de candidature se mit à jouer les ambassadeurs. On habilla les filles de ces messieurs du comité et du préfet du district en «Dames de Sion» et

les membres du comité se firent confectionner des lettres d'accréditation enroulées dans des tubes en argent qu'ils remirent à leurs interlocuteurs olympiques dispersés dans les capitales du monde entier. Le préfet du district de Sion, Maurice d'Allèves, le négociant en vin François Gilliard, l'entrepreneur André Filippini et l'ancien conseiller d'Etat Marcel Gross secondaient Philippe Henchoz dans cette tâche. Le choix des collaborateurs illustre la connivence entre milieux économiques et politiques d'une manière fort directe: les amis de l'entreprise «Savro SA» qui sombrera corps et âme quelques années plus tard lors d'un retentissant procès pour corruption y étaient très bien représentés. Ce petit monde d'amis se rendait service mutuellement: «Encore employé par l'armée, il [Philippe Henchoz] a assisté à des séances du conseil d'administration [de Savro SA]. Et à Sion, il est loin d'être un inconnu. Il est lié à Roger Bonvin depuis les années quarante. Une amitié née sous l'uniforme des troupes d'aviation. C'est Maurice d'Allèves, préfet de Sion et autre membre du conseil d'administration de Savro, qui l'a fait entrer au comité de la Fédération suisse de ski, dont Philippe Henchoz assumera la présidence pendant cinq ans». ⁴⁰ Sur les photos prises lors du congrès du CIO tenu à Amsterdam en mai 1970, qui avait choisi avec seulement 9 voix d'avance sur la candidature de Sion la ville de Denver pour l'organisation des JOH de 1972, les membres de la «famille» Savro étaient au nombre de quatre: Philippe Henchoz, Maurice d'Allèves, Marcel Gross, André Filippini, auxquels il faudrait ajouter Roger Bonvin, autre membre du conseil d'administration de Savro SA, le père spirituel des JO valaisans. Lors d'une interview réalisée en 1995, Philippe Henchoz préférera parler de l'absence d'arrière-pensées politiques de son comité restreint et de mettre en avant sa composition multipartite: «J'ai eu un comité tout à fait exceptionnel avec des gens désintéressés, personne ne jouait une carte politique, c'était très beau. François Gilliard était conseiller municipal radical, il avait son commerce de vin, Albert Dussex, agent d'assurances, conseiller socialiste, n'a pas été plus loin

et Firmin Sierro, conseiller démocrate-chrétien, qui est resté chef de service à la banque cantonale». ⁴¹ Il n'oubliera pas de mentionner l'accueil amical rencontré dans ce Valais «dynamique» de la haute conjoncture: «Les JO, c'est quand même une manifestation d'une certaine dimension, et au fond, le Valais est le pays d'une certaine dimension, il y a dans ce pays des petites choses, mais il y a quand même toujours une dimension qui me paraît sortir de l'ordinaire et cette dimension je la retrouve d'abord dans l'accueil. J'étais très frappé de l'accueil, les gens étaient amicaux et ouverts pour moi, un Vaudois. Pas toujours et pas tous. Ils veulent bouger, ils ont besoin de se battre, il y a 500 ans il y avait la Matze, ils se tapaient régulièrement dessus les uns les autres, maintenant ils essaient de s'ouvrir et ils s'ouvrent. Il y avait là une magnifique occasion de s'engager, c'est une affaire de tempérament et de dimension. L'idée de tout un chacun était de faire quelque chose». Ce discours qui met l'accent sur l'action et le volontarisme des Valaisans fut accompagné dans les faits de quelques conflits retentissants. La piste de l'Ours près de Thyon fut construite avec une impatience qui se moquait des procédures juridiques et recourait au trafic d'influence. Toute l'affaire «Savro», avec son écheveau de fausses factures et de corruption de fonctionnaires communaux et cantonaux firent voir les tensions sous-jacentes à cette belle euphorie, à cette synthèse apparemment réussie entre le passé et la modernité.

Nous n'avons pas la place ici d'établir tous les liens directs et indirects de ces deux affaires qui ont défrayé la chronique cantonale et nationale et l'euphorie olympique, mais elles ont sans aucun doute alimenté les stéréotypes et clichés qui courent en ville sur la montagne, dans le sens défini par Bernard Crettaz qui parle de deux types de clichés: «Les premiers sont négatifs, donnent mauvaise réputation aux montagnards et prétendent que le tourisme les aurait pollués, les aurait rendus profiteurs, vendus, prêts à toutes les combines et à tous les affairismes. Les stéréotypes ou clichés positifs, mais tout aussi

fabriqués, présentent ce vieux continent alpin fidèle à lui-même, ancré dans ses traditions et pratiquant en plein tourisme moderne l'ancêtre hospitalité, qui aurait réussi, selon un autre cliché, l'harmonieuse synthèse de la modernité et de la tradition. Si l'on réussit à dépasser ce double regard tout à la fois méprisant et sublimé, on découvre que les liens entre tourisme et montagne s'expriment à travers plusieurs mentalités éclatées aux aspects multiples. Ce ne sont pas des contrastes, ce qui serait encore un cliché, mais des déchirures, des cassures, des contradictions avec leur double visage et double langage». ⁴²

L'être et le paraître

En établissant le bilan de cette deuxième tentative de décrocher les Jeux olympiques, on s'aperçoit à quel point l'exercice était périlleux. Il fallait recoller les pots cassés six ans plus tôt. Il revenait à un Vaudois établi en Valais de créer l'unité du canton autour d'une nouvelle solidarité valaisanne. Le brigadier Henchoz y réussit apparemment à merveille en ville de Sion: il sut compter sur l'appui des trois forces politiques en présence. De même il sut mobiliser les milieux économiques dont les porte-parole radicaux n'avaient pas tous joué le jeu en 1963. Toutefois, le «laisser-faire» bienveillant des autorités politiques de la capitale, la confiance aveugle accordée aux nouveaux promoteurs et bâtisseurs du Valais eut pour effet de produire deux «affaires», celle de la déconfiture de Savro SA et du procès pour corruption d'une partie des membres du comité de candidature infiltré par les amis de Filippini et celle du coup de force de l'aménagement de la piste de l'Ours. Les ténors de la politique cantonale se transformèrent dans l'euphorie olympique en avocats de l'illégalité et leur représentant le plus en vue, Pierre Moren, qui se rappelle encore aujourd'hui avec un rire ambigu et bien à lui le «coup de la piste de l'Ours», n'hésita alors pas à renvoyer publiquement à ses affaires le juge cantonal Paul Eugène Burgener qui avait dénoncé le non-

respect des procédures d'autorisation de déboiser et le non-respect de la loi sur la protection de l'environnement dans cette affaire née dans le climat préolympique. Sous prétexte de séparation des pouvoirs, le parlementaire Moren interdisait au juge Burgener de parler politique.

Rarement on aura vu en Valais une utilisation aussi ouverte du discours politique comme couverture idéologique pour des intérêts privés et économiques. Jovant sur des clichés de gagnants et de lutteurs, célébrant une «essence» valaisanne et une culture du «coup d'accélérateur» ou du «grand saut en avant», certains de ces Valaisans modèles se cassèrent le nez. Henchoz et Filippini se retrouvèrent en prison quelques années plus tard. Le nouveau comité qui se constitua vingt-cinq ans plus tard refusera de contacter l'ancien président du comité de candidature et aura soin de rappeler qu'il se recrute parmi des hommes nouveaux, dans une génération nouvelle de politiciens capable de respecter les lois et cherchant le dialogue avec les opposants. On pourrait y déceler un changement de paradigme du discours politique.

1994: L'ère de la psychologie et des conseillers en communication

Les promoteurs de la candidature olympique déposée en 1994 inventent la formule de «l'équilibre entre la tradition et la modernité». On pourrait immédiatement dédramatiser cette formule en citant l'anthropologue Gabriel Gosselin qui a écrit ceci: «Tradition et modernité ne sont en réalité que des modes d'interrogation de la société telle qu'elle se donne à voir». ⁴³ Cette formule magique qui joue sur la concomitance du changement et de la continuité servait de toute évidence à amadouer les écologistes. Leur neutralisation par absorption n'a pas été facile ni totale. Il a fallu passer par les organisations nationales pour aboutir à un accord que les sections locales des associations de protection de l'environnement n'approuvaient que tacitement. Fait remarquable tout de même: on a vu



Le monde politique...

des contrats formels remplacer les fidélités de clan et la confiance «traditionnelle» qui avait marqué les relations entre acteurs politiques dans le pays. Mais ce changement des règles du jeu politique ne se fit pas sans accentuer l'exclusion des récalcitrants du WWF, organisation qui n'avait signé aucun protocole d'accord avec le comité de candidature, arguant de la précipitation dans laquelle les préparatifs pour le dossier de candidature devaient être établis.

Le monopole du discours de modernisation; de l'intérêt général et de l'unité cantonale restera âprement défendu par le pouvoir établi et prendra quelque accent de postmodernité. Nous parlons de postmodernité dans le sens défini par Gilles Lipovetski qui voit l'originalité du moment postmoderne dans la prédominance du psychologique sur l'idéologique et de celle de la communication sur la politisation.⁴⁴ Pour appuyer cette analyse, nous pouvons mentionner que la mobilisation autour du «grand projet», la fébrilité et l'enthousiasme alimenté à grand

renfort de publicité, étaient devenus une valeur en soi, car les appels lancés par les jeunes loups de la politique cantonale, un Raymond Lorétan, secrétaire du parti démocrate-chrétien suisse, et un Dominique Sierro, président du Groupement des populations de montagne du Valais romand, réclamaient un grand projet mobilisateur, que celui-ci ait été, un moment donné, une exposition nationale sur sol valaisan ENS 2000 ou les Jeux olympiques, leur importait finalement peu. Gilbert Debons, le président du comité de candidature Sion-Valais 2002 rêvait lui aussi publiquement de recréer la fébrilité de l'époque héroïque de la construction des barrages et des tunnels alpins. Celui qui pourrait le mieux illustrer notre propos sur la postmodernité s'appelle Simon Epiney. C'est le conseiller national de Vissoie qui avait posé la question rhétorique suivante pour promouvoir les jeux: «Sommes-nous encore capables d'être fiers d'être Valaisans?», dira-t-il tout en exprimant son désespoir de voir se diversifier la structure économique du canton.⁴⁵



et le public attendent la décision du CIO à Budapest sur la place de la Planta à Sion, le 16 juin 1995.

Pour que le projet soit porteur et permette explicitement à ses supporters de se présenter comme une nouvelle génération de politiciens, il fallait en parler en termes de modernité et pratiquer un nouveau style de communication qui ait recours à toutes les astuces de la publicité. Celle-ci prendra une telle ampleur que le débat politique a failli disparaître.

Sur un arrière-fond de repères historiques le député Raymond Pernet de Bramois vantera au nom des députés démocrates-chrétiens du district de Sion un «nouveau» Valais: «Ce pays que nous aimons et qui est habité par un peuple simple, têtu, égoïste parfois, belliqueux souvent mais toujours résolu, authentique et généreux, ce pays doit entrer dans le XXI^e siècle en modelant une société nouvelle plus généreuse, plus solidaire, plus respectueuse de l'environnement».⁴⁶ Le député ira comparant le grand projet des JOH à venir avec les grands projets historiques comme l'endiguement du Rhône en 1863, le nouvel assainissement de la plaine

du Rhône en 1956 et la construction des premières routes dans les vallées latérales. A chaque fois «le Valais a non seulement [...] su faire face aux difficultés et aux coups du sort que lui imposait une nature indomptée et hostile mais il a aussi été capable de réaliser de grands projets».⁴⁷ Quand Jean-Marie Fournier, promoteur à Veysonnaz, celui qui fut le premier à communiquer son enthousiasme pour les JOH Sion-Valais 2002 aux notables du canton en partant notamment à la recherche de signatures pour un comité de soutien, lancera son appel aux concitoyens, il n'oubliera pas le courage des ancêtres. Il ajoutera à la liste des projets réalisés dont il fallait être fiers la construction des remontées mécaniques: «Compatriotes valaisans, j'espère que nous serons dignes de nos prédécesseurs et que nous saurons relever ce défi qui nous est proposé aujourd'hui et qui a la même importance que les défis relevés par nos ancêtres, qui avaient osé créer barrages et remontées mécaniques, points d'ancrage de notre économie».⁴⁸

Le président du comité de candidature, Gilbert Debons, ne s'avancera pas trop dans les pronostics de développement économique en déclarant: «Je ne crois pas beaucoup à l'arrivée ou à la naissance d'entreprises et à la création de nouveaux emplois au travers des JO. Je ne me fais aucune illusion dans ce domaine et je n'en ai pas donné à mes concitoyens. Les JO devraient permettre de créer enfin une image forte et unie du Valais, une sorte de label touristique valaisan. Dans la foulée, il est clair que si nous obtenons les Jeux, cela va donner un coup de fouet au processus de régénération et d'actualisation de notre infrastructure hôtelière, donc, pour un temps en tout cas, stimuler l'économie».⁴⁹ Il annonçait par là la prédominance des questions d'image et d'autoreprésentation dans le projet JOH. Le message officiel du gouvernement cantonal, repris à la lettre par la municipalité sédunoise, est plus péremptoire et respire un flou artistique apparemment nécessaire pour susciter des espoirs sans devoir porter le chapeau au cas où l'aventure ne tiendrait pas ses promesses. On y lit: «L'organisation des Jeux olympiques d'hiver est un défi extraordinaire qui mobilise des énergies, provoque et permet des réalisations et des collaborations très difficiles à mettre en œuvre en d'autres circonstances. Les retombées des Jeux Olympiques sur l'économie valaisanne seraient considérables. L'effet multiplicateur des montants investis pour les JO, comme pour tout autre investissement, est évident».⁵⁰ On passait comme chat sur braise sur les détails économiques et les expériences des anciennes villes organisatrices de ces jouets olympiques qui avaient insisté, lors d'un congrès international, sur la nécessité d'accompagner l'événement olympique d'un véritable plan de développement et de promotion de l'économie régionale.⁵¹

L'intégration des sceptiques

A chaque nouvelle candidature, le cercle des adeptes s'élargissait à une nouvelle frange de la société. Les partis minoritaires, radicaux et

libéraux en premier lieu, se retrouvaient en 1994 dans le rôle du minoritaire socialiste de 1963, en demandant des garanties supplémentaires pour le cas où les communes-sites des jeux refuseraient de participer au risque financier de la ville candidate. Les opposants prêts à formuler publiquement leur réticence envers la candidature ne se recrutaient jamais parmi le parti majoritaire au pouvoir.

Les plus sceptiques se recrutaient parmi les écologistes, condamnés depuis longtemps au travail d'opposition extraparlamentaire et peu enclins à croire le pouvoir sur parole. Une partie d'entre eux se laissa convaincre par des promesses gouvernementales formellement consignées dans un «contrat-nature», mais les analyses et les modèles de développement nouveaux qu'ils professent sont presque toujours perçus par le pouvoir et les promoteurs olympiques comme une menace. Les réflexions écologistes n'ont pas encore obtenu le statut d'une nouvelle conviction politique fondatrice d'une nouvelle approche, mais ils ne sont plus censurés complètement. Un «contrat-nature» a pu être élaboré et imposé par une nouvelle génération de politiciens. Mais la vieille garde, pas dupe, fut réticente à élargir le champ des possibilités du débat politique. Ainsi, l'ancien conseiller national démocrate-chrétien, Pierre de Chastonay, n'a pas manqué de reprocher aux autorités et au comité de candidature d'avoir signé un contrat «léonin» avec les écologistes sur des domaines comme le développement des transports publics sans en avoir référé auparavant au parlement cantonal⁵². D'autre part un incident grave a révélé la fragilité de la reconnaissance politique de l'écologie. La section valaisanne du World Wildlife Fund fut amenée à protester contre une attaque en dernière minute émanant du président du PDC Valaisan. Celui-ci avait accusé le WWF qui n'avait passé aucun accord politique avec le comité de candidature, d'intégrisme, d'une volonté délibérée d'étouffement du canton. Il qualifiait leur attitude d'insulte aux démocrates. La réponse du mouvement écologiste abordait des thèmes centraux de la

culture politique et avait la teneur suivante: «Les propos tenus dans l'article cité sont mensongers et injustifiés. Ils revendiquent une dangereuse mainmise sur la liberté d'opinion et la discussion d'idées en refusant au WWF le droit de proposer démocratiquement des alternatives à nos choix de développement trop souvent unidirectionnels». ⁵³

Les règles du discours politique, celles qui permettent aux professionnels de la politique de conserver leur monopole en définissant ce qui est dicible, pensable et en fin de compte réalisable politiquement, ⁵⁴ seront mises en évidence par d'autres transgressions encore. Il y eut une tentative, contrecarrée par le chef du Département de l'instruction publique Serge Sierro, d'instrumentaliser l'école publique à des fins politiques. Il y eut une réprobation quasi-universelle du franc parler du député Herbert Volken, qui n'avait pas hésité à proposer l'émigration à une députée suppléante écologiste originaire d'un autre canton suisse qui avait osé voter au parlement cantonal contre le crédit de 30 millions de francs destiné à garantir une partie du déficit des JOH. Il y eut le refus des députés de Conches de participer à un débat contradictoire organisé par un groupement de défense des intérêts de la région, prônant le tourisme doux.

Mais les hésitations d'un ténor de la politique, le président de la ville de Martigny et conseiller national radical Pascal Couchepin, seront l'occasion d'un rappel beaucoup plus retentissant des règles du jeu politique. L'intéressé avait voulu mettre le débat olympique sur de nouveaux rails. Lors d'un rassemblement politique important, il avait osé critiquer l'irrationalisme, ce qu'il appelait la «bigoterie» olympique en disant: «Se montrer favorable aux Jeux olympiques doit être la résultante d'un acte de raison et non pas un simple coup de cœur qui pourrait s'apparenter à de la bigoterie». ⁵⁵ Le lendemain, l'orateur insiste dans une tribune libre: «Réussir les Jeux, ce n'est pas seulement gagner une votation, c'est gagner devant le CIO, c'est inscrire cette ambition dans

un programme cohérent d'investissement, de politique de l'emploi. Gagner les jeux ce n'est pas seulement une affaire émotionnelle ou alors il ne faut pas les organiser». ⁵⁶ La réponse des promoteurs des jeux se fera par la voie inhabituelle d'une lettre ouverte, signée par le banquier et responsable des finances du comité de candidature, Jean-Pierre Ramseyer, lettre qui commence ainsi: «Ton article intitulé «Trois budgets olympiques» publié dans le *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais* me perturbe beaucoup, je dois te le dire très franchement, car pour la première fois depuis que je te connais, je n'arrive pas à savoir si ta position est oui ou non. Or en discutant avec beaucoup de personnes, tous partis politiques confondus, j'ai constaté qu'une très large majorité a déduit que tu es contre les Jeux olympiques. Et quand un homme comme toi, dont l'avis compte dans le canton, est contre, cela veut tout dire!» ⁵⁷ Et voici comment l'interpellé répondit en battant sa coulpe: «Comme homme politique responsable, il ne suffit pas, bien sûr, de poser des questions et de demander des réponses. A la fin il faut dire oui ou non. Dans l'urne, les nuances ne peuvent s'exprimer. Je l'ai dit mardi soir à l'assemblée organisée par le Parti radical de Martigny: je voterai oui le 12 juin parce que je crois que l'on peut prendre le risque d'autoriser l'Etat du Valais à garantir jusqu'à concurrence de 30 millions de francs le déficit éventuel du budget du comité des jeux. Et puis, comme radical, je veux donner un chance à la volonté d'entreprendre. Mais sans naïveté». ⁵⁸ A défaut d'un débat de fond, le rappel du code de conduite pour professionnels de la politique aura permis d'imposer une solidarité autour des JO, même si le consensus n'y était pas.

Pour les simples citoyens, les profanes, éloignés du lieu de production du discours (comités, commissions, service de l'Etat) on organisa en 1994 des «campagnes d'information» destinées en partie à contourner les journalistes indépendants. On a eu recours, avec la bienveillance des éditeurs-imprimeurs, à des rubriques de questions du public auxquelles le comité de



«Olympia 2002 avant J.C.», char de carnaval de la clique «Martinistiicher» de Viège, dans les rues de Loèche, février 1995.

candidature pouvait répondre directement. L'association de la presse valaisanne, le syndicat des journalistes, avait d'ailleurs exprimé son malaise face aux visées des promoteurs des jeux olympiques. Son comité avait rédigé une note interne à ses membres avec la teneur suivante: «Le comité de l'APV a pris connaissance de la demande faite par M. Raymond Deferr [président du gouvernement et du comité de soutien à la candidature] à son président, Claude Défago, d'être membre du comité de soutien à la candidature de Sion-Valais 2002. Pour des raisons évidentes de neutralité et afin de garder toute liberté d'action professionnelle, les membres du Comité de l'APV estiment qu'un tel mandat ne peut pas être accepté. Ce d'autant plus que jusqu'au 12 juin le débat sera essentiellement politique. En conséquence, ni le président, ni les membres du Comité - si toutefois

ils étaient sollicités - n'accepteront cette proposition. [...] Sachez encore que le Comité de l'APV a demandé au Comité de candidature Sion 2002 de faire une nette distinction entre information et promotion. Il souhaite que l'information soit confiée à des personnes au courant des règles et des besoins de notre profession».⁵⁹

D'avantage que l'information, c'est la publicité financée et promue de manière professionnelle par les entreprises «supporters» et le «Club 13 Etoiles» qui permettra de créer une apparence d'union sacrée. La pointe de l'iceberg fut l'action de récolte de signatures et d'appels téléphoniques baptisée «action de soutien populaire» qui singeait et médiatisait le droit d'initiative populaire. Le soutien populaire devenait un produit entre les mains de l'office du tourisme de Sion et environs. Les élus au pouvoir ne dédaignaient pas les bains de foule que leur offrait le comité de candidature.

«Dire, c'est faire» ou l'autosuggestion

Le nouvel équilibre attendu tel une *self fulfilling prophecy* par les promoteurs des Jeux olympiques de 2002 aurait pu s'appuyer sur les nécessaires et innombrables petits mouvements d'adaptation du patrimoine alpin à la nouvelle utilisation touristique du territoire. Mais c'est par un grand écart, un saut dans le temps et dans la réalité médiatique que l'on voulait atteindre les nouveaux sommets et les nouveaux équilibres économiques, sociaux et culturels. Maintes fois, les adeptes des jeux citèrent les images merveilleuses, romantiques et harmonieuses que les télévisions avaient concoctées pour les Jeux olympiques de Lillehammer en Norvège en 1994. On proposait un grand spectacle médiatique censé produire une «renaissance valaisanne» ne remettant en cause ni l'histoire identitaire, ni l'image de soi, ni l'ensemble du fonctionnement politique et économique du canton. La troisième tentative olympique du Valais innovera toutefois: elle sera en phase avec le *new public management* et les nouvelles

techniques de communication. Car il faut rappeler que l'aventure commença en 1992, lorsqu'une société de communication privée, la «Nouvelle Compagnie de Conseil» sollicita auprès de l'Union valaisanne du tourisme un mandat pour étudier la possibilité d'organiser des jeux d'hiver en Valais. Cet organisme parapublic ne pouvant, faute de budget prévu à cet effet, immédiatement donner suite, la proposition fut transmise au Service cantonal de promotion économique et touristique qui obtint un premier crédit.⁶⁰ Les fonds publics et privés permirent l'organisation d'une campagne tous terrains et tous médias qu'un ancien militant olympique comme Philippe Henchoz, qui avait dû se contenter de conférences à travers le pays pour allumer la flamme olympique, qualifia de battage publicitaire et médiatique. La panoplie de moyens de communication déployée lors du vote populaire et auprès des instances du comité international olympique permit un conditionnement qui est décrit de manière exemplaire par un éditorialiste du *Journal de Sierre*: «Si vous traversez le canton de Martigny à Ulrichen, regardez les drapeaux blancs, les panneaux de présentation des sites candidats, les calicots publicitaires. Il se passe quelque chose, en haut en bas, à Sierre et ailleurs, partout on s'est rallié à une seule idée: Sion 2002. Le mouvement est encore frémissant, ce n'est pas la liesse populaire, mais ça ressemble au champ que l'on vient de semer. La graine est en terre, elle commence à germer.[...] Je ne sais pas si je deviens naïf ou inconscient, mais je commence à y croire à ces sacrés Jeux olympiques».⁶¹ La publicité, les émotions et le sentiment d'appartenance au même groupe, l'autosuggestion alimentée par une partie de la presse et peut-être même l'exorcisme de la peur de l'avenir ainsi que la foi aux miracles ont pris le pas en 1995 sur la discussion politique et la réflexion économique. Pascal Couchepin fera une ultime tentative de ramener les gens sur terre en rappelant quelques semaines avant le vote «fatidique» du CIO à Budapest: «Nombre de Valaisans, parce que la récession dure, commencent à désespérer ou à espérer qu'un grand



Dessin de presse de Bernard Vetter pour l'exposition «Nendaz rit banc?». Sion 1995.

ouvrage ou une grande manifestation à eux seuls puissent être la potion magique qui redonne vigueur à une économie languissante. Or dans l'économie plus qu'ailleurs, il n'y a pas de miracles. Tout au plus des mirages. Le progrès économique est le fruit de beaucoup de facteurs, de choix, d'initiatives et de persévérance».⁶²

Le débat politique dénoncé partiellement par ce professionnel de la politique qu'est Pascal Couchepin risquait effectivement de se transformer en simple «animation politique». L'expression, nous l'empruntons à Pierre Préau, qui a analysé et vécu de près les Jeux olympiques d'Albertville: «Les JO sont une occasion rare d'expérimenter des procédures originales, de coupler les exigences d'une technicisation accrue avec celles de l'animation politique et de la mobilisation de tous, d'allier efficacité, transparence des arbitrages et

convivialité. A chacun de se surpasser dans l'esprit de l'olympisme: les entreprises-citoyennes stimulées par l'émulation, les collectivités territoriales haussées à une échelle nouvelle de leurs responsabilités, l'Etat rendu attentif à des demandes hors normes». ⁶³

Le Valais aura vécu un moment de postmodernité, de politique spectacle ou de spectacle politique qui se souciait si peu de la réalité économique et de la volonté des collectivités locales que l'association des communes sites censées garantir solidairement avec la ville de Sion le déficit éventuel de l'organisation des Jeux, dont la constitution a été demandée formellement par le parlement de la ville, est restée à l'état d'ébauche encore quelques jours avant la décision sur l'attribution des jeux de l'an 2002. Une belle illustration de l'exclusion du politique et de la réalité matérielle au profit de ses représentations virtuelles. On a assisté au déclin insensible de l'espace politique au profit des représentations virtuelles produites par les simulations médiatiques». ⁶⁴ Les trois minutes et demie de mondovision qui ont permis à la ville

candidate Sion et au Valais d'être présent dans les lucarnes du monde entier sont devenues, aux yeux de certains, la justification absolue d'une politique axée entièrement sur l'image qu'un pays veut se donner à lui-même et aux autres. Et il existe déjà des successeurs prêts à les remplacer dans cette tâche en remettant l'ouvrage sur le métier après l'échec de la candidature Sion-Valais 2002, qui n'avait recueilli que 14 voix parmi les 96 délégués du CIO le 16 juin 1995. Déjà un député au parlement cantonal a cru bon insister sur le fait que la prochaine fois, il faudra présenter une candidature pour des Jeux olympiques répondant à tous les vœux du Comité international olympique, et non pas aux souhaits des Valaisans. Le lien entre la modernisation et le renouvellement de l'image du Valais et l'olympisme ne pourra donc plus se faire, comme tout au long des trois campagnes préolympiques valaisannes, sur la base d'une histoire cantonale identitaire et une solidarité célébrées dans des «fêtes de la solidarité» sur la place publique, fêtes destinées à montrer au monde entier que le peuple valaisan vivait une union sacrée autour de la flamme olympique.

Notes

- 1 Etienne ARLETTAZ, «Oui aux Jeux olympiques... Parce qu'on ne les vit qu'une fois», dans *Contact*, organe d'information de la municipalité de Sion, juin 1994.
- 2 Rodolphe TISSIERES, «Jeux olympiques?», dans *Nouvelliste du Rhône*, 7/8 décembre 1963.
- 3 N.N. «Jeux olympiques d'hiver. Denver n'en veut pas. Le Valais n'en veut plus pour 1976», dans *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, 9 novembre 1972.
- 4 Léo CLAVIEN, Jacques BERARD: «Le bureau du PDC séduisoit dit non également», dans *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, 9 novembre 1972.
- 5 «Communiqué officiel de la municipalité de Sion», *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, No 260, 1973.

- 6 Nouvelle compagnie de conseil NCC, JOH 2002 SION-VALAIS, *Etude exploratoire*, 9 août 1993, p.9.
- 7 David J. KERTZER, «Rituel et symbolisme politique des sociétés occidentales», dans *L'Homme* 121, janv.-mars 1992 XXXI (1), Paris 1992, p. 80.
- 8 Richard GERTSCHEN, «Croire en l'avenir», dans *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, éd. spéc. Sion-Expo, 19 avril 1995.
- 9 Pierre BOURDIEU, «La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique», dans *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, (36-37), 1981, p.3.
- 10 Mondher KILANI, «Les images de la montagne au passé et au présent. L'exemple des Alpes valaisannes», dans *Schweizerisches Archiv für Volkskunde* 80. Jahrgang, Basel 1984, Heft 1-2, p.48.
- 11 *ibidem*.

- 12 Alphons PFAMMATTER, «Die sonnätglichen Verlierer», dans *Walliser Volksfreund*, 13 décembre 1963.
- 13 LE PROVINCIAL, «Les démagogues empaillés», dans *Le Peuple Valaisan*, 13 décembre 1963.
- 14 Ch. et Philippe SCHMID, «La candidature du Valais aux Jeux olympiques chaudement accueillie à Lausanne par le CIO», dans *Feuille d'Avis du Valais*, 8 février 1963.
- 15 ASSOCIATION POUR LES 10E JEUX OLYMPIQUES, dans *Nouvelliste du Rhône*, 5 décembre 1963.
- 16 N.N., «Prise de positions pour la candidature du Valais aux Jeux olympiques», dans *Nouvelliste du Rhône*, 2 décembre 1963.
- 17 Cyrille PRALONG, «Rétrograde? non! Progressiste? oui!», dans *Nouvelliste du Rhône*, 7/8 décembre 1963.
- 18 Jacques DARBELLAY, «Oui aux Jeux olympiques, Pourquoi?», dans *Nouvelliste du Rhône*, 7/8 décembre 1963.
- 19 Albert DUSSEX, «La merveilleuse aventure est terminée», dans *Le Peuple Valaisan*, 13 décembre 1963.
- 20 N.N., «Wer wird das Seilziehen um die Olympischen Spiele gewinnen?», dans *Walliser Bote*, 4 décembre 1993.
- 21 Rodolphe TISSIERES, «Me Tissières: acceptation de cette drôle de défaite et non démission!», dans *Nouvelliste du Rhône*, 9 décembre 1963.
- 22 LE PROVINCIAL, «Démagogues empaillés», dans *Le Peuple Valaisan*, 13 décembre 1963.
- 23 N. N., «Corinne meint...», dans *Walliser Volksfreund*, 11 décembre 1963.
- 24 Alexander CHASTONAY, «Die Kunst des Möglichen», dans *Walliser Bote*, 10 juin 1969.
- 25 Albert DUSSEX, «Victoire de l'union libérale», dans *Le Peuple Valaisan*, 13 décembre 1963.
- 26 Alphons PFAMMATTER, «Die sonnätglichen Verlierer», dans *Walliser Volksfreund*, 1 décembre 1963.
- 27 Albert DUSSEX, «La merveilleuse aventure est terminée», dans *Le Peuple Valaisan*, 13 décembre 1963.
- 28 Robert CLIVAZ et al., *Valais 1976*, édition spéciale de l'organe du Parti radical-démocratique valaisan, Lausanne 1970.
- 29 Jean-Claude DRUZ, «M. Philippe Henchoz explique la candidature de Sion pour les JO d'hiver 1976», dans *Tribune le Matin*, 29 avril 1970.
- 30 N.N., «Sion et les XII Jeux olympiques d'hiver 1976», dans *13 Etoiles*, 20, No 2, 1970.
- 31 Philippe HENCHOZ, «Présentation d'une candidature au Comité International Olympique» à Amsterdam, Palais des Congrès, 10 mai 1970, manuscrit. Bibliothèque cantonale du Valais, Sion RB 93.
- 32 N.N., dans *Tribune le Matin*, 29 avril 1970.
- 33 Christian BOCHATAY, «Peuple Valaisan à l'image de l'idéal olympique», dans *Tribune le Matin*, 29 avril 1970.
- 34 (V.P.), «Jeux olympiques: le temps d'être courageux ensemble», dans *Le Confédéré*, 7 juillet 1969.
- 35 André BORNET, «Demain il sera trop tard...», dans *Le Confédéré*, 12 juillet 1969.
- 36 Arthur BENDER, «Une terre à faire éclore des champions», dans *Valais 76*, édition spéciale de l'organe du Parti radical-démocratique valaisan, Lausanne 1970.
- 37 N.N., dans *Tribune le Matin*, 29 avril 1970.
- 38 Alexander CHASTONAY, «Die Kunst des Möglichen», dans *Walliser Bote*, 10 juin 1969.
- 39 Heinrich Heinzmann, «Ist die Olympiade 10 Millionen wert?», dans *Walliser Volksfreund*, 7 juillet 1969.
- 40 Max MABILLARD, Pierre PAUCHARD, Dominique von BURG, *Le Valais malade de la «savrose»*, Genève 1978, p. 75/76.
- 41 Philippe Henchoz, interviewé par l'auteur, Sion, 1995.
- 42 Bernard CRETIAZ, *La beauté du reste*, Genève 1993, p. 173.
- 43 Gabriel GOSSELIN, «Anthropologie actuelle de G. Balandier», dans *Les nouveaux enjeux de l'anthropologie autour de Georges Balandier*, L'Harmattan, Logiques sociales, 1993, p. 21.
- 44 Gilles LIPOVETSKI, *L'ère du vide*, Paris 1983, p. 165.
- 45 Simon EPINAY, «Osons l'avenir», dans *Valais Demain*, 13 mai 1994.
- 46 Raymond PERNET, «Nous voulons organiser les Jeux olympiques», dans *Valais Demain*, 27 mai 1994, p. 6.
- 47 *ibidem*.
- 48 Jean-Marie FOURNIER, «Les Jeux: Le Valais autonome», dans *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, 10 juin 1994.
- 49 Gilbert DEBONS, cité par Vincent HUTTER, «Les jeux de quels équilibres?», dans *Affaires publiques*, septembre 1994, p. 55.
- 50 Municipalité de Sion, *Message du conseil municipal au conseil général concernant l'organisation des Jeux olympiques d'hiver 2002 Sion-Valais-Wallis*, Sion, 7 avril 1994, p. 18-19.
- 51 Pierre Luc SEGUILLON, «Interventions et synthèses des travaux de la première Conférence Internationale des Villes et Régions Organisatrices des Jeux d'Hiver» Chambéry 10, 11, 12 septembre 1991, dans Flavio BAUMANN, *Recueil de textes d'exposition*, Musée ethnographique Genève 1993.
- 52 Pierre de CHASTONAY, «Contrat léonin?», dans *Journal de Sierre*, 31 janvier 1995.
- 53 WWF, dans *Le Peuple valaisan*, 3 mars 1995 p. 3.

- 54 Pierre BOURDIEU, «La représentation politique», dans *Actes de la recherche en sciences sociales* No. 36-37, fév.-mars 1981, p. 4.
- 55 Pascal COUCHEPIN cité par Michel GRATZL, «Les Jeux au cœur du festival», dans *Nouvelliste et Feuille d'avis du Valais*, 9 mai 1994.
- 56 Pascal COUCHEPIN, «Trois budgets olympiques», dans *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, 10 mai 1994.
- 57 Jean-Pierre RAMSEYER, «Le débat est lancé», dans *Le Confédéré*, 20 mai 1994.
- 58 Pascal COUCHEPIN, «Le débat est lancé», dans *Le Confédéré*, 20 mai 1994.
- 59 Association de la Presse valaisanne, *Note interne aux membres*, Sion, 2 avril 1994.
- 60 Jean-Loup CHAPPELET, «Sion 2002: un partenariat public-privé exemplaire», dans *IDHEAP- Bulletin, Informations trimestrielles de l'Institut de hautes études en administration publique*, No. 44, Lausanne mars 1995.
- 61 Marc-André BERCLAZ, «Sion 2002», dans *Journal de Sierre*, 18 octobre 1994.
- 62 Pascal COUCHEPIN, Discours prononcé lors du festival des fanfares radicales à Riddes, le 14 mai 1995, manuscrit. p. 7 et 8.
- 63 Pierre PREAU, document de travail du Colloque «Les Jeux olympiques, catalyseurs environnementaux», organisé par l'Association *Les Alpes francophones*, Sion, IKB 11 mai 1995.
- 64 Jean François MATTEI, «L'exclusion du politique», dans *Le Monde*, 8 mai 1995, p.13.

Quand un discours en cache un autre

Suzanne Chappaz-Wirthner

Une matze pour l'autoroute

Le 20 février 1994, 52% des citoyens suisses acceptèrent l'initiative populaire «pour la protection des régions alpines contre le trafic de transit». Lancée à Andermatt par un comité constitué de représentants de la gauche et des associations écologistes helvétiques, cette «Initiative des Alpes», dont le Conseil fédéral et le Parlement conseillèrent le rejet, suscita d'emblée une vive hostilité en Valais: en cas de vote favorable, la route nationale N9, qui traverse le canton, risquait d'être incluse dans le réseau des routes de transit et l'achèvement du dernier tronçon Sion-Brigue par là-même compromis. Aussi 74% des citoyens valaisans rejetèrent l'initiative et pour une fois lors d'une votation fédérale, un consensus s'instaura dans le canton: avec une conviction certes moins appuyée, la minorité haut-valaisanne mêla ses voix à la majorité bas-valaisanne.¹

Un tel consensus attestait l'efficacité du travail accompli par un comité créé dans les milieux économiques valaisans «pour défendre l'autoroute». Présidé par le porte-parole du parti démocrate-chrétien du Haut-Valais Peter Furger, ce comité se présenta comme une «communauté d'intérêts» (*Interessengemeinschaft Autobahn Oberwallis*) soucieuse «d'attirer l'attention du peuple suisse» sur les conséquences qu'entraînerait en Valais l'acceptation de l'initiative. Dès que l'issue du scrutin fut connue, il se proposa d'en infléchir le cours par le biais d'une «action populaire». C'est ainsi qu'il projeta de bloquer la route cantonale à Viège, mais conscient que «le tourisme aurait trop souffert des embouteillages qui en auraient résulté», il se contenta d'appeler les adversaires de l'initia-

tive à participer au «cortège de protestation» qu'il organisait dans cette localité le samedi 26 février.² Il ne manqua toutefois pas d'informer de son projet les stations de Zermatt et de Saas-Fee, afin qu'elles puissent «conseiller à leurs hôtes» de ne pas traverser Viège après dix heures ce jour-là...

Près de 400 personnes répondirent à l'appel; aux entrepreneurs et aux présidents des sociétés de développement et des offices du tourisme locaux se joignirent des représentants des partis bourgeois, présidents de communes, députés au Grand Conseil valaisan et parlementaires fédéraux, tous unis contre la gauche et les écologistes autour du préfet du district de Viège Willy Fux.³ Les manifestants adressèrent au Conseil d'Etat valaisan, au Conseil fédéral, au Parlement et à la population suisse un message dans lequel ils réclamaient que la N9 fût «achevée jusqu'à Brigue et financée par la Confédération jusqu'à concurrence de 92%»⁴, et défilèrent dans les rues de la ville derrière une matze dans laquelle chacun avait planté un clou en signe d'adhésion à la cause de l'autoroute. La paire de lunettes dont était affublé le visage sculpté dans le bois ne laissait aucun doute sur l'identité de l'individu visé: il s'agissait de Peter Bodenmann, l'un des promoteurs de l'Initiative des Alpes, avocat à Brigue et président du parti socialiste suisse.

En levant contre lui ce «symbole de résistance et de liberté, expression de la colère du peuple», les maîtres du jeu économique et politique en Valais témoignaient leur hostilité à l'opposition parlementaire fédérale et cantonale; ils s'insurgeaient contre le processus démocratique en se réclamant d'une «coutume valaisanne ancestrale»

dont l'ancrage dans un terroir et dans une histoire lestait leur action d'une légitimité plus grande à leurs yeux que celle attachée au jeu des urnes. Ils tentaient ainsi de conférer à leur vindicte, dont certains hommes politiques se tinrent à l'écart⁵ parce que, tel le président de Brigue Rolf Escher, ils la jugèrent «antidémocratique», l'aura d'une «action populaire» menée pour la défense du bien public. Le passé, ou plutôt l'image mythifiée qu'ils s'en faisaient, leur fournit un «modèle d'action»⁶ ainsi qu'une grille de lecture à travers laquelle ils déchiffrèrent le scrutin fédéral. La manifestation de Viège constitue la cristallisation de ce travail idéologique, la mise en scène d'un discours qui interprète le présent à la lumière du passé et se donne pour le contraire de ce qu'il est en réalité, dissimulant sous le masque de la rébellion populaire une stratégie de légitimation de la politique économique menée par les partis bourgeois. Voyons quels artifices logiques un tel discours met en œuvre.

«Les nouveaux baillis»

Le premier consiste à faire du résultat d'une votation démocratique le produit d'un acte illégal sur le plan extérieur, à l'origine d'une situation illégitime sur le plan intérieur. Pour l'éditorialiste qui s'exprime sur le sujet dans le *Nouvelliste* du 21 février, le scrutin de la veille «viole l'accord de transit conclu entre le Conseil fédéral et la Communauté européenne» et constitue «un camouflet, le deuxième après le Rawyl, infligé par les Alémaniques aux Romands [...], un coup de force antidémocratique qui menace la paix fédérale». ⁷ Le président du parti libéral valaisan Pierre-Albert Dessimoz, interrogé dans la même édition, déplore que le Valais doive ainsi «se soumettre aux Alémaniques» et le conseiller d'Etat Bernard Bornet, chef du Département des travaux publics, renchérit: il ne voit dans le scrutin du 20 février qu'«une nouvelle injustice» et relevant «qu'un peuple qui a voté massivement contre cette initiative devra subir les foudres d'une nouvelle politique qui pourrait être, en quelque sorte, celle de nouveaux baillis», il ne s'étonne pas que ses concitoyens songent à lever la matze.

Ce retournement d'une votation démocratique en transgression du droit européen et du pacte fédéral s'appuie sur un second artifice de discours, l'amalgame de forces politiques distinctes dans la catégorie des «Alémaniques», considérés comme l'avatar moderne des baillis contre lesquels les anciens Confédérés aiguisèrent leur patriotisme.

Pour l'éditorialiste du *Nouvelliste* cité plus haut, les promoteurs de l'initiative et tous ceux qui les ont soutenus de leur vote ont faussé le jeu démocratique par leur fanatisme et leur fourberie: le «fondamentalisme des uns entraîne le sacrifice des routes de transit sur l'autel exclusif de l'écologie», le double jeu des autres [les socialistes], qui «façonnent le consensus comme force gouvernementale et le détruisent comme force d'opposition», s'en rend complice. Les verts et les rouges jouissent de l'appui d'individus que le président du parti démocrate-chrétien valaisan Bruno Crettaz qualifie de «pauvres gens d'Uri [...], épris de particularisme et partisans du réduit national». Le chef du Département des travaux publics les considère plutôt comme «de riches parvenus [...], des nantis péchant contre la solidarité envers ceux dont le réseau autoroutier est loin d'être achevé». ⁸

Il faut relever que les citoyens valaisans qui se sont prononcés en faveur de l'initiative (26%) ne sont pas inclus dans l'amalgame. La seule mention de leur existence démentirait le consensus censé régner en Valais face à «l'oppresseur» et irait à l'encontre de la stratégie véhiculée par le discours des adversaires de l'initiative.

Les artifices relevés jusqu'ici laissent entrevoir la nature de cette stratégie: stigmatiser le jeu démocratique en le qualifiant de «diktat» et métamorphoser en baillis les citoyens majoritaires, c'est réduire une dynamique complexe à une simple opposition binaire. Cette organisation autour de deux pôles des forces qui constituent le champ politique correspond à une tendance générale⁹; dans le cas particulier présenté par cette interprétation d'une votation fédérale, elle

a pour conséquence de parer les instigateurs de la manifestation de Viège d'un titre dont ils peuvent se prévaloir pour légitimer leur action: si les vainqueurs font figure de «baillis», les perdants incarnent «le peuple opprimé». Grâce à leur lecture réductrice du présent, les notables donnent d'eux-mêmes, en discours et en acte, l'image de «bons représentants», faisant corps avec ceux qu'ils représentent.¹⁰ Cette légitimité populaire se double d'une légitimité historique: en choisissant la matze comme emblème de leur opposition, ils s'inscrivent dans la lignée des lointains ancêtres aux prises avec l'ordre féodal et l'évêque de Sion et se donnent de surcroît une aura d'autochtonie qui, par ricochet, lève un doute sur celle des promoteurs de l'initiative. La connotation attachée au terme «bailli» dans l'imaginaire helvétique appuie ce discours. Ce n'est pas seulement une figure d'oppression que ce terme évoque; il fait surgir en même temps le spectre de «l'étranger» empiétant sur les droits des autochtones et son emploi trace une frontière délimitant un intérieur et un extérieur, si bien que l'opposition peuple/bailli se double de l'opposition autochtone/étranger.¹¹

Lorsque auréolés de cette double légitimité, les partisans de l'autoroute défilent dans les rues de Viège, c'est pour défendre «l'avenir du peuple valaisan» qu'ils prétendent manifester; les termes dans lesquels ils dépeignent la situation instaurée par la votation du 20 février démontrent leur bonne foi.

«Seuls les chamois...»

Le chef du Département des travaux publics rend les «baillis» responsables du «naufnage montagnard» que le Valais connaît aujourd'hui; privé des subsides fédéraux et des investissements que lui vaudrait l'achèvement de l'autoroute jusqu'à Brigue, le canton se retrouve «seul défavorisé parmi les nantis», enfermé dans ses montagnes et dans son passé.¹² Le président du parti démocrate-chrétien valaisan soupçonne le peuple suisse de vouloir «transformer le Valais en

une réserve où seuls les chamois, et bientôt les loups, auront libre passage, et de le couper de la modernité à laquelle il aspire».¹³ Aux yeux du président du gouvernement valaisan Raymond Deferr, cette spoliation équivaut à «un handicap morphologique»: après avoir subi «l'ablation d'une ouverture vers le nord [le Rawyl], le canton va devoir subir l'amputation de près d'un tiers de son ossature routière».¹⁴ Ces métaphores chirurgicales ont pour vertu de faire affleurer l'image d'un grand organisme, le Valais, dont le réseau routier constituerait les «artères» irriguées par le flux automobile comme par un fluide vital. Grâce à ce troisième artifice de discours, l'ordre économique revendiqué par les manifestants de Viège apparaît comme biologique, «naturel», acquérant par ce biais un caractère d'évidence qui l'impose comme le seul ordre possible. L'adhésion dès lors semble aller de soi. Les factions constitutives de cet ordre se trouvent implicitement assimilées à des «organes» œuvrant de concert, sous le contrôle de la «tête», en vue du fonctionnement de l'ensemble, ce qui a pour effet d'occulter les antagonismes et les tensions et de créer un consensus comme né de la physiologie du canton: «La nature a fait le Valais touristique, nous le rendrons olympique», déclare le conseiller d'Etat Bernard Bornet interrogé à la Télévision romande sur la candidature présentée par la ville de Sion pour l'organisation des Jeux de 2002.¹⁵ C'est donc l'intégrité et la santé de cet organisme qu'assure la politique économique menée par le gouvernement cantonal. Dans la mesure où le scrutin du 20 février crée en Valais une situation définie en termes de mutilation, sa contestation tient de la survie. Aussi lorsque les maîtres du jeu économique et politique s'insurgent contre le jeu démocratique, ils se posent en sauveurs de l'organisme menacé et démontrent, grâce à l'artifice métaphorique de leur discours, leur souci du bien public, dissimulant ainsi sous cette bannière les intérêts particuliers des groupes économiques constituant leur clientèle électorale.

Leur discours de rébellion se révèle donc stratégie de pouvoir puisqu'en leur forgeant une image de «bons représentants», il légitime la

position dominante qu'ils détiennent dans l'ordre existant et escamote les privilèges que leur vaut cette position. La stratégie porte: les trois quarts des citoyens valaisans ont rejeté l'Initiative des Alpes, exprimant dans ce vote leur conviction que c'est bien l'intérêt général que défendent leurs élus quand ils prêchent contre cette initiative, et non «la démocratie des lobbies»¹⁶ dénoncée par la gauche helvétique; leur vote atteste l'efficacité des discours en paroles et en actes. Les manifestants de Viège ne manquent d'ailleurs pas d'invoquer la caution que constitue ce «raz-de-marée contre l'initiative, ce plébiscite pour l'autoroute», convaincus que leur levée de matze demeure la seule issue légitime du scrutin du 20 février.

Quel peuple?

La projection sur le présent d'un passé mythifié permet aux maîtres du jeu économique et politique en Valais de se présenter comme l'incarnation du «peuple opprimé». L'analyse menée jusqu'ici a montré que l'articulation de leur discours repose sur l'association de la matze avec les concepts de «rébellion» et de «peuple» cristallisée dans des expressions telles que «coutume valaisanne ancestrale, expression de la colère du peuple»... Il s'agit maintenant d'interroger l'histoire locale à laquelle les manifestants de Viège se réfèrent explicitement, afin de voir de plus près quel est ce peuple dont ils prétendent descendre, quelle catégorie sociale se dissimule sous ce concept et quelle connotation revêt, dans ce contexte originel, l'emblème qui lui est attribué. Cet éclairage historique montrera que le travail idéologique que la manifestation de Viège met en scène s'inscrit dans la longue durée.

Des communes contre l'évêque

L'apparition de la matze dans le Haut-Valais ne saurait se comprendre en dehors des luttes que les collectivités locales menèrent dès le XIII^e siècle

contre l'évêque de Sion et les lignées féodales qui se disputaient le Valais. Ces luttes s'intensifièrent au XV^e siècle: les guerres de Rarogne (1414-1415) forcèrent à l'exil l'évêque Guillaume de Rarogne et son oncle Witschard et les «articles de Naters» (1446) arrachés à ses successeurs limitèrent l'emprise épiscopale, conférant aux communes bourgeoises fédérées en sept dizains une certaine autonomie doublée d'une influence croissante à la Diète cantonale.¹⁷

La première levée de matze attestée historiquement eut lieu au printemps 1496; déclenchée par le châtelain de Brigue Georges Supersaxo, que les relations nouées et les richesses acquises au service mercenaire rendaient influent en Valais et dans la Confédération, elle prit pour cible le prélat Jost von Silenen, uranais d'origine et maintenu par les Confédérés sur la cathédre de Sion contre la volonté des sept dizains. La matze eut raison de lui et le chanoine Nicolas Schiner, qui avait soutenu Supersaxo dans sa lutte, fut promu la même année évêque de Sion.

En 1499 Mathieu Schiner succéda à son oncle. Les représentants des sept dizains, non consultés sur cette nomination, menacèrent de lever la matze contre le nouvel évêque. Celui-ci eut vent de leur projet et adressa à Georges Supersaxo une lettre datée du 21 septembre 1499, dans laquelle il affirmait «qu'il ne se laisserait pas intimider par ces *matzenleute* et qu'il allait se comporter de telle façon qu'il leur apprendrait qu'il était un homme».¹⁸ Il obtint du pape Alexandre VI la condamnation de la matze. Le bref que ce dernier promulga le 7 janvier 1500 la décrivait comme «une figure de bois à visage humain et longue barbe frisée»¹⁹ et y voyait «l'œuvre du diable»; il s'interrogeait sur l'orthodoxie des insurgés brandissant une telle «idole» et, les suspectant de conjurer «contre la liberté de l'Eglise», il exigeait que la matze fût brûlée²⁰ et connût ainsi le sort réservé aux individus accusés d'hérésie et aux fausses images.



Raphaël Ritz (1829-1894): La Matze, huile sur toile, vers 1890.

Mais le différend qui opposait le seigneur de Brigue et l'évêque de Sion relevait moins du dogme que de l'économie et de la politique extérieure, l'histoire locale s'inscrit toujours dans la grande histoire. Supersaxo voulait que le Haut-Valais entrât dans une alliance avec la France assurant à Louis XII l'aide des mercenaires suisses dans sa conquête du Milanais²¹. Il convainquit les sept dizains de signer ce traité le 12 février 1510 en l'absence de l'évêque partisan de la politique antifranaise de Jules II et donc hostile au projet. Schiner tenta d'en interdire l'application mais Supersaxo ne se laissa pas intimider. Ignorant la médiation exercée par la Diète fédérale, il fit dresser une matze sur le pont du Rhône à Brigue «pendant le temps du carnaval» et souleva contre l'évêque ses sujets haut-valaisans. Schiner finit par l'emporter et lança des poursuites judiciaires contre les meneurs de l'insurrection.

En novembre 1510, alors que se déroulait à Fribourg le procès de Supersaxo, ses partisans se soulevèrent à nouveau et dressèrent une matze sur le pont de la Saltine à Brigue. Devenu cardinal en 1511, Schiner riposta en excommuniant Supersaxo qu'il fit emprisonner au château Saint-Ange à Rome de 1511 à 1515. Mais l'issue de la bataille de Marignano affaiblit sa position, il ne put contenir la levée de matze que les dizains haut-valaisans menèrent à nouveau contre lui en août 1517. La paix conclue en septembre avec ses adversaires lui enleva la plupart de ses privilèges. La même année, la Diète fédérale réhabilitait Supersaxo et l'année suivante, la Diète cantonale fit de Brigue, le fief de Supersaxo, le chef-lieu du dizain, sanctionnant en le dépossédant de cette fonction le bourg de Naters qui, en tant que résidence épiscopale, avait tenu pour Schiner.²²

Les accoucheurs de l'ordre marchand

Les poursuites judiciaires que Schiner lança contre Supersaxo et ses partisans éclairèrent la position sociale des leveurs de matze. Le procès-verbal d'un interrogatoire tenu dans le courant de l'année 1514 fait état d'un aubergiste et capitaine au service mercenaire du nom de Anton Gerwer, qui chargea le sculpteur brigois Matthias Stuppler d'exécuter une matze qu'il comptait dresser dans son auberge, à l'instar de celle qu'il avait vue dans la salle de la souste de Brigue.²³ Parmi les accusés figurent également le magistrat Simon Inalbon, le grand bailli Hans Diezig et Martin Steffilen, appelé à cette fonction après qu'il eut passé dans le camp de Schiner. Pour lacunaires que soient ces données, elles n'en lèvent pas moins le voile sur ce «peuple» auquel la matze est associée dans les représentations courantes. Qui sont ces *matzenleute* sinon les représentants d'une élite locale en formation, d'origine paysanne certes mais enrichie par le service mercenaire²⁴ et le négoce? L'acquisition de terres et l'étude du droit lui conférèrent dès le XV^e siècle un poids économique et politique croissant grâce auquel elle joua un rôle central dans les luttes que les communautés bourgeoises menèrent contre l'évêque pour leur reconnaissance et pour leur autonomie.

La matze surgit dès que les droits acquis au plan local et consignés dans les «articles de Naters» sont ignorés, soit qu'on néglige de consulter les dizains lors de la nomination de l'évêque, soit qu'on les presse d'annuler un traité ratifié en son absence. Il est significatif que Brigue ait été à chaque fois le point de départ de ces soulèvements contre la mainmise épiscopale. La cité connaissait à l'époque un essor démographique et économique important, causé par le commerce prospère qui s'était instauré dès le XII^e siècle entre les villes du nord de l'Italie et celles de l'ouest de la France et qui portait sur les marchandises venues d'Orient.²⁵ Au XV^e siècle, grâce à la corporation des *Ballenführer* (guides et porteurs de balles de marchandises) composée de représentants des

familles de Brigue les plus influentes, elle détenait le monopole du transport des marchandises transitant par le col. Au XVII^e siècle, elle connut son âge d'or sous l'égide de Gaspard Jodoc Stockalper surnommé «le roi du Simplon» parce qu'il contrôlait le flux commercial s'écoulant entre Milan et Lyon.

Ce contexte éclaire la portée des levées de matze. Dans la résistance que des aubergistes, des magistrats et des paysans enrichis opposent aux visées de l'évêque de Sion se manifeste la naissance d'un ordre marchand dont les exigences entrent en conflit avec les contraintes inhérentes à l'ordre féodal.²⁶ L'affrontement de Schiner et de Supersaxo met en présence les champions - au sens médiéval du terme - de ces deux ordres antagonistes. La réhabilitation de Supersaxo en 1517, suivie du transfert à Brigue l'année suivante du banc de la justice et de la bannière du dizain, marque la victoire d'un ordre profane sur un ordre de droit divin. Les leveurs de matze jouent ainsi le rôle d'accoucheurs d'un monde dans lequel leurs descendants feront figure de patriciens. Comme pour marquer cette filiation, ceux-ci seront depuis lors enterrés à Glis, où repose Supersaxo. Le portail nord dont l'adversaire de Schiner fit don à l'église de ce village en 1519 s'orne d'un visage de pierre grimaçant qui pourrait passer, vu l'identité du donateur, pour une «tête de matze».²⁷

Les chroniqueurs créent le mythe

Dès le XVI^e siècle, le rôle économique et politique joué par les leveurs de matze se mue, sous la plume des chroniqueurs qui rapportèrent leurs faits d'armes, en «combat du peuple pour sa liberté». Il est possible de suivre au fil des siècles ce travail idéologique²⁸ que les manifestants de Viège véhiculent aujourd'hui dans leur discours, victimes sans le savoir de ses artifices. Dans les chroniques écrites entre 1508 et 1516, le Zurichois

Heinrich Brennwald (1478-1551) célèbre en ces termes la victoire que les sept dizains remportèrent sur Guillaume et Witschard de Rarogne: «Un peuple se dressa en Valais en 1414 pour punir ceux qui avaient agi contre le pays». Sous l'influence sans doute des événements haut-valaisans de 1510, survenus de son vivant, Brennwald associa la matze à ce «soulèvement populaire» alors qu'aucun document ne la mentionnait à cette date. Mais sa vision prévalut. Les chroniques de Perrig, parues à Brigue en 1770, font des guerres de Rarogne la première levée de matze attestée, celles de Johann Jakob Simmler (1716-1788) voient dans le recours à cette figure «une forme de justice populaire» exercée pour châtier «ceux qui agissent contre la République du Valais». L'Histoire de la Confédération suisse, que Johannes von Müller publia en 1825, s'inspire de Simmler et donne à l'association de la matze et du «peuple» une forme romantique reprise par les dramaturges haut-valaisans et reproduite dans les livres de lecture destinés aux classes primaires du Valais. L'image d'un peuple valaisan rétif à la tyrannie est dès lors fixée. A l'époque où une élite économique et politique d'obédience libérale impose son ordre dans la Constitution suisse de 1848 et tente de rallier les cantons à l'image du «peuple des bergers» jailli de la matrice alpestre, la matze vient rejoindre Guillaume Tell au panthéon des figures mythiques dressées contre les baillis de tous poils.

Vir Sylvester

Quelle est donc l'origine de cette figure de bois levée autrefois contre le pouvoir épiscopal par des dizains jaloux de leur autonomie, devenue aujourd'hui l'emblème d'un canton hostile aux lois votées par les «Alémaniques» et avide de champ pour les interpréter à sa guise en fonction d'intérêts locaux? Quelle relation sa présence à Brigue au XVI^e siècle, à Viège aujourd'hui, permet-elle d'établir entre les événements passés et présents?

La matze dans le discours des théologiens

Le procès-verbal de l'interrogatoire auquel furent soumis les partisans de Supersaxo en 1514 laisse entrevoir la configuration symbolique dans laquelle elle s'inscrit ainsi que la connotation qu'elle y revêt. La matze commandée par l'aubergiste Anton Gerwer au sculpteur Matthias Stuppler y est qualifiée de «figure d'homme sauvage» (*imaginem viri silvestris*), c'est-à-dire désignée par une expression empruntée à la culture ecclésiastique dont se nourrit, dans cet ordre féodal, l'autorité judiciaire mandatée par l'évêque Schiner. D'autres documents recourent au terme *Waldmensch*, traduction allemande du latin *vir silvester*.²⁹

Cette assimilation opérée par le discours des clercs fait entrer la matze dans le champ théologique³⁰ où l'homme sauvage se constitue en catégorie pour penser la rupture représentée par «le païen» ou «l'impie», cet autre du chrétien qu'est l'homme ignorant Dieu, soit qu'il ne le connaît pas et qu'il agit en dehors de la loi divine: c'est alors le terme *insipiens* qui désigne sa folie, soit qu'il ne le craint pas et agit contre la loi divine: il est alors qualifié de *stultus*. Dans les psautiers du XII^e et du XIII^e siècle, la figure de l'homme sauvage enlumine la première lettre de l'exergue au psaume 52, la lettre D: *dixit insipiens in corde suo, non est deus*. Les vêtements déchirés et le chef hirsute, à demi-nu, il lève vers le ciel une massue, de celles que désigne le terme italien *mazza* d'où provient le mot «matze».³¹

L'iconographie médiévale du fol-homme sauvage s'inspire d'un épisode du Livre de Daniel connu sous le nom de «folie de Nabuchodonosor».³² Parce qu'il refuse de reconnaître le roi du Ciel, le puissant roi de Babylone est puni par Yahvé, il ne reconnaît plus les siens; «chassé d'entre les hommes et contraint de vivre avec les bêtes des champs, il se nourrit d'herbe comme les boeufs et se baigne dans la rosée du ciel; ses cheveux poussent comme la crinière des lions, ses ongles comme leurs griffes». L'homme sauvage des

enluminures lui doit ses traits et sa connotation d'impiété. Un second personnage souvent lui fait face: il s'agit du roi Salomon, l'antithèse biblique de Nabuchodonosor, le bâtisseur du Temple de Jérusalem que le roi païen fit détruire avant d'emmener les Hébreux en captivité à Babylone. Lorsque le fol-homme sauvage dresse contre Salomon sa massue, attribut des serfs et des vilains dans l'iconographie de l'époque, il s'insurge contre l'ordre divin et en même temps contre l'ordre ecclésiastique et féodal considéré comme sa réalisation terrestre: selon la vision du Pseudo-Denys adoptée par le maître des dogmes Thomas d'Aquin, la hiérarchie des papes, cardinaux, archevêques et bas-clergé d'une part, celle des rois, princes, ducs et autres vassaux de l'autre, reproduit la hiérarchie des séraphins, chérubins, archanges et anges. Cette correspondance établie entre le monde terrestre, ecclésiastique et politique, et le monde céleste enlève à l'ordre existant sa relativité et son arbitraire, l'imposant comme «l'ordre du monde». ³³ Toute insurrection menée contre un tel ordre relève dès lors du sacrilège ou de l'hérésie.

Or les premières matzes levées en Valais le furent contre l'évêque de Sion, l'un des hauts dignitaires de cet ordre de droit divin. Lorsque les clercs consignèrent dans les minutes du procès engagé par Schiner contre Supersaxo et ses partisans les faits et gestes des *matzenleute*, et qu'ils qualifient la matze de *vir silvestris* ou de *Waldmensch*, c'est une telle connotation de folie et d'impiété qu'ils confèrent à leur action, suivant en cela le pape Alexandre VI qui voit poindre l'hérésie derrière ces soulèvements dirigés contre une autorité qu'il garantit depuis Rome.

Ainsi la figure de la matze-homme sauvage relève d'une pensée religieuse dominante; elle en constitue une catégorie utilisée pour stigmatiser, en leur déniaient toute raison (d'être), les tentatives de rejeter les contraintes d'un ordre auréolé de sacré. Mais la connotation attachée à cette figure dans le champ théologique s'inverse dans le champ profane: l'homme sauvage

devient alors l'emblème d'une culture qui cherche à imposer sa laïcité face à une culture ecclésiastique toute puissante. ³⁴ Derrière cette revendication se profile l'ordre marchand dont Supersaxo levant la matze contre Schiner se fait le zélateur.

Une connotation parodique

En l'absence d'un autre langage que celui des clercs qui occupent le terrain des concepts et des images, cet ordre naissant n'a guère que la parodie pour se manifester. C'est elle que cultivent les bachelleries, abbayes de jeunesse et sociétés joyeuses attestées dès le XIII^e siècle dans les campagnes et les villes d'Europe occidentale. ³⁵ Les seigneuries ou les royaumes que leurs membres constituent reproduisent sur le mode burlesque la hiérarchie ecclésiastique et féodale, ce que montrent les noms donnés à leurs souverains éphémères: le Prince des Fous à Lille, l'Abbé des Conards à Rouen, la Mère Folle à Dijon, Nabuchodonosor à Gand. Leur imitation se double d'une critique du «mauvais gouvernement», d'où leur vient le nom d'«abbayes de Maugouvert» également en usage. C'est ainsi qu'en 1540 à Rouen, l'abbaye des Conards représentait lors de son cortège du Mardi gras le roi, le pape, l'empereur et un fol jouant à la balle avec le globe terrestre.

Cette verve parodique se manifeste avec une acuité particulière dans des villes telles que Gand et Dijon, dont le destin historique renvoie à celui de Brigue un écho répercuté à l'échelle d'une nation. Au XIV^e et au XV^e siècle, l'essor de l'industrie drapière dota les bourgeois de Gand d'un poids tel que les comtes de Flandre ne purent maintenir leur autorité sur eux qu'avec l'aide de leur suzerain le roi de France. En conférant à l'un d'eux le titre de Nabuchodonosor, le roi-fol auquel tous prêtaient obédience en tant que membres de la société joyeuse de Gand, ces bourgeois prospères tournaient en dérision le monarque qui les maintenait sous la sujétion des comtes de Flandre et exprimaient par ce biais leur revendication de pouvoir.



Une semaine après l'acceptation de l'Initiative des Alpes, les entrepreneurs amènent la matze pour la manifestation organisée par la «communauté d'intérêts pour une autoroute dans le Haut-Valais». Viège 1994.

La même veine anime les représentants des nobles familles de Bourgogne, les riches marchands et les bourgeois de robe réunis au sein de l'Infanterie dijonnaise, la société joyeuse de Dijon, mais leur volonté d'autonomie se fait plus explicite: le notable déguisé en Mère Folle qui les gouvernait arborait les couleurs de la Bourgogne lorsqu'il défilait sur une rosse blanche suivie de chariots tenant lieu de carrosses, et sa cour d'officiers, de chambellans, d'écuyers et de veneurs singeait celle du roi de France, l'adversaire traditionnel des ducs de Bourgogne. Mais la montée de l'absolutisme royal s'accommoda mal d'un pouvoir qui, pour parodique qu'il fût, n'en demeurait pas moins perçu depuis Paris comme un contre-pouvoir: le 16 juin 1630 Louis XIII promulgua un édit ordonnant la dissolution de l'Infanterie dijonnaise.³⁶

Le pape Alexandre VI condamna de même dans un bref la matze dressée «contre la liberté de

l'Eglise», c'est-à-dire contre son autorité incarnée dans l'occupant de la cathédre de Sion. A l'instar des notables de Gand et de Dijon, ceux de Brigue recourent au langage de la folie pour exprimer leur volonté de rompre au nom de la laïcité marchande avec un ordre empreint de sacralité. Les descriptions que les chroniqueurs du XVI^e siècle ont laissées de la matze en attestent la portée parodique; elles la présentent comme une statue de bois articulée, haute d'environ 9 *Schuhe* et souvent revêtue d'une chemise de lin blanc à laquelle est accroché du lichen (*Gragg*)³⁷; des branchages entrecroisés ou des épines en couronnent parfois le chef. Ces traits expliquent l'assimilation de la matze à l'homme sauvage³⁸; ils évoquent aussi les effigies du Christ portées en procession dans la région de Brigue pendant la Semaine sainte, dont les membres mobiles permettaient de figurer les postures de la Passion.³⁹ Les clous au



Le président de la bourgeoisie de Viège...

moyen desquels les manifestants de Viège exprimèrent leur adhésion à la cause de l'auto-route tirent peut-être leur origine de cette lointaine évocation.⁴⁰ La matze émergerait ainsi au point de rencontre de l'iconographie de l'homme sauvage et de celle du Sauveur, l'usage parodique du langage dominant et de ses figures emblématiques étant au XV^e siècle la seule façon possible de représenter, au sens intellectuel et au sens théâtral du terme, la rupture que constitue l'émergence au sein même de l'ordre existant d'un ordre régi par d'autres lois.

Un document relatif aux guerres de Rarogne (1414-1415) confirme l'appartenance de la matze au champ théologique de la folie. Il fait état d'une *Gesellschaft von dem hunte* au sein de laquelle se regroupèrent les adversaires de l'évêque Guillaume de Rarogne; la bannière qu'ils levaient en signe de ralliement figurait une chienne entourée de sa portée.⁴¹

Cette prolifération animale renvoie à celle des fols qui, sur la bannière de l'Infanterie dijonnaise, se pressaient de la même façon autour d'une matrone qualifiée de Mère Folle, pour illustrer la devise du roi Salomon reproduite sur l'étoffe: *infinitus est numerus stultorum*. L'animalité, la féminité, deux façons de tourner en dérision le pouvoir épiscopal dans un cas, le pouvoir royal dans l'autre, en recourant à des figures connotées de folie, en rupture avec un ordre où ce qui est humain et doté de raison tend à coïncider avec ce qui est masculin.⁴² La *societas matzie* que formèrent à la fin du XV^e siècle les adversaires de Schiner⁴³ naquit dans le sillage de cette «société de la chienne» constituée contre les de Rarogne au début du siècle et s'inscrit dans le réseau des sociétés joyeuses et abbayes de Maugouvert; c'est d'ailleurs «pendant le temps du carnaval» qu'elle se manifesta pour la première fois en 1510. Le glissement de la chienne à la matze correspond à l'extension à



et un député au Grand Conseil marquent leur adhésion à la contestation de la votation fédérale du 20 février 1994. Viège 1994.

cette époque du territoire couvert par l'homme sauvage auquel le discours des clercs assimile la matze: des pages des psautiers, il gagna dès la fin du XV^e siècle - et le phénomène est attesté dans toute l'Europe occidentale - les blasons des corporations et des municipalités, qui manifestaient en le revendiquant comme emblème leur volonté d'en découdre avec les rois et avec les prélats. Dans ce nouveau contexte, l'homme sauvage incarne l'autonomie locale garantie par un pouvoir laïc. En 1392 la commune du Grand Bâle absorba celle du Petit Bâle. Depuis lors a lieu chaque année en janvier la fête du *Vogel Gryff*: le Lion, l'Homme sauvage et le Griffon (*der Leu, der Wilde Mann, der Vogel Gryff*), emblèmes des corporations les plus anciennes du petit Bâle, descendent le Rhin debout sur une barque, tournant ostensiblement le dos au Grand Bâle comme pour retrouver par cette attitude de déni l'autonomie perdue. C'est à l'inverse l'autonomie conquise que proclame

sur un document du XVII^e siècle un sceau de la ville de Brigue: le dragon armorial y apparaît flanqué de deux hommes sauvages, alors même que les sept dizains s'étaient défaits de la tutelle de l'évêque en 1634 et formaient une république indépendante qui nourrit bien des nostalgies actuelles.⁴⁴

De la longue durée

Telle est la configuration symbolique dans laquelle s'inscrit la matze levée contre l'évêque de Sion autrefois, contre les «baillis alémaniques» aujourd'hui. Les manifestations de Brigue et de Viège correspondent à des moments d'émergence de cette figure complexe et dessinent en pointillé une trajectoire qui relie - parce qu'elle les traverse - les champs théologique, économique et politique, le passé et le présent. La comparaison confirme la continuité que

revendiquent en paroles et en actes les défenseurs de l'autoroute mais apporte un démenti à leur discours.

L'élite défend son bien

Les ancêtres insoumis dont ils se réclament pour légitimer leur action n'ont de populaires que l'image que leur prête un certain discours. Les leveurs de matze anciens incarnent une élite locale cherchant à s'imposer face à l'évêque. Il y a loin de leur prospérité fondée sur le service mercenaire et le négoce à la condition des petits paysans qui constituent à l'époque l'essentiel de la population haut-valaisanne. Les maîtres actuels du jeu économique et politique en Valais ont donc raison de les invoquer comme ancêtres: les uns et les autres occupent dans leur collectivité, la commune bourgeoise et le dizain autrefois, la commune municipale et le canton aujourd'hui, la même position dominante, les premiers en tant qu'accoucheurs de l'ordre marchand, les seconds comme zéloteurs de l'ordre libéral qui en est issu. Le fait de voir dans ces ancêtres élitaires des figures populaires témoigne de l'efficacité du travail idéologique accompli par les historiens du XIX^e siècle et recueilli par le théâtre romantique et par l'école: de même que dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'élite bourgeoise a imposé son ordre économique et politique au nom du «peuple des bergers», ainsi les notables valaisans invoquent les *matzenleute* pour défendre et perpétuer le leur.

Les revendications qu'ils exprimèrent à cet effet le 26 février 1994 à Viège prolongent elles aussi celles des adversaires de Schiner. Ceux-ci défendaient des droits acquis au plan local contre la volonté d'un évêque incarnant un pouvoir de type centralisateur, perçu comme étranger parce qu'imposé aux dizains sans consultation. Leurs descendants voient dans les lois fédérales l'émanation d'un pouvoir tentaculaire, étranger tout autant parce qu'incarné dans les «Alémaniques»; ils réclament donc toute latitude pour interpréter ces lois à leur guise et visent même à une «déréglementation» générale.

La matze entre le sacré et le profane

De plus, ces partisans d'une autonomie locale ne conçoivent sa réalisation que dans un ordre profane protégé de toute incursion du sacré. Les adversaires de l'évêque luttèrent pour qu'émerge dans un ordre ecclésiastique et féodal tout puissant, cautionné par le Ciel, un ordre marchand pétri de laïcité. Les adversaires de l'Initiative des Alpes défendent l'ordre libéral triomphant contre les coups de boutoir que lui infligent la gauche et les écologistes, amalgamés dans leur discours avec les «baillis alémaniques». Mais les métaphores auxquelles ce discours recourt pour stigmatiser l'action des rouges et des verts rabattent ceux-ci dans le champ sacré avec lequel l'ordre libéral a rompu: l'éditorialiste qui commente le scrutin du 20 février dans le *Nouvelliste* du lendemain reproche aux promoteurs de l'initiative leur «fondamentalisme» et les accuse de «vouloir sacrifier les routes de transit sur l'autel exclusif de l'écologie». Le recours à des termes empruntés au vocabulaire religieux prête aux objectifs des partis d'opposition une aura suspecte dans un ordre où la laïcité fait figure de norme. Mais lorsque les hommes et la nature sont ravalés au rang de «ressources» également exploitables et qu'aucun frein ne doit être mis à cette exploitation synonyme de progrès, n'y a-t-il pas quelque chose de «religieux» à rappeler que les individus sont «reliés» entre eux comme ils le sont à la nature et à invoquer des notions comme celles de «solidarité humaine» et d'«équilibre naturel» pour contenir les débordements causés par un flux monétaire livré à lui-même?

En levant la matze contre le scrutin du 20 février, c'est-à-dire contre un projet de société fondé sur de telles valeurs⁴⁵, les notables valaisans se prémunissent contre le retour du sacré dans un ordre que leurs prédécesseurs ont construit sur son refoulement. Leur manifestation s'inscrit dès lors dans la longue durée et apparaît comme le double structural de celles que Supersaxo déclencha contre Schiner. Les uns comme les autres se dressent contre un

pouvoir perçu comme despotique et étranger et lui opposent le désir d'un contre-pouvoir local nimbé d'autochtonie, ce que l'un des plus fervents adeptes de la déréglementation résume dans l'expression «le droit à la différence des diverses ethnies du pays».⁴⁶ Les uns comme les autres recourent à la figure de la matze-homme sauvage née dans le champ théologique et passée dans celui des luttes sociales. L'analyse montre que cette figure de rupture intervient dans le même arpent de réalité, là où le sacré et le profane se disputent le terrain, soit qu'elle opère une percée au profit du profane dans un ordre où le sacré triomphe encore, soit qu'elle défende le territoire conquis contre les incursions d'un adversaire aux forces renaissantes.

Des «Alémaniques» aux «cousins»

Les rouges et les verts recourent au même langage imagé pour exprimer leur projet de société, mais lorsqu'à leur tour ils lèvent la matze, ils inversent le sens de la rupture opérée par celle-ci et l'infléchissent contre cet ordre profane triomphant.

Sur la première page des numéros de la *Rote Anneliese* publiés en 1975, un poing se dresse dans l'angle gauche, remplacé dès le numéro six par le dessin d'une matze levée contre le grand capital par le *Kritisches Oberwallis* dont ce journal est l'organe. L'éditorial intitulé *Volksrechte kaputt* dénonce «l'économie des cousins» (*Vetterliwirtschaft*) instaurée par les partis bourgeois; il invite ses lecteurs à «taper sur les doigts les conseillers d'Etat» qui sanctionnent les citoyens réticents ou critiques en leur retirant les mandats attribués dans le cadre de leur département; il les encourage aussi à «faire pression sur les députés» pour les sortir de leur torpeur. La matze demeure l'instrument idéal lorsqu'il s'agit de prévenir ou de dénoncer les abus: «Autrefois quand les puissants le devenaient trop et que la grogne était à son comble, nos pères levaient la matze contre ceux qui s'enrichissaient sur le dos du peuple et les contraignaient à l'exil».⁴⁷

Lors de la session d'automne 1975, le Grand Conseil valaisan eut à se prononcer sur un projet de loi fiscale déposé par la gauche. Les représentants des partis bourgeois ne cachèrent pas leur réticence à voter en faveur d'une taxation plus sociale. Le *Kritisches Oberwallis* passa aux actes. Le 23 février 1976, une matze hérissée des clous qu'y avaient plantés les partisans de cette loi fut acheminée de Brigue à Sion et dressée devant le Casino, le bâtiment où siège le parlement cantonal, «afin de rappeler à Messieurs les représentants du peuple» dans quel sens ce titre devait les faire pencher.⁴⁸

Les verts se servent de la même figure dans le combat qu'ils mènent contre les «emprises» de l'ordre libéral sur la nature. En octobre 1986, les associations haut-valaisannes pour la protection de l'environnement⁴⁹ organisèrent une campagne de dix jours visant à informer la population de l'inertie des hommes politiques face à l'augmentation de la quantité d'ozone dans l'air haut-valaisan; elles établirent à cette occasion un catalogue de mesures d'urgence qu'elles présentèrent aux autorités cantonales le 22 octobre. La matze à nouveau fit route vers la capitale, comme «expression de la colère du peuple», et fut conduite en cortège jusque devant le bâtiment abritant le Département de l'environnement et de l'aménagement du territoire sur la place de la Planta.⁵⁰

Lorsque les socialistes et les écologistes soumettent la vie économique et politique valaisanne à «l'analyse rouge» pour dénoncer «l'économie des cousins» que mène en douce un Conseil d'Etat aux mains du parti démocrate-chrétien et l'inertie d'un Grand Conseil dominé par ce même parti, ils prennent le contrepied d'un discours majoritaire dont la manifestation organisée à Viège par les défenseurs de l'autoroute constitue l'une des mises en scène, et visent à dissiper «l'effet de méconnaissance»⁵¹ induit par ce discours qui se donne pour le contraire de ce qu'il est. Leur action consiste à démentir les paroles et les actes de ceux qui investissent la rue pour jouer face à Berne le rôle de «peuple

opprimé», à montrer que les «baillis» ne sont pas là où l'on veut qu'ils soient, au delà de la frontière cantonale, perpétués dans les «Alémaniques», mais qu'ils se trouvent en deça de cette frontière, incarnés dans ces *Vetter* qui cumulent les mandats et les sièges des conseils d'administration, et dans ces députés félons rendus complices par leur silence. Or la désignation de baillis induit l'usage du concept «peuple». Lorsque l'opposition lève la matze contre les baillis intérieurs, «selon l'usage de nos pères» et comme «expression de la colère du peuple», elle recourt elle aussi

à l'association romantique de la matze avec ce concept ambigu. Tandis que les partis bourgeois se servent de la matze pour légitimer sous le masque de la rébellion une politique servant leurs intérêts, les rouges et les verts en usent pour contester cette politique et défaire la stratégie qui la présente comme seule légitime. Mais la matze les mène tous, elle déborde les rôles dans lesquels les protagonistes du jeu politique en Valais veulent la faire tenir, et les interprétations univoques, témoignant de la complexité de ces figures symboliques dont le sens toujours se dérobe.

Notes

1 63,06% de nons dans le Haut-Valais, 83,09% dans le Valais central et 80,49% dans le Bas. *Nouvelliste*, 21 février 1994.

2 *Nouvelliste*, 22 février 1994.

3 *Nouvelliste*, 28 février 1994.

4 *Walliser Bote*, 28 février 1994.

5 *Nouvelliste*, même jour.

6 Voir Georges BALANDIER, *Le pouvoir sur scènes*, Paris 1992, p.17.

7 Roland Puippe, *Nouvelliste*, 21 février 1994.

8 *Nouvelliste*, *idem*.

9 Voir Pierre BOURDIEU, «La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique», dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36/37, 1981, p.10.

10 Voir BOURDIEU, *idem*.

11 C'est une même frontière entre ce qui est «de chez soi» et ce qui vient «de l'étranger» que trace la critique menée dans ce type de discours contre les associations écologistes; l'utilisation par ces associations du droit de recours y est qualifié d'«abus», d'«emprise étrangère» et fait surgir le spectre du bailli. Voir Thomas ANTONIETTI, «L'esthétique du tourisme. Manifestations de l'industrie des loisirs à Crans-Montana et à Zermatt», dans *Cahiers d'ethnologie valaisanne*, 3 (Mutations touristiques contemporaines. Valais 1950-1990), Sion 1993, p.79.

12 *Nouvelliste*, 21 février 1994.

13 *Idem*.

14 *Idem*.

15 A Budapest juste après le verdict du Comité International Olympique.

16 Voir Max FRISCH, *Suisse sans armée? Un palabre*, Yvonand 1989.

17 Voir Dionys IMESCH, «Der Zenden Brig bis 1798», dans *Blätter aus der Walliser Geschichte*, 7, 1934, pp.103-224.

18 Voir Iwar WERLEN, «Die Walliser Matze, ein Rebellionsritual», dans *Zeitschrift für Volkskunde*, 74, 1978, note 14, p.170.

19 Voir Eduard HOFMANN-KRAYER, «Die Walliser Matze», dans *Schweizerisches Archiv für Volkskunde*, 16, 1912, pp.53-55.

20 Voir WERLEN, *op.cit.* et Albert CARLEN, «Das Theater im Oberwallis», dans *Schweizerisches Archiv für Volkskunde*, 42, 1945, pp.86-98.

21 Voir WERLEN, *op.cit.* et William MARTIN, *Histoire de la Suisse*, Lausanne 1974, p.76 sq.

22 Cette spoliation demeure vivante dans les mémoires, elle inspire aujourd'hui l'activité carnavalesque de la société des *Drachentöter* de Naters. Sur le lien entre le Dragon devenu l'emblème de ce carnaval villageois avec l'histoire des relations de Naters et de Brigue, voir ma thèse *Le Turc, le Fol et le Dragon. Figures du carnaval haut-valaisan*, Neuchâtel/Paris 1995.

23 Voir CARLEN et WERLEN, *op.cit.*

24 Sur le rôle du service mercenaire dans la formation d'une élite économique et politique, voir Thomas ANTONIETTI, «Die Handlanger des Krieges und ihre noblen Unternehmer. Eine ethnographische Betrachtung der Walliser Soldatendienste im 18. und 19. Jahrhundert», et Hans STEFFEN, «Der Soldatendienst zur Zeit Stockalpers (17. Jahrhundert)», dans *Cahiers d'ethnologie valaisanne*, 2 (Valais d'émigration. Auswanderungsland Wallis), Sion 1991.

25 Voir IMESCH, *op.cit.*

- 26 WERLEN, op.cit. p. 190, voit dans ces levées de matze «une forme de mouvement de libération citadin mis au service d'un esprit d'entreprise, [...], une forme de révolution pré-bourgeoise».
- 27 Voir CARLEN, op.cit. ill. p. 88.
- 28 Voir WERLEN, op.cit.
- 29 Voir CARLEN, op.cit. p. 86.
- 30 Sur cet usage de l'homme sauvage et du fol, voir Jean-Marie FRITZ, *Le discours du fou au Moyen Age, XIe-XIIIe siècles*, Paris 1992.
- 31 Voir *Schweizerisches Idiotikon* IV, p. 610, s.v. «Mazze».
- 32 Voir FRITZ, op.cit.
- 33 Sur cette «alchimie idéologique», voir Pierre BOURDIEU, «Genèse et structure du champ religieux», dans *Revue française de sociologie*, 12, Paris 1971, p. 329.
- 34 C'est dans ce sens que Jacques LE GOFF analyse l'apparition du dragon dans les blasons municipaux dès le XV^e siècle. Voir «Culture ecclésiastique et culture folklorique au Moyen Age: saint Marcel de Paris et le Dragon», dans *Pour un autre Moyen Age: temps, travail et culture en Occident*, Paris 1977, p. 236-279.
- 35 Voir Natalie Z. Davis, «La règle à l'envers», dans *Les cultures du peuple: rituels, savoirs et résistance au XVI^e siècle*, Paris 1979, p. 159-209.
- 36 Voir Maurice LEVER, *Le sceptre et la marotte. Histoire des fous de cour*, Paris 1983, p. 95.
- 37 Voir CARLEN, op.cit.
- 38 Les branchages, le lichen, évoquent la forêt à laquelle l'homme sauvage est relié par l'étymologie aussi: «sauvage» vient du bas latin *salvaticus*, altération du latin classique *silvaticus*, venant de *silva*, la «forêt»; le terme français «sauvage» s'emploie pour un lieu inculte, inhabité, et cette connotation est attestée dès le XII^e siècle. Voir O. BLOCH et W. von WARTBURG, *Dictionnaire étymologique de la langue française*, Paris 1989 (1932).
- 39 Sur la forêt comme espace de sécession et de dissidence, voir Robert HARRISON, *Forêts. Essai sur l'imaginaire occidental*, Paris 1992.
- 40 Dans le roman qu'il a consacré à la matze sous le pseudonyme de Pierre BÉRTOL, *Les clous dans la matze*, Lausanne 1944, Edmond BILLE imagine la matze sculptée par Marel et Verbier, défenseurs des idées socialistes dans un village déchiré par les luttes entre factions rivales, se métamorphosant en «Christ d'agonie, couronné d'épines, accablé sous l'opprobre et l'injure» (p. 283).
- 41 Voir HOFMANN-KRAYER, op.cit.
- 42 Sur la féminité comme symbole de désordre et modèle de rupture, voir Natalie Z. Davis, «La chevauchée des femmes», dans op.cit. p. 210-250.
- 43 Voir CARLEN, op. cit.
- 44 Voir IMESCH, op. cit.
- 45 Le *Nouvelliste*, critiquant la position des Eglises suisses sur le sujet, a appelé ses lecteurs en 1981 à voter contre l'initiative «Être solidaires» considérée par les milieux économiques valaisans, du fait de son combat contre le statut de saisonnier, comme une «menace pour la sécurité de l'emploi des Valaisans». Voir Myriam EVEQUOZ-DAYEN, «Le Valais et les étrangers depuis 1945», dans *Le Valais et les étrangers. XIX^e-XX^e siècle*, édité par le Groupe valaisan des sciences humaines, Sion 1992, pp. 177-178.
- 46 Il s'agit du conseiller national PDC Simon Epiney, s'exprimant sur le vote du 6 décembre 1992 dans le *Nouvelliste* du 12 décembre 1992.
- 47 *Rote Anneliese*, 6, 1975.
- 48 *Idem*, 9, 1976.
- 49 Il s'agit de l'OGUV (*Oberwalliser Gruppe Umwelt und Verkehr*), du WBN (*Walliser Bund für Naturschutz Oberwallis*) et du WWF Oberwallis.
- 50 *Walliser Bote*, 23 octobre 1986.
- 51 Voir BOURDIEU, op.cit. note 33.

Quand l'ethnisme entre en politique

Thomas Antonietti

Le 16 décembre 1994, on a pu lire dans le *Nouvelliste*, quotidien du Valais romand, sous le titre «Le Valais insulté!», un compte-rendu des débats au Conseil national sur la garantie des déficits des Jeux olympiques «Sion 2002». Rédigé par le correspondant parlementaire du *Nouvelliste*, l'article parut deux jours après les débats. Ce texte est le point de départ de l'analyse qui suit. Le choix de cet exemple est issu d'une triple réflexion: d'une part, les médias jouent aujourd'hui un rôle de plus en plus important en tant que véhicule du discours politique, d'autre part, le *Nouvelliste* occupe une place de monopole et joue un rôle de leader de l'opinion publique, et, enfin, cet article réunit sous une forme concentrée plusieurs thèmes centraux du discours politique actuel en Valais. Cet article étant le document de base de cette contribution, il est intégralement reproduit sur la page suivante.

«L'air pur des cimes»

Le premier paragraphe de l'article parle de «l'hospitalité valaisanne», de «l'air pur des cimes» et du «charme de ces stations qui allient modernisme et tradition». La réalité colle visiblement au contenu des prospectus touristiques, du moins sur le plan du discours; le rédacteur s'exprime comme un publicitaire.¹ Mais comment se fait-il qu'un journaliste – bien que s'adressant à un public local – écrive un texte qui serait parfaitement adapté à un dépliant touristique? L'histoire de l'image projetée par l'extérieur sur les Alpes et intériorisée par leurs habitants depuis le XVIII^e siècle est connue et nous n'y reviendrons pas ici.² Nous nous contenterons donc

d'examiner le binôme «modernisme et tradition» qui joue un rôle central dans l'identité valaisanne depuis plus de cent ans.

Le couple de la tradition et de la modernité est peut-être le slogan le plus fréquemment utilisé dans le discours touristique et politique en Valais au XX^e siècle. Selon les circonstances, les deux notions ont pu être chargées de sens très différents.³ Le bref rappel historique qui suit sert à illustrer l'utilisation arbitraire que l'on a pu faire de ces deux termes.

«Modernisme et tradition»

Les bouleversements de l'agriculture, dont l'amélioration des conditions d'importation est à l'origine, ont plongé la population agricole valaisanne du XIX^e siècle dans une crise sévère. De nombreuses familles préférèrent rester fidèles à leur destinée de paysans en s'expatriant en Amérique plutôt que de connaître une vie d'ouvriers en Valais.⁴ Si de nombreux postes de travail ont été créés – avec la correction du Rhône et les chantiers ferroviaires et touristiques – le Valais a pourtant été frappé par une vague d'immigration d'ampleur exceptionnelle, si bien que l'offre comme la demande sur le marché du travail s'avéra être une opportunité pour l'extérieur du Valais: les capitaux provenaient des grands centres économiques suisses et la main-d'œuvre était italienne. En même temps, alors que des dizaines de familles valaisannes partaient pour l'Argentine ou les États-Unis, des centaines de travailleurs étrangers affluaient vers les chantiers et les usines; au tournant du siècle ils étaient des milliers.⁵ Ces profondes transformations

Le Valais insulté!

Jamais un canton n'aura été autant traîné dans la boue au Conseil national...

BERNE. - Année après année, des milliers et des milliers de touristes, d'ici et d'ailleurs, s'en viennent apprécier l'hospitalité valaisanne. Mieux, ils en redemandent! Ils reviennent fidèlement goûter l'air pur des cimes, la majesté des paysages, le charme de ces stations qui allient modernisme et tradition.

Mais si l'on en croit les cris alémaniques et zurichois qui se sont élevés mercredi au National dans le cadre du débat sur la garantie fédérale en cas de déficit pour les JO 2002 Sion-Valais, Zermatt pourrit sous les gaz d'échappement, tout Valaisan est un délinquant doublé d'un raciste, la nature se pose au plus en aimable souvenir du passé. Quant aux montagnes, elles disparaissent sous une avalanche de «macro-chalets».

En d'autres termes, sous l'impulsion de quelques pastèques rouges-vertes des bords de la Limmat, la discussion a tourné à la farce et à l'insulte, au point d'en écœurer bon nombre d'élus qui ont pourtant l'habitude d'avaler de solides couleuvres: qu'un canton s'en prenne à un autre à la Chambre des ... cantons, passe. A la Chambre du peuple, c'est proprement inadmissible et scandaleux.

Certaines «perles» méritent à peine d'être mises en lumière. Admettons encore qu'un élu vert et thurgovien puisse trouver que les «JO les plus proches de la nature sont ceux que l'on n'organise pas»: on a vu dernièrement à quelles extrémités peut conduire ce

genre de raisonnement (53 morts entre le Valais, Fribourg et le Canada). Négligeons aussi le fait qu'une parlementaire socialiste de Schaffhouse puisse s'exclamer que «tous les Suisses sont égaux devant la loi sauf les Valaisans»: il n'est pas interdit de rêver...

En revanche, qu'une conseillère nationale rose zurichoise vienne se plaindre de devoir «vivre avec un Valais bien existant», qui ne serait pas «l'élève modèle de la nation en ce qui concerne le respect des législations sur l'environnement, l'aménagement du territoire et la jeunesse et les sports», voilà qui dépasse les bornes du bon goût.

En ne retenant que la donnée statistique démontrant qu'il pousse chaque année mille hectares de forêt supplémentaires dans notre canton, on se demande sur quoi s'appuie cette élue? Sur la certitude la plus vile, celle du nouveau riche pas tranquille avec sa conscience? Sur une kyrielle de banlieues HLM aussi riantes que des gorgones? Sur une arrière-campagne si grise qu'à 10 heures du matin, on se croirait déjà au crépuscule par temps de brouillard? Sur les rives d'un lac bétonnées par les châteaux de quelques heureux milliardaires pour qui la protection de la nature se conjugue avec la santé du gazon et du berger allemand? Fi donc!

Comme l'a finement relevé le Brigois Paul Schmidhalter: «J'aime mieux mon air, merci!»

Poussé par les impératifs de

son métier, celui qui écrit ces lignes se rend plusieurs fois par an au cœur de «Babylone-sur-Limmat». Il en revient édifié. Vous débarquez à la gare, vous tombez sur une sorte de punk qui vous décapite à pleines dents un rat de compagnie avant d'asperger de sang les passants. Vous sautez du tram, vous manquez de trébucher sur un carton: dedans, un bébé. Ecroulée un peu plus loin, sa mère, une seringue toujours enfoncée dans la jambe.

Autre anecdote: il y a peu, deux jeunes du Vieux-Pays se font tabasser par une bande de voyous zurichois. Téléphone à la police... Réponse de la maréchaussée: «Croyez-vous qu'on se déplace encore pour une simple agression!» Ben voyons...

Pour la gauche caviar qui croupit outre-Sarine, il est de bon ton et fort chic de vilipender le «far west» valaisan, qui ne respecterait rien ni personne, de le menacer de représailles s'il ne partageait pas tout de suite et jusqu'à plus soif la souprière des chevaliers verts teutoniques. Dans un grand coup de raquette bienvenu, quelques-uns de nos élus auraient peut-être et sans doute plaisir et intérêt à conditionner les gigantesques transferts de fonds qui filent de Berne à Zurich au respect inconditionnel de la loi sur la protection des animaux, de la loi sur les stupéfiants et des droits de l'homme tout court.

Après un tel échange, un dialogue assaini et constructif deviendrait, qui sait, possible!

(bos)

économiques modifièrent le climat social. Entre 1899 et 1914, le Valais connut environ 30 grèves, auxquelles les autorités réagirent par la répression, l'augmentation des effectifs policiers et, pendant la construction du tunnel du Simplon, par l'intervention de l'armée.

Ce sont là des indicateurs des difficultés de cette société à s'adapter au processus d'industrialisation. Contrairement à d'autres régions non alpines, où un mode de production rationalisé et préindustriel s'était imposé au XVIII^e siècle déjà, le Valais est resté un territoire agricole presque jusqu'à la fin du XIX^e siècle. L'économie de marché était aussi étrangère à cette société paysanne que les idées d'investissement ou de prise de risque. Et cela valait également pour les classes possédantes et dirigeantes. La constitution du capital ne se faisait pas par le commerce et l'artisanat, mais par l'acquisition et la thésaurisation de terrains. La possession de terres, de biens et de bétail était non seulement le garant de l'existence mais également un élément déterminant du statut social.⁶ Les innovations acceptées étaient celles qui ne menaçaient pas la vie en autarcie: l'introduction de la pomme de terre vers 1800, mais aussi l'émigration vers l'Amérique (la mobilité géographique étant préférée à la mobilité professionnelle) ou encore l'apparition du paysan ouvrier qui, du moins dans les mentalités, assurait la pérennité des structures agricoles basées sur l'autosuffisance.

L'évolution du système agricole préindustriel vers une société industrielle et de services a donc eu lieu relativement tard en Valais et est due essentiellement à des forces exogènes. Le discours politique de la minorité dominante démontre en 1900 encore une véritable hostilité à l'égard du monde industriel: les catholiques-conservateurs voyaient dans le capitalisme, et dans les idées libérales et socialistes qui l'accompagnaient, une menace contre la structure politique et idéologique qui assurait leur pouvoir. On chercha donc à attacher la jeunesse à l'agriculture et aux valeurs paysannes. Dans une «lettre

ouverte» publiée dans le *Walliser Bote*, porte-parole des conservateurs, du 23 septembre 1899 on peut lire: «Notre jeunesse cherche de plus en plus à se soustraire au dur métier d'agriculteur et à trouver par tous les moyens une voie plus facile et plus sûre. [...] Puissent [...] nos fils et nos filles ne pas mépriser la dignité du vieux métier de nos pères. Il constitue aujourd'hui encore la base et le support solide de l'ordre étatique et social.» (Traduction.)

En matière de tourisme, par contre, l'intervention étrangère fut, dès le départ, moins importante. Mais, là aussi, le scepticisme fut tenace. Dans le *Walliser Bote* du 9 août 1883, l'auteur d'un article intitulé «Fremdenverkehr im Wallis» (Le Tourisme en Valais), regrette qu'on délaisse les travaux des champs pour travailler dans le tourisme et que l'argent si facilement gagné soit si vite dépensé: «Le journalier tient bien plus à un salaire gagné à la sueur de son front et il le conservera et en usera donc soigneusement. [...] Notre pays ne serait-il pas bien plus heureux si on laissait ces voyageurs aller leur propre chemin à leur guise, sans se préoccuper d'eux et sans se laisser distraire de son travail et de ses occupations?»⁷ (Traduction.) Des entrepreneurs touristiques comme Alexandre Seiler (Brigue/Zermatt) apparurent comme une nouvelle classe de la bourgeoisie qui mettait en cause la domination politique des vieilles familles de notables établies depuis des générations. La politique menée par le conseiller d'Etat Maurice Troillet pendant l'entre-deux guerres était encore entièrement fondée sur l'agriculture et ses valeurs traditionnelles.⁸ La véritable ouverture, y compris dans le domaine culturel, ne se fit qu'après la deuxième Guerre mondiale. La conservation des valeurs traditionnelles, propagée par les politiciens conservateurs, se révéla alors être de plus en plus en contradiction avec le développement économique du canton.

Si certains aspects traditionnels ont persisté assez longtemps, cela ne signifie nullement que certains processus historiques n'étaient pas en marche. L'attachement aux traditions

n'apparut pas, comme nous l'avons dit plus haut, exclusivement sous la pression de contraintes économiques et géographiques,⁹ mais était également un moyen politique de prise et de conservation du pouvoir. Le potentiel conservateur de la population montagnarde fut exploité au XIX^e siècle pour retarder le progrès technique et, au cours du XX^e siècle, pour l'accélérer. Entre-temps, la contradiction entre l'idéologie conservatrice et la foi dans le progrès technique s'était muée en rapport de complémentarité. Un seul exemple suffit à l'illustrer: le résultat de trois votations dans la commune d'Evolène dans le Val d'Hérens, souvent considéré comme «haut-lieu du folklore valaisan» ou comme «le Valais profond»; lors des votations fédérales du 12 juin 1994, Evolène refusa la naturalisation facilitée des jeunes étrangers par 352 non contre 265 oui, le contingent des casques bleus pour l'ONU par 370 non contre 243 oui, mais accepta clairement en revanche la garantie du déficit des Jeux olympiques avec 536 oui contre 88 non.

Le discours «tradition-modernité» est typique des phases de changement rapide. L'ethnologue allemand Hermann Bausinger¹⁰ l'a résumé en une formule: «La société traditionnelle ne connaissait pas de traditions.» Bausinger veut dire par là que la valeur de la tradition (cultivée de manière consciente) dans les sociétés préindustrielles jouait un rôle très limité et était plutôt le fait d'une sorte de routine et que la «tradition» est, par conséquent, un produit de la modernisation. En Valais aussi, les politiciens de l'époque de la première industrialisation se montrèrent indifférents ou mêmes hostiles à la tradition: les vieilles habitudes des gens furent combattues par l'Etat et l'Eglise au moyen d'interdictions.¹¹ Ce n'est qu'au moment de l'industrialisation véritable que l'on procéda à une réévaluation de la tradition et à sa valorisation dans le discours politique.¹² Le couple tradition-modernité devint donc porteur d'une image historique antagonique qui enferme le passé dans la stagnation et ne retient la notion de progrès que pour le seul présent.

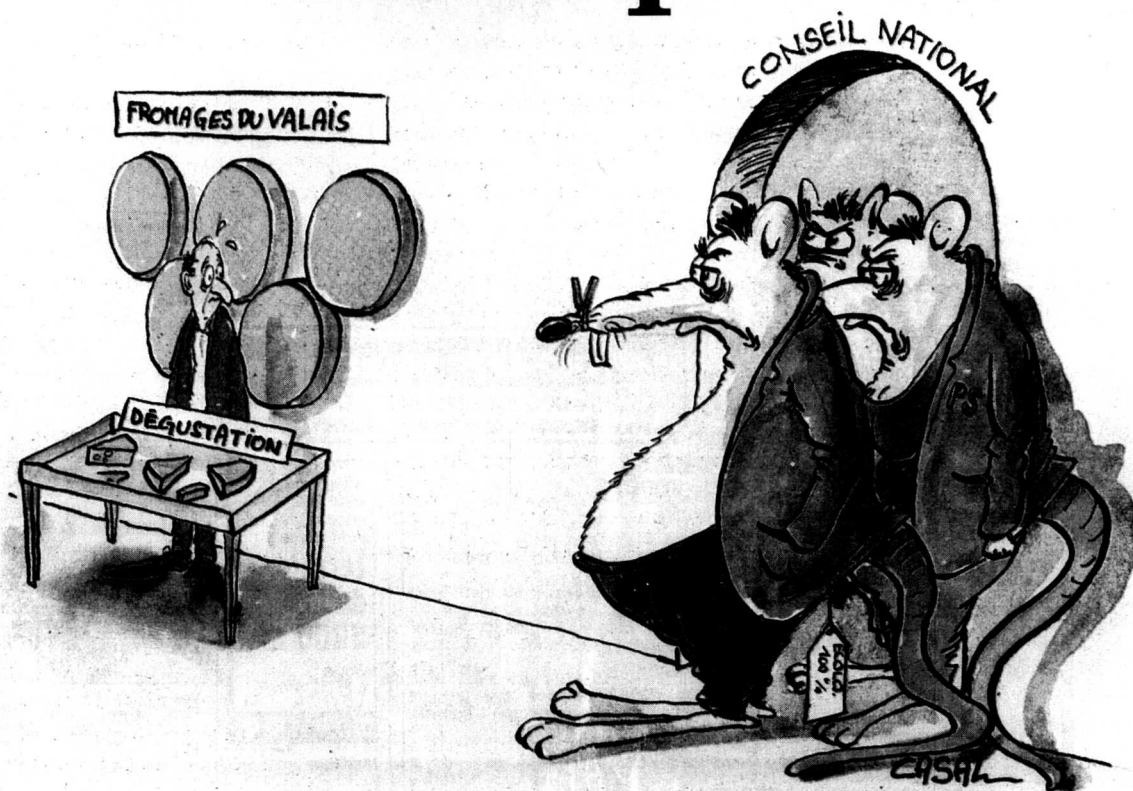
«Babylone-sur-Limmat»

Les paragraphes qui suivent, tirés de l'article du *Nouvelliste* auquel nous nous référons, montrent comment l'image de soi et de sa propre identité sont construites par la définition de frontières extérieures.

Il est frappant de voir que la critique s'adresse prioritairement aux parlementaires verts et de gauche de Zurich («cris alémaniques et zurichoïses», «pastèques rouges-vertes des bord de la Limmat», «une conseillère nationale rose zurichoïse») et, ensuite, dans deux paragraphes, à la ville de Zurich – «Babylone-sur-Limmat» – réduite à une image de drogue, de criminalité et d'abandon. Les procès-verbaux des débats au parlement montrent que sur environ 30 interventions une seule émane d'une représentante zurichoïse de la mouvance rouge-verte, la socialiste Barbara Haering Binder. Les autres orateurs zurichoïses étaient des représentants du Parti de la liberté et des Démocrates suisses qui se sont prononcés sans réserve en faveur de la garantie du déficit des Jeux olympiques.¹³ Comment expliquer alors la fixation du journaliste, qui ne correspond pas à la teneur des débats dont il prétend rendre compte, sur la ville et le canton de Zurich?

Cette image négative de Zurich est à placer dans le contexte plus large de l'image négative de la grande ville. Pascal Bruckner et Alain Finkielkraut affirment que cette image a accompagné l'émergence des villes industrielles¹⁴: «La ville est notre bouc émissaire favori, le plus beau bouquet de nos misères qui alimente une parole constamment critique et dénigrante. [...] La ville est née maudite. Dès son apparition, trois griefs l'ont identifiée à l'enfer: elle était à la fois lieu de crime, de débauche et d'infection. Ville pathogène, ville corruptrice, ville périlleuse.» Les aspects négatifs de la ville (Zurich) servent ici d'écran de projection de problèmes auxquels la société dans son ensemble est aujourd'hui confrontée. Depuis la première moitié du XX^e siècle déjà, la majorité des Suisses vit dans des

Le Valais piétiné!



Au cours du débat consacré mercredi soir par le Conseil national à la garantie fédérale en cas de déficit pour les JO 2002, le Valais a été littéralement traîné dans la boue par la gauche écologiste alémanique. Mais cette dernière ferait peut-être mieux de nettoyer son paillason!

nf PAGE 3

Caricature des verts et des socialistes parue à la une du *Nouvelliste* le 16 décembre 1994. Les rats figurant les opposants portent des vêtements aux couleurs des deux partis minoritaires.

conditions urbaines. Pourtant, aujourd'hui encore, alors qu'une grande partie des régions de montagne est urbanisée et que deux tiers de la population de l'espace alpin vit dans des agglomérations, une image illusoire de vie dans un monde campagnard et villageois domine dans de nombreux esprits. Le réflexe anti-Zürich, exprimé ici, répond au désir de se débarrasser des problèmes qui sont perçus comme urbains. (S'en débarrasser d'ailleurs au sens strict: la scène de la drogue en 1994 et 1995 à la gare du Letten de Zürich était l'un des points de rencontre et d'activité des toxicomanes provenant des régions rurales de la Suisse.)

Avec l'image de la Babylone, l'auteur de l'article se réfère à l'ancienne opposition chrétienne entre Babylone et Jérusalem qui «symbolisent les deux modes de vie antagonistes entre lesquels les adeptes du Christ doivent choisir.»¹⁵ En même temps, la ville est assimilée au changement, dans le sens du risque et de l'insécurité, elle est synonyme de la multiplicité culturelle et de la mobilité (y compris celle des valeurs). Elle est opposée à la campagne, connotée de qualités telles que la continuité, la solidité et la tradition.¹⁶ Et, dans le champ intermédiaire, on trouve la petite ville qui doit être protégée des tentations de la Babylone. Ainsi, en septembre 1994, des

habitants de Sion ont déposé auprès des autorités communales une pétition «contre les débordements de la prostitution» dans la vieille ville. «Notre but est de préserver le visage aimé de la vieille ville, son héritage historique, son cœur et son âme» dit, entre autres, le texte de la pétition.¹⁷

L'hostilité contre Zurich ne s'explique pas complètement par sa réputation de métropole économique mais aussi par le rôle qu'elle a joué en tant que centre du protestantisme alémanique. C'est dans la ville de Zwingli que l'humaniste valaisan Thomas Platter s'est converti, en 1522, à la Réforme. Lorsqu'il se rendit en 1529 avec sa femme en Valais, le couple fut mal accueilli: «*die will man hort, das wier von Zürich kamen, wurden wier nit frintlich tractiert*»¹⁸ (Quand on sut que nous venions de Zurich, on nous traita sans bienveillance.), écrit Platter dans son autobiographie. Cette antipathie religieuse pour Zurich a persisté jusqu'au XX^e siècle. Un Haut-Valaisan, né en 1910 à Wiler dans le Lötschental, racontait en 1990:¹⁹ «Après l'école de recrues, mon frère a dit: "Tu ne vas pas retourner à Zurich. Là-bas, tu n'y vas plus." Et il a probablement eu raison. Je lui en suis encore reconnaissant. Car c'étaient tous des Réformés.»

A l'image de la ville babylonienne on oppose une image, cultivée depuis près de cent ans en Valais (et en Suisse), de village,²⁰ avec ses valeurs de communauté, de sécurité et d'identité d'intérêts. Nous n'en citerons ici que deux exemples tirés de la presse. Dans une réponse à un compte-rendu, paru à Lucerne, d'un passage à Loèche-les-Bains, le correspondant du *Walliser Bote* écrit le 26 août 1903, à propos des habitants du village: «une population brave, qui est au-dessus de la langueur coupable des gens des villes, de leur nonchalance sans vigueur et de leur insatiable recherche du plaisir». Et, dans le *Walliser Bote* du 23 octobre 1942, on lit, sous le titre «Das Wallis wie es scheint und wie es ist»: «En quoi aurait-il [le Valaisan] besoin des agréments et des possibilités de formation de la ville? La nature est là, devant lui comme

un livre ouvert. Il sait comment le lire.» (Traduction.) Le discours n'a pas fondamentalement changé. Mais aujourd'hui, face à l'urbanisation des régions de montagne, le village doit de plus en plus être affirmé, voire mis en scène²¹ – pour propager l'idée d'une homogénéité sociale à l'intérieur et pour assurer l'attractivité touristique vis-à-vis de l'extérieur.

«Une seringue [...] enfoncée dans la jambe»

Dans les deux passages sur la ville de Zurich, la question de la drogue est centrale. Il faut se rappeler que l'article a paru à l'époque de la scène ouverte de la drogue à la gare désaffectée du Letten, scène qui a marqué le discours politique suisse à ce moment-là. «Le Letten» fut stigmatisé comme la marge malade par essence de la société, devant être isolée de l'ensemble du corps social, et qui a donné lieu à des expressions telles que «l'abcès du Letten».²² Le problème aigu de la drogue, qui touchait une petite minorité, fut en peu de temps transformé par les politiques et les médias en un problème de la plus haute priorité affectant l'ensemble de la société. L'un des moyens en fut la satanisation et la criminalisation du problème de la drogue.

Dans le cas concret du *Nouvelliste*, «le Letten» offrait une belle occasion de justifier vis-à-vis des lecteurs du journal l'attitude répressive de la rédaction en matière de toxicomanie. Cette attitude s'exprima entre autres par l'engagement du journal en faveur de l'initiative populaire fédérale «Pour une jeunesse sans drogues», qui fut déposée à Berne le 22 juillet 1993 avec 36 000 signatures recueillies en Valais. Les membres du comité d'initiative s'exprimèrent régulièrement dans les colonnes du journal avant même la récolte des signatures, et, quand le Conseil fédéral présenta son message et son contre-projet à l'initiative, le *Nouvelliste* rapporta ses propositions dans un texte de 80 lignes, avec, rehaussé en encadré, le point de vue des initiateurs sur 100 lignes.²³ De plus, les autres

voies d'approche du problème de la drogue furent constamment critiquées ou rejetées par la rédaction. Une dépêche d'agence sur la distribution contrôlée de la drogue fut par exemple titrée «Zurich tente le diable».²⁴

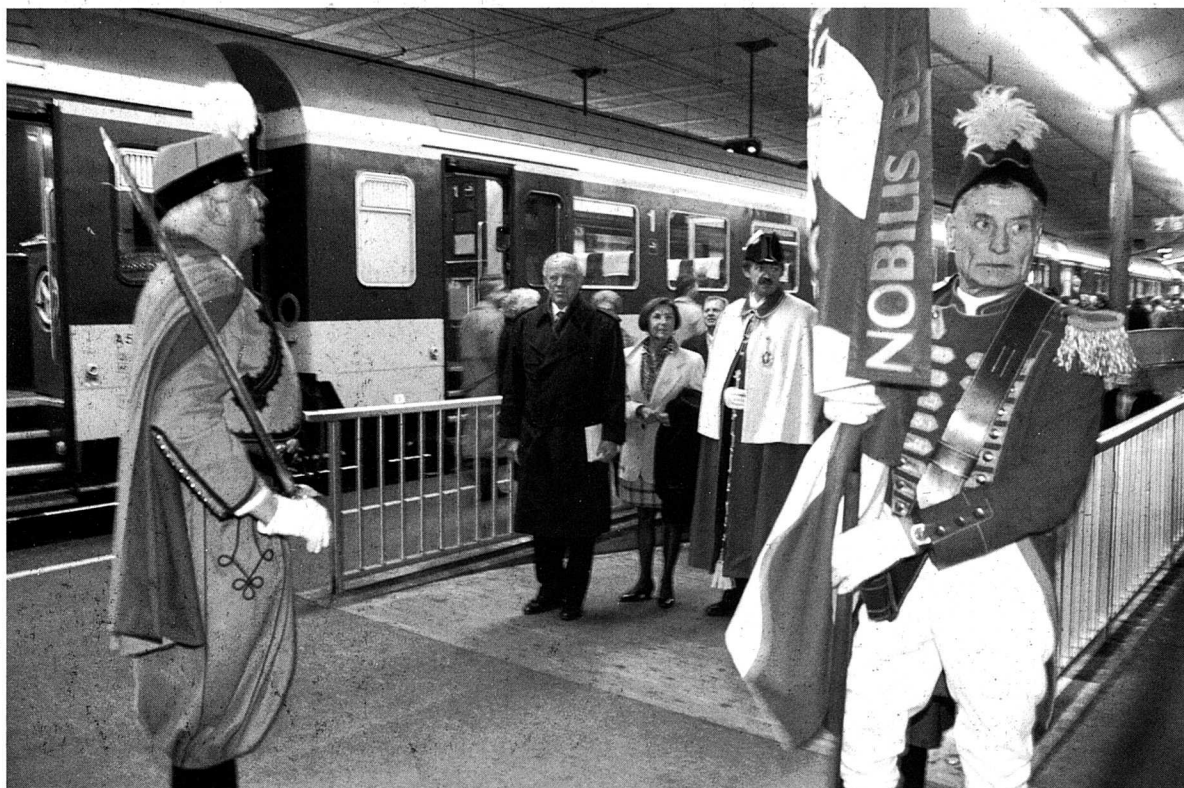
Une analyse a été faite en 1993 et 1994 de la présentation du problème de la drogue dans les grands quotidiens suisses. Elle montre que 45% des articles sur la drogue parus dans le *Nouvelliste* parlaient de la criminalité liée à la drogue. Ce pourcentage ne fut dépassé que par le *Matin* (54%), et est inférieur pour le *Blick* (39%). L'analyse des tendances de l'opinion des auteurs (commentaires et lettres de lecteurs) montre une proportion de 69% de tendance répressive et 31% de tendance libérale. Seul le *Blick* (78% de tendance répressive) dépasse ce pourcentage. L'étude permet de conclure que le *Nouvelliste* a clairement pris position contre la politique de la Confédération en matière de drogues pendant cette période.²⁵

«Les chevaliers verts teutoniques»

Si le journaliste du *Nouvelliste* s'en prend à la ville de Zurich, il fustige par ailleurs les écologistes suisses alémaniques. A cet égard, l'article est un document représentatif d'une attitude qui n'est pas propre au Valais et qui est un élément fondamental du discours des politiciens bourgeois de toutes les régions de montagne. Quelques exemples suffisent à le montrer.²⁶ Le conseiller national radical du canton des Grisons Duri Bezzola écrivait en 1994 dans un journal:²⁷ «La chaîne alpine est – et il semble que de nombreux leaders de l'opinion du Plateau suisse l'oublie de plus en plus souvent – en plus de sa beauté à vous couper le souffle et de sa signification écologique, également le cadre de vie d'une bonne partie de la population suisse. Ces gens ne veulent pas devenir un objet d'inventaire d'un musée international des Alpes.» Et lors des débats sur le droit de plainte des organisations écologistes, le conseiller aux Etats démocrate-chrétien d'Appenzell-Rhodes

intérieures, Carlo Schmid, déclara en 1994:²⁸ «Quand la ligue pour la protection de la nature de Saint-Gall et d'Appenzell, qui est très active, vient me dire, avec M. Ganz de Saint-Gall, qu'une erreur a été commise dans mon district, je suis prêt à l'accepter. Cet homme y comprend quelque chose parce qu'il connaît mon environnement. Il a la proximité spatiale. Mais il est inconvenant que je doive m'expliquer avec des gens de Genève, de Bâle ou d'ailleurs, par exemple M. Roch [chef de l'Office fédéral de l'environnement], qui ont abîmé leur région pendant les années soixante et qui viennent maintenant dans les régions alpines pour nous expliquer comment nous devons protéger la nature.»

On trouve des exemples analogues en Valais et ils sont de plus en plus fréquents depuis les années quatre-vingt-dix. En 1994, Alexandre Zufferey, président de la section Monte Rosa du Club alpin suisse (CAS), écrit dans le journal de l'association:²⁹ «Ainsi, derrière la convention des Alpes, il y a bon nombre de citadins, voire même des membres du CAS, qui souhaiteraient faire de notre canton une réserve alpine.» On retrouve le même discours dans la réticence de la plupart des gouvernements des cantons alpins face à la convention sur la protection des Alpes: ils voient dans l'accord des gouvernements nationaux une sorte de nouveau Gessler qui voudrait imposer sa politique de l'environnement aux cantons montagnards. Dominique Sierro, président du Groupement de la population de montagne du Valais romand, justifie son hostilité à la convention des Alpes en évoquant notamment qu'elle «émane d'un ministre vert allemand»³⁰. Aux yeux des commentateurs et des politiques, les écologistes veulent faire de la région alpine une «réserve d'Indiens», un «musée», un «Ballenberg», un «sanctuaire désertique», un «pays de goitreux pour le plaisir rare et solitaire de quelques ethnologues en mal d'exotisme»³¹. Ce discours est curieusement en contradiction avec l'image traditionaliste et folklorique que le Valais se donne de lui-même, notamment dans son architecture liée au



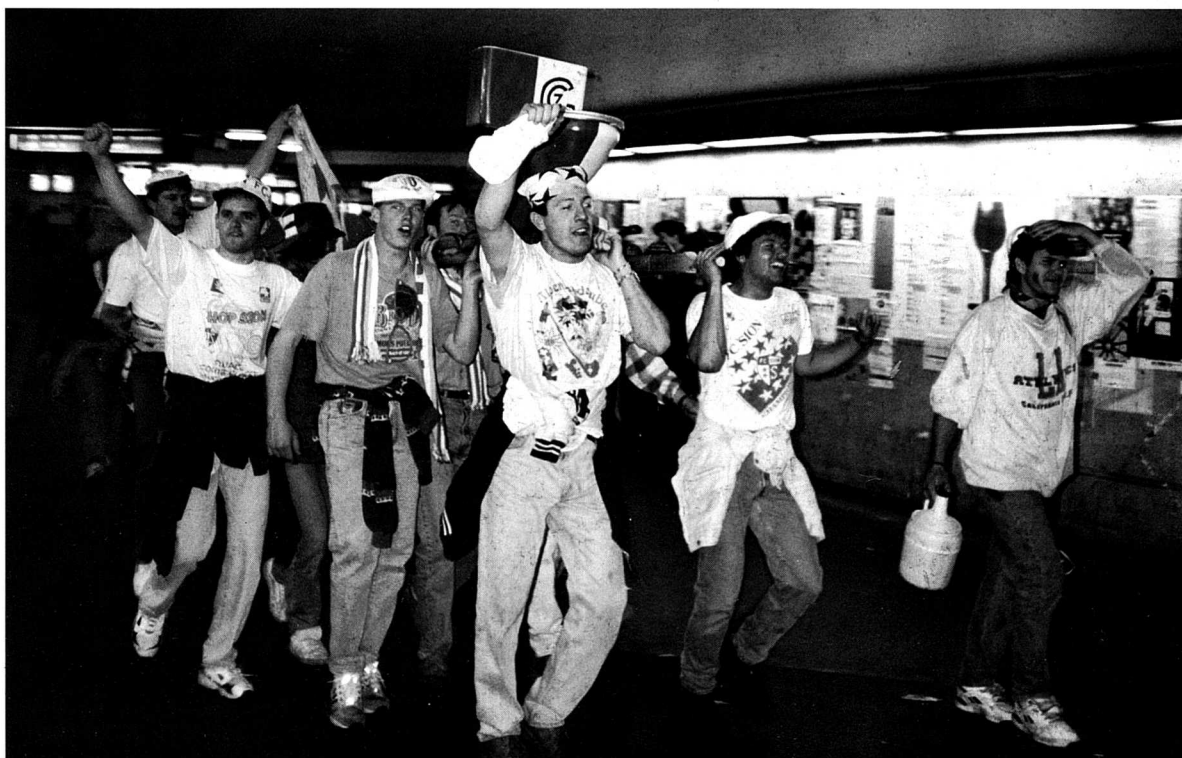
Le Valaisan Paul Schmidhalter photographié à la gare de Berne juste après son élection à la présidence du Conseil National en 1992.

tourisme et dans sa publicité touristique, mais aussi dans les médias ou lors de fêtes et de manifestations officielles.

Le discours sur le Valais en tant que musée s'est, au fil du temps, enrichi d'une longue tradition. En 1965 déjà, André Guex écrivait dans un numéro spécial de la *Gazette de Lausanne* consacré au Valais:³² «Nous ne voulons pas que l'on maintienne, à l'usage des citadins "vacanciers", des réserves de montagnards.» Et, en 1970, le député valaisan PDC Pierre Moren déclarait dans une lettre ouverte publiée par le *Walliser Bote*:³³ «Nous refusons à certains de nos confédérés qui vivent dans des cantons qui ont tout sacrifié au développement industriel le droit de nous dire aujourd'hui comment nous devons aménager notre territoire.» Ce qui a changé depuis quelques temps est que l'agressivité est maintenant focalisée sur la Suisse alémanique. En 1992, le président d'un projet de golf à Grimsuat en dessus de Sion contrait les

objections des organisations de protection de l'environnement avec ces mots:³⁴ «Le coteau valaisan ne doit pas être mis à la disposition des Suisses alémaniques pour qu'ils puissent venir photographier les paysans.» Et dans une interview, le conseiller national PDC Simon Epiney déclarait en 1993, à propos de la politique de protection de l'environnement:³⁵ «Je suis pour une position fédéraliste. Faut-il adhérer au processus allemand qui consiste à intégrer les associations de protection de la nature, afin d'éviter la concurrence?»

En simplifiant, on peut résumer toutes ces interventions sous l'expression «La montagne aux montagnards». Il est intéressant de noter comment cette reconquête compensatoire du territoire s'étend jusqu'aux sommets les plus élevés, porteurs de tous leurs symboles, comme le montre le conflit entre le Club alpin suisse et différentes communes valaisannes à propos de la propriété des cabanes de montagnes. Sous le



Supporters valaisans à la gare de Berne à l'occasion de la finale de la Coupe suisse de football en 1995 opposant Sion aux Grasshoppers de Zurich. La cuvette de W.C. qui figure l'équipe adverse est peinte aux couleurs zurichoises.

titre «Schweizer Alpen-Club Landvogt im Berggebiet» (le club alpin suisse, bailli des régions de montagne) le président de la commune de Fiesch dans la vallée de Conches reprochait au CAS en 1987 déjà de «nous chicaner, d'essayer de nous soumettre et de critiquer et de boycotter nos projets qui étaient souvent viables». Les 70 000 membres du CAS sont décrits comme des gens «qui viennent en majorité des grandes villes et qui souvent n'ont que peu de rapports, ou des rapports faussés, avec nos montagnes».³⁶ Aussi bien la reconstruction de la cabane Panossière sur le territoire de la commune de Bagnes que l'extension de la cabane Britannia dans la vallée de Saas ont donné lieu, au début des années quatre-vingt-dix, à un conflit entre les communes concernées et la section genevoise du CAS. Avec les slogans «Redevenir maître chez soi!» et «Redonner la montagne aux montagnards»³⁷ la querelle autour des cabanes du CAS devint le combat symbolique de la maîtrise (politique) des régions de montagne.

Les épithètes comme «les chevaliers verts teuto-niques», «un élu vert et thurgovien», «une parlementaire socialiste de Schaffouse», «une conseillère nationale rose zurichoise», «la gauche caviar qui croupit outre-Sarine» etc., que nous pouvons tirer de notre exemple, indiquent toutefois l'existence d'un autre phénomène: les opposants politiques n'ont pas de nom, ils sont identifiés par leur provenance géographique et leur couleur politique. Contrairement au «Brigois Paul Schmidhalter» qui est le seul conseiller national à être désigné par son nom. Le discours qui émerge ici est un discours où l'opposition est presque «ethnalisée» et qui cherche à la définir sur ce mode.³⁸ Cette manière de stigmatiser une pensée autre est très fréquente dans les commentaires des votations fédérales du *Nouvelliste*. Ainsi, lors de l'acception de l'initiative des Alpes le 20 février 1994:³⁹ «Avec le vote sur l'initiative des Alpes, la Suisse alémanique impose une fois encore ses vues suicidaires à la Romandie, que l'on peut sans bomber

exagérément le torse, qualifier d'éclairée.» Et, après la votation du 25 juin 1995 sur l'assouplissement de la Lex Friedrich (Restrictions à la vente d'immeubles à des étrangers), qui fut refusé en Suisse allemande et accepté en Suisse romande, on a pu lire le commentaire suivant:⁴⁰ «S'inscrivant dans une politique de l'huître amorcée par le non à l'EEE, aux casques bleus, à la naturalisation facilitée des jeunes étrangers et le oui à l'Initiative des Alpes, elle [l'issue de la votation] montre en premier lieu que la Suisse alémanique n'est pas prête à affronter ni la modernité, ni l'Europe, ni le monde.» (De toute évidence, le journaliste compte ici sur la courte mémoire de ses lecteurs: les casques bleus et la naturalisation facilitée des jeunes étrangers furent clairement refusés le 12 juin 1994 en Valais aussi.)

Ce retour à une sorte de vocabulaire ethno-nationaliste apparaît avant tout dans des situations où de nouvelles idées, venant de l'extérieur, provoquent des désaccords internes. Au tournant du siècle, par exemple, on trouvait dans les journaux valaisans – sorte de séquelles du Kulturkampf en Suisse – de nombreuses réactions à des textes de correspondants ou de voyageurs, parus dans des journaux suisses (non valaisans) ou étrangers. En plus du caractère arriéré du canton, on traitait souvent du thème de la religion, ce qui permettait aux leaders de l'opinion cantonale de lier le discours politique et le thème de la différence culturelle.⁴¹ On put lire dans le *Walliser Bote* le 26 août 1903: «Il arrive malheureusement trop souvent que des feuilles de la couleur du "Luz. Tagbl." [Luzerner Tagblatt] publient des correspondances et des articles qui foisonnent de mensonges éhontés et d'exceptions haineuses où notre bien le plus précieux, notre Sainte Foi, est attaquée de manière perfide.» (Traduction.) Contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, ce n'était pas la provenance géographique des critiques qui était mise en avant mais leur appartenance confessionnelle et politique, puisqu'il s'agissait, en règle générale, de protestants et de radicaux. Mais, comme de nos jours, c'est l'opposition

interne qui est la véritable cible de l'offensive. Le 4 juin 1902, on put lire dans une réponse, publiée dans le *Walliser Bote*, à un article relatant, dans le journal radical bernois *Der Bund*, un récit critique de la Fête-Dieu à Sion: «Aux Messieurs catholiques du Valais, qui soutiennent encore des feuilles [journaux] qui acceptent tout ce qui jette une lumière défavorable sur notre canton, nous disons: "Israël, ce sont là tes dieux!"» (Traduction.)

Ce genre de discours définit arbitrairement des frontières culturelles selon des critères qui soulignent en premier lieu la différence. Si le message était auparavant: tout ce qui est protestant et radical n'est pas valaisan, il dit aujourd'hui: tout ce qui est vert et rouge est étranger au Valais et appartient à la culture suisse alémanique. Simultanément, cette manière d'insister sur la différence met à l'arrière-plan les éléments communs et porteurs de la culture d'Europe centrale aujourd'hui, à savoir les principes d'une société capitaliste et industrielle. L'assimilation de la politique écologique avec «l'intégrisme», le «fondamentalisme écologique» ou le «dogmatisme écologique», de même que la désignation des organisations de protection de l'environnement comme «les baillis des temps modernes», comme un «pouvoir parallèle» ou encore comme une «minorité de fanatiques», fait monter les enchères de la différence en conflit où tout opposant est dénoncé comme félon: «Le Valais trahi par l'écologie» titrait le *Nouvelliste* le 22 octobre 1992. Les notions d'intégrisme et de fondamentalisme indiquent comment l'ennemi intérieur peut converger avec l'ennemi extérieur: à la «menace communiste» a succédé, depuis 1989, la «menace islamiste».

«Quelques heureux milliardaires»

Comme on l'a montré à de nombreuses reprises, le discours politique en Valais se structure souvent selon la ligne de démarcation intérieur/extérieur. Une unité de culture, la sienne propre, est souvent opposée à une culture étrangère, condamnée comme une culture de dissidents.

Auparavant, comme nous l'avons déjà dit, c'était souvent la confession qui servait de critère de différenciation et donc d'exclusion sociale. En 1917, l'ethnologue bernoise Hedwig Anneler publia sa grande monographie sur le Lötschental⁴² et donna par la suite une série de conférences dans différentes villes suisses. Elle fut l'objet de campagnes publicitaires, où la critique contre ses travaux porta sur la représentation de la vie religieuse. En 1920, on put lire dans le *Walliser Bote* «qu'une dilettante protestante ne comprendra jamais, jamais, le poulx d'un peuple catholique et ne pourra jamais, jamais, le rendre avec vérité.»⁴³ Entre-temps, le critère de la religion a été remplacé par d'autres caractéristiques considérées comme typiquement valaisannes; par exemple un lien étroit avec la nature et l'écologie. Sous le titre «Ecologie: Les vraies têtes de pioche!» le *Nouvelliste* donnait la définition suivante de l'écologie autochtone et étrangère:⁴⁴ «l'écologie est à la mode. Fort bien. Mais à tant parler de ceux qui croient avoir le monopole de cette croisade, on oublie ces Valaisans qui chérissent leur coin de terre et ne font pas de publicité lorsqu'ils assainissent des bosquets, nettoient un cours d'eau ou retapent les abords d'un vieux reste de château.» Et: «A l'heure des palabres et des croisades des gentils amis écologistes, nous avons rencontré une poignée de Saviésans qui préfèrent passer de la théorie fumeuse aux actes concrets.»

C'est une image de soi qui s'exprime ici, où l'accent est mis sur l'aspect paysan, opposé au caractère urbain des organisations écologistes. Lors de la 50^e Assemblée générale des délégués du Groupement suisse pour les régions de montagne en 1993 à Troistorrents, son président, le conseiller d'Etat Raymond Deferr déclara à propos de la convention des Alpes:⁴⁵ «Cette convention, pour autant qu'il la connaisse, fera toujours un peu sourire le montagnard. Car la seule vraie convention alpine, c'est le mariage du paysan au sens profond du terme et de la montagne et je dis qu'un constructeur de barrage peut être un vrai paysan, qu'un hôtelier, un gérant de golf, un promoteur, un

employé de remontées mécaniques, un artisan, un commerçant, un entrepreneur peuvent être de vrais paysans à deux conditions: ils vivent avec la montagne, imprégnés de la philosophie sereine, calme et mesurée qu'elle inspire et ils vivent avec et pour la communauté montagnarde de base, solidairement dans un partenariat solide, économique, social et culturel, qui n'est autre que l'expression moderne du consortage, de ceux qui lient ensemble leur sort à la montagne.» Le seul véritable montagnard est donc le paysan; un discours qui peut se réclamer d'une tradition vieille de plus de 250 ans et qui a connu son apogée politique en Suisse à l'époque de la défense spirituelle du pays. «Schweizer Art ist Bauernart» (La manière suisse, c'est la manière paysanne), affirma en une formule lapidaire⁴⁶ le dirigeant paysan Ernst Laur en 1939. Et l'un des correspondants du *Walliser Bote*⁴⁷ fait, en 1942 déjà, figure de précurseur du conseiller d'Etat Deferr: «Le Valaisan – quel que soit son métier – qu'il soit toujours resté chez lui ou ait vécu longtemps à l'étranger – qu'il n'ait que des contacts avec la terre ou qu'il ait du savoir-vivre en société – il est et il reste un homme de la nature! Sa vie est inscrite dans la terre.» Pour se présenter comme les meilleurs protecteurs de l'environnement et comme les montagnards les plus "authentiques", certains promoteurs ont récemment soigné leur image en tant que paysans de montagne; ils entretiennent des troupeaux de vaches d'Hérens et ne manquent aucune occasion de se présenter au public comme de fiers propriétaires de bétail.

A cette compréhension de l'écologie, issue de la tradition paysanne, l'article du *Nouvelliste* oppose l'image de «quelques heureux milliardaires pour qui la protection de la nature se conjugue avec la santé du gazon et du berger allemand» et du «nouveau riche pas tranquille avec sa conscience»; image que colportent sans cesse les nouveaux leaders d'opinion du canton. Par exemple le rédacteur en chef François Dayer qui, parlant le 18 mai 1992 dans le *Nouvelliste* de l'Initiative des Alpes, écrit

qu'elle «vise à faire de nos régions une vaste réserve naturelle à l'usage d'un Suisse nanti, majoritaire et citadin». Et, après la votation, l'auteur de la une du *Nouvelliste*⁴⁸ écrit à propos d'une intervention parlementaire de la conseillère nationale radicale Vreny Spörri, qui mettait en doute la réalisation à quatre voies de la N9 dans le Haut-Valais: «Une fois encore, la Suisse alémanique – et en particulier Zurich la trop nantie – rêve de la création d'une réserve d'Indiens valaisanne.»

Le pendant de l'image de la riche Suisse alémanique est celle du Valais comme «parent pauvre de la Nation»⁴⁹. Le président de la commune de Brigue-Glis a, par exemple, parlé de «Suisse de 2^e classe» quand après cinq mois sa commune n'avait pas encore touché les indemnités de la Confédération pour la compensation des dégâts dus aux intempéries:⁵⁰ «Au conseil communal comme dans la population, on commence à craindre que la Confédération ne nous traite moins bien que le gens d'Uri [à propos de l'aide de la Confédération après les inondations de 1987] et qu'ainsi, nous les Hauts-Valaisans de Gondo, de Saint-Nicolas, de la vallée de Saas ou de Brigue-Glis [localités victimes des intempéries de 1993] ne soyons considérés comme des Suisse de 2^e classe et traités en conséquence.» On prépare ainsi le terrain à une politique fédéraliste à outrance contre la «Berne fédérale» dont les vues centralisatrices sont mises au pilori à chaque occasion: en réponse à la proposition du Conseil fédéral d'augmenter la taxe de base sur les carburants le *Nouvelliste* titra «Berne tentaculaire»; de même, pour marquer son désaccord avec la proposition du Conseil fédéral de diminuer la consommation d'essence des nouvelles voitures de 15% à partir de 1996, il annonça «Berne choisira notre auto!»⁵¹ Les politiciens ont suivi ce discours en revendiquant publiquement le «droit à la différence», mis en œuvre dans des buts politiques et économiques qui ne laissent aucune prérogative à l'Etat central.

Résumons: pour servir ses propres intérêts, on tient un discours régi par l'opposition des notions d'intérieur et d'extérieur. On réactive ainsi

le répertoire du *Sonderfall* valaisan avec des éléments comme les baillis étrangers, «La Berne fédérale», qui est représentée comme la Suisse alémanique riche et paternaliste envers les régions de montagne considérées comme zone où la nature est protégée pour le bénéfice des citadins. L'objectif ici est le nivellement politique de tous les groupes sociaux à l'intérieur d'un espace identitaire valaisan construit pour la circonstance. La réduction de la Suisse alémanique, et notamment de Zurich, à des images simples et fortes rappelle les stéréotypes qui se sont cristallisés au XIX^e siècle, à travers le tourisme, l'ethnologie et la politique. Ces stéréotypes sont régulièrement mis à jour et actualisés par de nouvelles images: l'agglomération de Zurich devient «une kyrielle de banlieues HLM», les bords du lac de Zurich «les rives d'un lac bétonné» et le citadin «une sorte de punk» etc.

Le discours anti-urbain est également construit sur des courants de pensée nés hors de la région alpine – comme le montre l'historien François Walter dans son ouvrage «La Suisse urbaine» – et trouve précisément ses racines dans l'espace linguistique germanophone et les mouvements anti-bourgeois:⁵² «On ne saurait séparer le climat de la réforme socio-spatiale entre 1900 et 1930 du renouveau des idéologies anti-urbaines. Plusieurs courants de pensée, dont le point commun est le refus de la ville et de la civilisation matérialiste, s'épanouissent dans les pays de culture germanique. [...] Dans les années trente, pour la première fois, le discours anti-urbain prend une coloration nationaliste et patriotique: la valorisation de la Nature et de la Campagne n'est plus simplement esthétique et sentimentale. Si le patriotisme helvétique semble se nourrir de l'air pur des montagnes, il vomit aussi la grande ville et tous les maux qu'elle incarne.»

Le besoin impérieux de tracer une frontière vis-à-vis de la Suisse alémanique, que l'on constate dans le discours politique des années quatre-vingt-dix, est en réalité l'expression d'une situation de crise intérieure du canton du Valais.

Suzanne Chappaz-Wirthner écrit⁵³, à propos de la constitution d'une nouvelle identité au moyen de la mise en place de frontières extérieures: «La définition d'une altérité externe est l'acte fondateur de l'identité collective. [...] Toute collectivité assaillie par une crise grave tend à reformuler les tensions qui la déchirent en termes d'opposition avec les collectivités voisines.» Dans un discours diffusé au moyen de la politique et des médias, les différences politiques sont transformées en différences culturelles et ethniques, où les oppositions internes sont mises dans la catégorie de "l'étranger". Dans un acte de nettoyage culturel, tout ce qui est vert ou rouge est, du moins sur le plan verbal, relégué outre-Sarine. Le langage de l'article du *Nouvel-iste* fait grand usage d'images et de métaphores par lesquelles certaines perceptions de la réalité sont rendues plus intenses et d'autres sont ignorées. Un élément central de ce langage métaphorique est la «conjugaison d'un *Outgroup*» qui est perçu comme «autre, homogène, partout présent et tout-puissant et qui conspire contre le *Ingroup*⁵⁴». Mais il faut sans aucun doute aussi comprendre ce discours sur le *Sonderfall* et l'autodétermination comme une réaction à des développements importants et durables. L'intégration nationale est désormais accomplie et la dépendance vis-à-vis des centres évidente.

Pour éviter tout malentendu: le discours que nous avons décrit ici n'équivaut en aucun cas à une «pensée unique» qui aurait cours en Valais; il s'agit plutôt d'une tentative de construction par un acte de «production sociale de l'inconséquent»⁵⁵. L'ethnologue français Marc Abélès parle de la politique «comme lieu de production d'un discours sur le monde, qu'il organise et territorialise à sa manière, instituant de l'autochtonie et de l'étrangeté, utilisant la catégorie d'ancestralité pour se mieux démarquer des gens sur lesquels il exerce son emprise.»⁵⁶ Il fait là allusion à cette «ethnisation», respectivement à cette «culturalisation» des conflits sociaux que l'ethnologue allemand Wolfgang Kaschuba désigne comme une stratégie d'instrumentalisation politique:⁵⁷ «Là où



Caricature parue dans le *Nouvel-iste*, le 29 avril 1995.

la "société" refuse que des questions restent ouvertes, là où elle exige des solutions à ses problèmes, la "Nation" et la "Culture" réapparaissent comme des mots d'ordre efficaces pour créer des consonances et récolter des voix.»

Notes

- 1 Flora MADIC, «Du costume d'antan à la réserve naturelle. Le choix de Riederalp et de Verbier», et Thomas ANTONIETTI, «La tradition dévore ses enfants - Le 'village valaisan' d'Europapark à Rust (Allemagne)», dans *Mutations touristiques contemporaines - Valais 1950-1990*, Cahiers d'ethnologie valaisanne N° 3, Sion 1993, pp. 111-129 et 165-172.
- 2 Cette question est traitée, pour le Valais notamment par: Thomas ANTONIETTI, «Das Dorf als Kulisse und Lebensraum. Bedeutungs- und Erscheinungswandel eines Ortsbildes», dans *Schauplatz Schweiz - Images de la Suisse*, Ethnologica Helvetica 1989-1990/13-14, pp. 35-65. - Marie Claude MORAND, «Notre beau Valais: le rôle de la production artistique 'étrangère' dans la construction de l'identité culturelle valaisanne», dans Groupe valaisan de sciences humaines (éd.): *Le Valais et les étrangers XIX-XX*, Sion 1992, pp. 191-246. - Marie Claude MORAND, «L'industrie touristique et ses conséquences sur l'image et la culture des montagnards», dans *L'homme et les Alpes*, Grenoble 1992, pp. 147-158. - Bernard CRETIAZ, *La beauté du reste. Confession d'un conservateur de musée sur la perfection et l'enfermement de la Suisse et des Alpes*, Genève 1993.
- 3 Voir Mondher KILANI, «Les images de la montagne au passé et au présent: l'exemple des Alpes valaisannes», dans *Archives suisses des traditions populaires*, 1984/1-2, pp. 27-55.

- 4 Klaus ANDEREGG, «Ursachen und Anlässe der Walliser Auswanderung im 19. Jahrhundert», dans *Valais d'émigration - Auswanderungsland Wallis, Cahiers d'ethnologie valaisanne* N° 2, Sion 1991, pp. 87-120.
- 5 GROUPE SCIENCES HUMAINES, *Le Valais et les étrangers XIX^e-XX^e*, Sion 1992.
- 6 Elisabeth SEILER-JORIS, *Sozialer Wandel im Oberwallis in der zweiten Hälfte des neunzehnten Jahrhunderts*. Mémoire de licence non publié, Université de Zurich, 1979.
- 7 Données et citations sur l'hostilité contre l'industrie: Archives Klaus ANDEREGG, Fribourg.
- 8 Voir par exemple: Maurice TROILLET, «Le rôle des cantons dans le développement de l'agriculture», dans *La Suisse vue à travers l'Exposition nationale*, Zurich 1940, pp. 455-460.
- 9 Voir par exemple: Arnold NIEDERER, «Die alpine Alltagskultur zwischen Routine und der Adoption von Neuerungen», dans *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, 1979/1, pp. 233-255.
- 10 Hermann BAUSINGER, «Tradition und Modernisierung», dans *Archives suisses des traditions populaires*, 1991/1-2, pp. 5-14, p.7, traduction.
- 11 Voir par exemple: Yvonne PREISWERK, *Le repas de la mort*, Sierre 1983.
- 12 Voir Gérard BERTHOUD, Mondher KILANI, «Enseignement et recherche en anthropologie culturelle et sociale. L'exemple de l'agriculture à temps partiel en milieu alpin», dans *Uni Lausanne*, n° 38, février 1984, pp. 1-15.
- 13 Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale, *Conseil national. Session d'hiver 1994*, pp. 2360-2375. - Le passage de l'intervention de la conseillère nationale Haering Binder auquel se réfère le rédacteur du *Nouvelliste* est le suivant, dans sa version originale, (p. 2372): «Das Merkwürdige aber ist, dass wir das [= Defizitgarantie] an Bedingungen knüpfen, dass wir es nämlich an die Bedingung knüpfen, dass der Kanton Wallis den Anforderungen der Umweltschutz- und der Raumplanungsgesetzgebung und nun auch des Bundesgesetzes über die Förderung von Turnen und Sport nachkommen sollte. Eigentlich war ich bis anhin der Meinung, dass Gesetze so oder so verbindlich sein sollten, auch ohne Defizitgarantien. Sonst wäre das ja ein guter Tip für die anderen Kantone. Aber wir leben mit dem real existierenden Kanton Wallis. Deshalb sind wir mit der Tatsache konfrontiert, dass dieser Kanton, was die Umweltschutzgesetzgebung, was die Raumplanung, was das Bundesgesetz über die Förderung von Turnen und Sport anbelangt, eben nicht zu den Musterknaben der Nation gehört.»
- 14 Pascal BRUCKNER, Alain FINKIELKRAUT, *Au coin de la rue l'aventure*, Paris 1979, pp. 197 et 207, cités par Francine Evéquo, Pascale Roulet: «Tourisme et planification. Le cas de Verbier et Riederalp», dans *Mutations touristiques contemporaines - Valais 1950-1990*, Cahiers d'ethnologie valaisanne N° 3, Sion 1993, pp. 93-109, p. 109.
- 15 Suzanne CHAPPAZ-WIRTHNER, *Le Turc, le Fol et le Dragon. Figures du carnaval haut-valaisan*. Neuchâtel / Paris 1995, p. 35.
- 16 Voir également à ce propos: Anselm ZURFLUH, *Uri. Modell einer traditionellen Welt?* Zurich et Brigue 1994.
- 17 *Nouvelliste*, 29 septembre 1994, pp. 1 et 18.
- 18 Thomas PLATTER, *Die Selbstbiographie 1499 bis 1582*, Nördlingen 1989, p. 58.
- 19 Thomas ANTONIETTI, «Mémoires d'une Génération. Fragments d'un collectif de vie», dans Th. Antonietti (Ed.), *Alt werden, alt sein im Lötschental*, Kippel 1990, pp. 20-42, p. 26, traduction.
- 20 Voir Bernard CRETIAZ, *Un village suisse*, Sierre 1982. - Du même auteur: «Un si joli village - Essai sur un mythe helvétique», dans *Peuples inanimés, avez-vous donc une âme? Images et identités suisses au XX^e siècle*, Lausanne 1987, pp. 5-18.
- 21 Bernard CRETIAZ, voir note 20; Thomas ANTONIETTI, voir note 1 et «L'esthétique du tourisme - Manifestations de l'industrie des loisirs à Crans-Montana et à Zermatt», dans *Mutations touristiques contemporaines - Valais 1950-1990*, Cahiers d'ethnologie valaisanne N° 3, Sion 1993, pp. 63-90.
- 22 *Le Nouveau Quotidien*, 8 février 1995, p. 2.
- 23 *Nouvelliste*, 6 décembre 1994, p. 3.
- 24 *Nouvelliste*, 1^{er} décembre 1993.
- 25 Boris BOLLER, *Le discours sur la drogue dans la presse suisse*. Office fédéral de la santé publique. Fribourg 1993-1994, à paraître.
- 26 Voir aussi: Thomas ANTONIETTI, cf. note 21, pp. 77-80.
- 27 Duri BEZZOLA, «Alpenlobbying gerechtfertigt», dans *Walliser Bote*, 19 novembre 1994, traduction.
- 28 *Tages-Anzeiger*, 11 mars 1994, traduction.
- 29 Alexandre ZUFFEREY, Editorial, dans *La Cordée / Die Seilschaft*, 1994 / 8, p. 4.
- 30 *Nouvelliste*, 20 septembre 1994.
- 31 Toutes ces citations sont tirées du *Nouvelliste*, 1992-1994.
- 32 André GUX, «Valais. Un pays dans le torrent du progrès», dans *Gazette de Lausanne*, 18 novembre 1965, p. 9.
- 33 Pierre MOREN, «Offener Brief» dans *Walliser Bote*, 28 février 1970, traduction.
- 34 *Nouvelliste*, 31 janvier 1992.
- 35 *Journal de Sierre*, 4 mai 1993.
- 36 Herbert VOLKEN, «Schweizer Alpen-Club - Landvogt im Berggebiet», dans *Walliser Bote*, 3 avril 1987, traduction.
- 37 *Nouvelliste*, 4 juillet 1990, p. 32.
- 38 Pour d'autres exemples, cf.: Thomas ANTONIETTI, «L'esthétique du tourisme», voir note 21, pp. 77-80.

- 39 bos [Bernard-Olivier SCHNEIDER], «L'esprit du réduit a triomphé», dans *Nouvelliste*, 21 février 1994, p. 3.
- 40 Bernard-Olivier SCHNEIDER, «Lex Friedrich: la Suisse latine bafouée!», dans *Nouvelliste*, 26 juin 1995, p. 1.
- 41 Archives de presse Klaus ANDEREGG, Fribourg.
- 42 Hedwig und Karl ANNELER, *Lötschen*, Bern 1917.
- 43 *Walliser Bote*, 22 décembre 1920, p. 1. - A propos des critiques contre Hedwig Anneler voir aussi: Josef GUNTERN, *Volkserzählungen aus dem Oberwallis*, Bâle 1978, p. 15.
- 44 Danièle DELACRETAZ, «Ecologie: Les vraies têtes de pioche!», dans *Nouvelliste*, 16 avril 1991, p. 1 et 23. - D'autres exemples sur ce thème se trouvent dans: Thomas ANTONIETTI, voir note 38, p. 80.
- 45 50^{ème} Assemblée générale des délégués du Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB), 27 et 28 août 1993, Troistorrens: Allocution de M. Raymond DEFERR, Conseiller d'Etat, Président du SAB.
- 46 Ernst LAUR, *Der Schweizer Bauer und sein Werk*, Brugg 1939, p.86.
- 47 L. J., «Das Wallis wie es scheint und wie es ist», dans *Walliser Bote*, 23 octobre 1942, p. 1.
- 48 *Nouvelliste*, 6 mai 1994.
- 49 «Wallis: Stiefkind der Nation», dans *Walliser Bote*, 11 mai 1987, p. 11.
- 50 Rolf ESCHER, dans *Stadtgemeinde Brig-Glis: Urversammlung vom 16. März 1994*, p. 9.
- 51 *Nouvelliste*, 27 septembre 1994, p. 1 et 19 avril 1995, p. 1.
- 52 François WALTER, *La Suisse urbaine 1750-1950*, Genève 1994, pp. 422-423.
- 53 Suzanne CHAPPAZ-WIRTHNER, voir note 15, p. 58.
- 54 Murray EDELMAN, *Die symbolische Funktion staatlicher Institutionen und politischen Handelns*, Frankfurt / New York 1990, p. 159, traduction.
- 55 Mario ERDHEIM, *Die gesellschaftliche Produktion von Unbewusstheit*, Frankfurt am Main 1982.
- 56 Marc ABELES, «L'anthropologie politique», dans *Le courrier du CNRS*, supplément au n° 67, 1987, pp. 45-49, p. 49.
- 57 Wolfgang KASCHUBA, «Kulturalismus: Vom Verschwinden des Sozialen im gesellschaftlichen Diskurs», in *Zeitschrift für Volkskunde*, 1995/1, pp. 27-46, p. 44.

Un modèle du politique dans un projet municipal de gestion informatique Une approche anthropologique

Claudia Dubuis

Présentation

Le thème de cet article porte sur un projet d'informatisation à l'échelle de la ville de Martigny. Il se détache du champ d'étude qui se fonde sur l'analyse des partis politiques traditionnels ou de groupes d'opposition identifiés, et qui part du constat, par ailleurs amplement démontré, d'une forte autonomisation du champ du politique dans les sociétés contemporaines.

Or, l'hypothèse de base qui sous-tend ce travail vise à montrer que, parallèlement à cette autonomisation, la représentation politique tend à échapper au strict champ institutionnel et à la représentation officielle pour se reporter sur d'autres domaines comme, dans l'exemple traité ici, le domaine des applications de l'informatique.

En effet, la puissante et récente extension de la technique informatique semble pouvoir donner lieu à une véritable entreprise de régulation politique et sociale qui paraît en mesure d'opérer d'une manière particulièrement efficace quand il s'agit de questions d'ordre socio-techniques comme les économies d'énergie ou la gestion des flux urbains, d'autant plus que ces questions demeurent encore très secondaires dans les préoccupations politiques. Par cette délégation s'effectue dès lors une dépolitisation de certains problèmes sociétaux, et, par ailleurs, une politisation d'autres espaces (sans vouloir avancer par là que la technique n'ait jamais été totalement neutre).

Enfin, cette problématique s'éloigne d'une thématique qui s'inscrirait dans un pur espace cantonal borné par ses frontières géo-politiques, de

même que d'une image qui entérine trop souvent le caractère d'exception du Valais. Mais, si les projets en informatique transcendent les frontières, force est de constater que celui-ci fait recours, et c'est peut-être l'un des éléments qui constitue son originalité, à certains facteurs identitaires considérés comme définitivement associés tant au Valais de la tradition qu'à des éléments typiquement locaux.

Somme toute, le propos de cette présentation ne vise pas à dégager en dernière instance un facteur identifié comme spécifiquement valaisan, mais plutôt à montrer que le Valais, sous de nombreux aspects, se rattache également à des flux mondiaux qui participent eux aussi des questions de caractère tant identitaire que sociétal.

Présentation: un laboratoire «urbistique» ou la ville assistée par ordinateur

Cet article s'appuie sur une recherche anthropologique que j'ai réalisée sur le CREM (actuellement Centre de Recherches écologiques et municipales) à Martigny entre 1990 et 1991*. Créé au milieu des années 80 à la faveur d'une étude sur le chauffage à distance, ce centre de recherches a tenté de réaliser, dans l'un de ses projets intitulé *Dialogue Energétique*, une action globale à l'échelle de la ville de Martigny visant la réalisation d'économies d'énergie de près de 12% par «l'encouragement de réactions solidaires»¹.

Ce projet a nécessité l'élaboration d'une double construction qui le rende opératoire: d'une part celle d'un modèle de consommation

énergétique applicable sur l'ensemble de la ville et, d'autre part, celle d'un «citoyen-consommateur-économe»², responsable et rationnel, figure participative du Dialogue Énergétique et sans lequel aucun résultat ne pouvait être produit. Cette double construction s'est cristallisée autour de l'élaboration d'un outil spécifique, l'*économètre*, qui constitue à mon sens l'instrument clef de la campagne et l'une des réalisations les plus intéressantes du centre.

Invention du CREM, l'*économètre* est un micro-ordinateur qui, couplé à un compteur de réseaux, est conçu pour mesurer et contrôler la consommation énergétique d'un bâtiment pour toutes les énergies, électricité, gaz, chauffage à distance et mazout. Équipé de cartes de mesures et de modem de télécommunication, il analyse et affiche les consommations avec ou sans commentaire, détecte les dysfonctionnements et transmet les informations vers les systèmes de gestion.

L'*économètre* fournit également une visualisation compréhensible, par une symbolisation iconographique, de la consommation d'un immeuble³. De la sorte, outre le seul calcul de consommation énergétique, l'*économètre* permet aux habitants de participer au projet grâce à l'accès à certaines informations portant aussi bien sur la consommation de leur immeuble que sur celle de la ville⁴ et favorisant une comparaison entre les deux.

Dans la conception de ce centre de recherche, c'est donc la ville de Martigny dans son ensemble qui constitue le laboratoire *in situ* de ses expériences, ou, autrement dit, un laboratoire d'*urbistique*. On pourrait traduire ce néologisme d'*urbistique* inventé par le CREM, par «ville assistée par ordinateur» et plus précisément encore par «réseaux techniques assistés par ordinateur». Principe globalisant du centre, ce concept m'a permis d'élaborer un axe général d'analyse, qui s'intègre au cadre d'une anthropologie des sciences et des techniques.

Pertinence anthropologique: des réseaux techniques, des réseaux sociaux

L'actuelle extension des réseaux informatiques, notamment dans la gestion des infrastructures urbaines, joue un rôle toujours plus prépondérant, et il apparaît désormais indispensable pour les sciences sociales de s'interroger sur la signification sociale qui peut être attachée aux réseaux techniques en général, et, partant, aux réseaux informatiques chargés notamment d'organiser la gestion des réseaux plus anciens.

La recherche en sciences sociales s'est, depuis quelques années, largement intéressée par exemple à l'histoire du développement des réseaux techniques de communication ou de transport. L'un des constats primordiaux qui semble pouvoir être retenu est que le raccordement aux réseaux techniques urbains est aujourd'hui considéré comme «un droit social inaliénable»⁵. Dans certains pays industrialisés, des «garanties de maintien des branchements minimaux» sont assurées, même pour des abonnés qui ne peuvent supporter leurs frais de raccordement⁶. Aussi, les réseaux, en tant qu'objets à la fois techniques et sociaux, sont de plus en plus associés symboliquement à l'urbanité et sont connotés comme «symbole de l'équité urbaine pour le plus grand nombre»⁷.

L'assurance de cette garantie de maintien passe, entre autres, par un très fort impératif de maintenance et d'organisation du maillage inextricable que constituent ces réseaux techniques urbains⁸. L'informatique, comme dans bien d'autres domaines, semble, de l'avis de nombreux ingénieurs et techniciens, pouvoir y apporter des solutions novatrices.

C'est donc l'analyse d'une pratique encore embryonnaire - l'informatisation des villes - que j'ai tenté de mettre en œuvre, avec pour objectif une globalisation à partir de l'examen exhaustif d'un cas empirique, étant entendu que l'*urbistique* ne représente que l'une des expérimentations ponctuelles d'une application émergente qui reste encore largement à concrétiser.

En outre, si l'on se déplace sur une échelle qui dépasse cette petite ville valaisanne, se dessine le projet idéalisé que la totalité de la planète pourrait être mise en relation par la médiation de réseaux qui, tels les réseaux informatiques, pénètrent toutes les sphères de la vie, tant publique que privée. C'est à ce niveau de globalité (les réseaux et le discours informatique) que se rattache ce terrain en apparence singulièrement local.

L'«urbistique» comme mode d'expérimentation sociale et politique

Aussi, l'interrogation centrale de cette recherche a porté sur la signification sociale attachée à l'informatique plutôt que sur une évaluation des économies d'énergie effectivement réalisées dans ce projet Dialogue Énergétique ou dans tout autre projet du CREM. De ce point de vue, l'ordinateur - ici économètre - est envisagé comme un élément charnière autour duquel se cristallisent aussi bien un dispositif technique que l'amorce d'un projet de société.

Dans cette perspective, l'informatique est dès lors considérée comme une technique structurante, capable de constituer l'un des nouveaux modes possibles de régulation sociale et de favoriser l'émergence de nouvelles formes de prise en charge de problèmes sociaux, ou socio-techniques, tels que celui des économies d'énergie. De ce fait, l'hypothèse principale qui me semble pouvoir être dégagée aujourd'hui de mon travail consiste à considérer l'urbistique comme un véritable mode, ou du moins comme un laboratoire, d'expérimentation proprement sociale et politique.

Participation et solidarités

L'une des questions centrales qui peut donc être posée d'un point de vue anthropologique porte sur les modalités de la mise en œuvre d'un lien social à partir d'une forme de solidarisation

procédant des réseaux techniques et de la technique informatique. Cette notion renvoie au concept de politique, entendu dans le sens très large de mode d'être ensemble des individus mais, plus précisément ici, comme moyen d'action sur la société et comme mode de construction de solidarités et de lien social.

Ce processus croissant d'informatisation renvoie en effet à une interrogation sur la possible émergence de nouveaux moyens d'action dans le social⁹. Autrement dit, on peut se demander dans quel sens la technique informatique pourrait être utilisée afin d'accroître le pouvoir de décision de chaque citoyen, tout en permettant de définir les termes d'une nouvelle citoyenneté¹⁰.

Dans le cas de l'urbistique, le fondement social et politique pertinent repose sur un appel à la solidarité et à la participation collective. A mon sens, cette dimension se révèle être la problématique fondamentale qu'a posée, puis tenté de résoudre, le CREM dans le Dialogue Énergétique et qu'illustre parfaitement bien la citation suivante: «ce projet de techniciens sensibles à la dimension humaine du débat énergétique met en scène une collectivité face à un choix technologique important [...]. La réussite du projet suffirait-elle à justifier le pari de l'existence d'une solidarité urbaine?»¹¹.

La solidarité recherchée s'est établie par l'élaboration de la responsabilisation puis de la participation des habitants au projet Dialogue Énergétique dont le but est à ce moment-là de réduire la consommation de la ville «par la circulation d'informations et l'encouragement à des réactions solidaires». Ce processus s'est réalisé suivant deux actions très convergentes. L'une a valorisé une action plus technique, au travers, comme il a déjà été mentionné, de la médiation et de l'usage des économètres; l'autre a élaboré une tentative d'implication plus directe des habitants par l'intermédiaire des supports médias de la ville à l'occasion d'une vaste campagne d'information¹².

Cette campagne a débuté à l'occasion de la Foire du Valais, en octobre 1989, où un stand avait été élaboré sur le principe d'un jeu présentant une gamme d'actions possibles en matière d'économies d'énergie. Ces actions, hebdomadaires, ont été présentées sur un jeu de cartes illustrées ainsi que sur des papillons distribués dans les ménages pendant deux ou trois mois. Les messages de ces actions étaient également diffusés dans les médias locaux, la presse, la radio et le canal télévisé local muni d'un support à informations Télétex et dont plusieurs pages étaient destinées à des informations générales et des conseils en matière d'énergie. Une deuxième chaîne du réseau télévisé local, *Canal Energie*, a fourni des renseignements utiles sur la température où les besoins en chauffage tout en informant la population sur la consommation de la ville.

Une théorie de l'information au fondement d'un espace public électronique

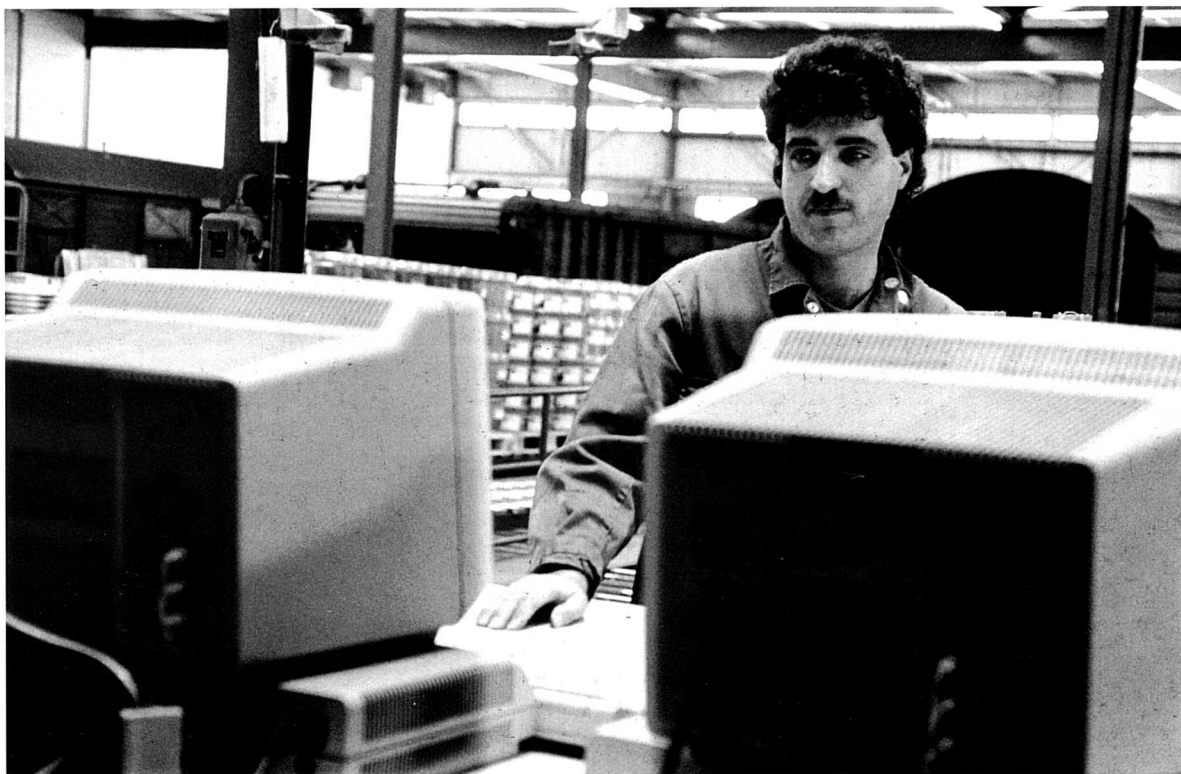
Si l'information sous ses multiples composantes joue un rôle aussi prépondérant, c'est que, au demeurant, une théorie générale, ou théorie de l'information, inspire l'ensemble des actions du centre à ce moment-là du moins. Dans cette vision, les réseaux informatiques et communicationnels pourraient constituer un nouvel espace public contemporain construit autour de la seule circulation de l'information, agora artificielle moderne totalement généralisée.

Plus encore, se développe l'idée d'un espace public absolument démocratique rendu possible par un accroissement de la transparence, les acteurs sociaux ayant dorénavant accès à un maximum d'informations. Dans ce contexte, nombreux sont ceux qui pensent que la démocratisation de l'accès à l'information, en tant que droit considéré comme inaliénable, va rendre le pouvoir de décision aux usagers pour les constituer en citoyens responsables et actifs.

Dans l'urbistique, cette problématique de la restitution du pouvoir de décision au citoyen grâce à l'informatique est explicite et constitue une dimension importante de légitimation du projet: «la diffusion de la consommation réelle constitue ainsi une boucle de rétroaction permettant d'évaluer l'effet des actions puis [...] d'informer et de former l'usager et ainsi de lui rendre le contrôle des opérations. La ville peut favoriser l'égoïsme par l'anonymat, mais la création de boucles de rétroaction devrait permettre de stimuler les réactions solidaires et, dans tous les cas, donner à l'usager les moyens de choisir les risques qu'il est décidé à consentir. [...] Dans ce sens, les craintes exprimées d'une réduction du contrôle démocratique, par l'intégration des systèmes de gestion et la télématique, ne sont pas fondées»¹³. Mais finalement, cette question ne porte pas vraiment sur la possibilité réelle de décision des citoyens. En y regardant de plus près, ceux-ci semblent plutôt devoir être entraînés à participer au projet par la seule «stimulation» de l'information, perçue à la fois comme ciment social et comme garante de la transparence, gage d'une communication idéale.

Or, la transparence visée dans cette communication idéale liée à la circulation générale de l'information finit par valoriser par dessus tout le consensus. Elle tend à l'apologie d'une société rationnelle et sans conflit. Cette conception valorise un espace public neutralisé, transcendant les rapports de force que l'on pourrait y déceler et constituant, selon les termes de P. Breton, «un lien social moderne unitaire»¹⁴. Comme le souligne autrement P. Lévy, «derrière ces techniques, il y a aussi de la politique. [...] Plus profondément, l'informatique porte avec elle un certain modèle de la politique qui s'exprime en termes de théorie de l'information et de systémique. Il ne s'agit plus de rapports de force - luttes des classes ou concurrences individuelles - mais de jeux de communication et de langages»¹⁵.

La solidarité communale prônée paraît dès lors reposer sur l'idée d'un partage généralisé de valeurs, incitées très rationnellement par les



Ciba Geigy, Monthey 1991.

campagnes d'information et par la médiation de l'économètre, plutôt que par le jeu des partis et des débats d'opinion. Cette vision de la solidarité ne prend pas en compte la possibilité d'une participation active et collective des groupements d'usagers et de citoyens pour discuter de la pertinence des objectifs et de leur éventuelle redéfinition, ces derniers étant déjà préalablement fixés selon les critères exclusifs du centre.

Le «citoyen-consommateur-économe»

La fabrication ou l'invention d'une figure participative adaptée au modèle de cet espace public technique, neutre et consensuel, a dès lors constitué une priorité afin d'actualiser sur un mode pratique le modèle de gestion de la ville urbisticienne en cours d'élaboration. L'usager-participant sera donc analysé tel qu'il est perçu et construit par le CREM et non pas comme figure résistante à l'implantation de la technique informatique.

La figure participative principale visée dans le projet est celle du consommateur ou groupe de consommateurs, plutôt que celle du citoyen, lu comme figure politique. Cette proposition est sous tendue par la conception selon laquelle la consommation constitue aujourd'hui une pratique dominante et univoque, voire même universelle, des acteurs dans les sociétés industrielles capitalistes; cette conception finit du reste par tenir du sens commun, exprimée dans des idées telles que: «nous sommes tous des consommateurs» et, plus récemment: «nous sommes tous des consommateurs d'énergie». Le consommateur doit devenir, dans cette optique, un consommateur raisonnable, économe et, par conséquent, en extrapolant, un consommateur-citoyen responsable dans une ville idéale «où tous les citoyens sont concernés par les problèmes énergétiques et n'agissent qu'en pensant aux conséquences de leurs actes sur la consommation»¹⁶.

Cependant, comme ce «citoyen-économe-en-énergie»¹⁷ reste encore largement à inventer, une première phase du projet a consisté dans l'élaboration d'une typologie du consommateur qui permette l'application des mesures préconisées ainsi qu'un usage efficace de l'économètre. Deux catégories de consommateurs ont été définies: le consommateur individuel et les consommateurs collectifs qualifiés d'identifiés¹⁸.

Cette catégorie double du consommateur permet au CREM de prendre en compte tant l'individuel que, dans une moindre mesure, le collectif, dans la mesure où elle a été construite en réponse à un constat d'anomie, l'individu ayant perdu le sens des valeurs collectives et ne répondant plus aux attentes de la société. Et, à l'évidence, les notions collectives de responsabilisation et de solidarisation (comme celles de réaliser des économies d'énergie en déclenchant des réactions solidaires) constituent une dimension fondamentale de ce projet.

Il a fallu dès lors produire un espace dans lequel cet usager-type puisse intervenir. Dans le projet Dialogue Énergétique, trois types d'espaces sur lesquels le consommateur d'énergie agirait de manière différenciée ont été définis et construits: l'espace privé, l'espace du travail, et l'espace communal, soit la ville, les transports, les commerces et les lieux publics. Cette démarche, qui s'élabore en parallèle à la fabrication de l'économètre comme «outil de collectivisation»¹⁹, prend par conséquent en compte des espaces collectifs différenciés dans l'espace communal²⁰.

Retour au symbolique: actualisation d'une structure politique «traditionnelle»

L'un des principaux moyens de définition et de construction d'un problème permettant de sensibiliser les usagers et les entreprises a consisté dans le repérage, la désignation et la dénonciation d'un risque d'origine locale, assez important pour frapper tous les esprits martignérains: l'épais nuage

de pollution qui a stagné sur la ville de Martigny l'hiver précédant le début de la campagne a servi de facteur symbolique rassembleur, d'autant plus que les Valaisans, habitués au cliché de l'air pur des Alpes, pouvaient se croire préservés de la pollution atmosphérique.

Les «normes d'acceptabilité» de la pollution ont été dépassées, souligne le CREM, pour la première fois cet hiver-là. Ce nuage a d'ailleurs été repris plus tard comme support iconographique représentant le centre dans différentes actions. Ce risque présente dorénavant un domaine d'interventions et d'activités pertinent car, en effet, «smog, bouchons, interdictions et résistance à la construction de nouvelles artères font de l'accessibilité urbaine et du transport un défi technique et un champ d'innovation privilégié de la fin de ce siècle»²¹.

Bien que le problème soulevé en priorité, c'est-à-dire les économies d'énergie et plus largement la question de l'environnement, soit désigné comme un problème mondial, ou du moins national, le discours du centre s'est toujours confiné à une participation locale des usagers. C'est un souci de pragmatisme et d'efficacité qui a motivé en premier lieu la référence à la commune et au local: à Martigny, de nombreuses conditions techniques étaient rassemblées pour permettre le développement du Dialogue Énergétique et l'élaboration du modèle général de l'urbistique. Or il apparaît en effet que le processus d'informatisation des villes s'est amorcé le plus souvent sur la base d'une organisation déjà existante à un niveau local²², comme on le constate à Martigny puisque le CREM s'appuie sur une gestion préalablement coordonnée par les Services Industriels des réseaux énergétiques de la ville.

En outre, malgré le discours global de la systémique et de la théorie de l'information, le CREM a totalement misé sur une identification au local et plus particulièrement à la commune, reprenant à son compte une vision de la vie politique suisse qui s'appuie sur un fort communalisme,

sans compter une certaine compétition entre les villes valaisannes. Pour preuve le slogan qui a marqué une partie des campagnes du centre: «A Martigny nous Energisons mieux».

Le CREM a également utilisé des stéréotypes propres à Martigny comme le vent et l'éolienne, autre réalisation du centre, ou comme le lion (emblème de la ville) que l'on retrouve dans certaines de ses publications. Il a enfin recouru au modèle de la *bourgeoisie*, ou commune bourgeoise, considérée comme une structure essentielle de la vie publique du Valais, garante de valeurs pérennes et incitatrice de solidarité.

Le but ici n'étant pas d'entreprendre une analyse approfondie de cette organisation, je me contenterai de relever que la bourgeoisie valaisanne a probablement émergé vers le XIII^e siècle et tirerait son origine, selon les interprétations, soit des consortages ou corporations de paysans réunis pour défendre leurs droits, soit du modèle des bourgeoisies urbaines apparues antérieurement. Actuellement, l'assemblée bourgeoise a une sphère d'activité propre, distincte de la commune politique et gère les avoirs bourgeoisiaux tels que des forêts, alpages, vignes et vergers. La jouissance de ces avoirs se répartit suivant des règles corporatives, tout comme les anciens consortages qui nécessitaient néanmoins des corvées ou travaux collectifs d'entretien auxquels les bourgeois ne pouvaient échapper²³.

C'est apparemment à ces «valeurs ancestrales» corporatives et de coopération que se réfère le CREM. Comme s'il fallait en quelque sorte trouver un moyen de réactiver les «bons» réflexes «ancestraux», en partant d'une structure communautaire traditionnelle, au moyen des technologies nouvelles.

Par conséquent, il paraît plausible d'avancer que le concept d'action solidaire proposé, tout au moins dans le projet analysé, semble impliquer la volonté de construction d'une communauté idéale, informatique et organique - par

organique, il faut comprendre la caractéristique ou le mode d'organisation d'un système social conçu comme profondément cohérent et a-conflictuel. Cette solidarité sera d'autant plus cohésive qu'elle repose sur la représentation idéalisée d'une communauté traditionnelle dont l'unité est maintenue par des institutions garantissant des valeurs ancestrales de coopération, telle que la bourgeoisie communale. C'est finalement une double organicité de l'action, à la fois technique et traditionnelle, qui est visée.

S'opère alors un balancement paradoxal entre la tentative d'une implantation d'un modèle théorique universalisant et abstrait utilisé comme fondement théorique - le modèle systémique - et le recours au local ainsi qu'aux structures traditionnelles. D'une certaine manière, il apparaissait en effet très difficile de ne s'appuyer que sur une seule argumentation abstraite et déréalisée, telle qu'elle se développe souvent au travers des pratiques et des discours de l'informatique, pour arriver à motiver les habitants de la ville. Et la seule vertu des propositions pragmatiques a pu sembler quelque peu limitée. En somme, un modèle pratique efficace ne pouvait pas s'élaborer sans un ample recours à la dimension symbolique du local et de ses représentations, ancrage dans un espace quotidien vécu et perçu comme concret.

De ce fait, le double recours à la dimension symbolique de la campagne d'information à la fois par les médias locaux et par une structure politique locale - mise en relation avec une iconographie signifiante - s'articule de manière paradoxale à la visée initiale et idéalisée d'une participation purement rationnelle qui n'opérerait que par la seule médiation technique de l'économètre. S'est ainsi avérée, en dernier recours, la nécessité d'une structuration des individus isolés sous le signe d'une appartenance socio-culturelle symbolique et collective. Cette démarche a par ailleurs contribué à concrétiser un discours idéologique dans un projet extrêmement pragmatique. Dans cette perspective, le politique

constitue ainsi la médiation privilégiée qui opère entre la dimension matérielle ou l'ordre de la pratique de la société et sa dimension idéale - ses projets, ses utopies.

En guise de conclusion

Certains proposent aujourd'hui «d'explorer les potentiels démocratiques des technologies informationnelles» et «d'entreprendre un effort radical d'imagination pour adapter les technologies aux acquis des systèmes démocratiques»²⁴. Or, si l'informatique est souvent dénoncée comme participant à une déstructuration des systèmes sociaux, on pourrait considérer que cette technique tend, en s'insinuant dans tous les replis de ces mêmes systèmes, à recomposer, sur une nouvelle modalité, le tissu social.

Dans cette perspective, l'expérience de Martigny pourrait constituer, malgré ses limites, l'ébauche de l'une de ces nouvelles modalités. En effet, cette pratique d'urbistique constitue non seulement une simple gestion des problèmes

socio-techniques par l'informatique mais également l'ébauche d'un moyen d'action original qui vise la participation des habitants à un projet dont l'enjeu social - les économies d'énergie - est désormais incontournable.

Finalement, c'est un double choix de société qui repose derrière l'extension de cette pratique. D'une part, puisque le spectre de la démobilisation civile semble de plus en plus préoccupant, cette pratique pourrait constituer l'une des prémisses d'une solution palliative à cette défection. D'autre part, un véritable enjeu de société repose désormais sur la garantie du bon fonctionnement du milieu technique urbain, posé en terme de qualité de vie et d'équité sociale. Cet enjeu n'est malheureusement que peu débattu et peu valorisé dans les discussions politiques. Aussi, cette mise en pratique particulière de la technique informatique au niveau municipal mérite assurément qu'on lui porte une attention d'autant plus grande que son développement pourrait jouer à l'avenir un rôle déterminant, nécessitant par là-même un examen critique d'autant plus approfondi.

Notes

- * Cette recherche a donné lieu à une publication. Claudia DUBUIS, *L'urbistique. La ville assistée par ordinateur*. Lausanne, Université de Lausanne; Institut d'anthropologie et de sociologie, 1994, Cours, séminaires et travaux n°12.
- 1 Je tiens à préciser ici que cet article se base sur l'observation, à un moment donné, des activités du CREM et ne prétend fournir aucune évaluation sur les actions du centre en matière d'économies d'énergie. En outre, cette présentation diffère fort probablement des actuelles orientations du centre.
- 2 Selon le *Nouveau Quotidien* du 3 novembre 1994, l'économie en matière d'énergie réalisée à Martigny serait actuellement de 20%, après huit ans d'activité.
- 3 D'après l'expression du sociologue Vololona RABEHARISOA, «Mesures techniques, mesures morales. De l'institution d'un habitant raisonnable face aux économies d'énergie», *Techniques et culture* 16, pp 63-82.
- 4 Un économètre fournit ainsi les informations suivantes: la tem-

pérature extérieure, la consommation brute par personne (coût approximatif en francs par an et par personne), la consommation de l'immeuble, et un index mobile qui compare la consommation de l'immeuble à celle de la ville de Martigny.

- 5 Un certain nombre d'économètres a été placé en des lieux stratégiques de la ville, sur les entrées d'alimentation d'énergie: électricité, gaz, centrale de chauffe du chauffage à distance, ainsi que dans certains immeubles ou villas tests habités par des volontaires, afin de mesurer le débit de consommation global.
- 6 Je m'inspire ici des travaux de l'urbaniste Gabriel Dupuy qui proclame l'imminence et la nécessité de l'extension de la gestion coordonnée par l'informatique des réseaux d'infrastructures urbaines tels que les réseaux de distribution d'énergie ou les transports. Voir par exemple sur cette question Gabriel DUPUY, *L'informatisation des villes*, Paris, PUF, 1992.
- 7 Gabriel DUPUY, «Gestion des réseaux urbains et nouvelles technologies d'information», dans OCDE (ed), *Villes et technologies nouvelles*, Paris, 1992, p. 72.
- 8 *Idem*, p. 73.

- 9 Voir Gabriel DUPUY, op cit, note 6, p 84.
- 10 Ce vaste domaine d'organisation des réseaux techniques urbains serait du ressort de la discipline technique de génie urbain.
- 11 Guy LACROIX, «L'information de décision: un enjeu pour la démocratie», dans H. LEFEBVRE et alii, *Du contrat de citoyenneté*, Paris, Ed. Périscope, 1990, pp 197-229.
- 12 Il faut toutefois relever que ce projet technique se distingue nettement de certaines expériences qui commencent à émerger et où l'on vise une participation active et directe des citoyens à des processus définis comme plus strictement politiques, tels que dans les projets de «télé démocratie», de votations par «télévote» etc.
- 13 CREM. *Dialogue énergétique. Bilan intermédiaire de la préparation du dialogue énergétique*, Martigny, 1989, p. 4.
- 14 La citation suivante me semble bien illustrer toute la campagne d'information telle qu'elle a été conçue:
«La philosophie sous-jacente de cette campagne est de mettre à disposition de la population un système cohérent de buts et d'actions pour mieux élargir, avec la possibilité de mesurer les résultats atteints. Dans la perspective d'un dialogue, un souci du CREM est de mettre en place des rétroactions permettant d'évaluer l'impact des différentes sources utilisées. C'est la raison pour laquelle des jeux, des concours et des tirages au sort sont proposés [...] afin de connaître les actions et réactions et pour pouvoir orienter l'information à donner ou redonner».
- 15 Agora renvoie évidemment au sens du théâtre politique de la ville grecque, la *polis*, mais aujourd'hui, on utilise très souvent ce terme dans l'acception d'écran cathodique ou encore d'espaces d'interaction produits à partir des réseaux informationnels.
- 16 CREM, *Le CREM de Martigny et l'urbistique, Interface entre les acteurs du génie urbain*, 1989, p. 6.
- 17 Philippe BRETON, *L'utopie de la communication*, Paris, La Découverte, 1992, p. 56.
- 18 Pierre LEVY, «L'informatique et l'Occident», dans *Esprit* 7/8, 1982, p. 42.
- 19 Services Industriels, *Ville de Martigny, Dialogue Énergétique à Martigny. Les Services industriels à l'heure de l'«urbistique»*. *Utopie ou réalité*, 1992, p. 6.
- 20 Voir Vololona RABEHARISOA, op cit, note 3.
- 21 Le CREM a par exemple déterminé «17 consommateurs identifiés» collectifs, plus grands consommateurs d'énergie de la commune qui représentent principalement les grandes entreprises locales ou les grands édifices publics - hôpital, écoles. En outre, le CREM appuie une grande partie de ses actions sur les immeubles, comme collectif de consommation.
- 22 *Idem*, p. 78.
- 23 Sous réserve peut-être que ces espaces, plus que construits, semblent plutôt prédéfinis à partir d'un modèle fonctionnaliste selon lequel les fonctions de la vie moderne se résument à se loger, à travailler, à consommer, et ... éventuellement à se réunir.
- 24 CREM, *Séminaire urbistique*, documents non publiés, 1989.
- 25 Voir Gabriel DUPUY, op cit, note 6, p. 114.
- 26 Werner KAEMPFEN, «Les Bourgeoisies du Valais», dans *Annales valaisannes*, 11ème série, Xle année, Tome 13, 1965, pp 129-176.
- 27 Voir Guy LACROIX, op. cit, note 11, p. 217.
- 28 *Idem*, p 200.

Crédits photographiques

Stéphane Andereggen, Sierre: pages 144, 145.

Armin Braunwalder, Altdorf: page 10.

Bernard Dubuis, Erde-Conthey: pages 12 en bas, 14.

Comité de candidature «Sion-Valais 2002», Sion: dossier de candidature: pages 140, 141.

Jean-Yves Glassey, Fully: pages 51, 52, 53, 55.

Groupe valaisan de sciences humaines: «Histoire de la démocratie en Valais (1798-1914)», Sion 1979: pages 21, 25.

Musées cantonaux, Sion: page 163.

Musées cantonaux, Sion; Thomas Antonietti: page 183.

Musées cantonaux, Sion; Jean-Yves Glassey, Fully: pages 11, 12 en haut, 13, 15, 16, 148, 149, 182, 195.

Photo Métrailler-Borlat, Sion: pages 138, 139.

Valpresse, Philippe Schmid, Sion: page 135.

Walliser Bote, Brigue; Franz Mayr: pages 167, 168, 169.

Walliser Bote, Brigue; Georges Tscherrig: page 152.

Auteurs

Stéphane ANDEREGGEN, né en 1955, est licencié ès lettres (philosophie, histoire, sociologie) de l'Université de Fribourg. Il est journaliste et a collaboré successivement avec les médias suivants: *Combat*, *Walliser Volksfreund*, *Nouvelliste* et *Feuille d'Avis du Valais*, *Walliser Bote*. Il est l'auteur de monographies sur Grächen, Visperterminen, Loècheles Bains et a écrit pour les *Cahiers d'ethnologie valaisanne* des articles sur l'immigration et le tourisme. Il a également contribué à des expositions présentées par les musées locaux d'Ernen et de Grächen.

Thomas ANTONIETTI, né en 1954, est licencié en ethnologie. Il a étudié aux Universités de Fribourg et de Zurich; actuellement il est conservateur des collections ethnographiques du Musée cantonal d'histoire et d'ethnographie, Valère, Sion et collaborateur à l'Association valaisanne des musées locaux.

Roland CARRUPT, né à Martigny, est licencié ès science politique de l'Université de Lausanne et a obtenu une maîtrise ès géographie à la Sorbonne à Paris. Il enseigne actuellement l'histoire et la géographie dans un collège tout en poursuivant des recherches sur la communication politique et le rôle de la géographie dans l'identité nationale.

Suzanne CHAPPAZ-WIRTHNER, née à Sion, est ethnologue. Elle enseigne à l'Ecole supérieure de commerce de Martigny et a été à plusieurs reprises chargée de cours à l'Institut d'ethnologie de l'Université de Neuchâtel. Elle a consacré sa thèse de doctorat au carnaval du Haut-Valais et s'intéresse aujourd'hui aux figures de l'homme sauvage et de l'homme artificiel dans les mythes, les contes fantastiques et les œuvres de science-fiction.

Nathalie COFFRE est doctorante en ethnologie et sociologie comparative à l'Université de Paris X - Nanterre, et membre associé au Centre d'Ethnologie Française, Musée des Arts et Traditions Populaires, Paris (CNRS UMR 18).

Claudia DUBUIS, née à Bramois - Sion, est licenciée en sociologie et anthropologie de la Faculté des Sciences Sociales et Politiques de l'Université de Lausanne et première assistante en anthropologie culturelle et sociale à l'Institut d'anthropologie et de sociologie de cette Université. Elle bénéficie d'une bourse de jeune chercheuse du Fonds national de la recherche scientifique (avril 1995-mars 1996) et séjourne à Vancouver où elle mène des recherches avec les géographes culturels et urbains du département de géographie de l'Université de British Columbia dans le cadre d'une thèse de doctorat. Ses domaines d'intérêt sont la socio-anthropologie de la «modernité», l'anthropologie urbaine et l'anthropologie des techniques.

Yves FOURNIER, né en 1964, Martigny et Salvan, est professeur d'histoire au Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice et licencié en histoire contemporaine et histoire suisse de l'Université de Fribourg où il poursuit une formation doctorale. Il a soutenu un mémoire sur l'idéologie politique valaisanne et collabore au DHS et à diverses revues dont les *Annales valaisannes*. Il a obtenu le premier prix du concours du 75^{ème} anniversaire de la Société d'histoire du Valais romand.

Stéphane HAEFLIGER, né à Saxon, doctorant, licencié ès science politique, détenteur d'une maîtrise ès science politique et d'une maîtrise ès science sociale, a étudié principalement à l'Université de Lausanne, puis s'est post-formé à Genève (IUED) et à Paris 1-Sorbonne (Science

politique) ainsi que dans plusieurs universités canadiennes (stages de recherche). Il s'intéresse particulièrement à la construction médiatique des scandales politiques, à l'anthropologie de la réception médiatique et, selon les termes de Morin, à la sociologie du présent. Auteur de plusieurs publications, il a également pratiqué - dans le cadre de ses recherches - le journalisme et les relations publiques en tant qu'assistant au Service de presse de l'Université de Lausanne.

Isabelle RABOUD, née à Monthey, est sociologue licenciée de l'Université de Genève. Elle est l'auteur de *Temps nouveaux, vents contraires. Ecône et le Valais*, ainsi que d'une étude intitulée *La souffrance et la douleur dans le bouddhisme, le stoïcisme et le christianisme*, publiée par l'antenne François-Xavier Bagnoud à Sion.

Benjamin RODUIT, né en 1962, est licencié ès lettres et détenteur d'un diplôme de maître de gymnase de l'Université de Fribourg. Il enseigne l'histoire et le français au collège de l'Abbaye de

Saint-Maurice. Marié et père de quatre enfants, il vit à Saillon où il exerce la fonction publique de vice-président de la commune.

Stéphane ROSSINI, né en 1963, est licencié ès sciences politiques et docteur ès sciences sociales de l'Université de Lausanne. Il est directeur du Diplôme de formation continue en travail social de l'Université de Neuchâtel et consultant dans les domaines de la politique sociale et de la santé. Il a réalisé plusieurs études et publications dans le domaine de la politique sociale helvétique, dont l'élaboration du Budget social de la Suisse pour le Fonds national de la recherche scientifique PNR 29.

Ludwig ZURBRIGGEN, né en 1965 à Bâle et élevé à Brigue, a étudié aux Universités de Zurich et de Genève et obtenu une licence en sociologie. Il mène des recherches dans le domaine du champ politique et travaille actuellement sur les «modes de constitution des élites politiques en Valais».

Achevé d'imprimer en décembre 1995 sur
les presses de l'Imprimerie Constantin SA à Sion.



